

IRSN

INSTITUT
DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

Faire avancer la sûreté nucléaire

2014

Baromètre IRSN

La perception des risques
et de la sécurité par les Français

► Résultats d'ensemble



2014

Baromètre IRSN
La perception des risques
et de la sécurité par les Français

► **Résultats d'ensemble**

Juin 2014

OBJECTIFS

L'IRSN a retenu la pratique des enquêtes pour suivre les opinions des Français au sujet des risques liés à la radioactivité. Les résultats des sondages réalisés sont restitués annuellement dans le Baromètre IRSN sur la perception des risques et de la sécurité, créé en 1990 sous sa forme actuelle.

Ce suivi des opinions offre, à tous les acteurs qui contribuent à la maîtrise et à la gestion du risque nucléaire, des connaissances sur la manière dont le grand public met en perspective les différents risques, sur sa perception de la qualité de leur gestion et sur ses attentes en matière d'information.

Le questionnaire de l'enquête de l'édition 2014 du Baromètre IRSN est très proche de celui de l'an passé. Les nouvelles questions introduites cette année ont pour objectif de recueillir les opinions des Français sur différentes sources d'énergie, leur connaissance sur la tenue du débat national sur le projet de centre de stockage profond de déchets radioactifs en Meuse/Haute-Marne et leurs attentes sur l'évolution des risques industriels suite à la nette diminution de leur perception de l'acuité des risques observée l'an passé.

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

L'édition 2014 du Baromètre IRSN présente les réponses des Français qui ont été interrogés à leur domicile du 7 au 23 octobre 2013 par l'institut de sondage BVA. Au total, 1 022 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et des strates ont répondu. La répartition de l'Insee des âges, des sexes et des professions des chefs de famille a été respectée dans l'échantillon, et cela dans chacune des 32 strates considérées (8 régions x 4 types d'habitats).

COMITÉ DE PILOTAGE IRSN

MARIE-HÉLÈNE EL JAMMAL — Service de l'ouverture à la société, Direction de la stratégie, du développement et des partenariats, IRSN.

EMMANUELLE MUR — Bureau de la communication stratégique et scientifique, Direction de la stratégie, du développement et des partenariats, IRSN.

FRANÇOIS ROLLINGER — Responsable du Service de l'ouverture à la société, Direction de la stratégie, du développement et des partenariats, IRSN.

MATTHIEU SCHULER — Directeur de la stratégie, du développement et des partenariats, IRSN.

Accompagnés par

JEAN-FRANÇOIS TCHERNIA — Consultant spécialisé dans les études d'opinion publique.

SOMMAIRE

04-09

RÉSULTATS SAILLANTS

10-29

PARTIE 1

LES PRÉOCCUPATIONS
ACTUELLES DES FRANÇAIS

12-16

1.1 — Le plus préoccupant
dans la société actuelle

17-20

1.2 — Le plus préoccupant
pour l'environnement

21-25

1.3 — La science dans
les préoccupations des Français

26-29

1.4 — La perception des risques liés
aux installations industrielles

30-57

PARTIE 2

REGARDS DES FRANÇAIS
SUR L'EXPERTISE

32-34

2.1 — Qui doit contrôler
une installation à risques ?

35-43

2.2 — Le rôle et l'image
des experts scientifiques

44-52

2.3 — La diffusion et le partage
de l'expertise scientifique

53-57

2.4 — La perception
des structures pluralistes

58-109

PARTIE 3

LES FRANÇAIS FACE
À 33 SITUATIONS
À RISQUES

62-71

3.1 — Les risques auxquels
les Français se sentent exposés

72-81

3.2 — La confiance accordée
aux autorités par les Français
pour les protéger

82-96

3.3 — La vérité des informations
sur les dangers

97-109

3.4 — La hiérarchie des 33 situations
selon 3 aspects et leur lien avec
l'acceptabilité des installations

110-143

PARTIE 4

ZOOM SUR LE DOMAINE
NUCLÉAIRE

112-117

4.1 — Les attentes en matière
de maîtrise du risque nucléaire

118-123

4.2 — La crainte du risque
d'accident grave

124-128

4.3 — Les avantages
et les inconvénients au sujet
de l'énergie nucléaire

129-143

4.4 — La compétence et la crédibilité
des intervenants du nucléaire

144-151

ANNEXES

Description de l'échantillon

Questionnaire

RÉSULTATS SAILLANTS

DES RÉSULTATS QUI S'INSCRIVENT DANS UN CONTEXTE DE CRISE ÉCONOMIQUE

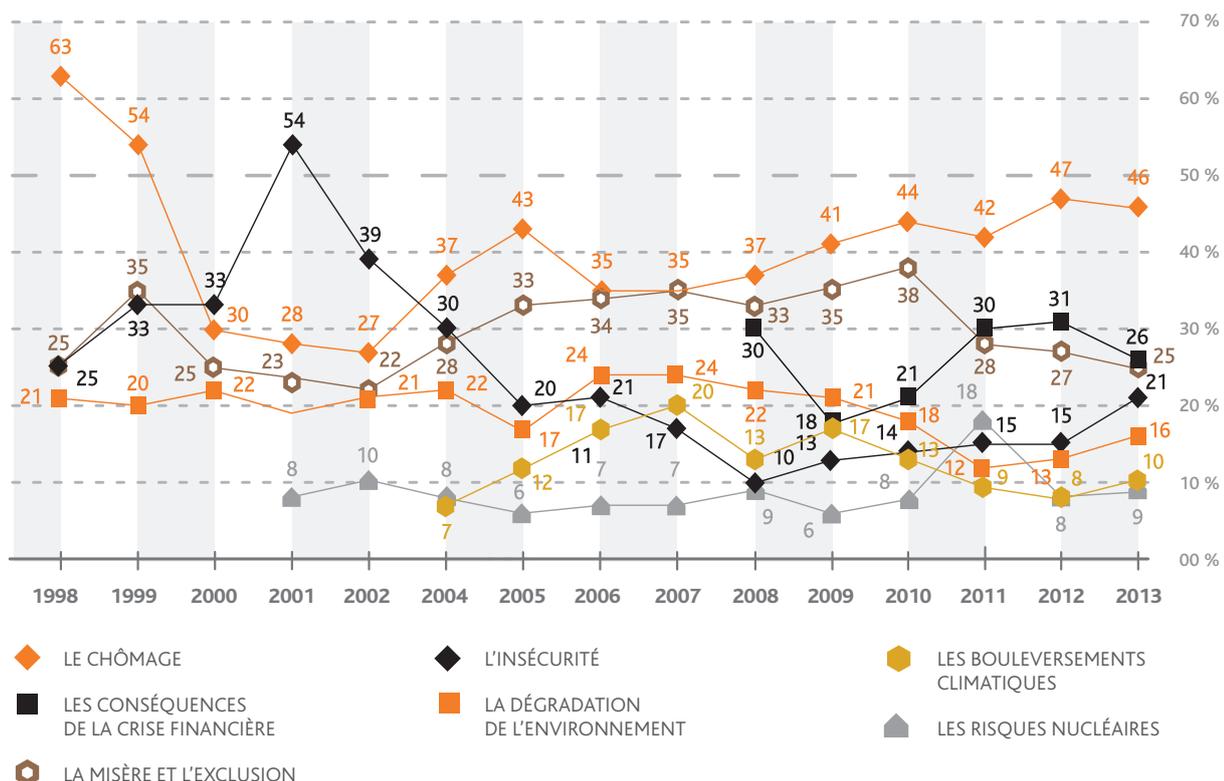
La crise économique et le chômage préoccupent avant tout les Français...

La persistance de la crise économique est durement ressentie par les Français. Leur première préoccupation reste le chômage, mais les autres problèmes économiques et sociaux (les conséquences de la crise financière et le problème de la misère et de l'exclusion) sont aussi très présents parmi leurs préoccupations. Les résultats du présent Baromètre IRSN suggèrent deux conséquences de cette situation. La première est une progression du sentiment d'insécurité : celui-ci augmente sensiblement cette année, cela semble suggérer, comme dans le rapport 2013, que la perception des questions de sécurité matérielle ou physique (la délinquance, les agressions, les vols) découle en partie

de l'insécurité économique reliée à la crise. La seconde conséquence est la perte en crédibilité et en confiance de nombre d'institutions : le Baromètre le montre à travers plusieurs questions, et notamment celles qui concernent l'évaluation de 33 situations à risques. Le caractère assez global de cette dégradation semble indiquer une critique générale, le mauvais état de l'économie française étant, dans ce contexte, interprété par une fraction importante de la population comme le résultat d'une certaine impuissance des responsables politiques du pays dans le domaine des risques comme dans celui de l'économie.

— Évolution des préoccupations ayant enregistré les taux de réponse les plus importants depuis 1998

Ne figurent pas sur ce graphique « les risques alimentaires », « les risques chimiques », « les toxicomanies » (drogue, alcoolisme, tabagisme), qui recueillent de manière constante environ 5 % de réponses cumulées pour les deux premiers et autour de 10 % pour le dernier.



... mais n'effacent pas leurs inquiétudes en matière d'environnement

Dans ce contexte, il est observé qu'une fraction grandissante de la population compte avant tout sur elle-même pour faire face aux risques. Le rapport aux risques apparaît plus individualisé : les risques dépendant d'un contrôle direct de l'individu (comme le tabac ou les accidents) semblent de plus en plus banalisés, parce que sous la responsabilité de la personne elle-même, et les risques plus systémiques (environnementaux, sanitaires, industriels), de plus en plus redoutés. Cette évolution rend plus aiguë encore la question

du contrôle des installations à risques. Le Baromètre montre que la majorité des Français repousse l'idée d'un blanc-seing qui serait accordé aux personnes et organisations en charge des installations à risques : les Français souhaitent que leurs représentants directs (élus) ou indirects (associations, ONG) soient présents dans les instances de contrôle de telles installations. Loin d'être effacées par les difficultés économiques actuelles, les préoccupations en matière de risques et d'environnement sont toujours vives.

LES DIFFÉRENTES FACETTES DU RISQUE NUCLÉAIRE : DE L'ACCIDENT À LA SÛRETÉ NUCLÉAIRE

Les craintes relatives à un accident nucléaire sont fortes

Les représentations des Français au sujet de l'énergie nucléaire vont dans de multiples directions, mais un thème apparaît plus prégnant que les autres : la question de l'accident éventuel dans une centrale nucléaire. Presque tous les Français estiment que si un tel accident se produisait, ses conséquences seraient très graves. De plus, dans un ensemble d'installations à risques, ce sont les centrales nucléaires et les sites de stockage des déchets radioactifs qui apparaissent comme risquant le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France, dans une majorité toutefois très relative : un Français sur cinq

choisit ces réponses de préférence à toutes les autres. Par comparaison, ils sont à peine moins nombreux, soit un sur sept, à estimer que ce sont les installations chimiques qui risquent le plus de provoquer une catastrophe. Les attitudes relatives aux installations nucléaires (centrales et déchets radioactifs) sont d'ailleurs proches de celles concernant les installations chimiques (centres de production et déchets) : même niveau de risque évalué (assez élevé), même niveau de confiance dans les autorités pour s'en occuper (assez faible) et même manque de crédibilité de l'information délivrée à leur sujet.

Fukushima-Daiichi et Tchernobyl viennent en premier à l'esprit

La crainte de l'accident nucléaire est cependant d'autant plus vive qu'elle se nourrit de la mémoire des accidents de Fukushima-Daiichi et de Tchernobyl¹. Ces deux accidents nucléaires sont cités en premier parmi les événements catastrophiques les plus effrayants : plus d'un Français sur trois mentionne Fukushima et près d'un sur quatre,

Tchernobyl. Par ailleurs, ces deux événements apparaissent à près d'un Français sur deux comme l'argument le plus fort contre le nucléaire. L'impact de l'accident qui s'est produit à la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi à la suite du tsunami de mars 2011 peut être mieux apprécié aujourd'hui. L'inquiétude très forte qui avait été enregistrée

¹. Vingt-sept ans après les faits, près d'un Français sur deux estime encore que les risques liés aux retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl sont élevés.

RÉSULTATS SAILLANTS

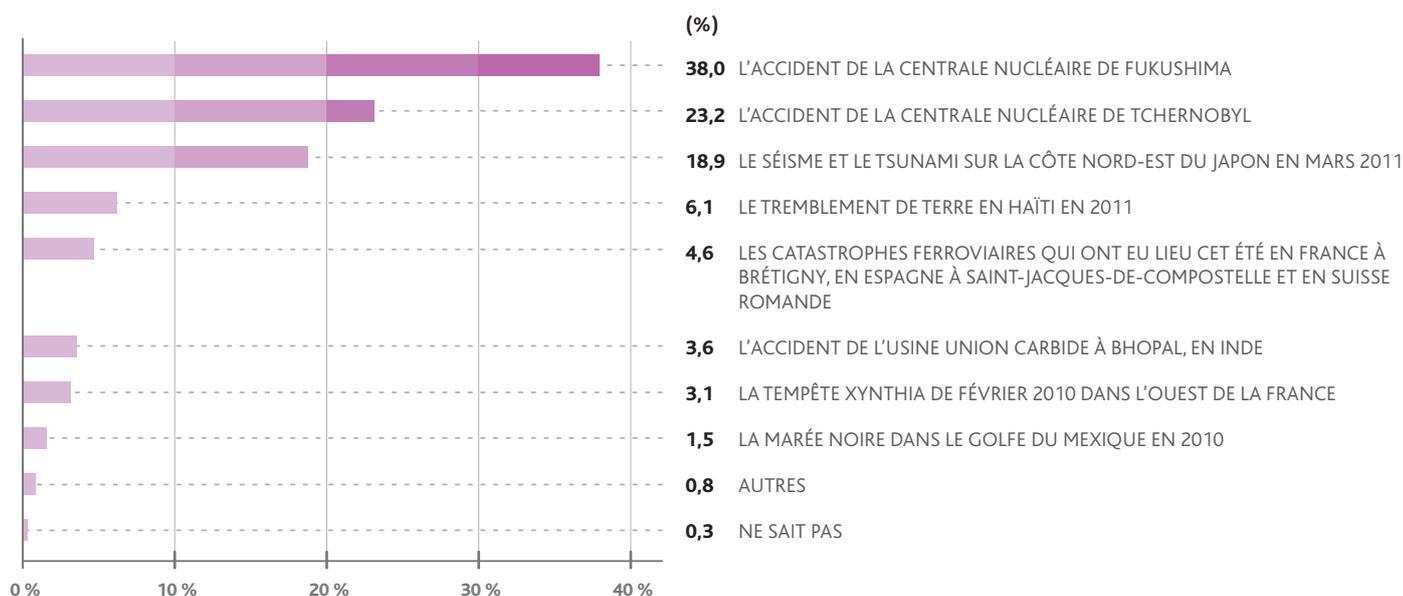
(suite)

en 2011 a légèrement diminué, l'événement s'éloignant dans le temps, mais elle reste élevée. Près des deux tiers des Français estiment qu'un accident de ce type pourrait se produire en France. Par ailleurs, si deux personnes sur trois déclarent que cet événement n'a pas modifié leur opinion sur les centrales nucléaires françaises, près du tiers restant tend à les trouver moins sûres. L'impact de l'accident de Fukushima-Daiichi sur l'opinion peut également être apprécié indirectement : en 2011, l'opinion des Français que le risque associé aux centrales nucléaires est élevé avait bondi de sept points ; après une baisse importante de cette opinion en 2012 (- 10 points), elle est

remontée en 2013 (49 %), mais à un niveau équivalent à ce qu'elle était avant 2011. Un semblable mouvement de retour au niveau des opinions d'avant 2011 peut être observé pour un autre critère d'évaluation des risques : la confiance dans les autorités pour protéger les populations contre ce type de risques. Les autres critères (crédibilité de l'information sur le sujet et acceptabilité de l'idée de vivre près d'une centrale nucléaire) n'avaient pas été affectés par l'accident de Fukushima-Daiichi, et ils continuent d'indiquer un niveau élevé de défiance des Français au sujet des centrales nucléaires.

— Événement catastrophique jugé le plus effrayant

Parmi les événements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ? Le graphique ci-dessous présente les résultats pour octobre 2013.



Les préoccupations au sujet du nucléaire concernent aussi l'environnement et la santé

Les craintes relatives à l'énergie nucléaire vont toutefois au-delà du risque d'accident et concernent aussi les risques sur l'environnement et sur la santé. En ce qui concerne l'environnement, deux Français sur trois estiment que les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques. Par ailleurs, quand il est comparé à d'autres formes d'énergies, le nucléaire n'apparaît jamais au premier rang en termes tant de respect de l'environnement, que de lutte contre l'effet de serre. Le seul impact positif

de l'énergie nucléaire en matière d'environnement est l'absence d'émission de gaz carbonique, que près d'une personne sur cinq reconnaît comme l'argument le plus fort en faveur du nucléaire, une proportion en progression. Dans le domaine de la santé, les craintes sont également assez fortes : la population est indécise au sujet de l'idée qu'autour des installations nucléaires les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs, et s'oppose nettement à l'idée que les produits agricoles sont aussi bons qu'ailleurs.

Enfin, deux Français sur trois adhèrent au sentiment que la radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers. Ces préoccupations relatives à l'environnement et à la santé semblent confirmer que, malgré la crise, la

sensibilité des Français à la dégradation de l'environnement reste élevée, comme le montrent divers résultats de ce Baromètre ainsi que d'autres études².

2. Le Crédoc indique par exemple, dans son étude sur les conditions de vie et aspirations des Français, que près de neuf Français sur dix se déclarent sensibles aux problèmes d'environnement. Voir la note réalisée pour l'Ademe sur *La connaissance du « développement durable »* en 2013.

Pour les Français, le vrai avantage du nucléaire est avant tout économique

Perçu comme inquiétant, le nucléaire est néanmoins crédité d'un réel avantage économique. L'indépendance énergétique et le coût du kilowattheure sont les deux arguments le plus souvent retenus par les Français en faveur du nucléaire, et ces deux points totalisent les deux tiers des réponses. Par ailleurs, dans la comparaison avec les autres formes d'énergies, le nucléaire est mieux

perçu sur les critères économiques, notamment en ce qui concerne le coût des investissements et l'exploitation, mais sans être pour autant en tête. Enfin, c'est l'énergie qui apparaît la plus performante, ce critère comportant probablement une dimension technique et à la fois économique.

La sûreté nucléaire : un enjeu important sur lequel les Français ont des doutes

Dans ce contexte, la sûreté des installations nucléaires, et notamment des centrales, est un enjeu particulièrement important. Les Français expriment d'assez sérieux doutes à ce sujet : quatre personnes sur dix estiment que toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises. La vulnérabilité des installations nucléaires est également le deuxième argument contre le nucléaire : il est mentionné par une personne sur cinq. La sûreté des

centrales nucléaires est également un argument en faveur du nucléaire, mais il n'est cité que par une personne sur sept. Enfin, la perception de l'évolution des risques liés aux installations nucléaires est incertaine, mais penche plutôt vers le sentiment que ces risques augmentent, rejoignant en cela la tendance observée pour les installations industrielles en général.

RÉSULTATS SAILLANTS

(suite)

Les Français souhaitent qu'un regard citoyen soit porté sur la sûreté nucléaire

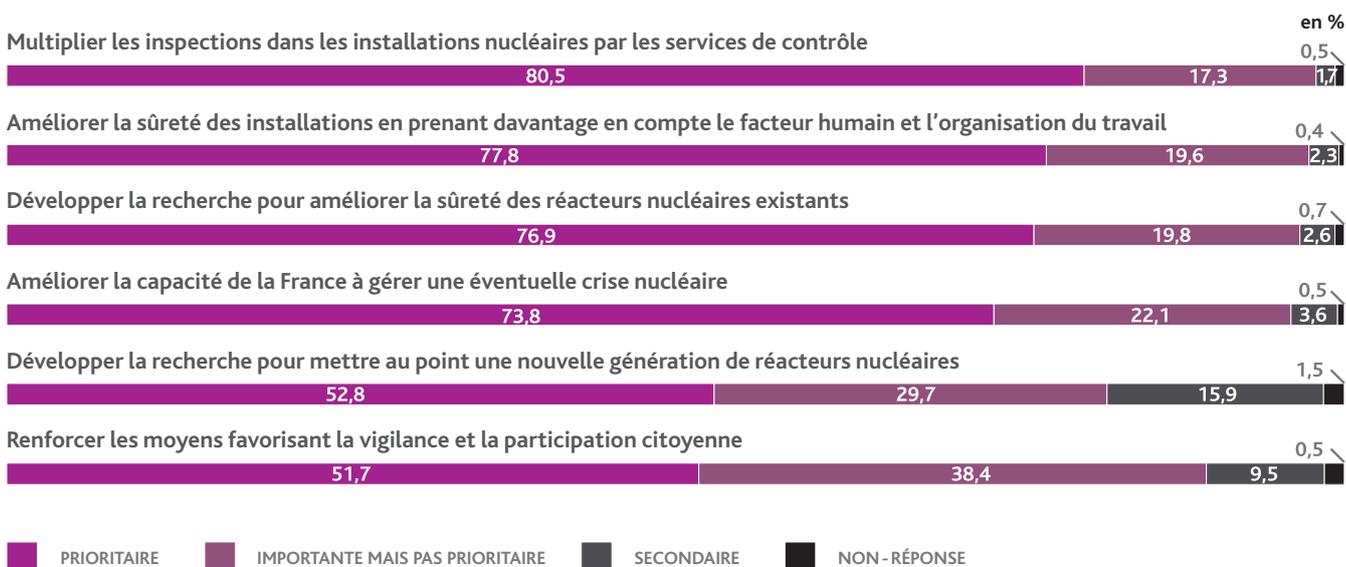
En ce qui concerne la sûreté nucléaire, les attentes des Français sont claires : la quasi-totalité d'entre eux souhaite que les responsables des sites nucléaires protègent leurs installations de tous les risques, même ceux qui sont jugés très improbables. Dans le cadre de cette protection contre les risques, plusieurs actions semblent particulièrement prioritaires, certaines sont des strictes responsabilités régaliennes : multiplier les inspections, améliorer la capacité de la France à gérer une crise nucléaire. D'autres, comme le développement des recherches pour la sûreté des réacteurs existants incombent à une variété d'acteurs : responsables des sites, ingénierie des exploitants, organismes publics de recherche. Le renforcement de la vigilance et de la participation citoyenne est vu comme prioritaire par une personne sur deux, ce qui est nettement moins important qu'en 2011, où près des deux tiers des personnes interrogées défendaient ce point de vue. Ce niveau d'attentes est à mettre

en perspective dans un contexte plus général où les Français expriment nettement leur soutien à l'idée de mettre en place des structures pluralistes réunissant experts, décideurs politiques, industriels, associations et citoyens pour s'occuper des situations à risques : près de neuf sur dix d'entre eux jugent que de telles structures seraient utiles, leurs principaux avantages résidant dans la possibilité de mieux identifier les risques et de contribuer à les réduire. Enfin, il convient de noter qu'un répondant sur deux est disposé à donner de son temps pour participer au moins une fois par an à des réunions d'information et de concertation sur la gestion des risques. Même si la vigilance citoyenne semble moins prioritaire qu'en 2011, où l'accident de Fukushima-Daiichi avait suscité une attention accrue aux risques nucléaires en France, elle reste aiguë, et les Français ne semblent pas disposés à relâcher leurs exigences dans ce domaine.

— Les attentes en matière de sûreté nucléaire

Je vais vous citer différentes mesures relatives au renforcement de la sûreté des sites nucléaires. Pour chacune des mesures suivantes, vous me direz si vous la jugez prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire pour renforcer la sûreté des sites nucléaires.

Le graphique ci-dessous présente les résultats pour octobre 2013.



Le jugement des Français sur les acteurs du nucléaire s'est dégradé en 2013

Une des raisons de l'importance attachée à la participation et à la vigilance citoyenne tient peut-être à une relative désaffection des Français vis-à-vis des institutions. Si l'on considère le seul domaine nucléaire, le regard que les Français portent sur les intervenants qui en ont la charge a eu tendance à se dégrader en 2013.

La compétence attribuée à beaucoup de ces institutions a diminué : elles sont quasiment toutes concernées, à l'exception du CNRS, des associations de consommateurs, de l'IRSN, des experts internationaux et des syndicats. La crédibilité de ces mêmes intervenants a également eu tendance à baisser, mais de manière moins importante et moins généralisée.

La moindre confiance de la population dans la compétence des acteurs du nucléaire donne un sens particulier à l'idée de vigilance citoyenne : celle-ci ne s'exerce plus seulement sur le chapitre de l'information (savoir ce qui se passe dans le domaine nucléaire) mais aussi sur le contrôle des acteurs (vérifier ce qu'ils font pour assurer la sûreté des installations nucléaires). Il convient toutefois, pour finir, de rappeler que, au-delà du domaine nucléaire, la critique de la compétence des acteurs et décideurs publics peut refléter une certaine lassitude des Français en lien avec les mauvais résultats économiques de notre pays.

LES PRÉOCCUP ACTUELLES DES FRANÇAIS

PARTIE 1

ATIONS

1.1 — LE PLUS PRÉOCCUPANT DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE	12 - 16
1.2 — LE PLUS PRÉOCCUPANT POUR L'ENVIRONNEMENT	17 - 20
1.3 — LA SCIENCE DANS LES PRÉOCCUPATIONS DES FRANÇAIS	21 - 25
1.4 — LA PERCEPTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTALLATIONS INDUSTRIELLES	26 - 29

LE PLUS PRÉOCCUPANT DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

La première question posée aux personnes interrogées concerne leurs préoccupations générales. Elle a pour objet de situer de manière relative les craintes au sujet des risques sociétaux, industriels et environnementaux, et notamment les risques nucléaires.

QUESTION N°1

En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ?
(2 réponses possibles)

LE CHÔMAGE

Le chômage reste la principale préoccupation des Français

Près de 50 % d'entre eux se déclarent préoccupés au sujet du chômage, si l'on additionne les réponses données comme 1^{re} et 2^e préoccupations. Ces préoccupations sont en correspondance forte avec la réalité économique : la série des données du Baromètre IRSN apparaît nettement corrélée au taux de chômage observé par l'Insee (voir graphique ci-dessous). Un certain tassement peut être remarqué dans les résultats d'octobre 2013. En 2012, à la forte montée du chômage en France (+ 0,7 point de pourcentage par rapport à 2011) avait correspondu une assez nette remontée des préoccupations (+ 4,3 points). En 2013, le chômage a encore augmenté sensible-

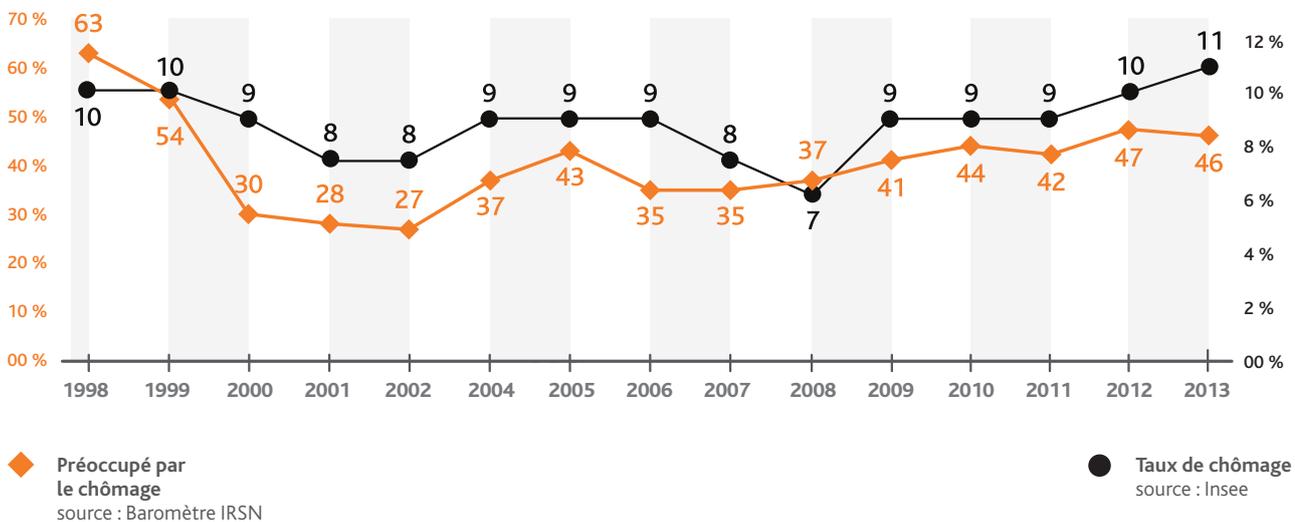
ment (+ 0,4 point sur deux trimestres 2013¹), mais l'indicateur de préoccupation a très légèrement baissé (- 0,6 point²). Cette moindre corrélation entre les deux séries temporelles s'est déjà produite ponctuellement dans le passé (par exemple en 2011) sans remettre en cause la tendance globale observée dans la durée.

Les sujets suivants arrivent loin derrière le chômage dans l'ordre des préoccupations mais concernent également les inquiétudes économiques : les conséquences de la crise financière ainsi que la misère et l'exclusion. Même s'ils sont mentionnés chacun par environ un quart des Français, ces deux thèmes perdent un peu d'importance en un an : en 2013, près de 5 points pour les conséquences de la crise financière et 2 points pour la misère et l'exclusion.

1. Le taux de chômage pris en compte en 2013 pour établir le graphique est l'estimation de l'Insee pour juin 2013.

2. Compte tenu des effectifs interrogés (environ 1 000 personnes par enquête), cette légère baisse n'est pas vraiment significative. Ce qui l'est davantage, c'est le fait que les deux courbes n'évoluent pas de la même manière.

Relation entre les préoccupations exprimées par les Français au sujet du chômage et le taux de chômage observé



LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

Le sentiment d'insécurité progresse assez nettement

Plus d'un Français sur cinq mentionne l'insécurité comme sujet de préoccupation, avec une progression significative de cette réponse en 2013 : + 6 points en un an, à 21 %, ce qui le ramène au niveau de 2006 mais reste sensiblement plus faible que les 10 années précédentes. Le rapport annuel 2013 de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales signale également une hausse des préoccupations en matière d'insécurité : près de 53 % des Français (le score le plus élevé depuis 2007) choisissent la délinquance parmi les trois problèmes les plus préoccupants de la société française actuelle³. D'autres sources semblent confirmer cette tendance. Un sondage de l'IFOP, réalisé en septembre 2013, soit quelques semaines avant le Baromètre IRSN, indique que 84 % des Français pensent que la délinquance a augmenté

au cours des derniers mois, 55 % d'entre eux estimant même qu'elle a beaucoup augmenté. De tels chiffres n'ont jamais été atteints depuis 2007 pour cette série d'enquêtes de l'IFOP. D'un autre côté, un sondage de CSA réalisé en juin 2013 donne une tendance assez différente, dans la mesure où plus de deux personnes sur trois estiment que l'insécurité est restée stable près de chez eux. Les personnes interrogées par CSA relativisent l'insécurité au vu des faits constatés où elles habitent. Inversement, le sondage de l'IFOP reflète une impression générale de la population fondée sur des nouvelles ou des faits qui ne se sont pas forcément produits près de chez eux. Il s'agit, comme dans le cas du Baromètre IRSN, plutôt du sentiment d'insécurité que de faits réellement constatés. Une hypothèse qui peut être avancée ici est que cette hausse du sentiment d'insécurité traduirait l'augmentation de l'insécurité économique.

3. Rapport annuel 2013 de l'Observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale. Ce rapport peut être consulté à l'adresse suivante :

<http://www.inhesj.fr/ondrp/les-publications/rapports-annuels>.

LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT

Les préoccupations environnementales tendent à remonter légèrement

Si les préoccupations au sujet de l'environnement restent loin des niveaux qu'elles avaient atteints en 2007 avant la crise économique, leur remontée mérite d'être signalée : un Français sur six la mentionne comme 1^{re} ou 2^e préoccupation, soit une hausse de 3 points par rapport à 2012. On peut noter la même tendance, à un degré moindre, pour les

bouleversements climatiques : + 2 points en 2013, à 10 %. Cette tendance mérite d'autant plus d'être remarquée que la montée forte de l'insécurité fait baisser toutes les autres préoccupations. Ainsi, les autres préoccupations environnementales ou industrielles sont mentionnées par moins d'une personne sur dix : c'est le cas notamment des risques nucléaires, qui préoccupent 8,5 % des Français, soit à peu près la même proportion que l'an passé.

— ÉCLAIRAGE

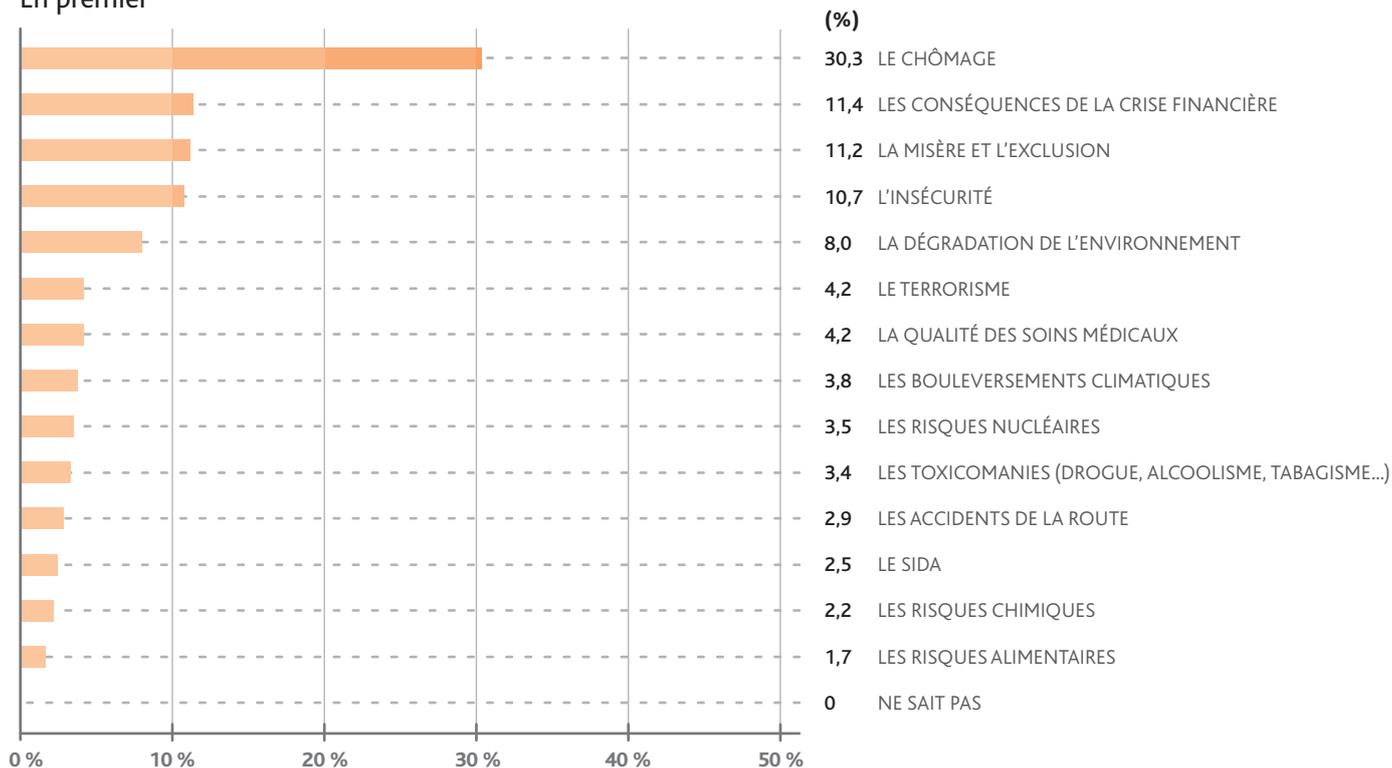
Les résultats du Baromètre 2014 confirment que le chômage est la préoccupation principale des Français, comme c'est le cas depuis 2004. Les préoccupations concernant l'insécurité progressent assez nettement. Les risques nucléaires occupent une place secondaire.

QUESTION N°1

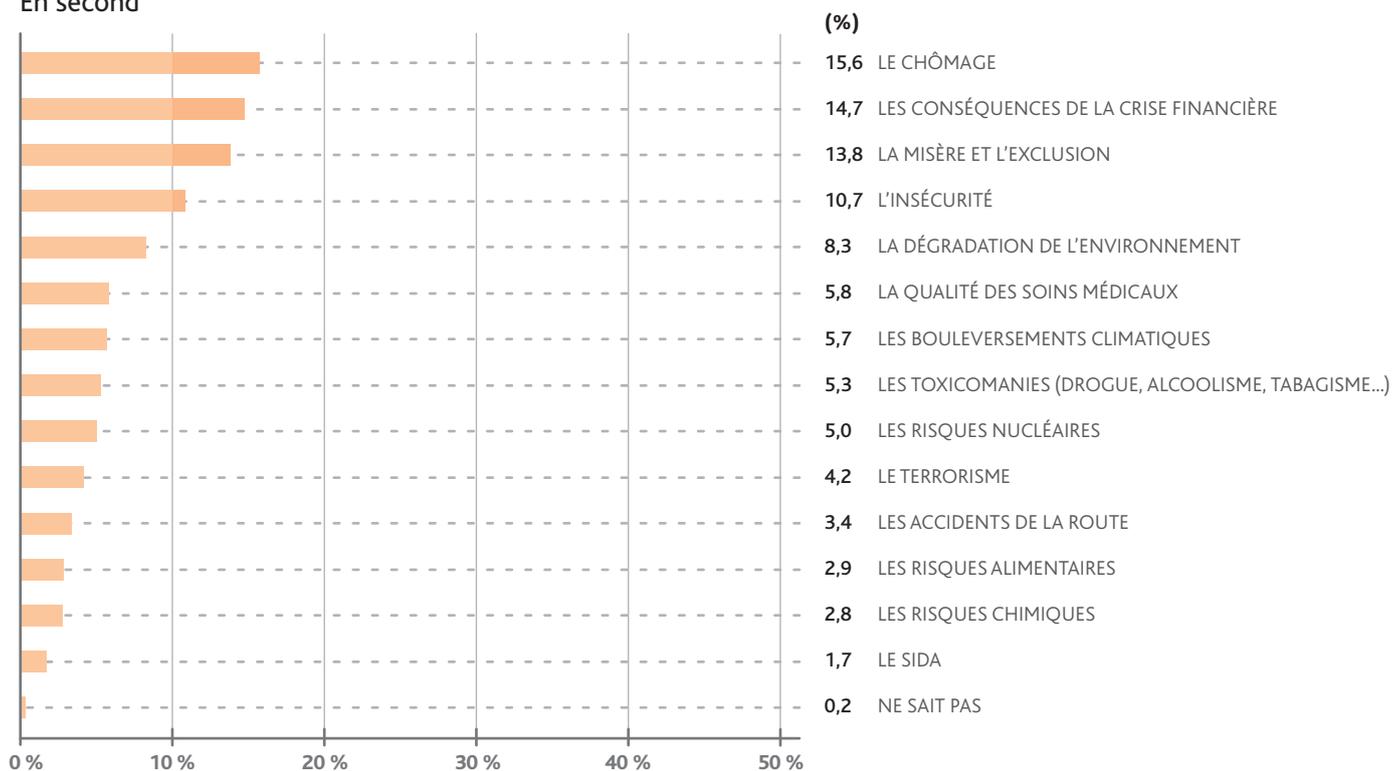
En France, parmi les problèmes actuels suivants,
lequel est pour vous le plus préoccupant ?
(2 réponses possibles)

OCTOBRE 2013

En premier

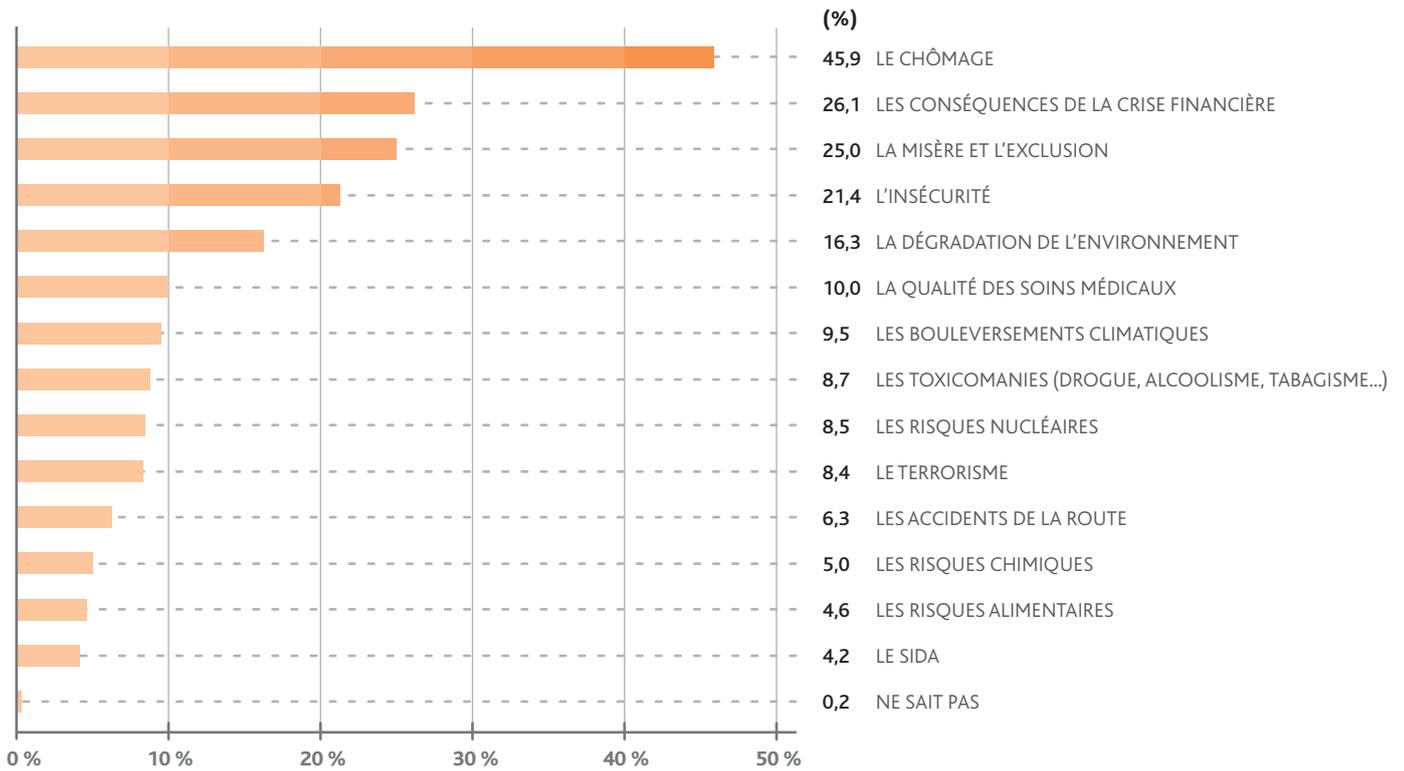


En second



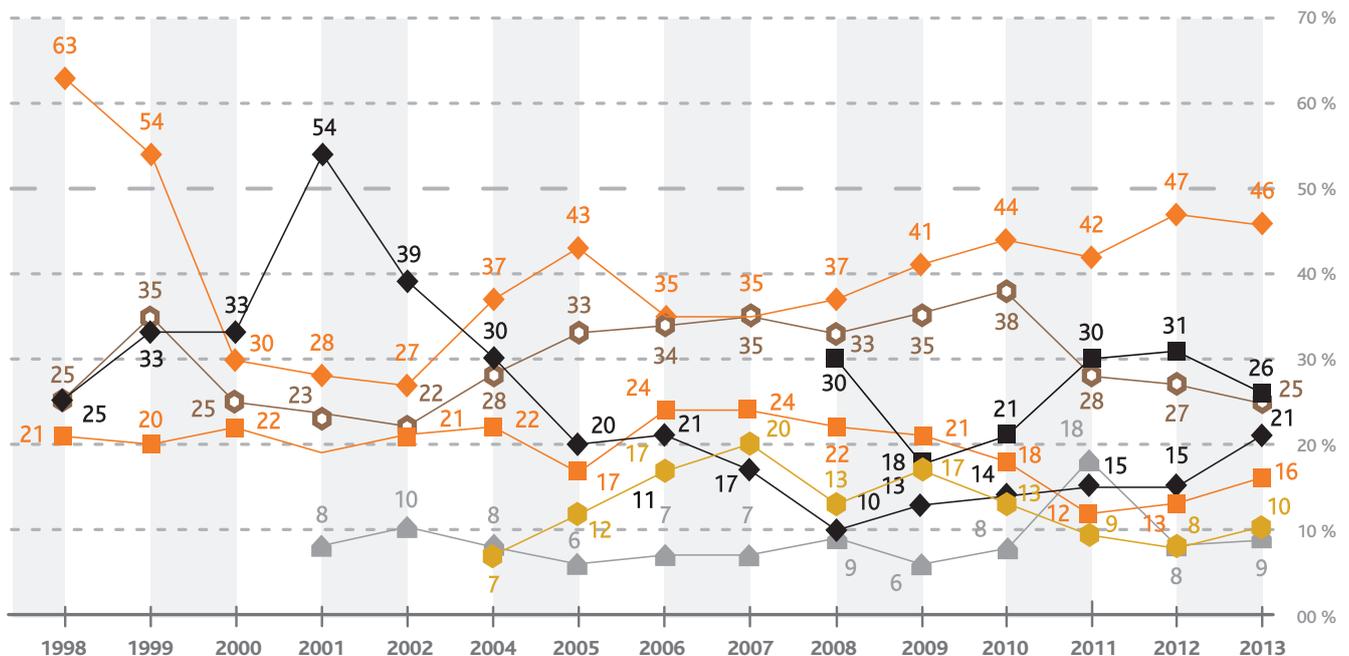
RÉSULTATS CUMULÉS OCTOBRE 2013

Les résultats cumulés correspondent à la somme des premier et second choix. C'est pourquoi le total des pourcentages de réponse peut être supérieur à 100.



ÉVOLUTIONS SUR LES RÉSULTATS CUMULÉS 1998 À 2013

Évolution des préoccupations ayant enregistré les taux de réponse les plus importants depuis 1998. Ne figurent pas sur ce graphique « les risques alimentaires », « les risques chimiques », « les toxicomanies » (drogue, alcoolisme, tabagisme), qui recueillent de manière constante environ 5 % de réponses cumulées pour les deux premiers et autour de 10 % pour le dernier.



- ◆ LE CHÔMAGE
- LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE FINANCIÈRE
- ◻ LA MISÈRE ET L'EXCLUSION
- ◆ L'INSÉCURITÉ
- LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT
- ◆ LES BOULEVERSEMENTS CLIMATIQUES
- LES RISQUES NUCLÉAIRES

LE PLUS PRÉOCCUPANT POUR L'ENVIRONNEMENT

Effets à long terme comme l'effet de serre ou effets immédiats comme les dommages liés aux catastrophes naturelles : ce chapitre présente l'évolution des préoccupations des Français vis-à-vis de l'environnement.

QUESTION N°2

Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ?
(2 réponses possibles)

LA POLLUTION DE L'AIR

Les préoccupations au sujet de la pollution de l'air regagnent de l'importance

Comme la question précédente relative aux préoccupations concernant la société française actuelle, les préoccupations environnementales sont posées en deux temps : 1^{re} et 2^e préoccupations¹. L'importance de la pollution de l'air et de celle de l'eau aux yeux des Français est conforme à la tendance observée depuis plusieurs années. La 1^{re} préoccupation varie dans le temps : la pollution de l'eau a été la plus importante en 2011 et 2012 et passe maintenant en 2^e position, mais d'autres croisements de ces deux préoccupations s'étaient déjà produits dans le passé.

¹ Les résultats commentés ici sont la somme de ces deux réponses, sans considération du rang (1 ou 2) dans lequel elles ont été citées.

Le regain de préoccupation pour la pollution de l'air est confirmé par un autre résultat de l'édition 2014 du Baromètre IRSN : le risque de pollution atmosphérique apparaît plus élevé (voir partie 3). Cette hausse des préoccupations au sujet de la pollution de l'air peut être reliée aux informations parues en octobre 2013 sur les effets cancérogènes de la pollution atmosphérique. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), une agence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en avait fait l'annonce le 17 octobre. Cette annonce a pu avoir un effet sur les réponses des personnes interrogées au sujet de la pollution atmosphérique.

L'EFFET DE SERRE

Les préoccupations au sujet de l'effet de serre tendent à décliner depuis 2007

L'effet de serre est la 3^e préoccupation pour les Français : il est mentionné par un peu plus d'une personne sur quatre. Cette préoccupation occupait la 1^{re} place entre 2005 et 2008 avant de décliner et de se stabiliser à peu près à son niveau actuel depuis 2010. Ces préoccupations restent à un niveau élevé mais abandonnent du terrain à des préoccupations plus immédiates comme les pollutions (air, eau, sol) ou les dommages liés aux catastrophes naturelles et la dégradation des paysages. La baisse de la préoccupation quant à la destruc-

tion de la couche d'ozone semble aller dans le même sens. Une hypothèse pourrait être que la crise économique conduit les Français à se préoccuper moins du long terme et plus du présent ou du court terme.

Ainsi, en 2013, la destruction des forêts, la pollution des sols, les dommages liés aux catastrophes naturelles, la diminution de la couche d'ozone et la disparition d'espèces animales, sans être des préoccupations majeures, sont toutefois mentionnées par une proportion significative de la population (une personne sur cinq ou six).

— ÉCLAIRAGE

La pollution de l'air et celle de l'eau restent les problèmes d'environnement les plus préoccupants : pour les Français interrogés en octobre 2013, ils sont mentionnés au total par plus d'une personne sur trois.

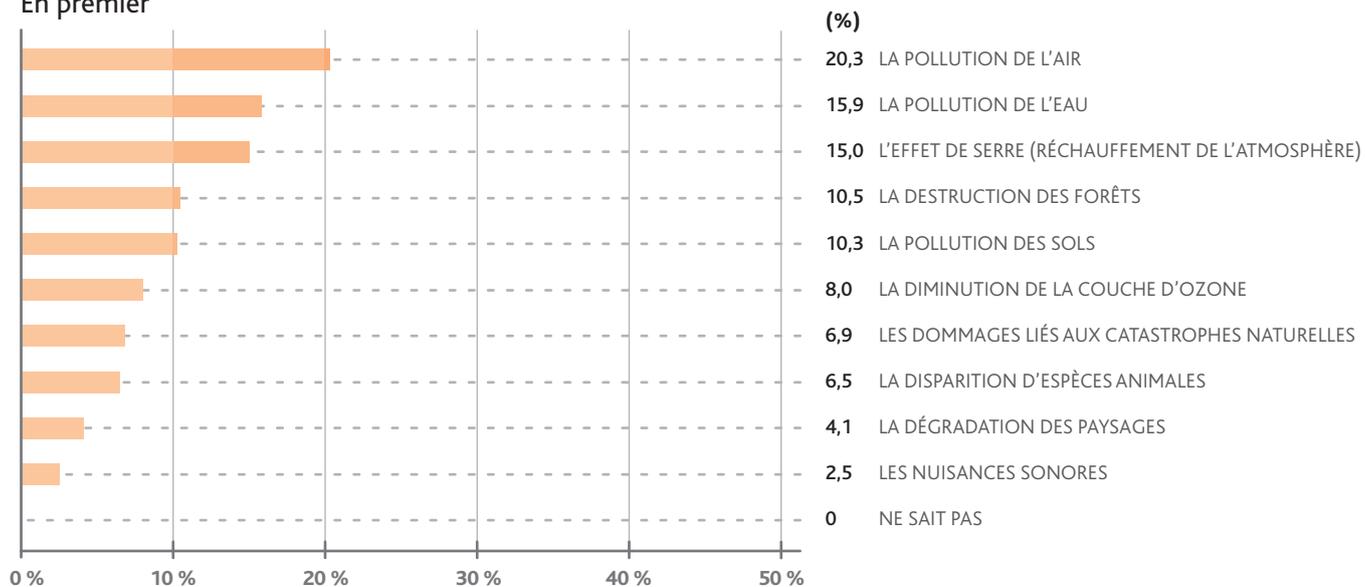
QUESTION N°2

Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ?

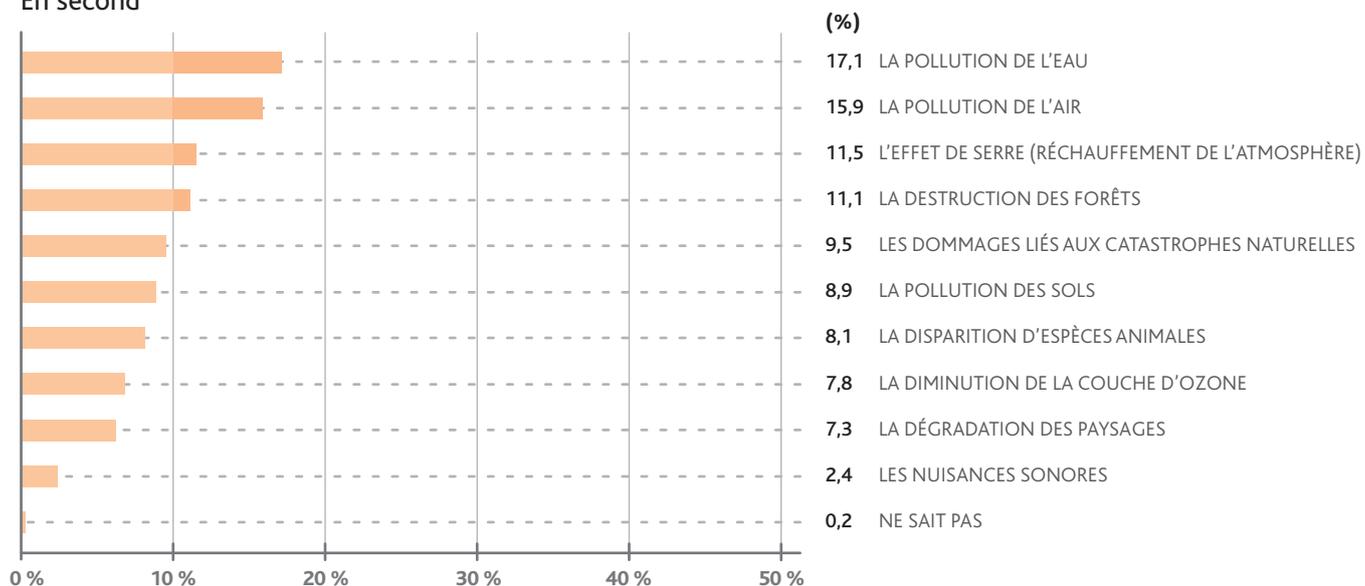
(2 réponses possibles)

■ OCTOBRE 2013

En premier



En second



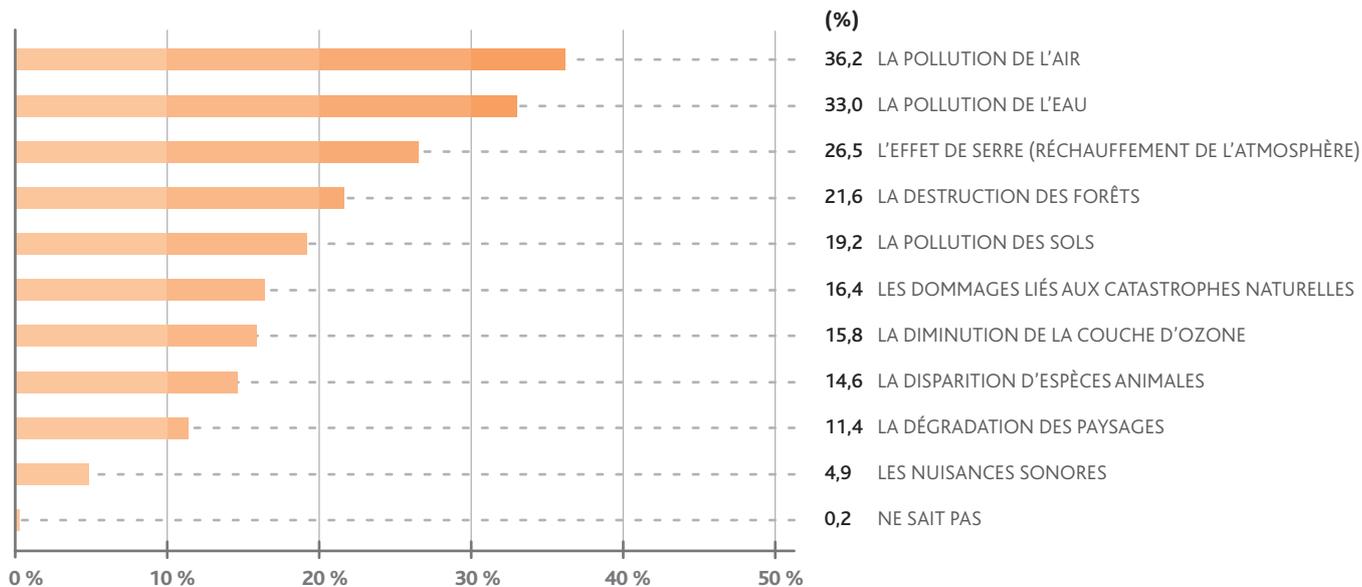
QUESTION N°2 (suite)

Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ?

(2 réponses possibles)

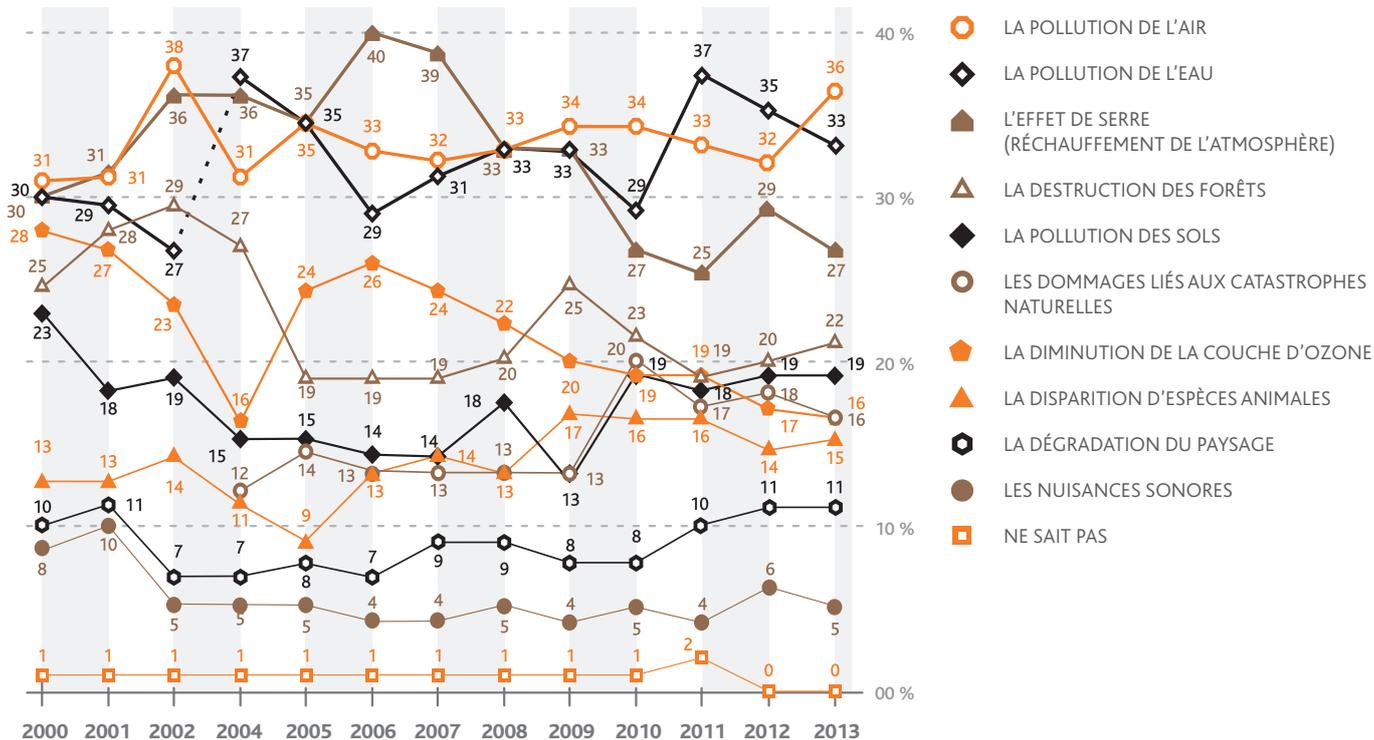
RÉSULTATS CUMULÉS OCTOBRE 2013

Les résultats cumulés correspondent à la somme des premier et second choix. C'est pourquoi le total des pourcentages de réponse peut être supérieur à 100.



ÉVOLUTIONS SUR LES RÉSULTATS CUMULÉS 2000 À 2013

En 2004, les intitulés des modalités de réponse ont été modifiés : «la pollution de l'air» au lieu de «la pollution de l'air dans les agglomérations» ; «l'effet de serre (réchauffement de l'atmosphère)» au lieu de «réchauffement de l'atmosphère» ; «la pollution de l'eau» au lieu de «la pollution des lacs, des rivières et des mers».



LA SCIENCE DANS LES PRÉOCCUPATIONS DES FRANÇAIS

Les opinions au sujet de la science sont traditionnellement assez équilibrées : les résultats du Baromètre IRSN précisent le point de vue des Français et ses évolutions.

QUESTION N°3

Je vais vous citer 2 propositions relatives au rôle de la science et des technologies. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle proposée :

- le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes,
- le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime.

QUESTION N°4

Diriez-vous qu'aujourd'hui vous faites plus confiance ou moins confiance à la science qu'il y a une dizaine d'années ?

L'IMAGE DE LA SCIENCE

L'image de la science dans l'opinion française est plutôt positive, mais elle ne progresse pas

Les résultats du Baromètre IRSN 2014 montrent une image plutôt positive de la science : près de deux personnes sur cinq ont tendance à lui faire plus confiance qu'il y a 10 ans et une proportion équivalente, autant confiance. Cette orientation positive doit cependant être modérée si l'on considère la tendance observée depuis 2005 : baisse de la proportion de ceux qui déclarent faire plus confiance qu'il y a 10 ans, et hausse de ceux qui lui font autant confiance.

D'autres indicateurs permettent de préciser cette image de la science. Sur ses effets, les opinions sont plutôt favorables : plus de trois personnes sur quatre déclarent être « d'accord » ou « peut-être d'accord » avec l'idée que la science génère plus de bénéfices que d'effets néfastes. Mais, là aussi, il convient de modérer cette orientation optimiste : depuis 2004, les réponses les plus nettement positives (« d'accord » et pas simplement « peut-être d'accord ») ont tendance à diminuer.

Enfin, plus d'un Français sur trois s'oppose à l'idée que le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime, une proportion qui a tendance à augmenter depuis 2002. D'un autre côté, ceux qui déclarent être d'accord avec cette idée représentent un quart de la population, une proportion qui tend à diminuer. Les réponses « peut-être d'accord » regroupent environ une personne sur trois, une proportion plus stable dans le temps.

Il est intéressant de signaler d'autres résultats que ceux du Baromètre IRSN. Une enquête Eurobaromètre de 2013¹ permet de mieux mesurer la perception des Français au sujet des sciences et des technologies. Les trois quarts d'entre eux estiment qu'elles ont une influence positive sur la société, une proportion équivalente à la moyenne européenne. Par ailleurs, près d'un Français sur deux (43 %) se déclare à la fois intéressé et informé au sujet des sciences et des technologies, ce qui situe la France parmi les pays les plus impliqués dans ces questions, avec le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Finlande, la Suède. L'image de la science apparaît ainsi plutôt positive dans l'opinion française, mais elle semble l'être un peu moins qu'il y a 10 ans.

1. Commission européenne, *Recherche responsable et innovation (RRI), sciences et technologies*, Eurobaromètre spécial 401, novembre 2013.

— ÉCLAIRAGE

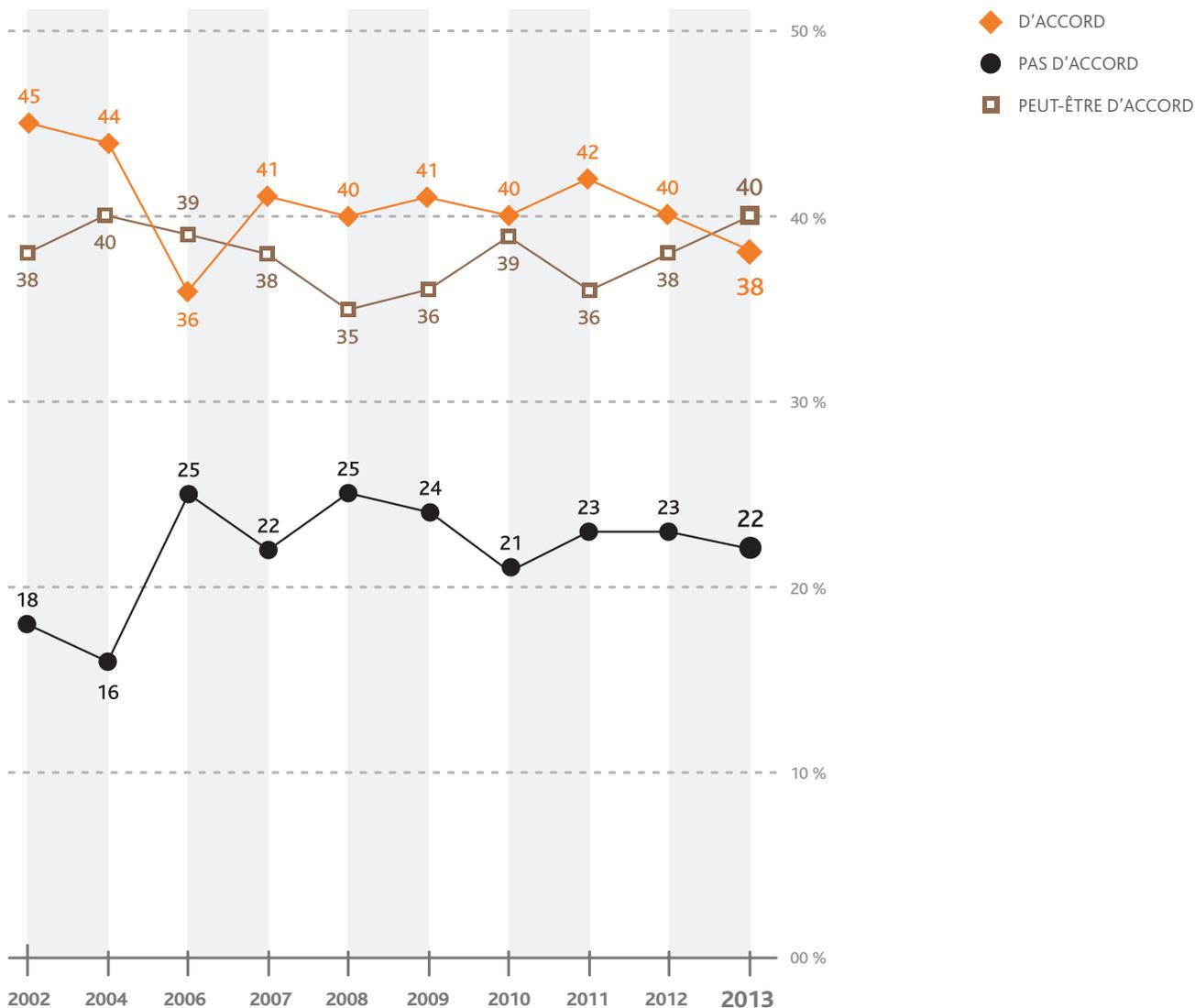
Les résultats du Baromètre IRSN montrent une image de la science positive mais nuancée.

QUESTION N°3

Je vais vous citer 2 propositions relatives au rôle de la science et des technologies. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle proposée.

Le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes.

ÉVOLUTIONS 2002 À 2013



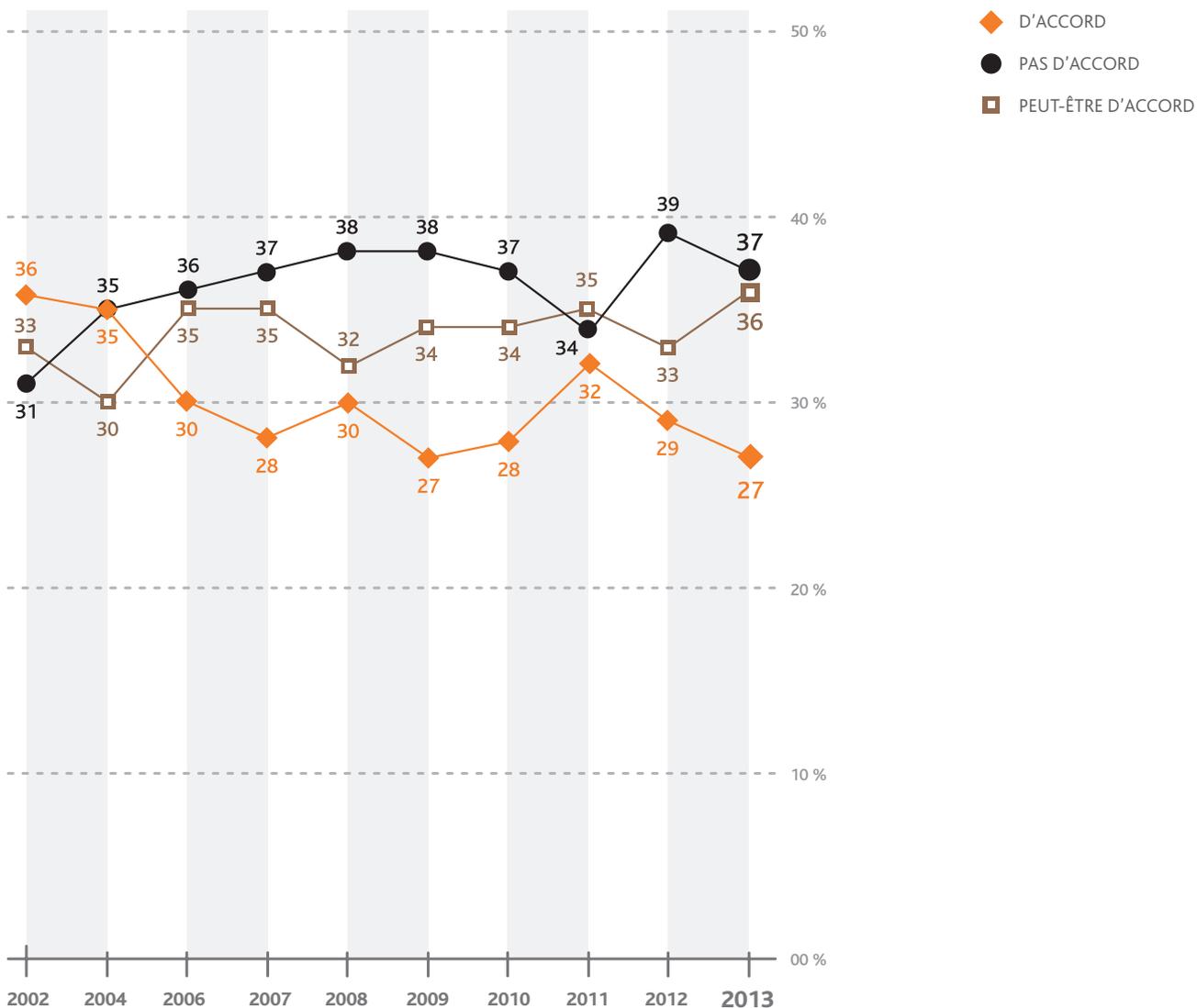
QUESTION

N°3 (suite)

Je vais vous citer 2 propositions relatives au rôle de la science et des technologies. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle proposée.

Le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime.

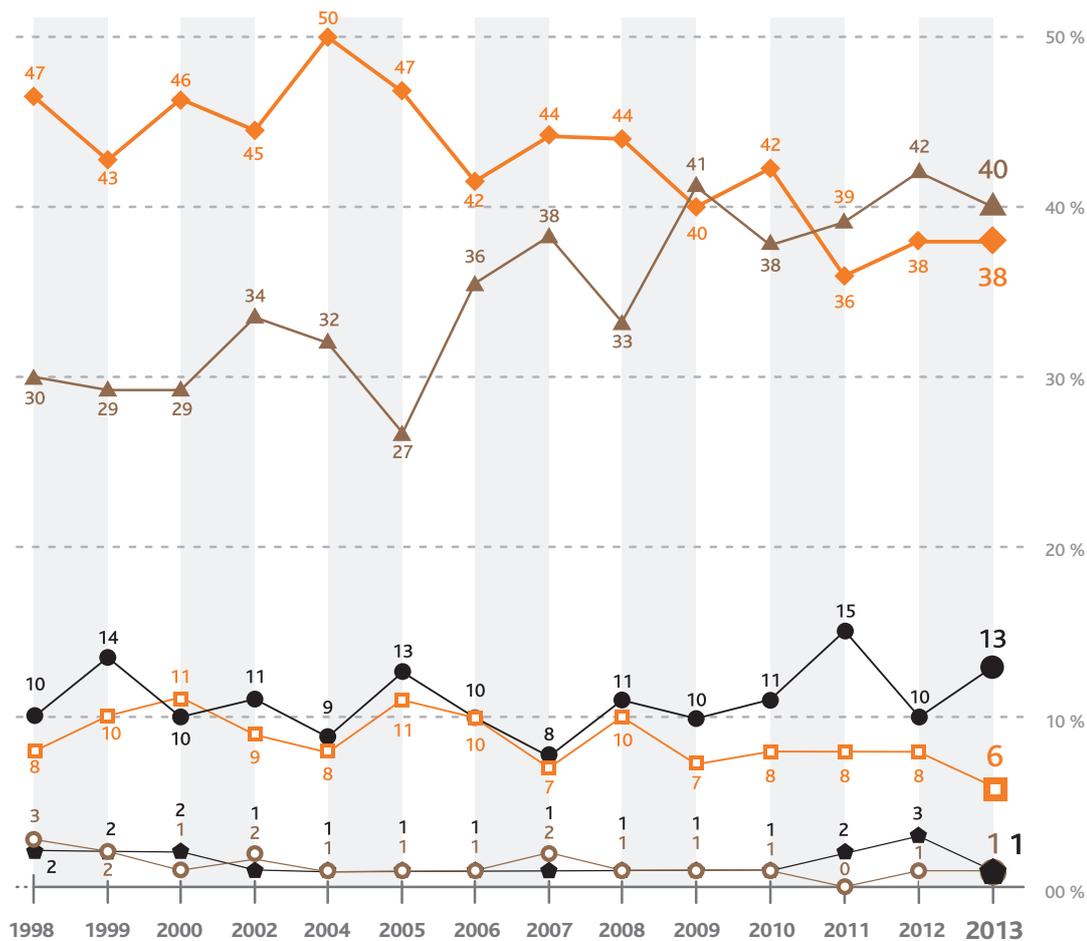
ÉVOLUTIONS 2002 À 2013



QUESTION N°4

Diriez-vous qu'aujourd'hui vous faites plus confiance ou moins confiance à la science qu'il y a une dizaine d'années ?

ÉVOLUTIONS 1998 À 2013



- ▲ AUTANT CONFIANCE
- ◆ PLUS CONFIANCE
- MOINS CONFIANCE
- BEAUCOUP PLUS CONFIANCE
- ◆ BEAUCOUP MOINS CONFIANCE
- NE SAIT PAS

LA PERCEPTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

L'an passé, en rupture avec les années précédentes, le Baromètre IRSN 2013 montrait une nette diminution de la perception de l'acuité des risques industriels, amenant à formuler l'hypothèse que la crise économique conduisait les Français à penser l'industrie davantage en termes d'emploi que de risques.

L'édition 2014 du Baromètre IRSN est complétée par des questions permettant de mieux appréhender l'évolution de la perception des risques industriels. Ceux-ci sont abordés ici selon une double perspective. Sont-ils de mieux en mieux maîtrisés ? Comment les Français les mettent-ils en balance avec les avantages économiques que peut procurer une installation industrielle ?

QUESTION N°5

À votre avis, depuis 10 ans, en France, les risques liés aux installations industrielles ont plutôt diminué, augmenté ou n'ont pas changé ?

QUESTION N°6

Et dans les 10 ans à venir, ces risques vont-ils plutôt diminuer, augmenter ou ne vont pas changer ?

QUESTION N°7

Une installation industrielle s'implante dans votre commune. Parmi les 6 propositions suivantes, auxquelles pensez-vous immédiatement ?

LA MAÎTRISE DES RISQUES

La confiance dans la maîtrise des risques industriels est moins affirmée qu'en 2007

En 2013, les personnes interrogées apparaissent relativement modérées au sujet de l'évolution dans le passé des risques liés aux installations industrielles : la majorité d'entre elles pense que ces risques n'ont pas changé au cours des dix dernières années. Néanmoins, parmi ceux qui estiment que ces risques se sont modifiés, la balance des opinions penche plutôt du côté de l'augmentation. Cette tendance est encore plus nette en ce qui concerne la perspective sur les dix prochaines années : à peine plus d'un Français sur trois estime que les risques ne vont pas changer, mais la même proportion s'attend à ce qu'ils augmentent et un quart à ce qu'ils diminuent.

La tendance, par rapport à 2007 où la question avait déjà été posée, est plutôt une augmentation des inquiétudes :

- par rapport aux dix dernières années, il y a plus de personnes qui pensent que les risques n'ont pas changé, et moins qui estiment qu'ils ont diminué ;
- par rapport aux dix prochaines années, il y a plus de personnes qui estiment qu'ils vont augmenter ou ne pas changer, et moins qui pensent qu'ils vont diminuer.

Il est intéressant de noter que les réponses « *ne sait pas* » sont en forte baisse (- 7 points par rapport à 2007). Peut-être est-ce le signe d'une maturité croissante des Français sur les risques industriels.

LES IMPLANTATIONS INDUSTRIELLES

Les implantations industrielles suscitent à la fois attentes et craintes

Ainsi, l'éventualité de l'implantation d'une installation industrielle dans la commune du répondant suscite des sentiments partagés : les Français perçoivent aussi bien les risques de pollution (mentionnés par plus d'un tiers de la population) que la création d'emplois (citée par plus de quatre personnes sur dix) et le développement économique (une personne sur trois). Ces résultats ne montrent pas un

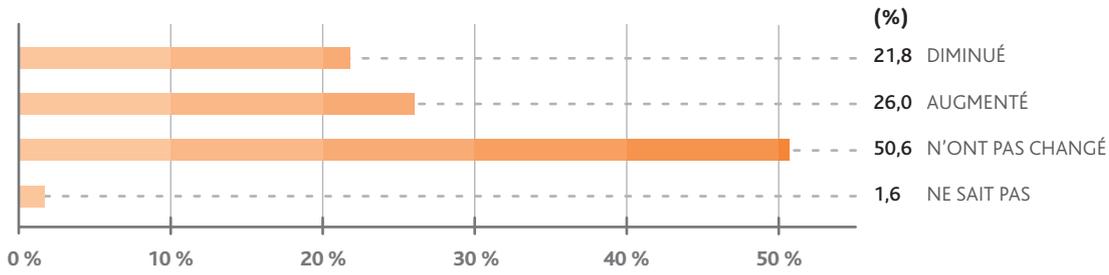
désintérêt des risques industriels au profit des bienfaits économiques attendus en période de crise et de chômage. Ils révèlent au contraire une perception équilibrée des Français : crainte des risques, espoir pour l'emploi et développement économique.

Les résultats de la partie 3, qui ne prolongent pas le mouvement observé en 2012 de baisse des risques industriels perçus, vont dans le même sens.

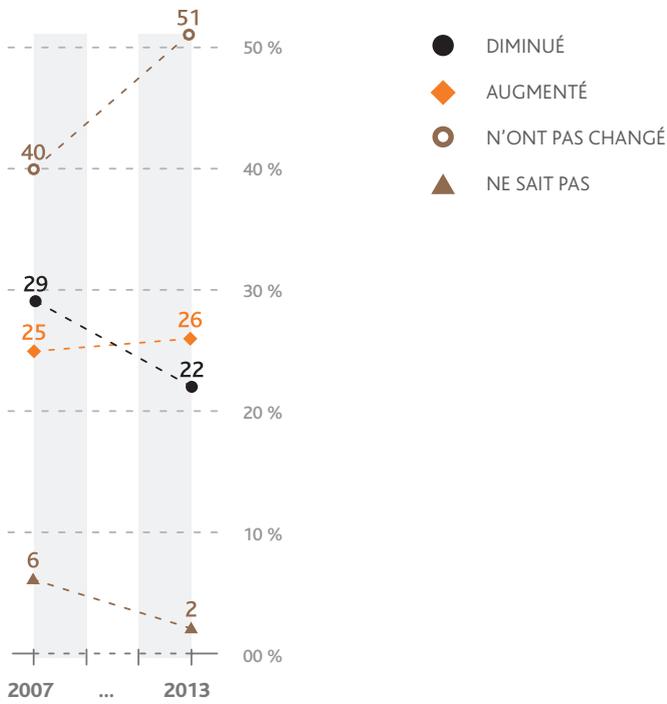
QUESTION N°5

À votre avis, depuis 10 ans, en France, les risques liés aux installations industrielles ont plutôt :

OCTOBRE 2013



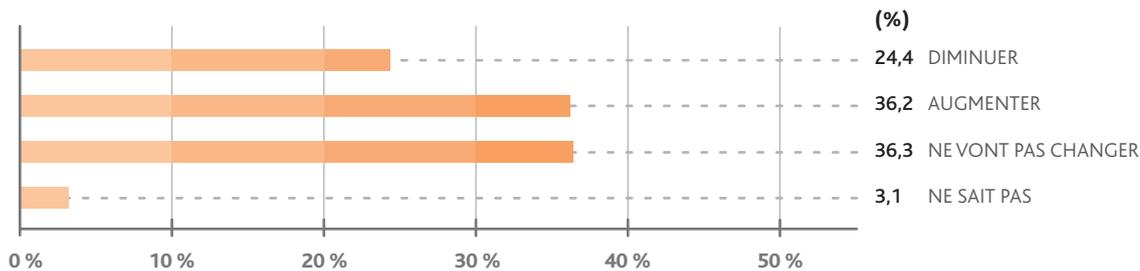
ÉVOLUTIONS 2007 ET 2013



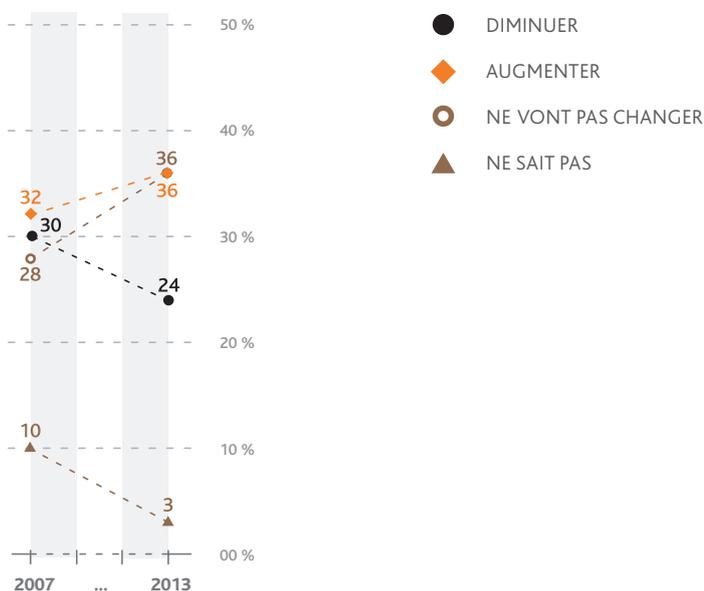
QUESTION N°6

Et dans les 10 ans à venir, ces risques vont-ils plutôt :

OCTOBRE 2013



ÉVOLUTIONS 2007 ET 2013

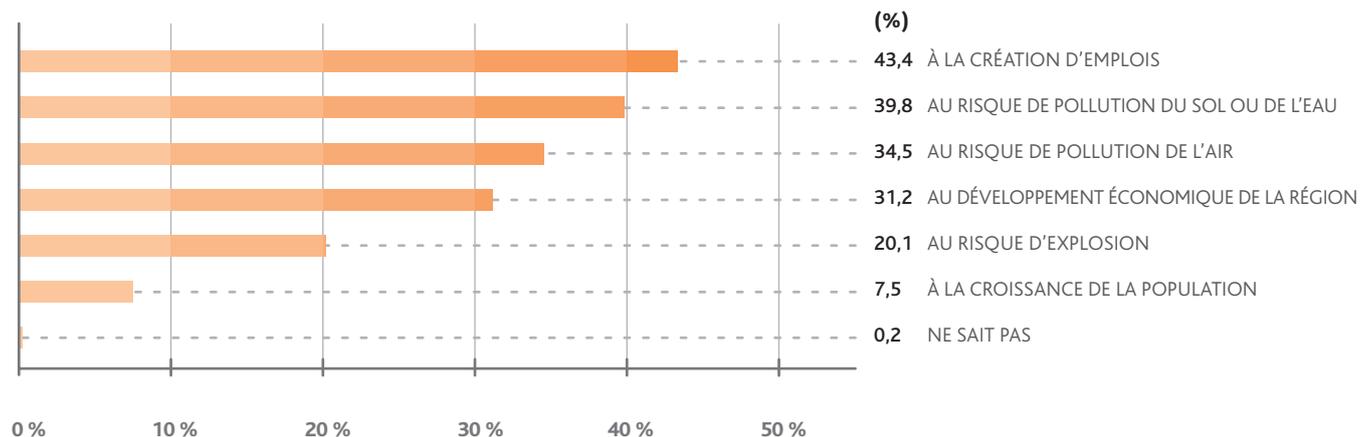


QUESTION N°7

Une installation industrielle s'implante dans votre commune. Parmi les 6 propositions suivantes, auxquelles pensez-vous immédiatement ?

RÉSULTATS CUMULÉS OCTOBRE 2013

Les résultats cumulés correspondent à la somme des premier et second choix. C'est pourquoi le total des pourcentages de réponse peut être supérieur à 100.



REGARDS DES L'EXPERTISE

—

PARTIE 2

FRANÇAIS SUR

2.1 — QUI DOIT CONTRÔLER UNE INSTALLATION À RISQUES ?	32 - 34
2.2 — LE RÔLE ET L'IMAGE DES EXPERTS SCIENTIFIQUES	35 - 43
2.3 — LA DIFFUSION ET LE PARTAGE DE L'EXPERTISE SCIENTIFIQUE	44 - 52
2.4 — LA PERCEPTION DES STRUCTURES PLURALISTES	53 - 57

QUI DOIT CONTRÔLER UNE INSTALLATION À RISQUES ?

À qui les Français sont-ils prêts à confier le contrôle d'une installation à risques ? Comment voient-ils le rôle de l'Europe ? Telles sont les questions auxquelles le Baromètre IRSN s'efforce de répondre dans cette section.

QUESTION N°1

Pour une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes, qui doit, selon vous, contrôler ce qui se passe à l'extérieur de l'installation ?
(1 seule réponse possible)

QUESTION N°2

Pensez-vous que la sûreté nucléaire doit être de la responsabilité de chaque pays ou du niveau européen ?

LES ONG GAGNENT EN CRÉDIBILITÉ

Les Français ne sont pas prêts à laisser une installation à risques sans aucun contrôle politique ou citoyen

Sans doute du fait de la complexité technologique inhérente aux installations à risques, les Français privilégient un contrôle par les experts plutôt qu'un contrôle direct par la population : 29 % d'entre eux souhaitent qu'un contrôle soit exercé par des experts scientifiques regroupés en comité, contre seulement 7 % par un comité local de citoyens.

Viennent ensuite les pouvoirs publics (21 %, soit environ un Français sur cinq), les organisations et associations non gouvernementales (un sur cinq) ou les élus locaux (un sur sept).

Enfin, seuls 9 % d'entre eux estiment que ce type d'installation doit être contrôlé par son exploitant.

Les résultats apparaissent stables par rapport à 2012 mais des tendances de plus long terme se dessinent :

- les réponses désignant les élus locaux pour le contrôle des installations à risques sont en baisse (- 8 points depuis 2004) ;
- les organisations non gouvernementales atteignent leur plus haut niveau depuis 2002 (doublement, de 9 à 18 points).

DÉCISION NATIONALE OU EUROPÉENNE

Les Français se montrent partagés au sujet du bon niveau de responsabilité pour la sûreté nucléaire

Une nouvelle question du Baromètre IRSN 2014 interroge les Français sur le rôle de l'Europe dans le contrôle des installations industrielles, et plus précisément de la sûreté des installations nucléaires. La question porte sur le niveau de responsabilité relatif à ce sujet : doit-il être national ou européen ? Le problème se pose en effet dans la mesure où d'éventuels incidents ou accidents se produisant dans un pays européen doté de l'énergie nucléaire pourraient avoir des conséquences sur ses voisins.

Les Français sont partagés mais tendent à préférer, d'une courte majorité, que la responsabilité de cette question incombe à chaque pays. Cette réponse mérite d'être mise en perspective avec un sondage Eurobaromètre de 2009¹, qui a posé des questions similaires au sujet du meilleur niveau de décision pour différentes questions allant de la lutte contre le terrorisme et la recherche scientifique aux impôts et aux retraites. Sur beaucoup de questions, la décision en commun au niveau européen est préférée, mais quelques thèmes apparaissent cependant comme devant rester nationaux : le système éducatif, la santé, la Sécurité sociale, les impôts et les retraites.

1. Eurobaromètre 72, publié en février 2010.

— ÉCLAIRAGE

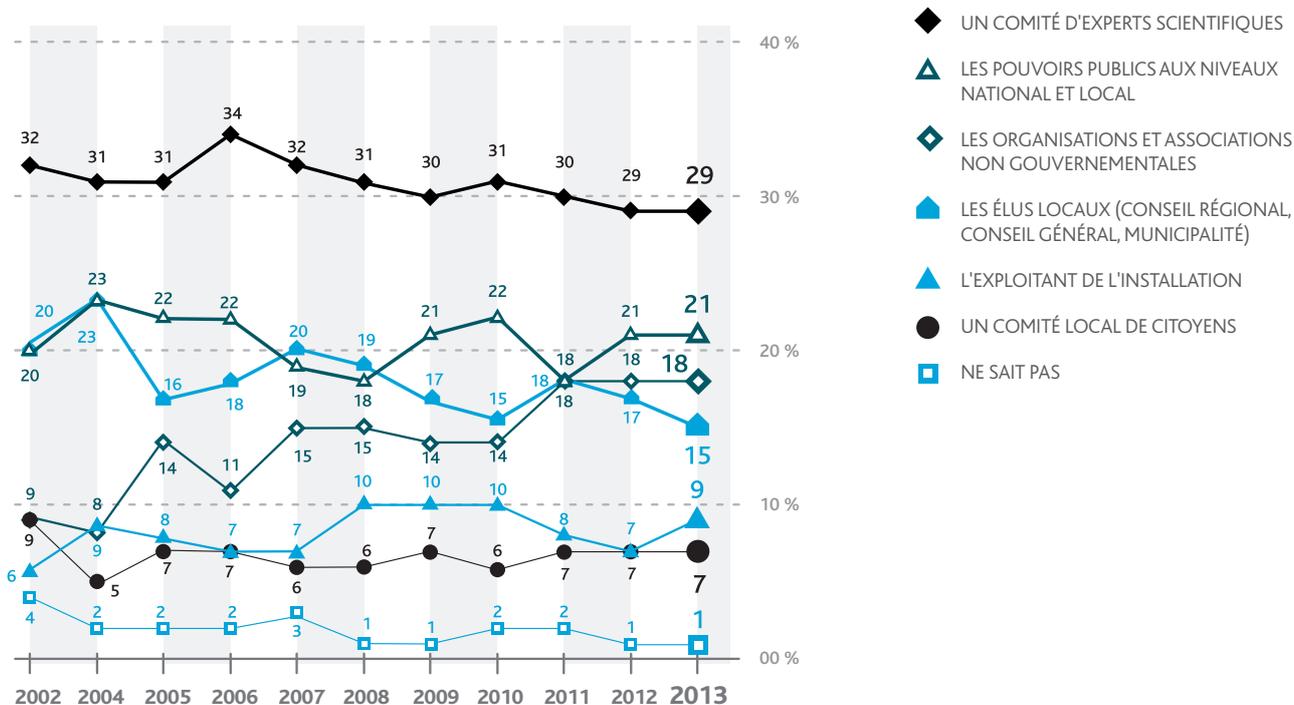
Les Français souhaitent à 21 % qu'un contrôle d'une installation à risques soit exercé par les pouvoirs publics et à 18 % par les ONG, dont la crédibilité a doublé depuis 2002.

QUESTION N°1

Pour une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes, qui doit, selon vous, contrôler ce qui se passe à l'extérieur de l'installation ?

(1 seule réponse possible)

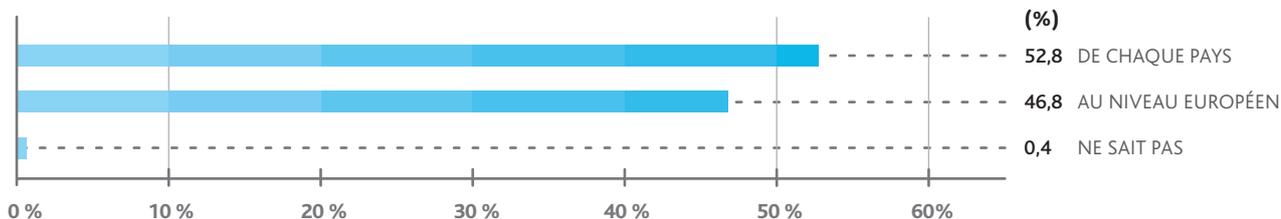
ÉVOLUTIONS 2002 À 2013



QUESTION N°2

Pensez-vous que la sûreté nucléaire doit être de la responsabilité de chaque pays ou du niveau européen ?

OCTOBRE 2013



LE RÔLE ET L'IMAGE DES EXPERTS SCIENTIFIQUES

Les Français ont une bonne opinion des experts. Ce chapitre permet d'éclairer ce qu'ils en attendent :

- les qualités que les experts doivent avoir ;
- la manière dont ils doivent se comporter vis-à-vis du public et des politiques, notamment dans le domaine de l'information ;
- comment ils doivent aborder la question des risques et le principe de précaution.

QUESTION N°3

De manière générale, avez-vous une bonne ou une mauvaise opinion des experts scientifiques ?

QUESTION N°4

Quelles sont pour vous les deux principales qualités d'un expert scientifique ?
(2 réponses possibles)

QUESTION N°5

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

COMPÉTENCE ET INDÉPENDANCE

Les principales qualités attendues d'un expert scientifique sont sa compétence technique et son indépendance de jugement

L'image des experts scientifiques dans l'opinion publique française apparaît très positive. Une personne sur deux déclare en avoir une bonne ou une très bonne opinion et, pour l'essentiel, le reste de la population se montre indifférent, avec une opinion ni bonne ni mauvaise. Quasiment personne n'a une mauvaise opinion des experts scientifiques. Il convient toutefois de remarquer un tassement du total des réponses positives (« très bonne » et « bonne ») par rapport à 2007 (- 7 points), correspondant à une hausse des opinions indifférentes (« ni bonne ni mauvaise »).

Les qualités attendues d'un expert sont avant tout la compétence technique, pour près de deux Français sur trois, et l'indépendance de jugement, pour un Français sur deux. Les réponses à cette question sont très stables depuis 10 ans.

On peut cependant remarquer une érosion de l'importance attribuée à la compétence technique depuis 2010 : - 8 points pour la compétence en trois ans, soit le niveau le plus bas depuis le début de la série en 2002. Il convient toutefois de signaler qu'une nouvelle modalité de réponse a été introduite en 2012 (« Il déclare ses liens avec les industriels »), ce qui a eu un impact sur la citation des autres modalités. Cet effet technique n'explique cependant pas la tendance à la baisse observée dès 2011, qui peut être aussi mise en relation avec la baisse d'image des experts signalée ci-dessus. Une autre question de l'enquête confirme d'ailleurs que la population juge la compétence des acteurs du nucléaire plus sévèrement qu'en 2012 (voir partie 4).

TRANSPARENCE, IMPARTIALITÉ ET PRUDENCE

Les Français attendent des experts scientifiques qu'ils se comportent en respectant des normes de transparence, d'impartialité et de prudence

Concernant le rôle des experts scientifiques, les Français attendent d'eux des normes de comportement qui relèvent principalement de trois logiques :

- la transparence : neuf personnes sur dix pensent qu'il faut mettre l'information sur les risques des installations à la portée de tous, près de six sur dix s'opposent à ce que les avis des experts ne soient pas tous rendus publics ;
- un fonctionnement impartial et rigoureux : quatre personnes sur cinq estiment que les experts doivent présenter leurs points de désaccord, les trois quarts sont d'accord avec l'idée que le respect des règles est le meilleur moyen de diminuer les risques ;
- des attitudes prudentes : trois personnes sur quatre défendent l'idée qu'en matière de risque il est normal de prendre toutes les précautions, ils sont à peu près autant à penser que les avis des experts doivent être certains avant d'informer les populations.

Les tendances depuis 2002 sont assez stables mais, sur plusieurs items, l'accord des répondants tend à diminuer :

- respecter les règles, c'est le meilleur moyen de diminuer un risque ;
- l'importance de prendre toutes les précautions, même si les experts ont des doutes ;
- les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts ;
- il est normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics.

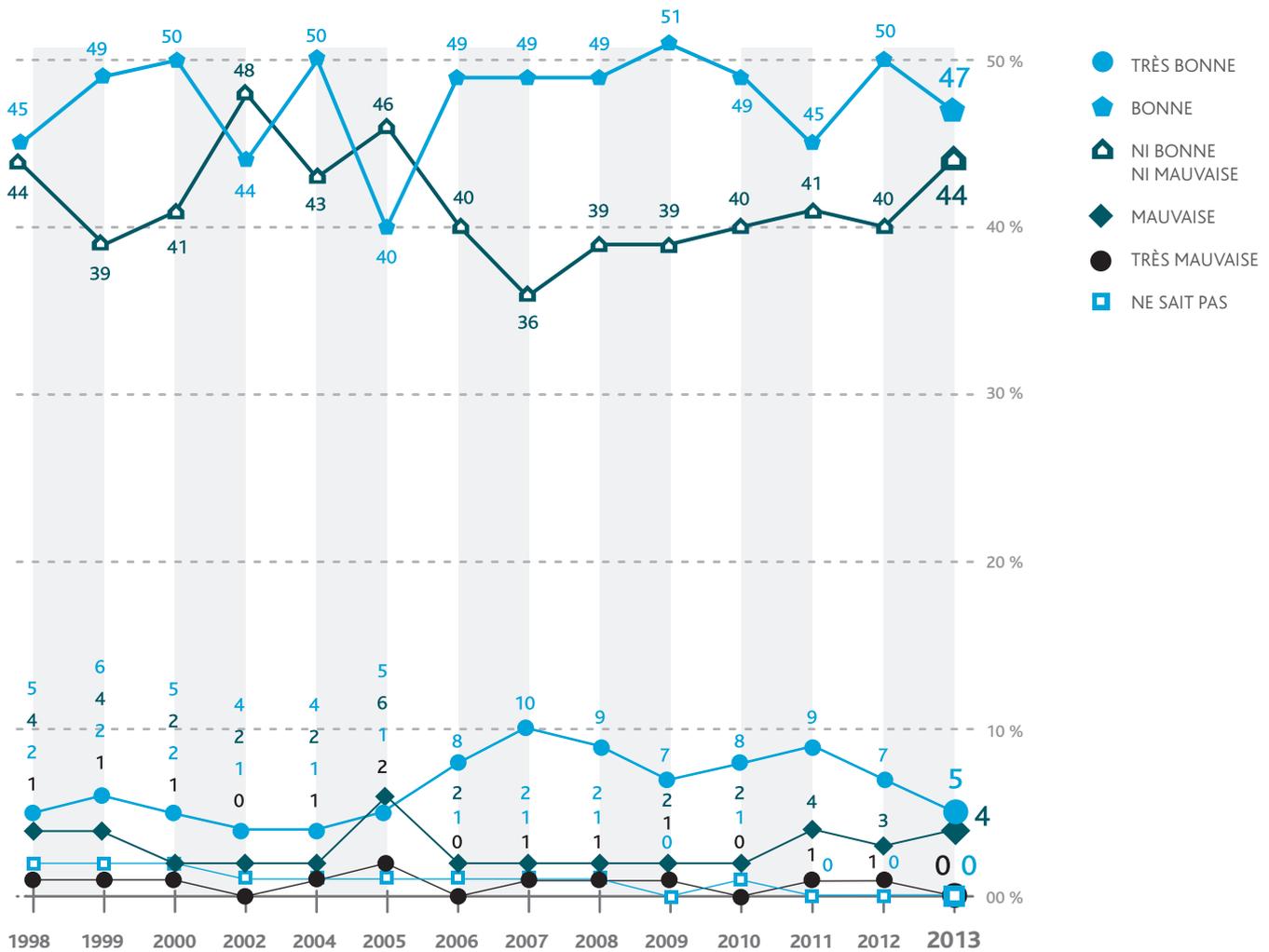
Ces tendances mériteraient une analyse plus fine. Néanmoins, elles semblent montrer une prise de conscience accrue par le public de la complexité de l'expertise des risques et de l'importance de la transparence qui en découle.

QUESTION N°3

De manière générale, avez-vous une bonne ou une mauvaise opinion des experts scientifiques ?

ÉVOLUTIONS 1998 À 2013

Le score plus faible en 2005 de «bonne opinion» s'explique sans doute par un biais introduit dans le questionnaire avec l'ordre dans lequel était posée la question. Cette année-là et pour la première fois, cette question était posée juste après les batteries de risques (risque, confiance, vérité) du Baromètre. Les années précédentes, l'interviewé donnait son opinion sur les experts après s'être prononcé sur le rôle de l'expertise ou sur les qualités d'un expert. Depuis, nous avons rétabli l'ordre de ces questions, et celle portant sur l'opinion des experts a retrouvé son score habituel.



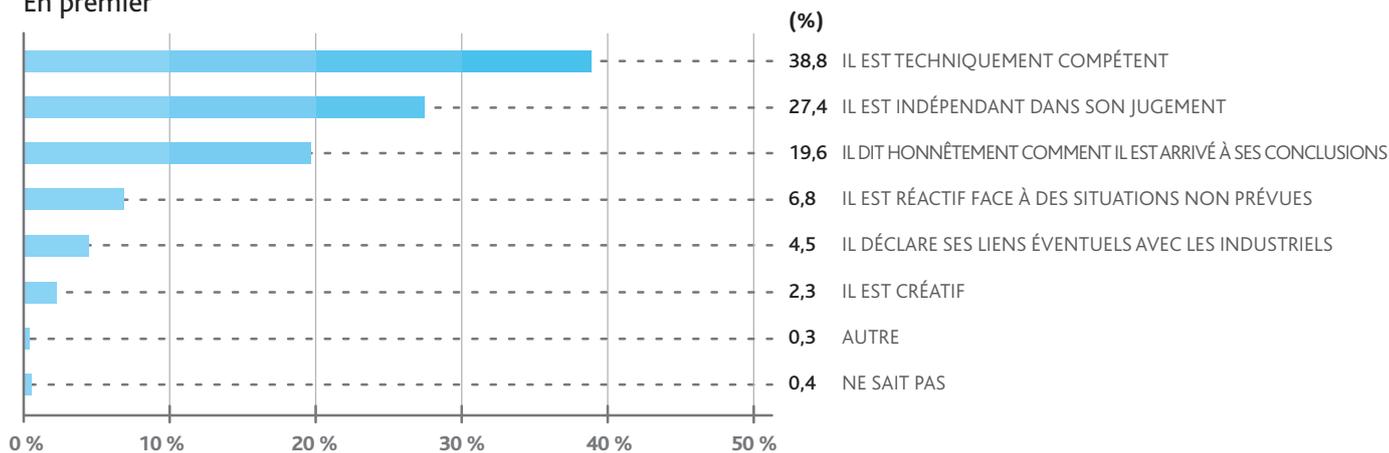
QUESTION N°4

Quelles sont pour vous les deux principales qualités d'un expert scientifique ?

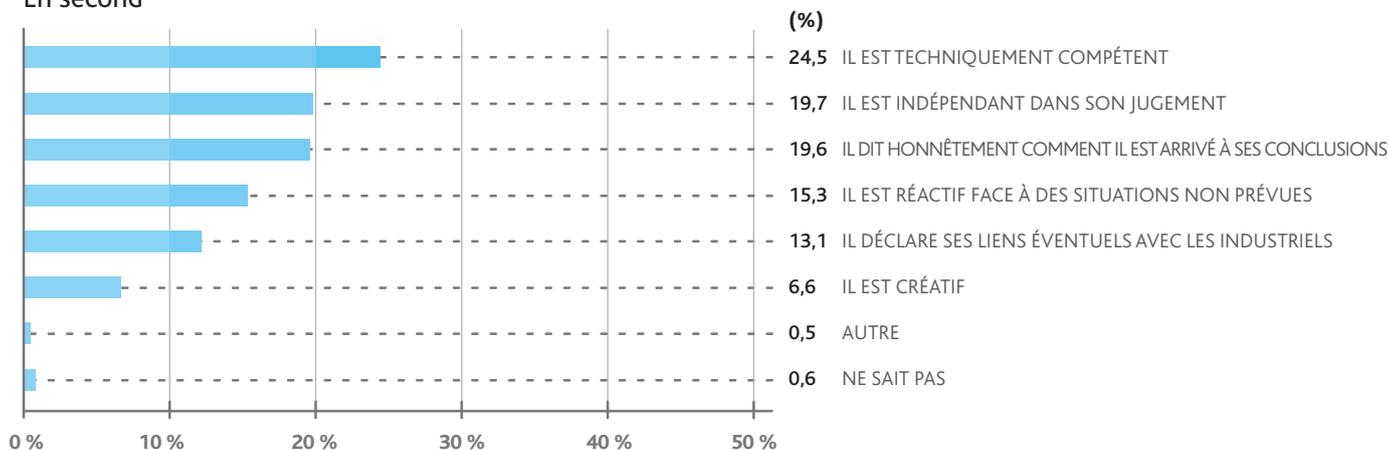
(2 réponses possibles)

OCTOBRE 2013

En premier

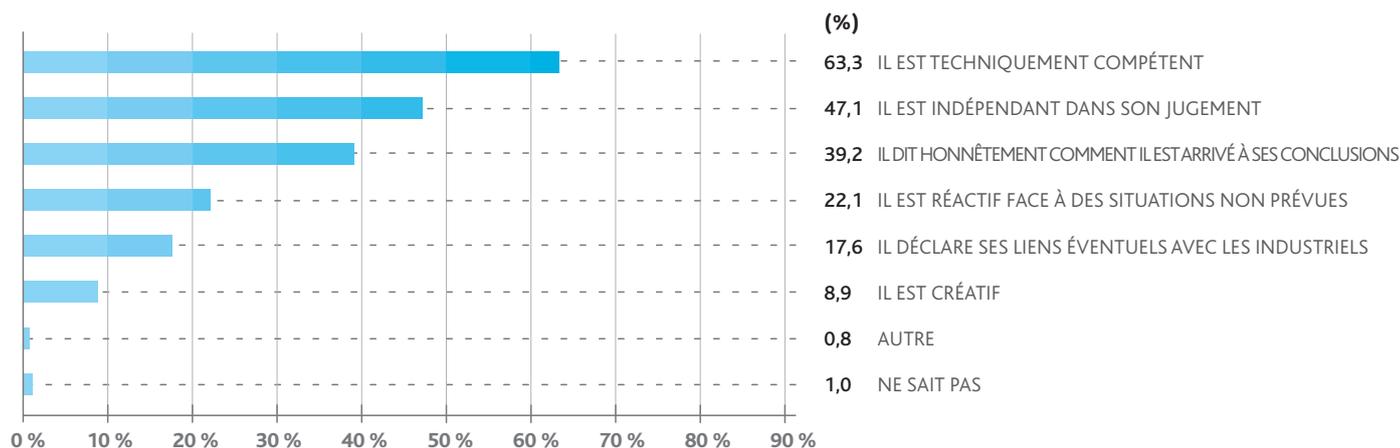


En second

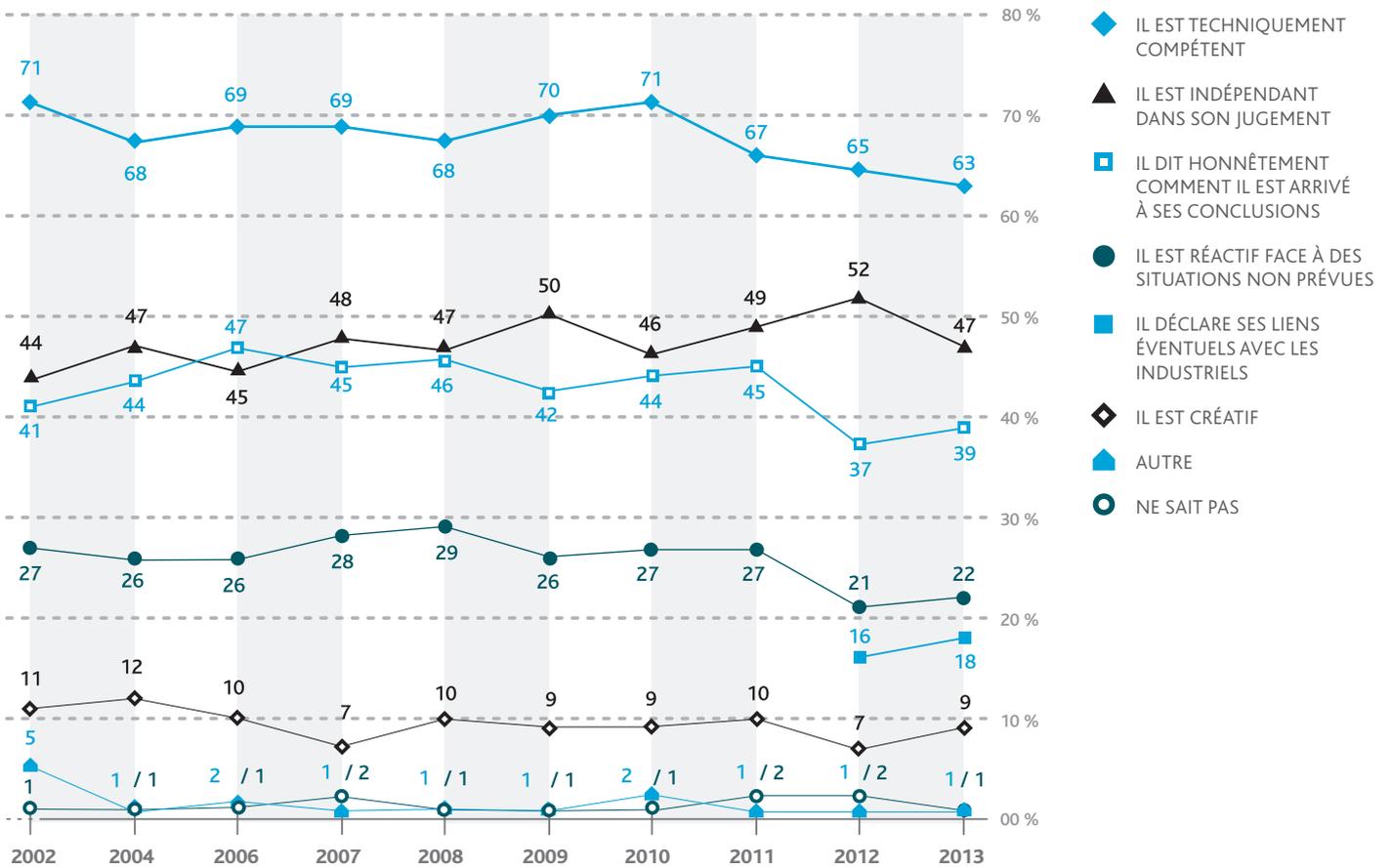


**RÉSULTATS CUMULÉS
OCTOBRE 2013**

Les résultats cumulés correspondent à la somme des premier et second choix. C'est pourquoi le total des pourcentages de réponse peut être supérieur à 100.



ÉVOLUTIONS 2002 À 2013



QUESTION N°5

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques.

Veillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

OCTOBRE 2013

Les réponses «pas du tout d'accord» et «pas tellement d'accord» ont été regroupées en «pas d'accord» ; les réponses «bien d'accord» et «entièrement d'accord», en «d'accord».

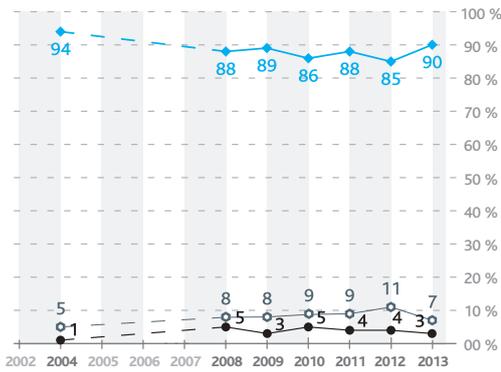


■ D'ACCORD
 ■ PEUT-ÊTRE D'ACCORD
 ■ PAS D'ACCORD
 ■ NE SAIT PAS
 en %

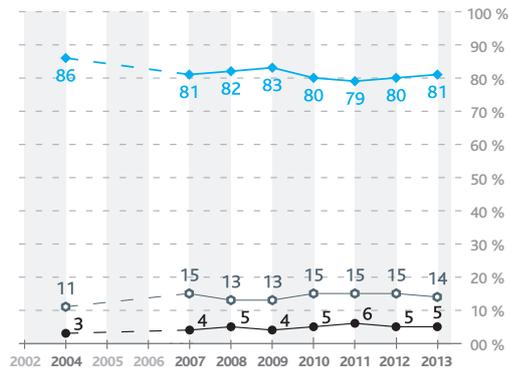
ÉVOLUTIONS 1997 À 2013

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité «peut-être d'accord».

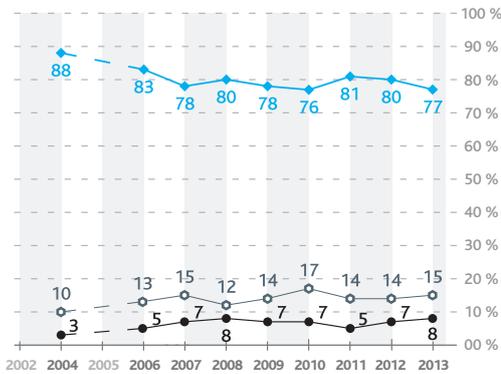
Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations.



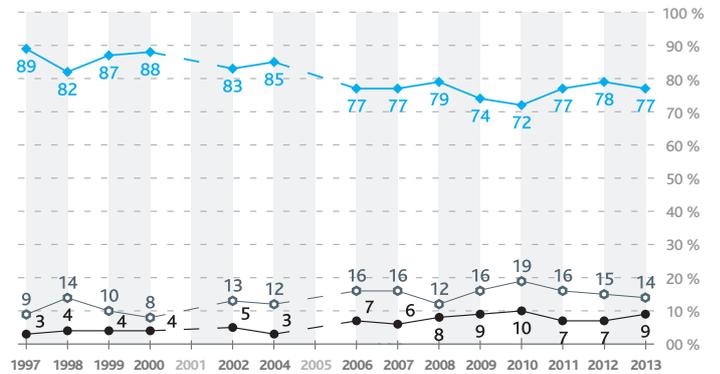
Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord.



Respecter les règles, c'est le meilleur moyen de diminuer un risque.



En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions, même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes.



QUESTION

N°5 (suite)

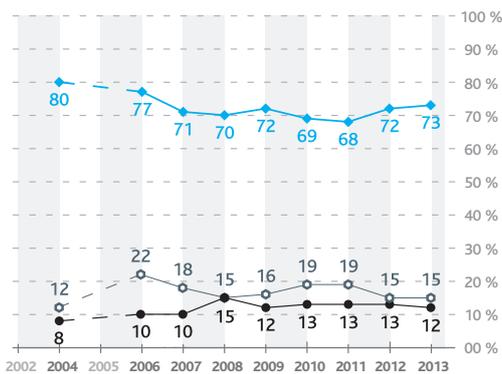
Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques.

Veillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

ÉVOLUTIONS 1997 À 2013

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité «peut-être d'accord».

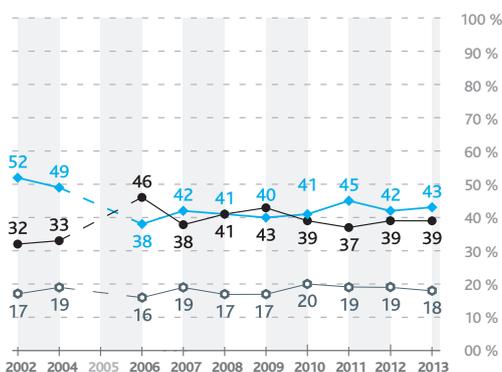
Il faut être certain des avis des experts scientifiques avant d'informer les populations.



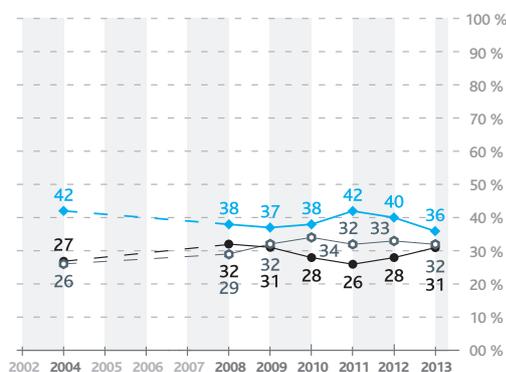
Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques.



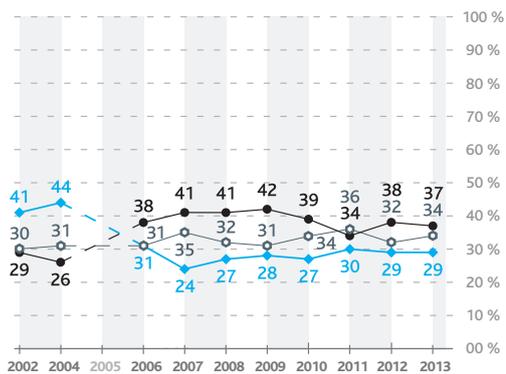
Les experts scientifiques doivent davantage tenir compte de l'opinion de la population avant de rendre un avis.



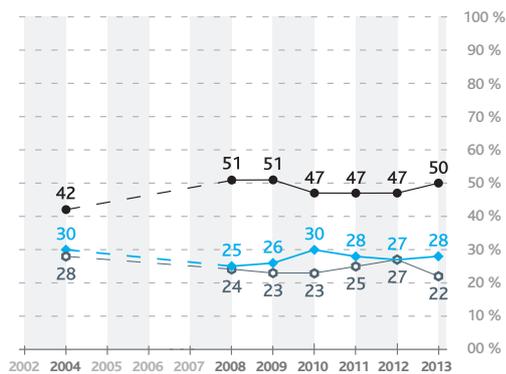
Les experts scientifiques se cachent derrière la complexité de leurs études pour ne pas communiquer.



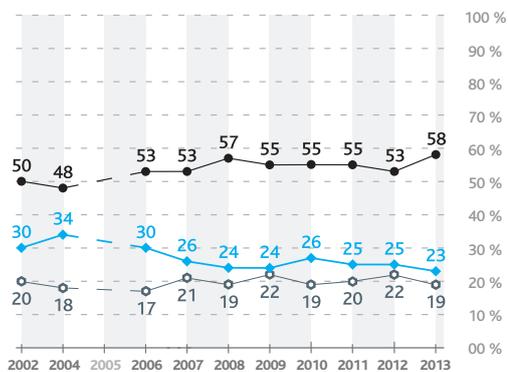
Les experts scientifiques sont trop spécialisés pour avoir une vue large d'un problème.



Les avis scientifiques ne peuvent pas être compris par le public.



Il est normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics.



LA DIFFUSION ET LE PARTAGE DE L'EXPERTISE SCIENTIFIQUE

Les questions abordées dans cette section précisent les enjeux actuels de la diffusion et du partage de l'expertise scientifique. Cette section est complétée par deux questions portant sur un cas concret de participation du public à un débat sur les risques : le projet de centre de stockage profond des déchets radioactifs en Meuse et en Haute-Marne.

QUESTION N°6

Je vais vous citer des mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises. Dites-moi, pour chacune d'elles, si elle vous paraît prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire.

QUESTION N°7

Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique.

QUESTION N°8

L'expertise des risques technologiques se traduit par des rapports aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation des installations industrielles. Pour mieux comprendre les décisions, jugez-vous utile la diffusion, auprès du public, de tous ces rapports d'expertise ?

QUESTION N°9

Quelle est votre préférence entre les 2 propositions suivantes :

- Je préfère moi-même avoir accès à ces dossiers et construire ainsi ma propre opinion.
- Je préfère que l'accès à ces dossiers techniques soit uniquement réservé à d'autres, comme les médias, les élus, les associations.

QUESTION N°10

Du 15 mai au 15 décembre 2013, un débat public est organisé sur le projet de centre de stockage profond de déchets radioactifs en Meuse/Haute-Marne ? En avez-vous entendu parler ?

QUESTION N°11

Avant d'autoriser ou non ce projet, les autorités compétentes solliciteront, pendant plusieurs années, l'avis technique de l'IRSN – expert public du risque nucléaire. Jugez-vous utile que, tout au long de ce processus de décision, l'IRSN partage ses avis techniques avec des associations ou des citoyens ?

DES EXPERTS DISPONIBLES ET TRANSPARENTS

Les attentes en matière d'information sont avant tout que les experts communiquent les résultats de leurs travaux de façon claire et complète

La disponibilité des experts (« S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et les citoyens ») et la transparence de leur travail (« Rendre publics ses rapports d'expertise ») demeurent les deux mesures jugées prioritaires pour rendre compte des résultats des expertises. Toutefois, on peut remarquer une légère baisse des réponses « prioritaire » sur ce dernier item, qui le ramène au niveau de 2006 après deux pics en 2008 et 2011. « Organiser des réunions publiques pour débattre de ses travaux » reste la dernière modalité choisie par les Français et recule encore cette année.

Dans le même esprit, près de trois Français sur quatre sont favorables à ce que l'IRSN partage avec les citoyens ses avis techniques sur le projet de centre de stockage des déchets radioactifs, projet par ailleurs peu connu (78 % des répondants n'en ont pas entendu parler).

La baisse des réponses « prioritaire » peut être expliquée par le contexte de crise que traverse la France. Il est possible que les répondants aient plus de mal à utiliser cette modalité de réponse, dans la mesure où les priorités leur semblent d'ordre économique et social. Il convient d'ailleurs d'observer, sur une autre question de l'enquête utilisant les mêmes modalités de réponse, une baisse également des réponses « prioritaire » (voir partie 4, section 1)¹.

1. L'institut BVA constate dans ses études que les Français sont principalement préoccupés par l'économie et la fiscalité. Ces domaines ont toujours été en tête des préoccupations des Français, mais la particularité est la forte augmentation enregistrée dans différents sondages à l'égard des attentes dans ces domaines. En revanche, la santé et l'éducation, qui ont toujours été importantes pour les Français, s'effacent devant la nécessité de résoudre les problèmes économiques et sociaux.

Dans une étude sur une maladie et la perception des Français à son égard (1^{re} vague réalisée en 2008 et 2^e en 2013), les résultats ont peu évolué, hormis ceux d'une question présentant une échelle « prioritaire / important mais pas prioritaire / secondaire » : les Français sont moins nombreux à se positionner sur la proposition « Il est prioritaire que les pouvoirs publics luttent contre cette maladie » (- 11 points en 5 ans). Cela confirme l'hypothèse que, dans un contexte économique difficile, les personnes interrogées ont moins tendance à utiliser la modalité « prioritaire » sur des sujets hors du domaine de l'économie.

UNE DIFFUSION RAISONNÉE

Les Français ne souhaitent pas une diffusion incontrôlée des résultats d'expertise et acceptent l'idée qu'il peut y avoir des restrictions à leur publication

Les Français souhaitent en majorité que les travaux des experts soient publiés : un sur deux juge utile de diffuser les rapports d'expertise, et parmi eux près de deux sur trois préfèrent avoir accès eux-mêmes aux dossiers d'expertise pour construire leur propre opinion. Il convient toutefois de noter, depuis le pic de 2011, un léger tassement des réponses favorables à la diffusion des rapports d'expertise (réponses « bien utile » et « entièrement utile »), qui ramène leur niveau à celui de 2006 ou 2010.

Cependant, ils considèrent acceptable la non-publication des résultats des expertises pour deux motifs bien distincts : la sécurité (la lutte contre le terrorisme, le secret défense) et l'aboutissement du processus d'expertise ou de décision (l'incertitude scientifique des résultats, l'attente d'une décision à prendre suite aux résultats). Il semble que depuis deux ans les motifs sécuritaires aient gagné encore en importance. Il se peut que ce résultat reflète la montée des préoccupations des Français en matière de sécurité (voir partie 1).

En dehors de ces raisons, les Français ne considèrent pas justifiés les autres motifs tels que la propriété industrielle.

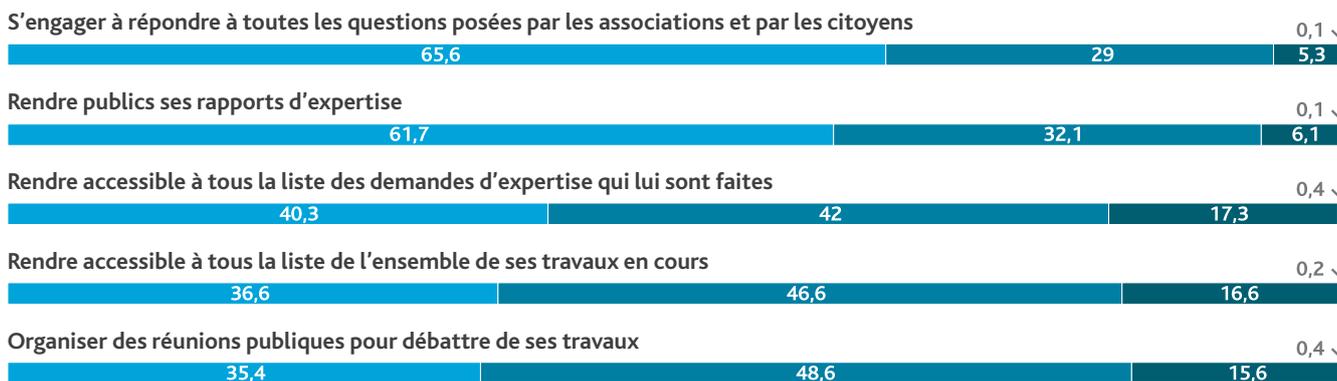
— ÉCLAIRAGE

Les attentes dans les domaines de la diffusion et du partage de l'expertise apparaissent raisonnables : les Français acceptent l'idée que tout ne soit pas publié, notamment pour des raisons de sécurité.

QUESTION N°6

Je vais vous citer des mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises.
Dites-moi, pour chacune d'elles, si elle vous paraît prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire.

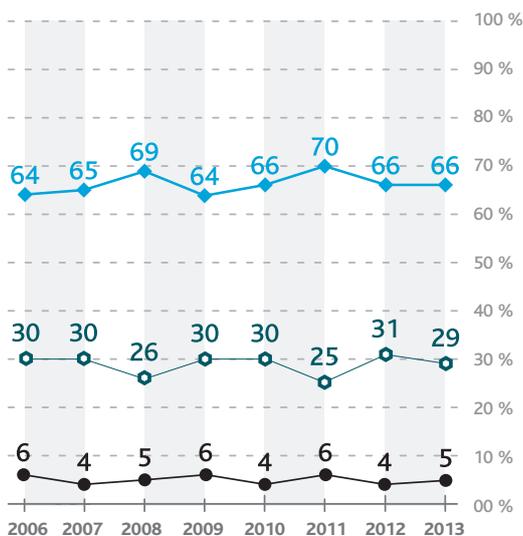
OCTOBRE 2013



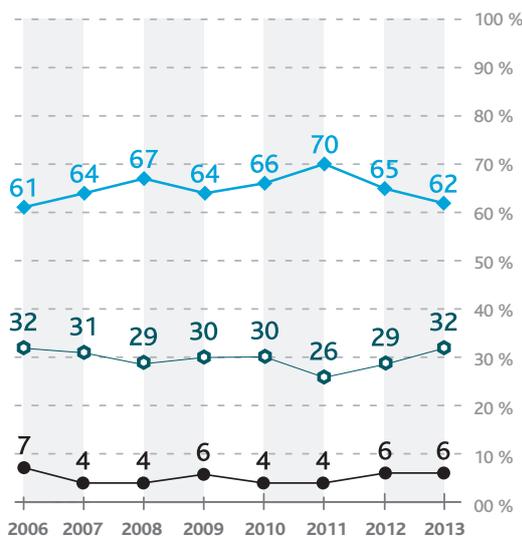
ÉVOLUTIONS 2006 À 2013

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité «importante mais pas prioritaire».

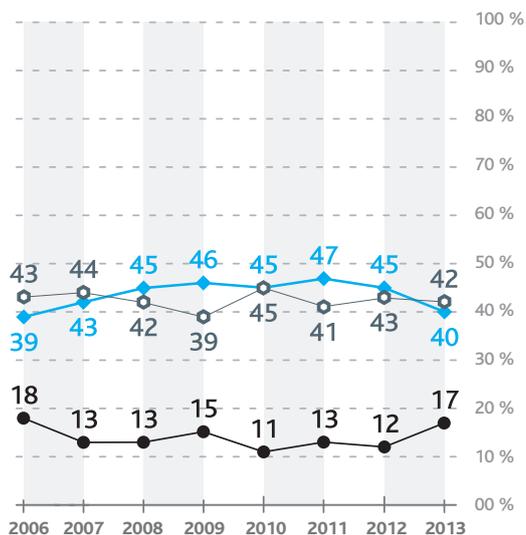
S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens.



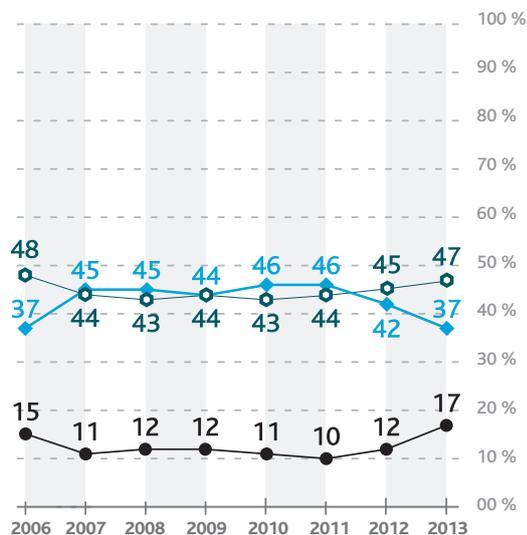
Rendre publics ses rapports d'expertise.



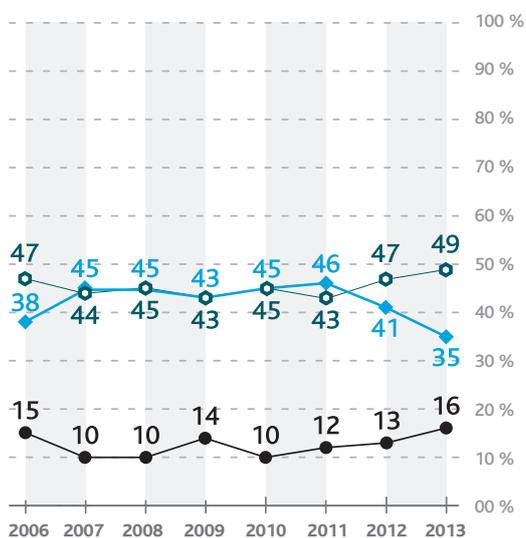
Rendre accessible à tous la liste des demandes d'expertise qui lui sont faites.



Rendre accessible à tous la liste de l'ensemble de ses travaux en cours.



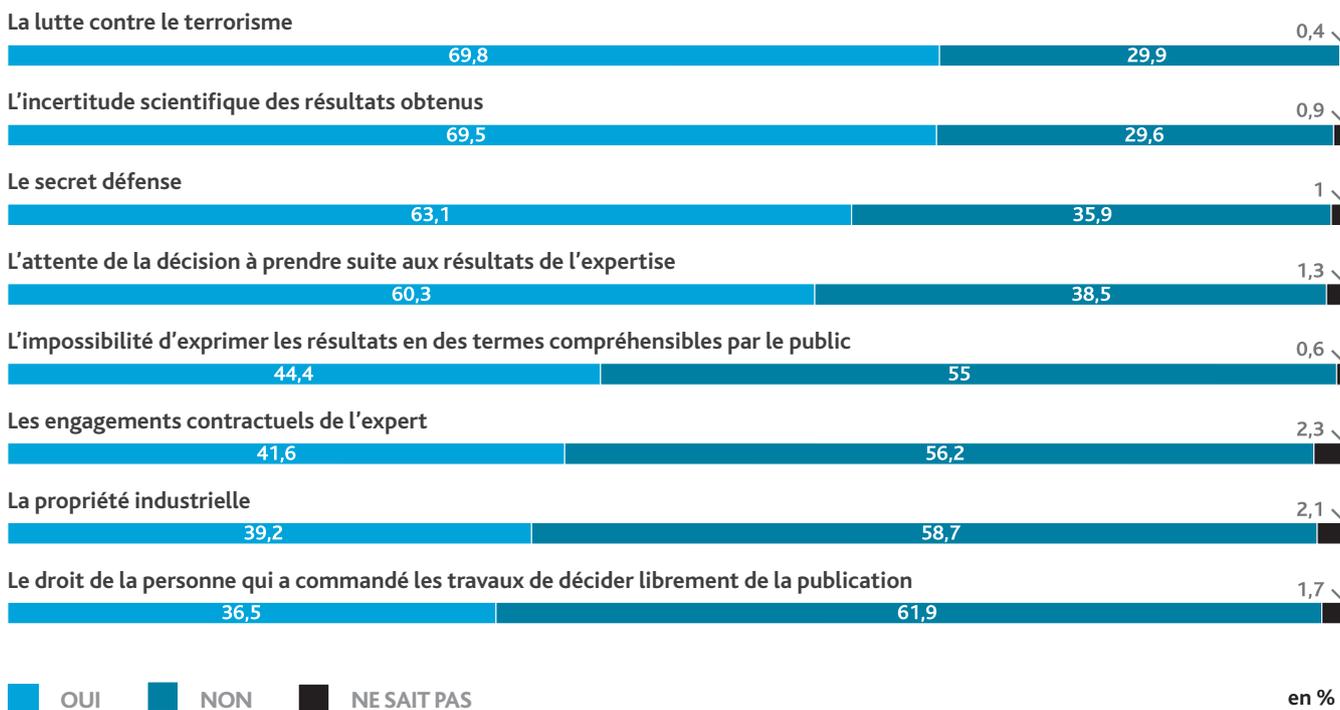
Organiser des réunions publiques pour débattre de ses travaux.



QUESTION N°7

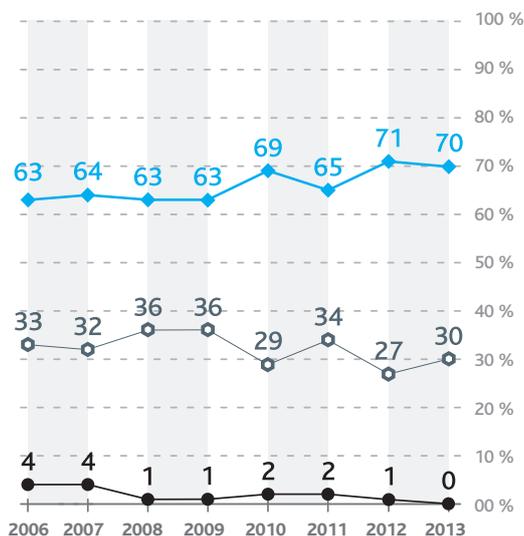
Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique.

OCTOBRE 2013

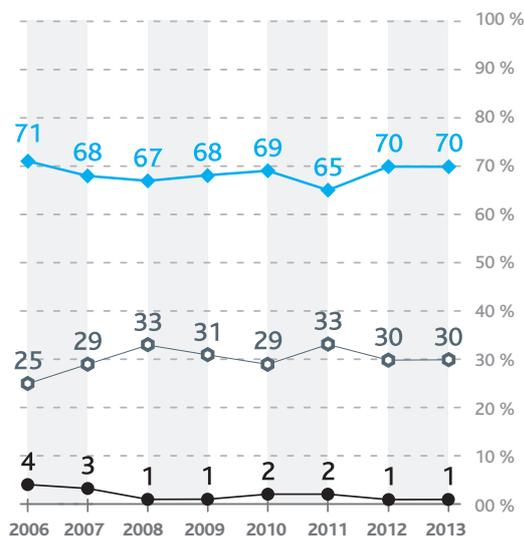


ÉVOLUTIONS 2006 À 2013

La lutte contre le terrorisme.

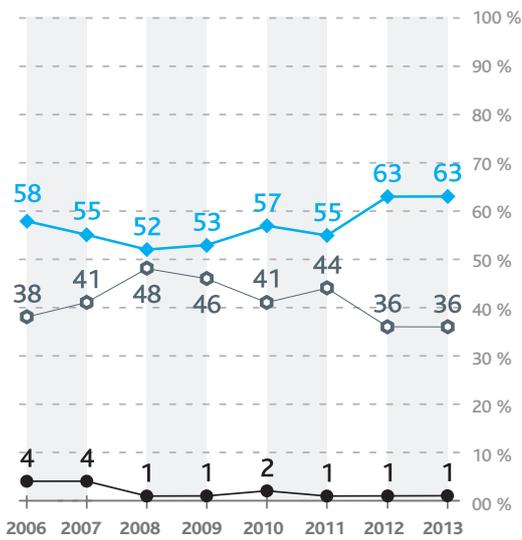


L'incertitude scientifique des résultats obtenus.

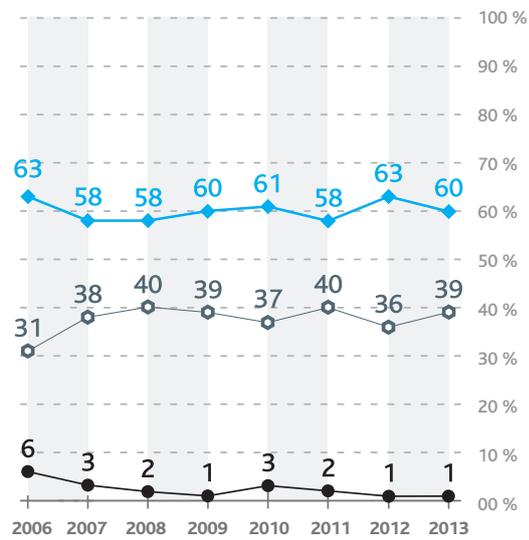


◆ OUI ● NON ◈ NE SAIT PAS

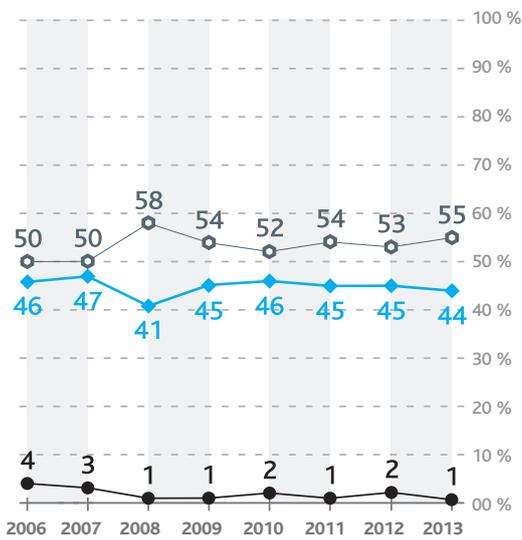
Le secret défense.



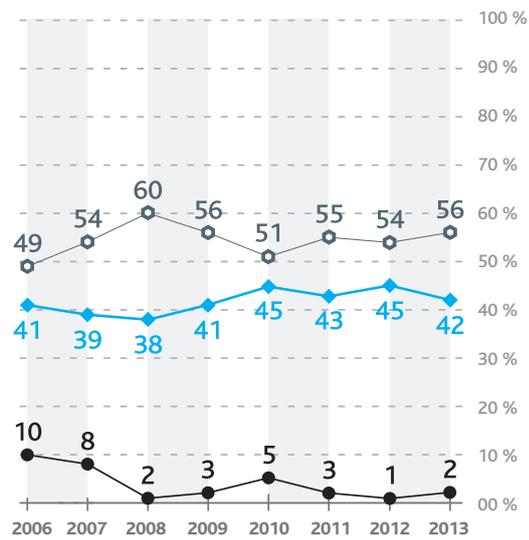
L'attente de la décision à prendre suite aux résultats de l'expertise.



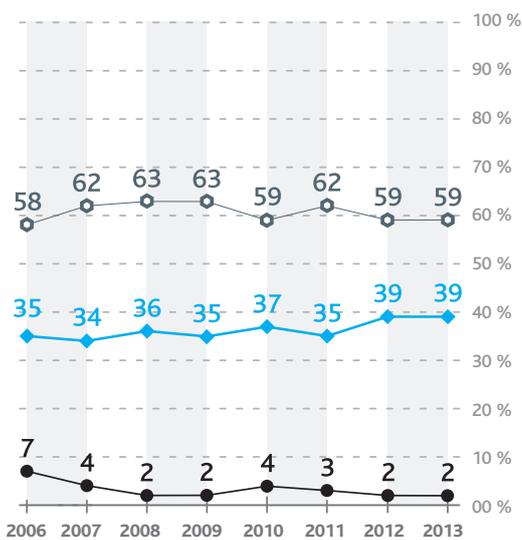
L'impossibilité d'exprimer les résultats en des termes compréhensibles par le public.



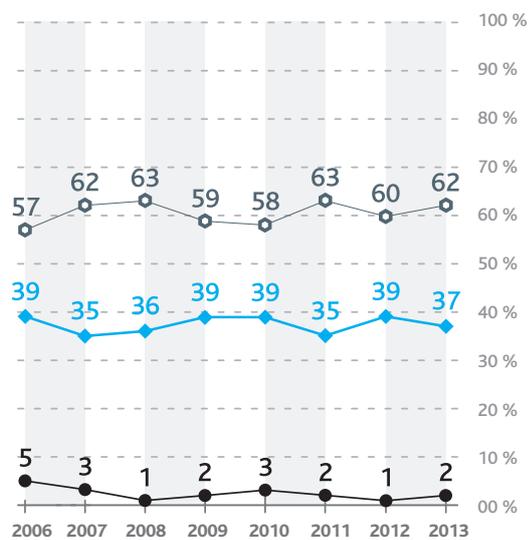
Les engagements contractuels de l'expert.



La propriété industrielle.



Le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication.

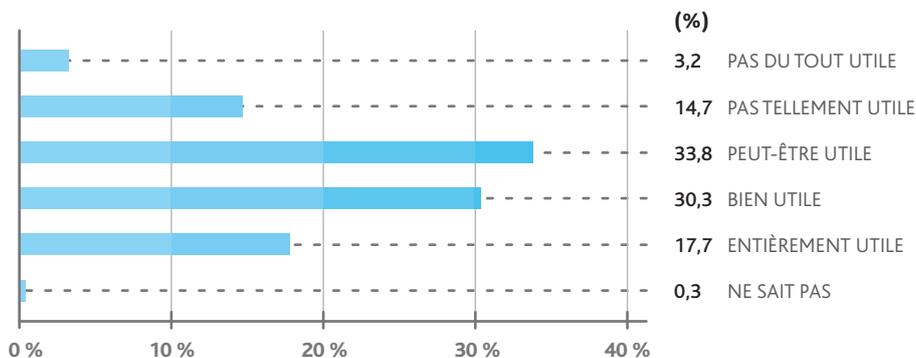


◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

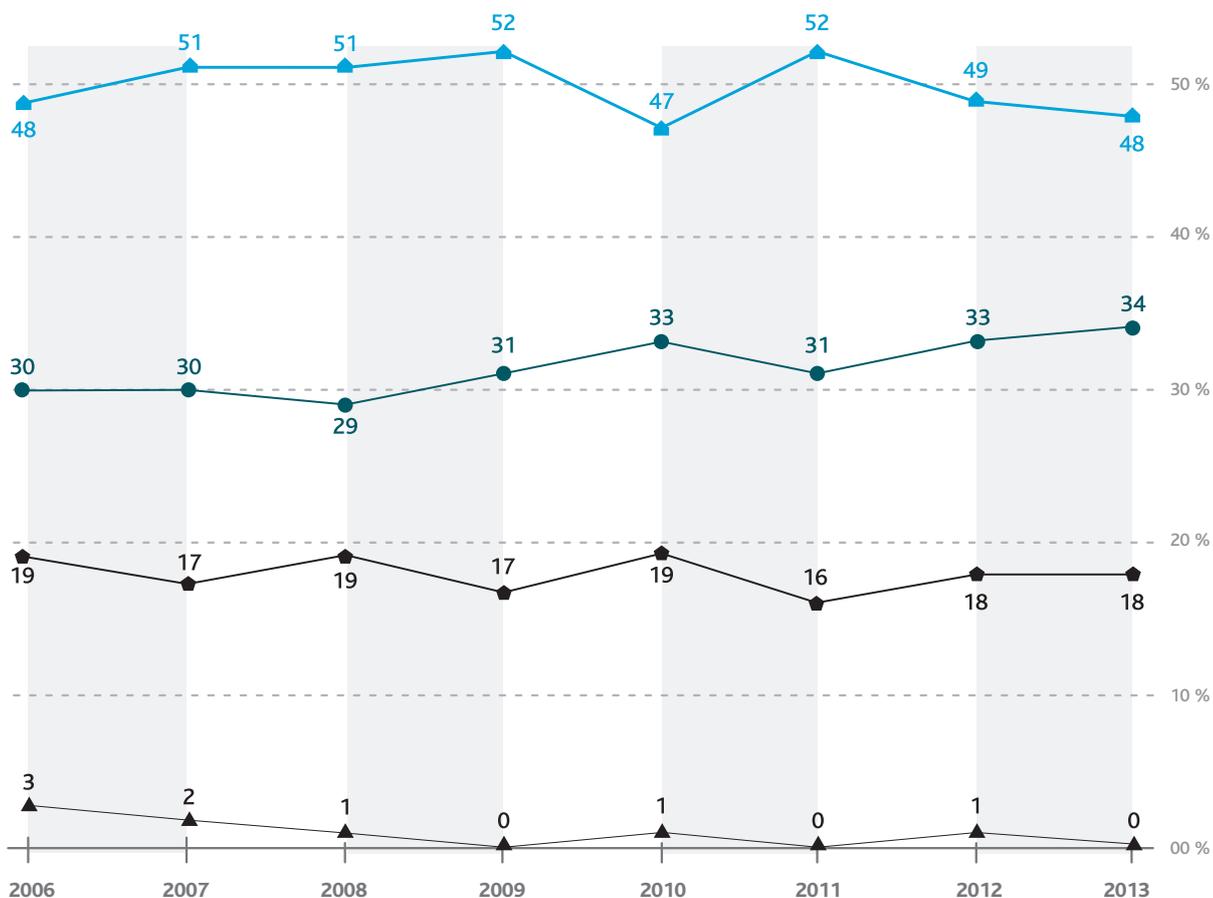
QUESTION N°8

L'expertise des risques technologiques se traduit par des rapports aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation des installations industrielles. Pour mieux comprendre les décisions, jugez-vous utile la diffusion, auprès du public, de tous ces rapports d'expertise ?

OCTOBRE 2013



ÉVOLUTIONS 2006 À 2013



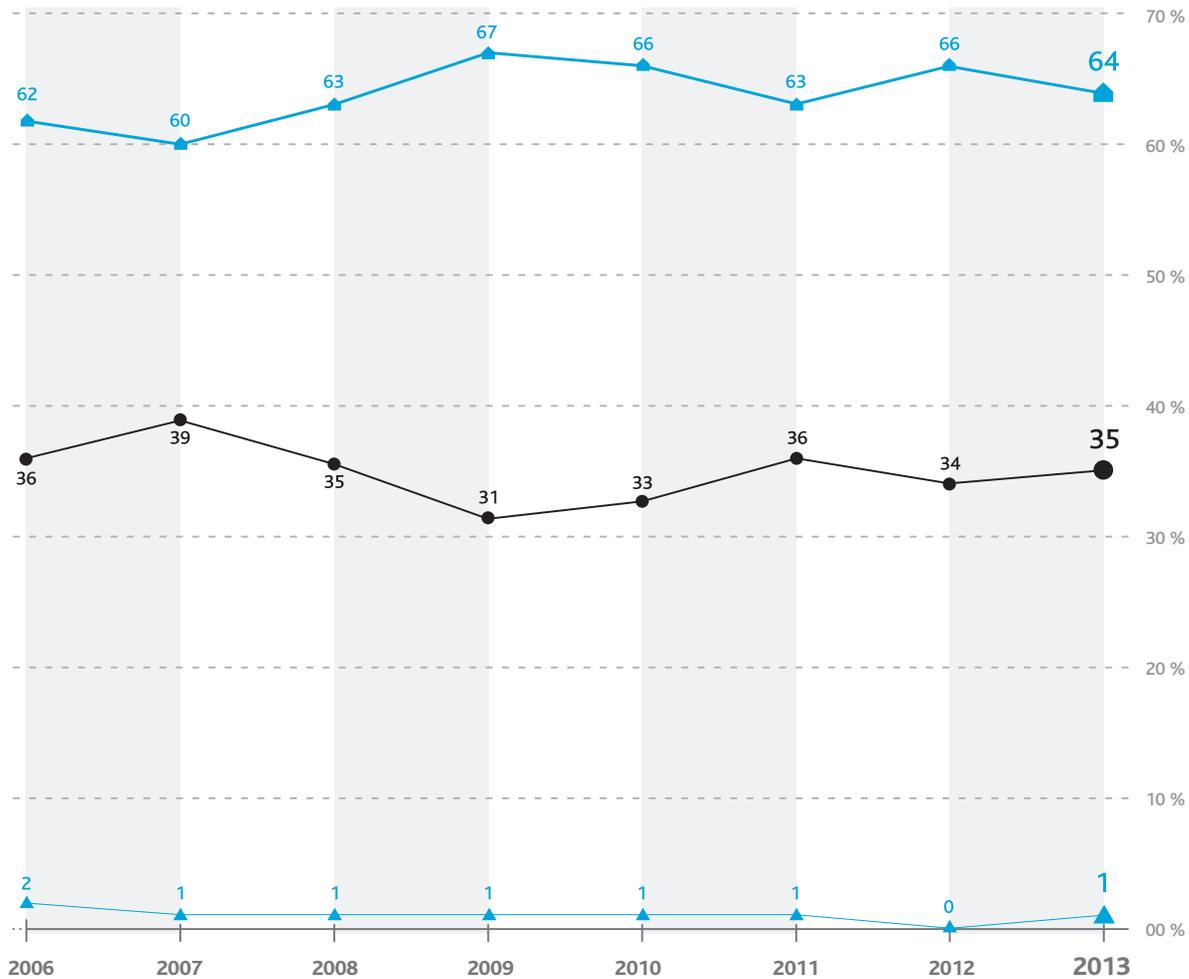
- ▲ UTILE
- PEUT-ÊTRE UTILE
- ◆ INUTILE
- ▲ NE SAIT PAS

QUESTION N°9

Quelle est votre préférence entre les 2 propositions suivantes ?

ÉVOLUTIONS 2006 À 2013

Base : ceux qui avaient répondu «utile» à la question de l'utilité de diffuser les rapports d'expertise.



▲ AVOIR MOI-MÊME ACCÈS À CES DOSSIERS ET CONSTRUIRE AINSI MA PROPRE OPINION

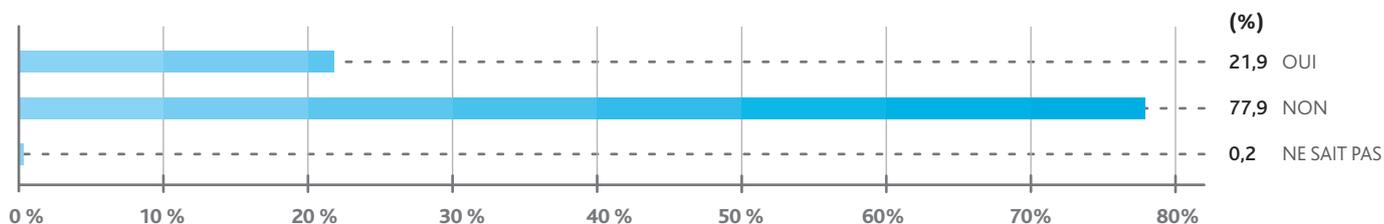
● RÉSERVÉ À D'AUTRES (MÉDIAS, ÉLUS, ASSOCIATIONS)

▲ NE SAIT PAS

QUESTION N°10

Du 15 mai au 15 décembre 2013, un débat public est organisé sur le projet de centre de stockage profond de déchets radioactifs en Meuse/Haute-Marne. En avez-vous entendu parler ?

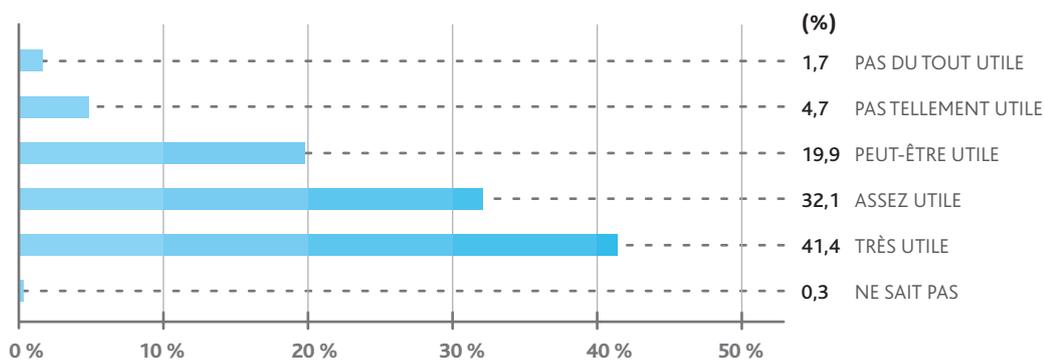
OCTOBRE 2013



QUESTION N°11

Avant d'autoriser ou non ce projet, les autorités compétentes solliciteront, pendant plusieurs années, l'avis technique de l'IRSN – expert public du risque nucléaire. Jugez-vous utile que, tout au long de ce processus de décision, l'IRSN partage ses avis techniques avec des associations ou des citoyens ?

OCTOBRE 2013



LA PERCEPTION DES STRUCTURES PLURALISTES

Les structures pluralistes ont pour objet de faire participer la population ou les associations à la gestion des situations à risques. Différentes questions de l'enquête permettent de préciser les attitudes de la population à ce sujet : utilité de ces structures, avantages...

QUESTION N°12

Une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques serait, selon vous...

QUESTION N°13

Et quels seraient selon vous les avantages d'une telle structure ?

QUESTION N°14

Seriez-vous prêt à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ?

DES STRUCTURES PLÉBISCITÉES

Neuf Français sur dix estiment que les structures pluralistes sont utiles

Les Français continuent à se montrer très favorables à l'idée de créer des structures pluralistes pour s'occuper des situations à risques : les neuf dixièmes d'entre eux estiment qu'elles seraient utiles. Les réponses « *très utiles* » tendent toutefois à s'éroder au profit des « *plutôt utiles* » : elles ont baissé de 12 points depuis 2006.

Les principaux avantages perçus pour ces structures pluralistes demeurent, comme les années précédentes, l'amélioration de l'identification des risques (mentionnée par près de quatre personnes sur dix) et la capacité de telles structures à les réduire (une personne sur trois). Il convient cependant

de noter en 2013 une progression sensible (6 et 5 points) de deux avantages : la capacité à faire émerger de nouveaux points de vue et de nouvelles idées, et l'amélioration de la communication des résultats. Cette évolution peut être le signe que de nouvelles générations attendent des modes de communication plus rapides et plus réactifs, à l'image de ce qu'apportent Internet et les réseaux sociaux. Les 25-34 ans se signalent d'ailleurs par une plus grande propension à mettre en avant l'émergence de nouveaux points de vue (mentionnée par 39 % d'entre eux, contre 26 % en moyenne) et les 18-24 ans, par leur perception des possibilités d'amélioration de la communication (mentionnée par 23 % d'entre eux, contre 21 % en moyenne).

IMPLICATION PERSONNELLE DES FRANÇAIS

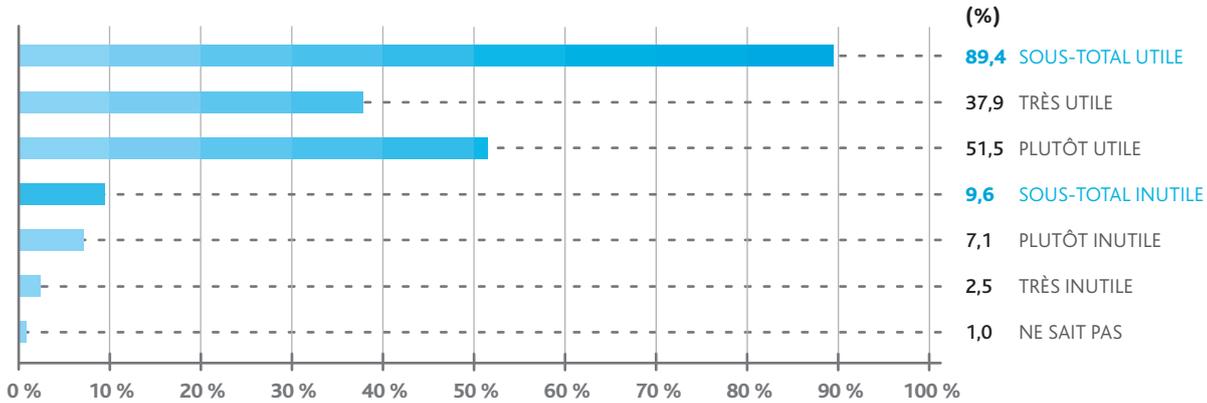
L'idée de participer soi-même à des réunions d'information et de concertation est bien accueillie par la majorité des Français

Environ une personne sur deux se déclare disposée à consacrer du temps à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques, une proportion semblable à celle annoncée dans l'édition 2013 du Baromètre IRSN mais qui tend à diminuer depuis quelques années : elle a baissé de 8 points depuis 2004. La fréquence souhaitée pour cette participation est assez faible : parmi ceux qui y sont favorables, les deux tiers le feraient une fois par an.

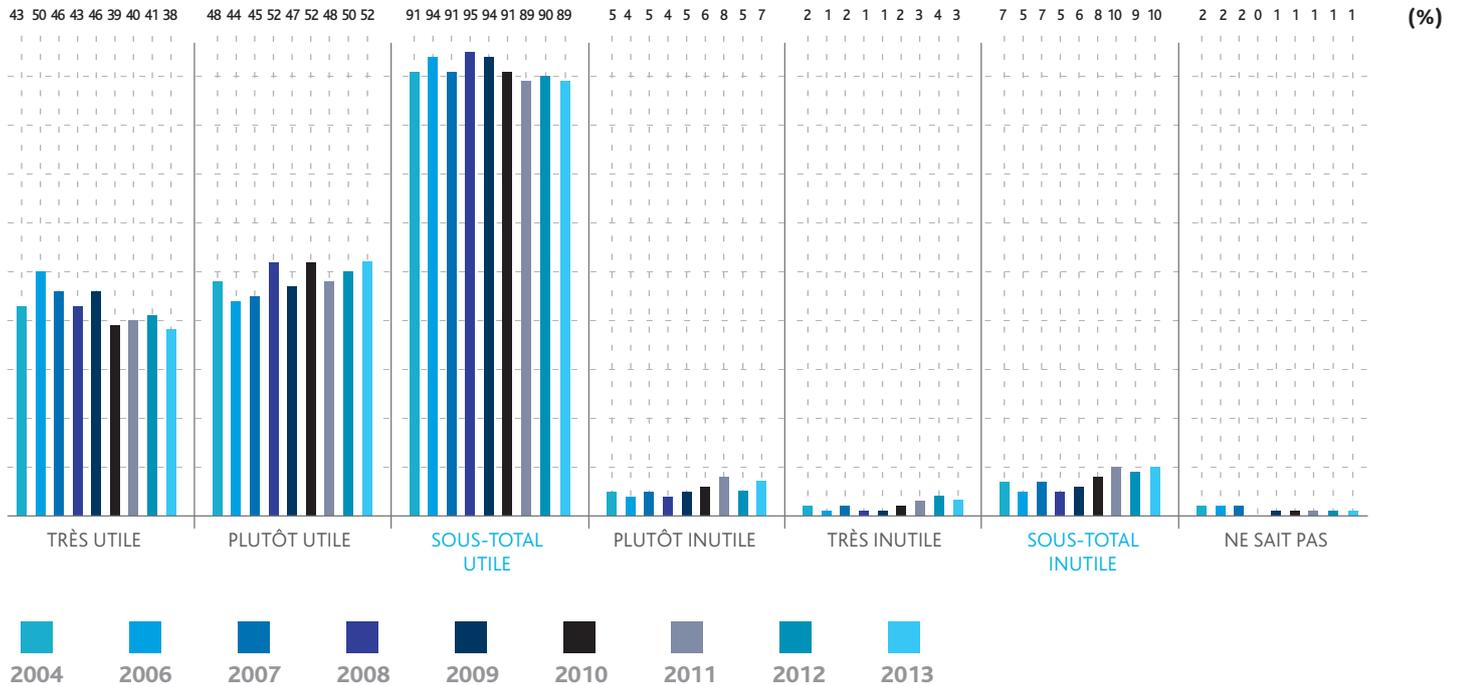
QUESTION N°12

Une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques serait, selon vous...

OCTOBRE 2013



ÉVOLUTIONS 2004 À 2013



QUESTION N°13

Et quels seraient selon vous les avantages d'une telle structure ?

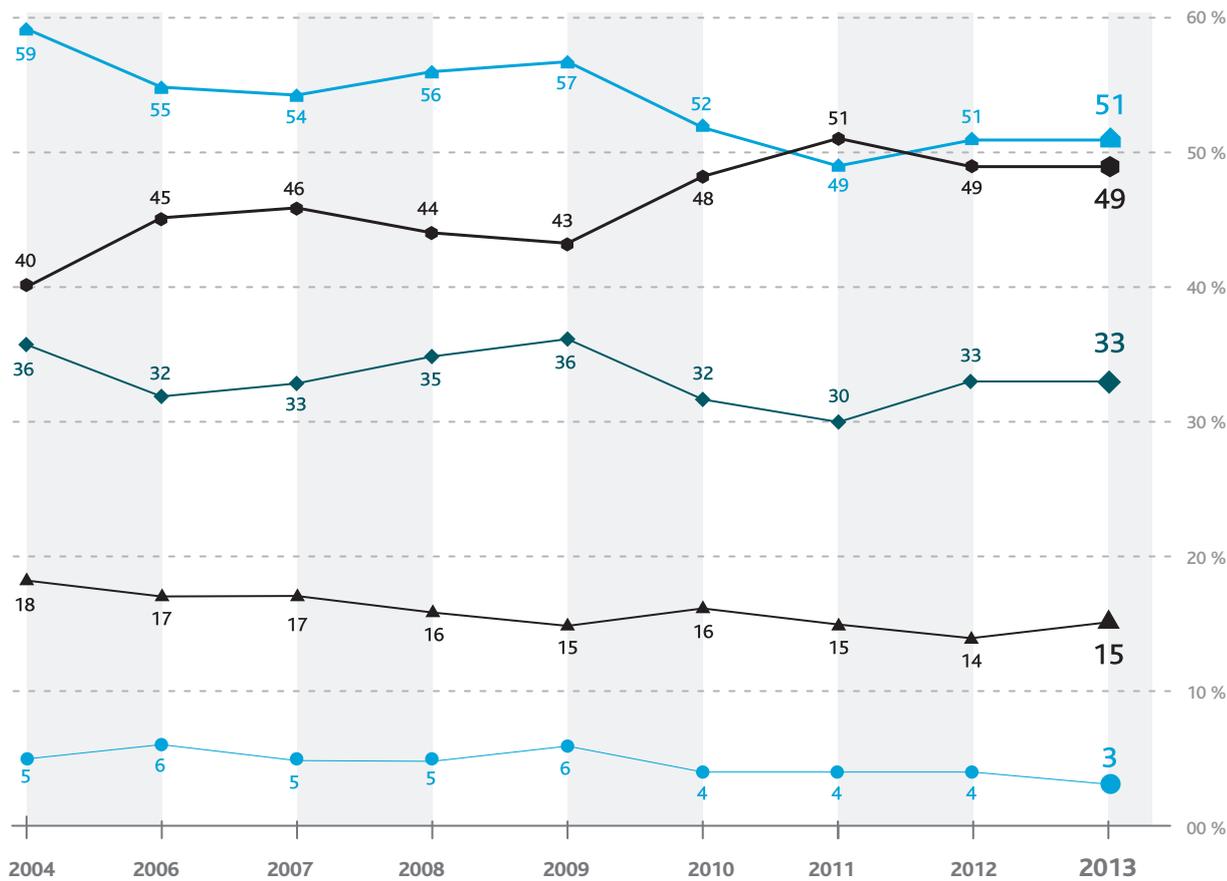
Base : les personnes qui trouvent utile une structure d'experts et de citoyens (913 en 2013).

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013			(%)
							1 ^{er} CITÉ	2 ^e CITÉ	CUMUL	
Mieux identifier les risques	36,9	38,2	40,7	38,7	37,3	39,1	22,1	16,1	38,2	
Contribuer à réduire les risques	36,1	37,0	35,3	38,4	36,9	35,2	18,2	14,4	32,5	
Avoir accès à des informations fiables	23,9	25,3	23,7	25,7	27,0	25,6	13,7	13,0	26,7	
Faire émerger de nouveaux points de vue et idées	20,3	21,7	19,7	20,2	19,6	19,5	12,8	12,7	25,5	
Améliorer la communication des résultats	13,5	18,5	18,2	16,8	16,5	17,0	9,7	11,4	21,1	
Améliorer la qualité de l'expertise	21,6	17,7	18,3	16,6	22,5	19,8	7,7	10,5	18,2	
Éclairer le décideur sur les différentes options	13,9	14,6	15,5	14,0	12,0	14,0	5,8	8,6	14,3	
Rendre plus crédible l'expertise	15,9	15,9	18,1	15,9	16,6	19,2	5,3	7,3	12,6	
Mieux définir la question à étudier	11,0	10,2	9,3	12,3	10,9	9,0	4,6	5,2	9,7	
Ne sait pas	6,8	0,2	0,3	0,4	0,9	0,4	0,1	0,8	0,9	

QUESTION N°14

Seriez-vous prêt à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ?

ÉVOLUTIONS 2004 À 2013



- SOUS-TOTAL OUI
- NON
- OUI, UNE FOIS PAR AN
- OUI, DEUX OU TROIS FOIS PAR AN
- OUI, QUATRE FOIS OU PLUS

LES FRANÇAIS SITUATIONS À

— PARTIE 3

FACE À 33 RISQUES

3.1 — LES RISQUES AUXQUELS LES FRANÇAIS SE SENTENT EXPOSÉS 62 - 71

3.2 — LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER 72 - 81

3.3 — LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 82 - 96

3.4 — LA HIÉRARCHIE DES 33 SITUATIONS SELON 3 ASPECTS
ET LEUR LIEN AVEC L'ACCEPTABILITÉ DES INSTALLATIONS 97 - 109

33 risques ont été retenus pour l'édition 2014 du Baromètre IRSN. Ils correspondent à des situations largement médiatisées (comme les accidents de la route, le tabac, l'alcool...), mais aussi à des situations peu connues par le public (le radon dans les habitations) ou d'autres encore, perçues comme comportant peu de risques (les radiographies médicales, le bruit...).

Les 33 situations proposées sont :

- Les accidents domestiques
- Les accidents de radiothérapie
- Les accidents de la route
- L'alcoolisme
- Les antennes de réseau pour téléphones portables
- Le bruit
- La canicule
- Les centrales nucléaires
- Les déchets chimiques
- Les déchets radioactifs
- La drogue
- Les incendies de forêt
- Les incinérateurs de déchets ménagers
- Les inondations
- Les installations chimiques
- Les lignes à haute tension
- Les maladies professionnelles
- Les nanoparticules
- L'obésité des jeunes
- Les OGM (organismes génétiquement modifiés)
- Les pesticides
- La pollution atmosphérique
- La pollution des lacs, des rivières et des mers
- La pollution des sols
- Les produits alimentaires
- Les radiographies médicales
- Le radon dans les habitations
- Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl
- Les risques médicaux
- Le sida
- Le tabagisme des jeunes
- Le terrorisme
- Le transport des matières dangereuses

Les personnes interrogées jugent ces situations selon trois aspects.

- **L'importance perçue du risque** avec la question « Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont quasi nuls, faibles, moyens, élevés ou très élevés ? »
- **La confiance accordée aux autorités** : « Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ? » (5 modalités de réponse allant de « non, pas du tout » à « oui, tout à fait »).
- **La vérité des informations communiquées sur ces risques** : « Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ? » (5 modalités de réponse de « non, pas du tout » à « oui, tout à fait »)¹.

La hiérarchie des dangers perçus selon ces trois angles varie très peu d'une année sur l'autre. Cette impression de forte stabilité d'ensemble qui se dégage rend singulières les situations qui viennent à changer. C'est sur ces situations que l'accent sera mis dans les commentaires des sections qui suivent.

¹. Cette question est présente depuis 1991 dans le Baromètre IRSN. Elle a été conçue à partir d'une question élaborée par Anne Lalo, chercheur au LASAR, université de Caen, dans différents sondages régionaux (Bouches-du-Rhône, Communauté urbaine de Lyon, département de l'Isère...) sur la perception des risques.

LES RISQUES AUXQUELS LES FRANÇAIS SE SENTENT EXPOSÉS

L'année 2012 avait été marquée par une amélioration de la perception des risques industriels. En 2013, cette évolution s'estompe et beaucoup de risques, notamment nucléaires, retrouvent leur niveau d'avant l'accident de Fukushima-Daiichi.

QUESTION N°1

Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont...

RISQUES EN HAUSSE

Le niveau de risque associé au nucléaire remonte par rapport à 2012 et retrouve son niveau d'avant l'accident de Fukushima-Daiichi

En 2013, le niveau de risque associé aux risques industriels remonte et tend à retrouver les niveaux observés avant 2012. Cette tendance se vérifie en particulier dans le domaine du nucléaire¹, de la chimie² et du transport des matières dangereuses³. Le niveau de risque associé aux centrales nucléaires et celui lié aux retombées de l'accident de Tchernobyl remontent et tendent à retrouver leur niveau d'avant l'accident de Fukushima-Daiichi. En revanche, le risque associé aux installations chimiques reste en dessous des scores obtenus depuis l'accident de l'usine AZF à Toulouse en septembre 2001. Celui concernant les antennes de réseau pour téléphones portables atteint son niveau le plus élevé.

1. + 4 points pour les réponses « *risques élevés* » pour les centrales nucléaires, + 5 points pour les déchets radioactifs, + 6 points pour les retombées de l'accident de Tchernobyl.

2. + 3 points pour les réponses « *risques élevés* » pour les installations chimiques, peu significatif donc, mais + 6 points pour les déchets chimiques.

3. + 6 points pour les réponses « *risques élevés* ».

C'est aussi le cas des risques liés aux pollutions, notamment la pollution atmosphérique et celle des sols (+ 5 points), qui retrouvent leurs niveaux respectifs de 2010 et 2011.

C'est enfin le cas d'un risque individuel particulier, celui lié au radon dans les habitations, avec un déplacement de 10 points de risques faibles vers les risques moyens qui efface la baisse de 2011, atteignant son plus haut niveau depuis 2007. Une tendance similaire mais moins marquée a lieu sur les radiographies médicales.

D'autres hausses peuvent aussi être observées : le tabagisme des jeunes, qui s'inscrit dans une lente tendance à augmenter depuis 2008, et les produits alimentaires, qui gagnent 5 points en 2013.

RISQUES EN BAISSÉ

La plupart des risques individuels et certains risques environnementaux sont perçus comme moins élevés qu'en 2012

Pour certaines situations, principalement les situations individuelles, les risques sont perçus comme moins élevés qu'en 2012. Les accidents domestiques (baisse de 4 points des réponses « *risques élevés* ») et les accidents de la route (- 4 points également) affirment leur tendance à la baisse pour atteindre leur plus bas niveau historique. Le risque associé au sida s'inscrit aussi dans une tendance à la baisse, même s'il remonte par rapport à 2012 (+ 4 points).

Des risques liés à l'environnement diminuent également. C'est le cas notamment pour les OGM (baisse de 2 points des réponses « *risques élevés* » par rapport à 2012) et les incendies de forêt (- 3 points) qui sont à leur plus bas niveau historique. Le risque associé au terrorisme est stable, alors que les préoccupations en matière de sécurité remontent : les attentes sécuritaires portent sur les problèmes quotidiens plutôt que sur les risques politiques.

— ÉCLAIRAGE

La leçon principale de l'édition 2014 du Baromètre IRSN est l'effacement de la baisse observée conjoncturellement l'an passé sur les risques industriels : ceux-ci apparaissent significativement moins élevés aux Français. Cette vision plus tranquille des situations à risques conduisait à se questionner sur une modification du regard des Français sur leur industrie au moment où l'emploi est la préoccu-

pation majeure. Le fait de retrouver en 2013 les niveaux antérieurs de risque perçu tendrait à interpréter aujourd'hui les résultats de 2012 plutôt comme un effet de l'alternance politique, dont on sait qu'elle est de nature à faire mieux accepter certaines questions problématiques comme celle des risques.

QUESTION N°1

Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont...

OCTOBRE 2013

Le tabagisme des jeunes



La drogue



L'alcoolisme



Les pesticides



La pollution atmosphérique



La pollution des lacs, des rivières et des mers



Les déchets chimiques



La pollution des sols



Les déchets radioactifs



L'obésité des jeunes



Les accidents de la route



Le sida



Le terrorisme



Les centrales nucléaires



Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl



Les installations chimiques

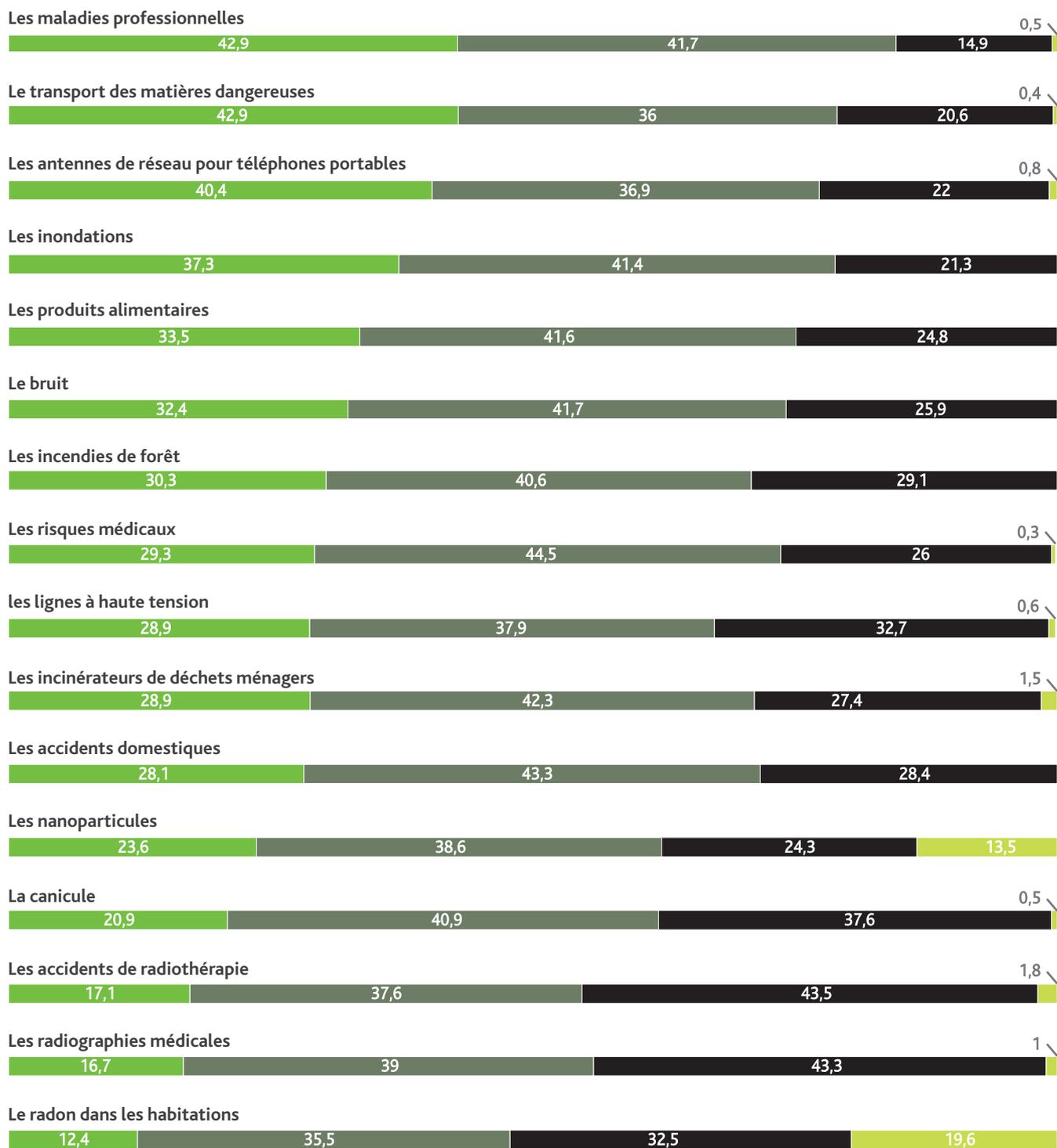


Les OGM



■ ÉLEVÉS ■ MOYENNEMENT ÉLEVÉS ■ FAIBLES ■ NE SAIT PAS

en %

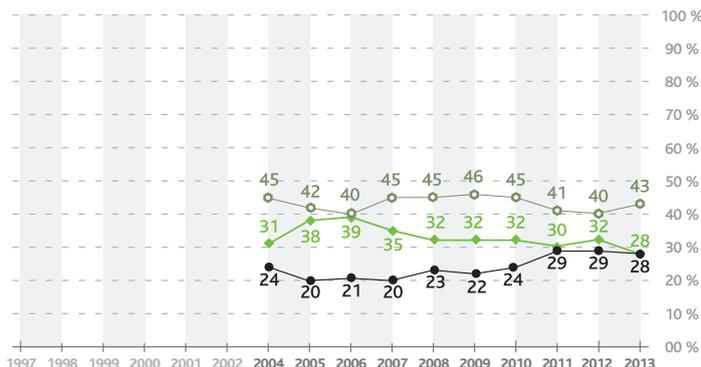


■ ÉLEVÉS
 ■ MOYENNEMENT ÉLEVÉS
 ■ FAIBLES
 ■ NE SAIT PAS

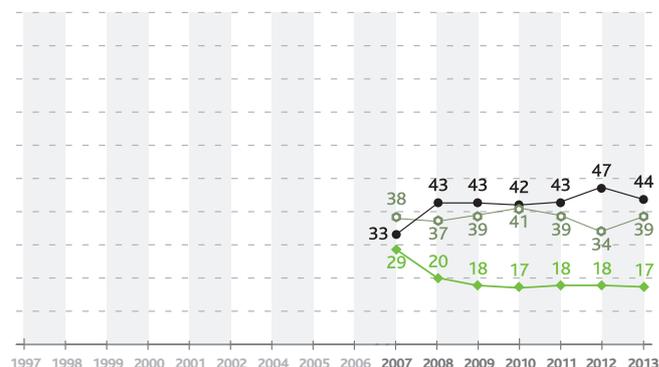
en %

ÉVOLUTIONS DES RISQUES POUR LA SOCIÉTÉ 1997 à 2013

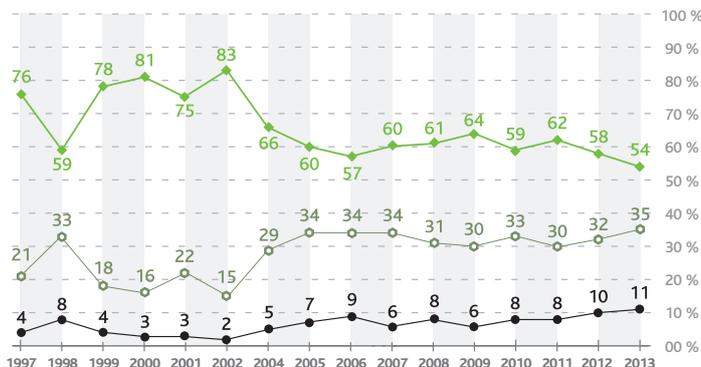
Les accidents domestiques



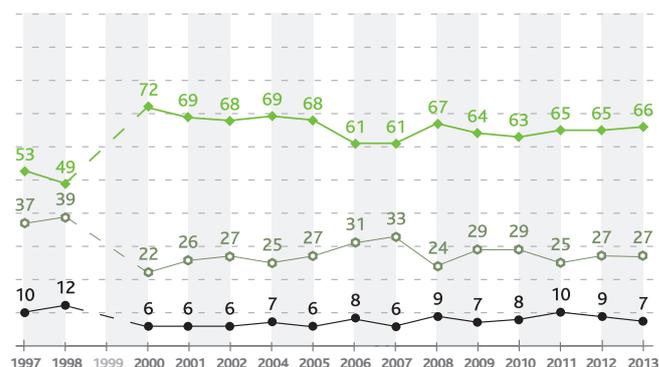
Les accidents de radiothérapie



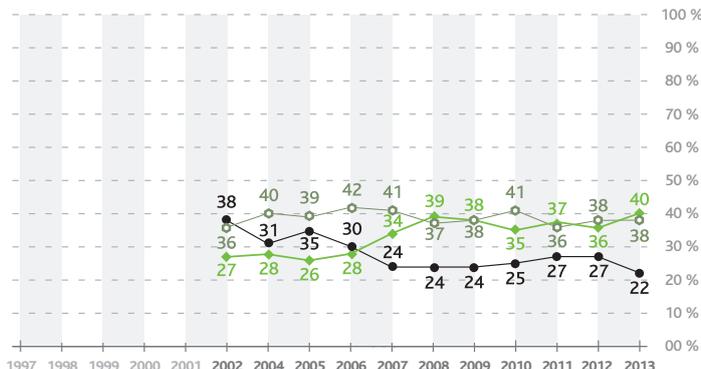
Les accidents de la route



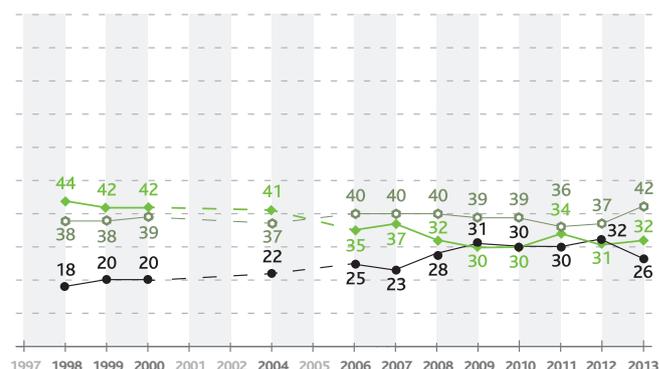
L'alcoolisme



Les antennes de réseau pour téléphones portables depuis 2004 (téléphones portables en 2002)

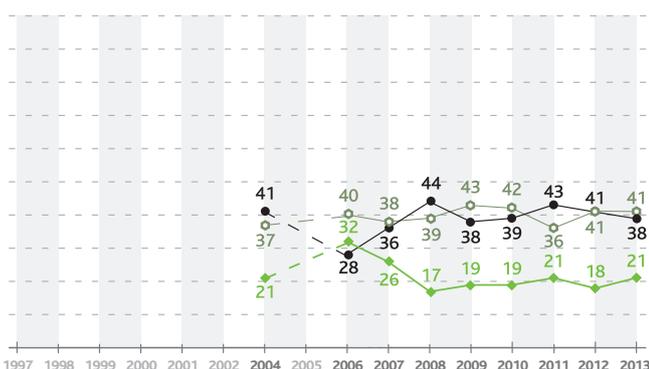


Le bruit

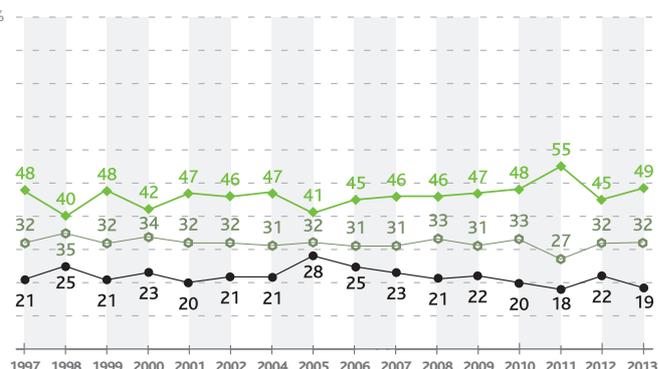


Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages, sauf pour le radon dans les habitations et les nanoparticules. Elles ont été regroupées avec la modalité «moyens». En conséquence, pour le radon et les nanoparticules, la modalité «moyens» n'est pas pertinente.

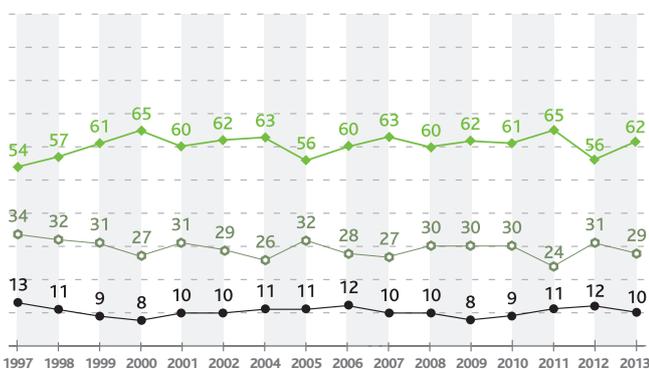
La canicule



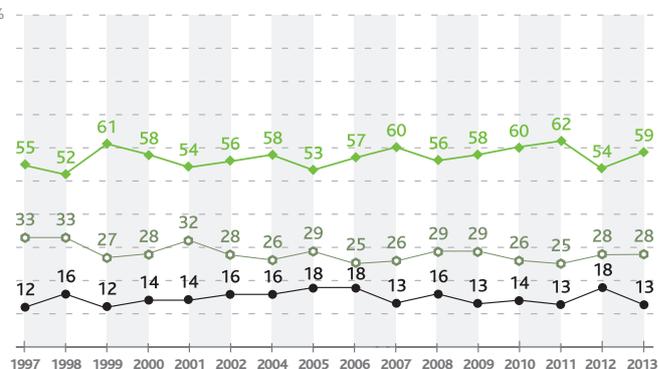
Les centrales nucléaires



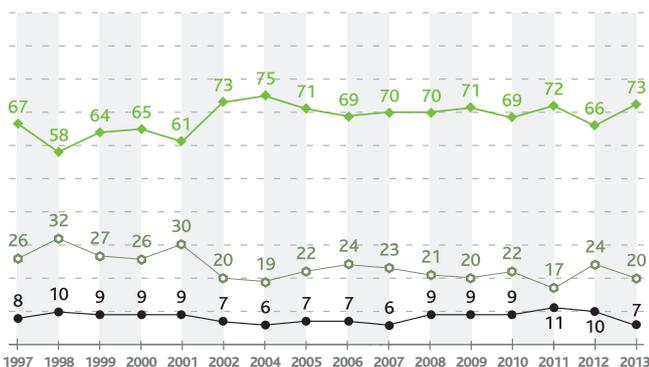
Les déchets chimiques



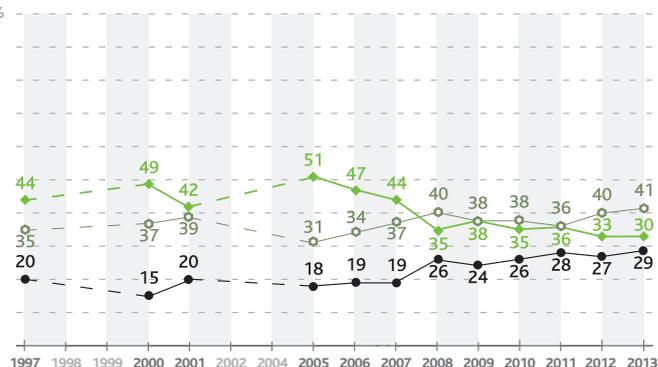
Les déchets radioactifs



La drogue

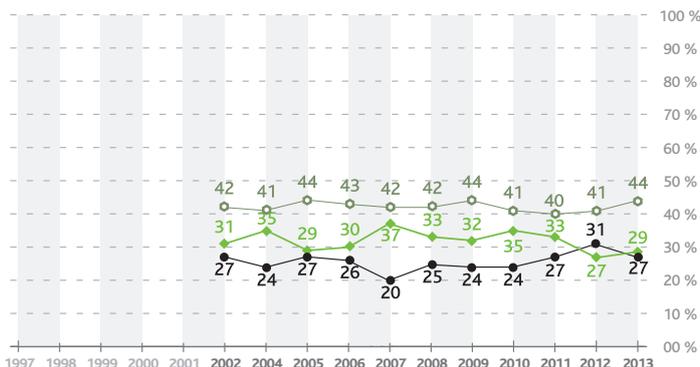


Les incendies de forêt

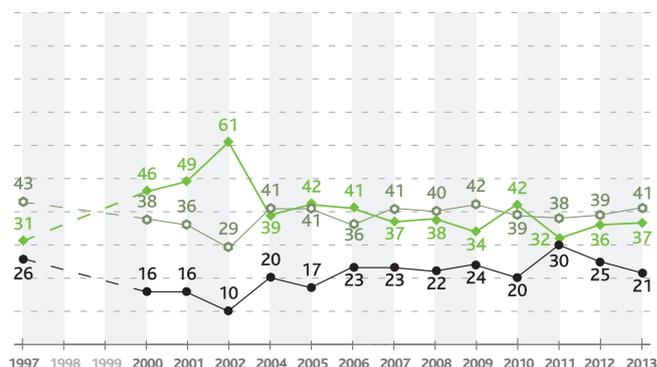


ÉVOLUTIONS DES RISQUES POUR LA SOCIÉTÉ 1997 à 2013

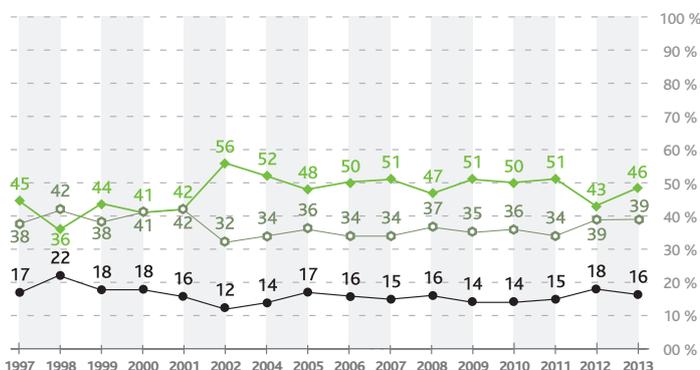
Les incinérateurs de déchets ménagers



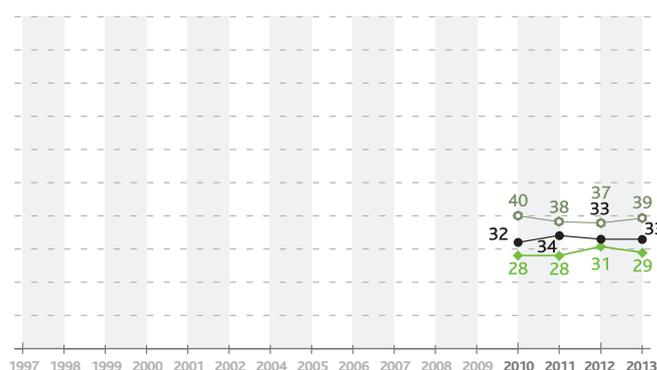
Les inondations



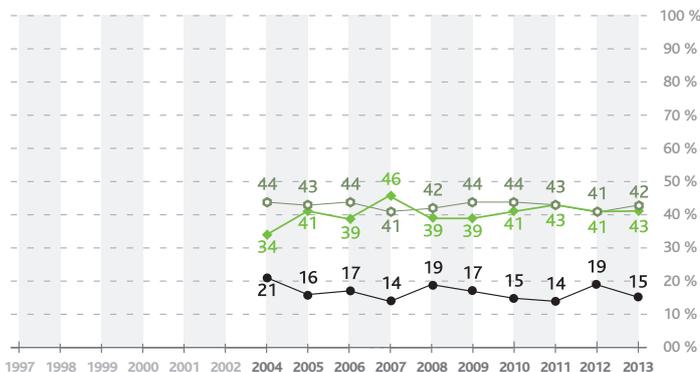
Les installations chimiques



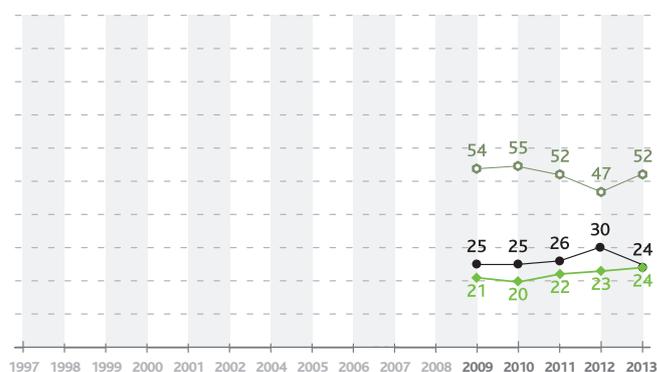
Les lignes à haute tension



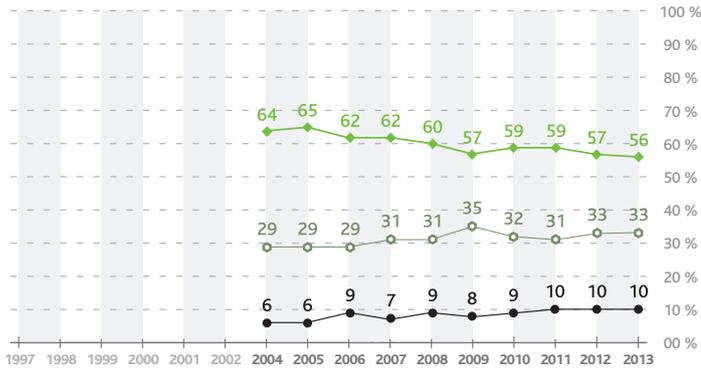
Les maladies professionnelles



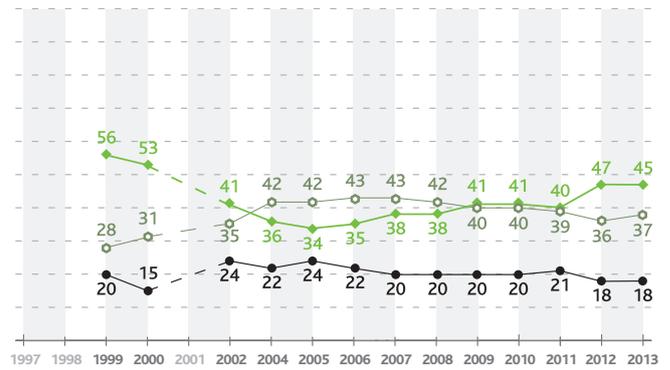
Les nanoparticules



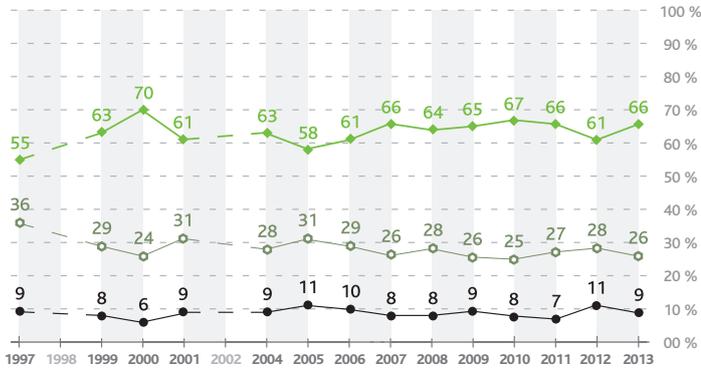
L'obésité des jeunes



Les OGM depuis 2004 (manipulations génétiques jusqu'en 2002)



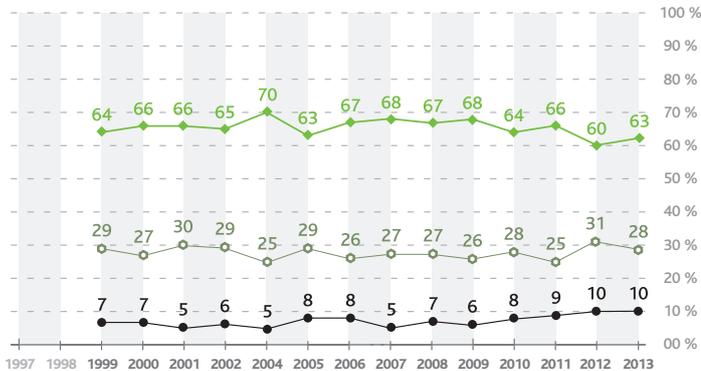
Les pesticides depuis 2004 (les nitrates et pesticides jusqu'en 2001)



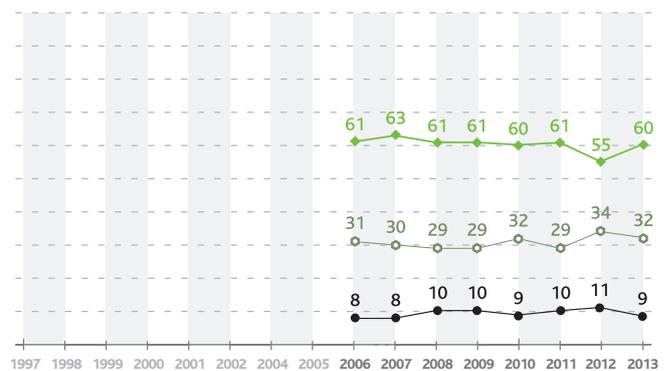
La pollution atmosphérique



La pollution des lacs, des rivières et des mers



La pollution des sols

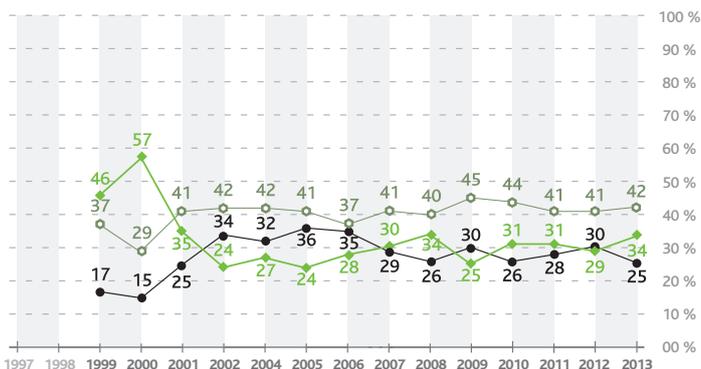


QUESTION N°1 (suite)

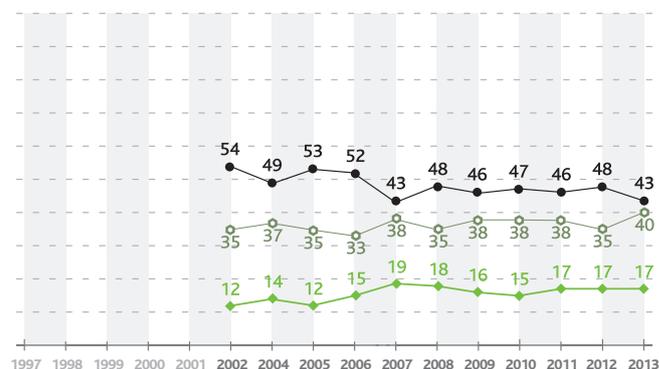
Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont...

ÉVOLUTIONS DES RISQUES POUR LA SOCIÉTÉ 1997 à 2013

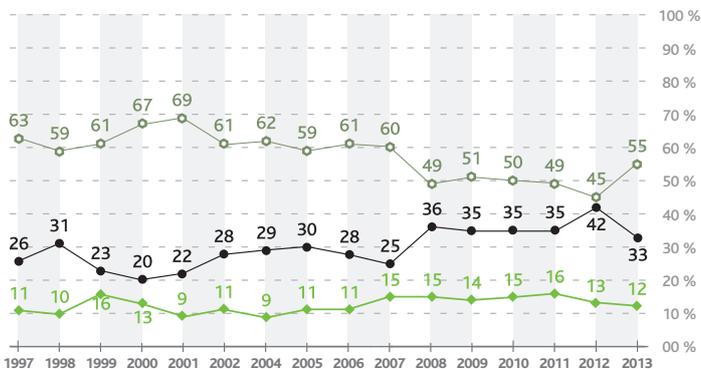
Les produits alimentaires



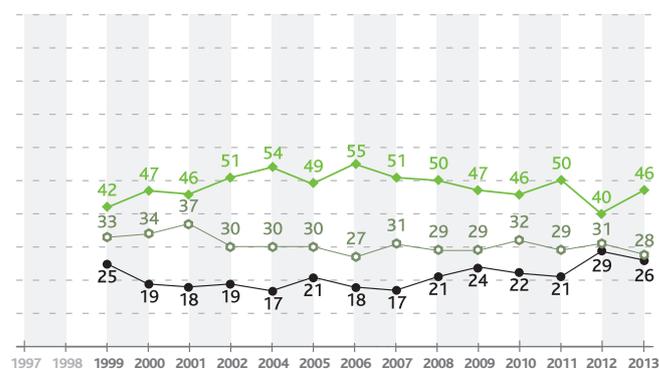
Les radiographies médicales



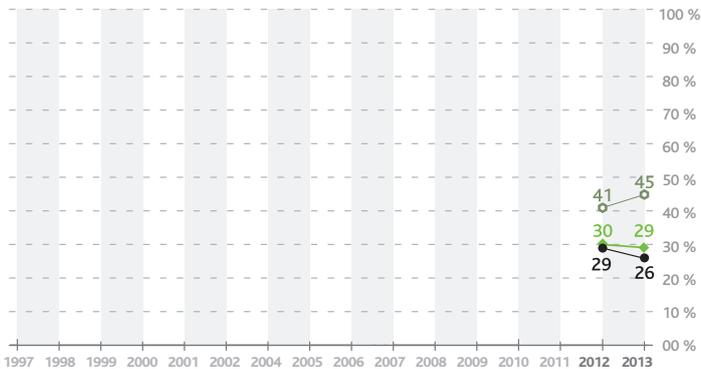
Le radon dans les habitations



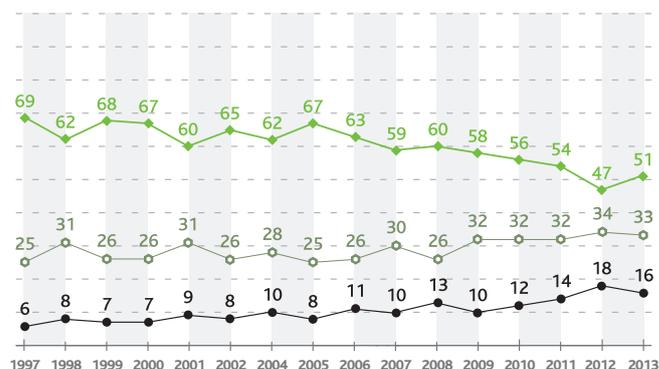
Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl



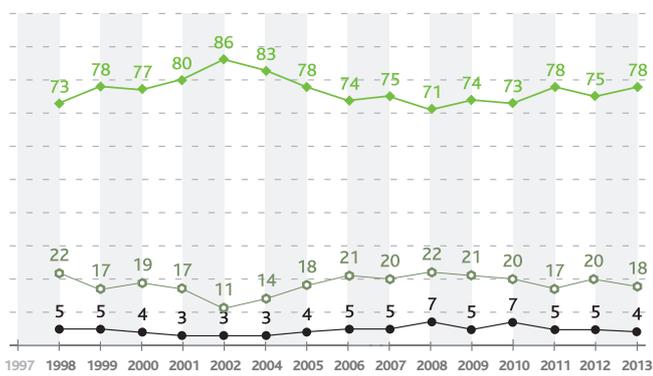
Les risques médicaux



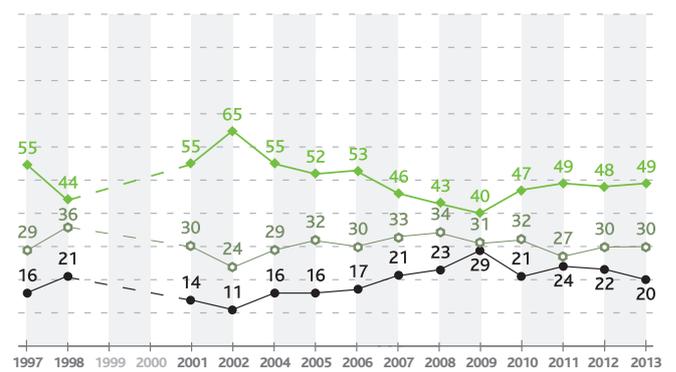
Le sida



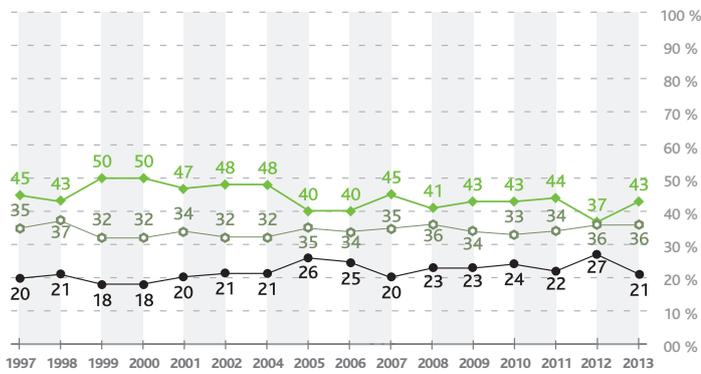
Le tabagisme des jeunes



Le terrorisme



Le transport des matières dangereuses



LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER

Après le chapitre précédent, qui analysait les évolutions du risque perçu, ce chapitre examine les évolutions de la confiance accordée aux autorités pour les maîtriser ainsi que les corrélations entre les deux.

QUESTION N°2

Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

AMÉLIORATION DE LA CONFIANCE

Pour quelques situations, la confiance apparaît meilleure qu'en 2012

La confiance s'améliore pour quelques situations à risques.

- L'amélioration la plus nette concerne les incendies de forêt : les réponses positives augmentent de 5 points et atteignent, avec 55 % de confiance, leur niveau le plus élevé depuis le début de la série.

- Amélioration également, mais en creux, pour les accidents domestiques : les réponses marquant la défiance diminuent de 4 points.
- La confiance dans les autorités françaises pour la protection contre la canicule n'évolue pas de manière significative (baisse de 1 point des réponses positives), mais la forte hausse de l'année passée est consolidée.

DÉGRADATION DE LA CONFIANCE

La confiance pour les situations touchant le nucléaire diminue. Il en est de même pour la drogue et pour les antennes de réseau pour téléphones portables

La confiance diminue pour plusieurs situations à risques.

- Baisse de 4 points des réponses positives pour ce qui concerne les centrales nucléaires. Avec un niveau de confiance à 28 %, les résultats du Baromètre IRSN 2014 rejoignent la tendance observée depuis l'accident de Socrati. Le pic de défiance observé en 2011 suite à l'accident de Fukushima-Daiichi (+ 10 points) a tendance à baisser sur le long terme.
- Pour les retombées de l'accident de Tchernobyl, la tendance à la hausse des réponses négatives observée depuis 2000 est confirmée après l'année 2012, qui avait semblé marquer un recul de la défiance.

- La tendance à la baisse de la confiance est confirmée dans les domaines de la drogue.
- Enfin, en ce qui concerne les antennes de réseau pour téléphones portables, seuls 15 % des répondants accordent encore leur confiance aux autorités françaises, soit le plus bas niveau jamais atteint pour cette série.
- La pollution des sols et surtout la pollution atmosphérique voient également la confiance dans l'action des autorités se dégrader, ce qui est cohérent avec l'augmentation du risque perçu et avec les observations de la section 2.2 sur les préoccupations des Français en matière environnementale.

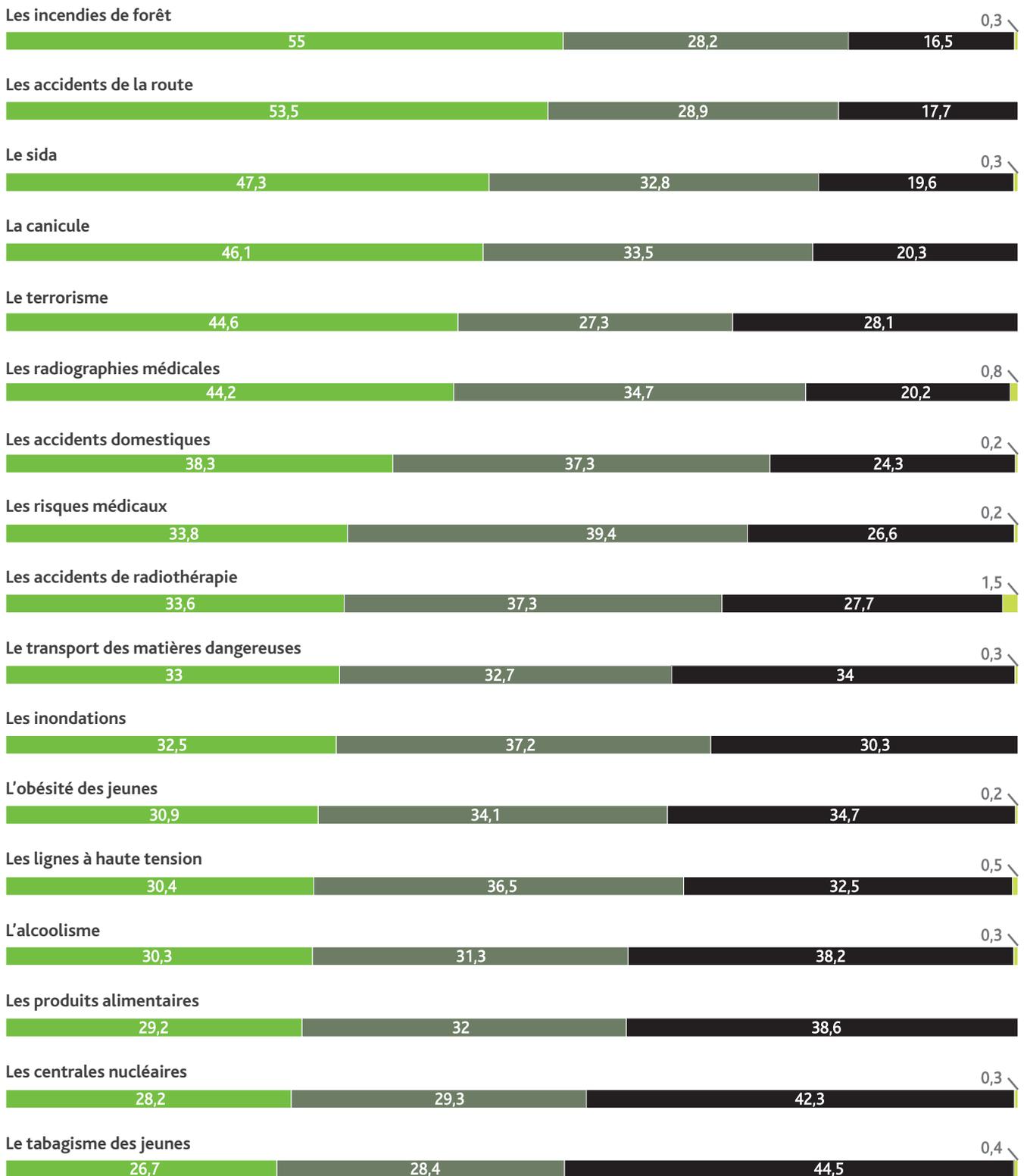
— ÉCLAIRAGE

De manière générale, on observe que les variations de la confiance tendent à suivre celles du risque. C'est le cas à la hausse par exemple pour les accidents domestiques et de la route ou pour le radon et les radiographies médicales. C'est également le cas, à la baisse, pour le nucléaire et les pollutions ou pour les produits alimentaires.

QUESTION N°2

Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

OCTOBRE 2013



■ OUI
 ■ PLUS OU MOINS
 ■ NON
 ■ NE SAIT PAS

en %



■ OUI
 ■ PLUS OU MOINS
 ■ NON
 ■ NE SAIT PAS

en %

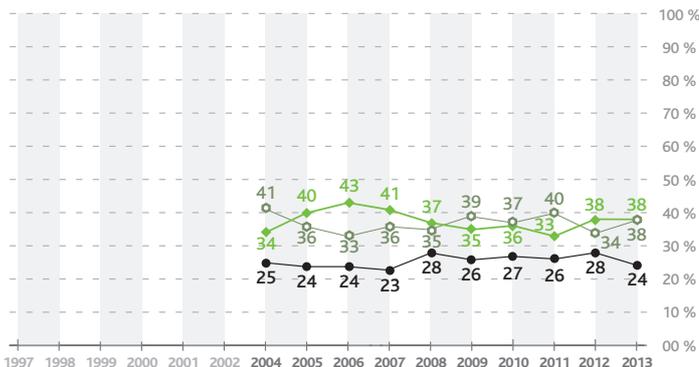
QUESTION

N°2 (suite)

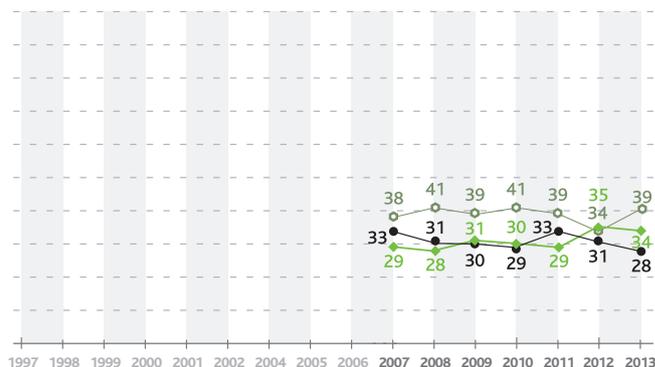
Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

ÉVOLUTIONS DE LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER 1997 à 2013

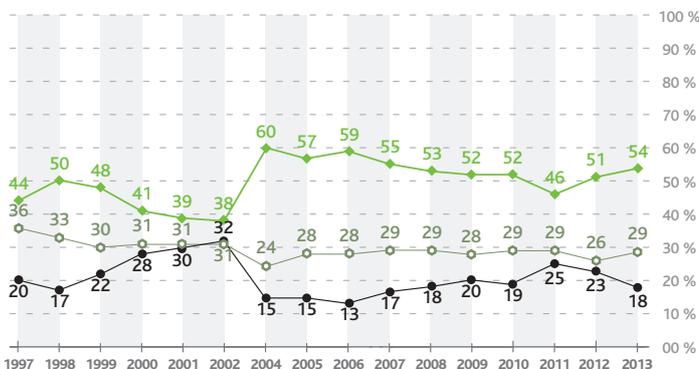
Les accidents domestiques



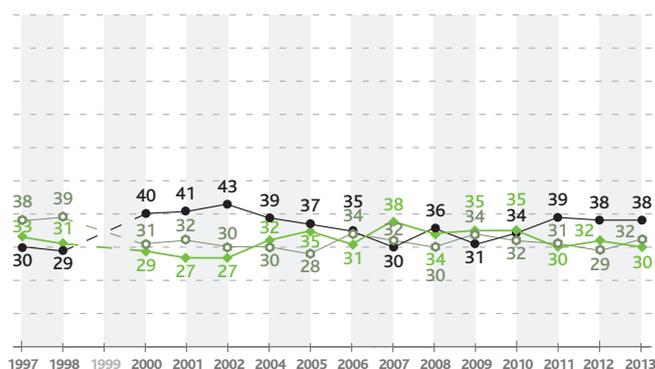
Les accidents de radiothérapie



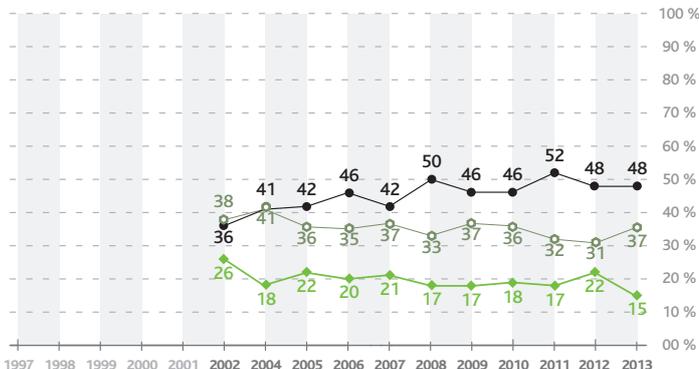
Les accidents de la route



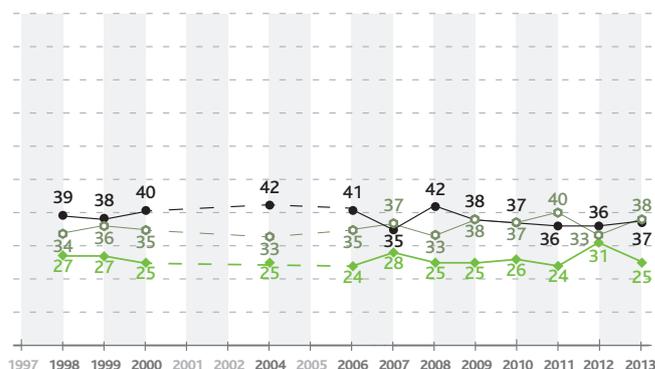
L'alcoolisme



Les antennes de réseau pour téléphones portables depuis 2004 (téléphones portables en 2002)

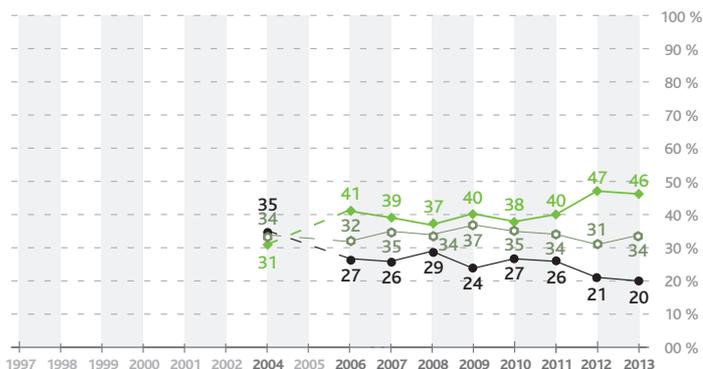


Le bruit

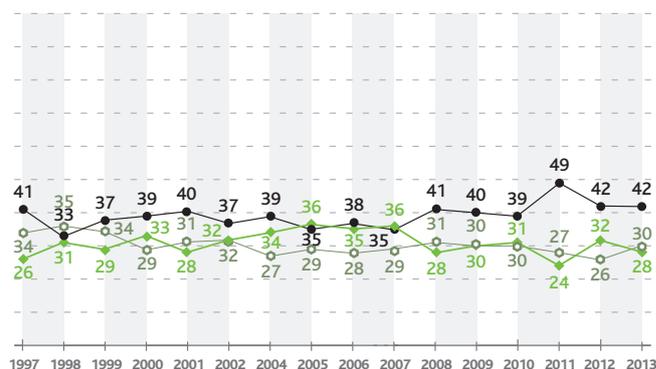


Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages, sauf pour le radon dans les habitations et les nanoparticules. Elles ont été regroupées avec la modalité «moyens». En conséquence, pour le radon et les nanoparticules, la modalité «moyens» n'est pas pertinente.

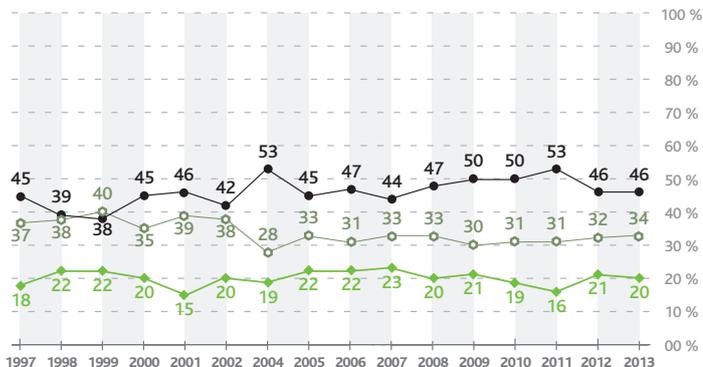
La canicule



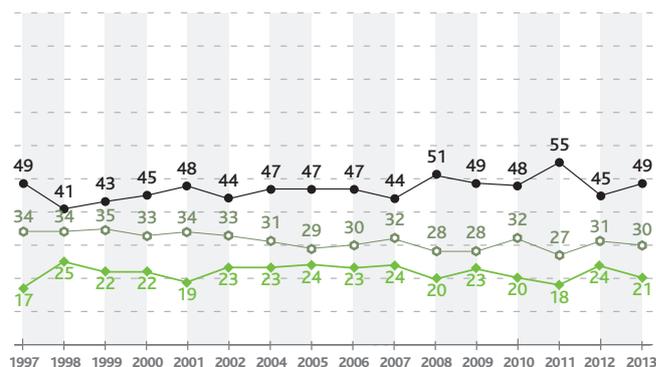
Les centrales nucléaires



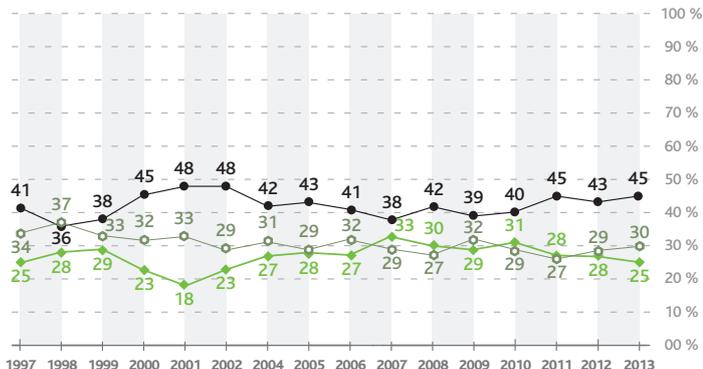
Les déchets chimiques



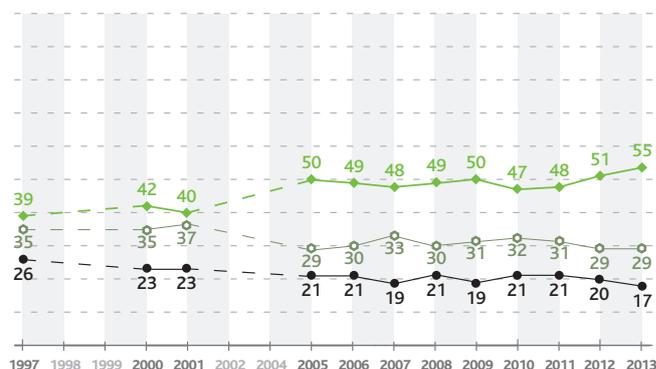
Les déchets radioactifs



La drogue



Les incendies de forêt



◆ OUI ◻ + OU - ● NON

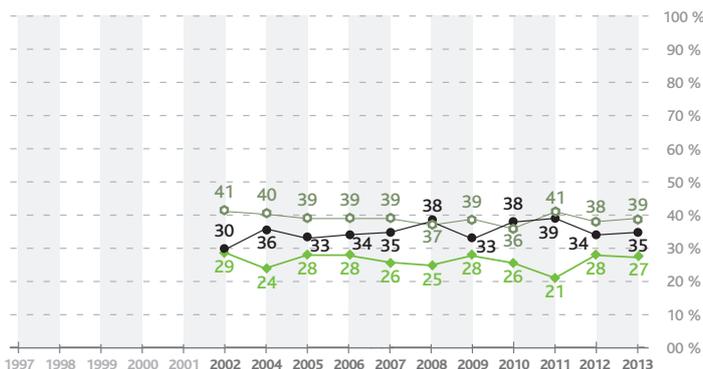
QUESTION

N°2 (suite)

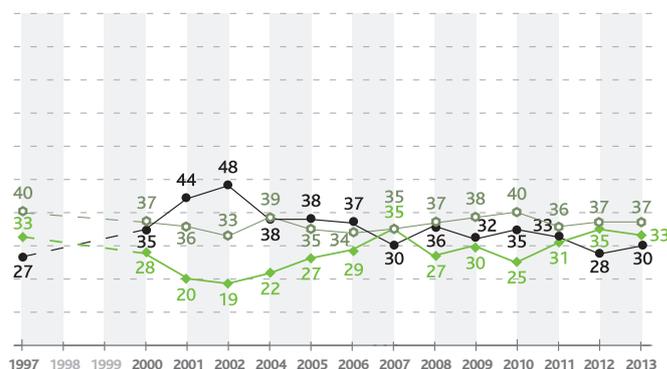
Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

ÉVOLUTIONS DE LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER 1997 à 2013

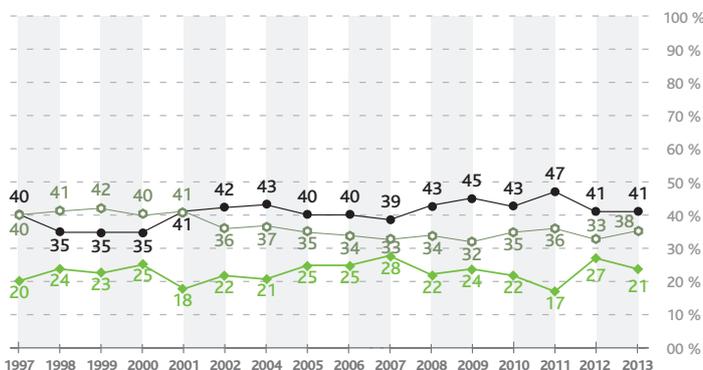
Les incinérateurs de déchets ménagers



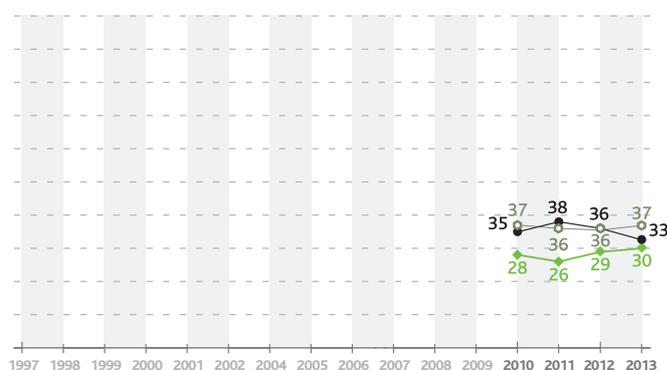
Les inondations



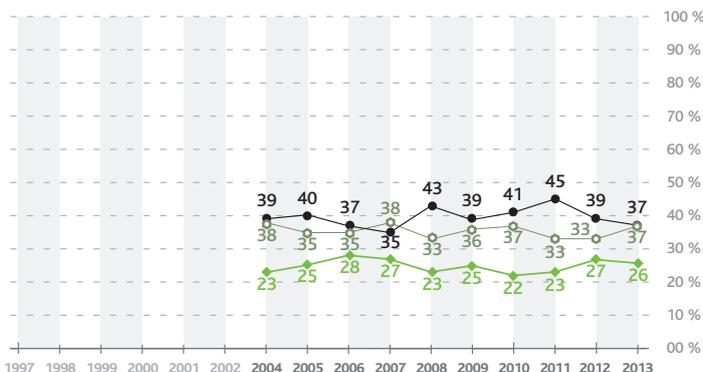
Les installations chimiques



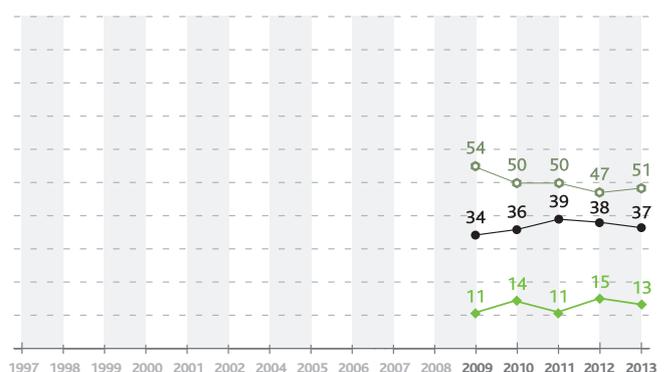
Les lignes à haute tension



Les maladies professionnelles

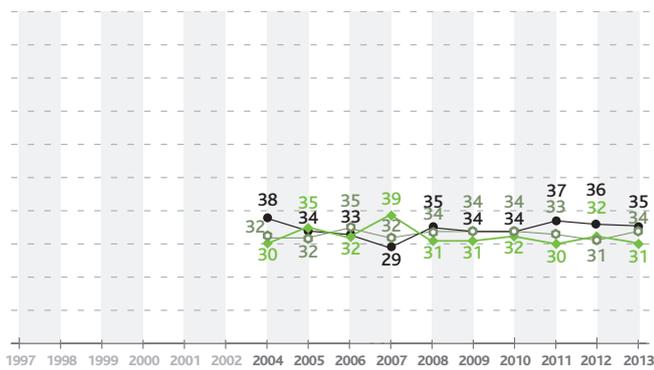


Les nanoparticules

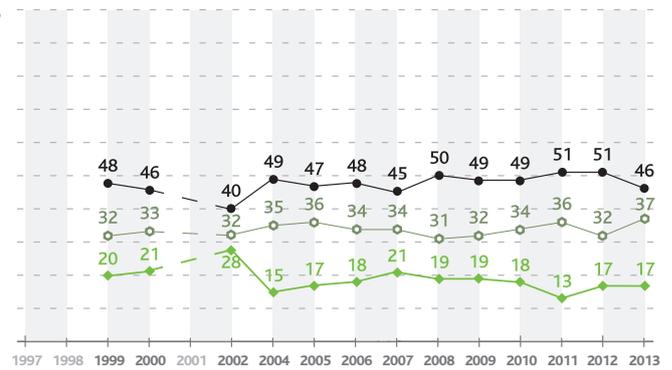


◆ OUI ◻ + OU - ● NON

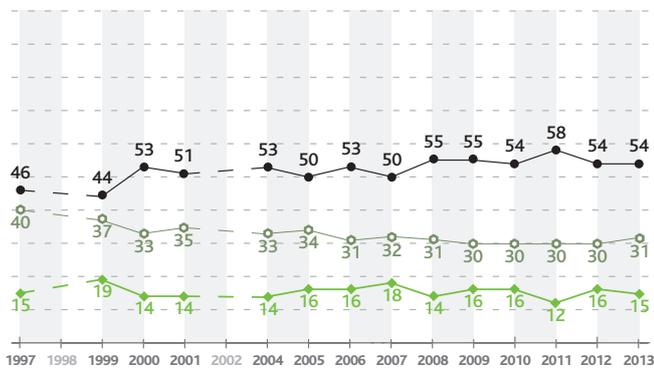
L'obésité des jeunes



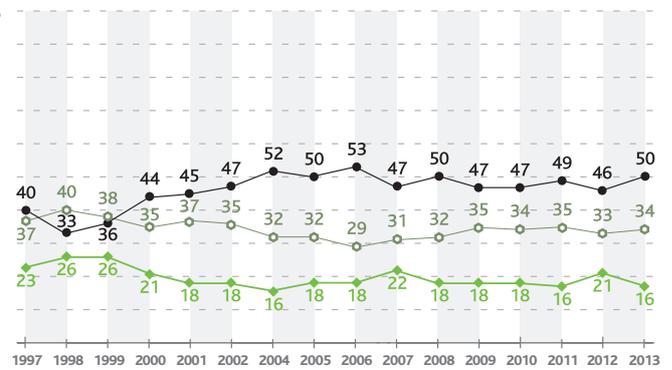
Les OGM depuis 2004 (manipulations génétiques jusqu'en 2002)



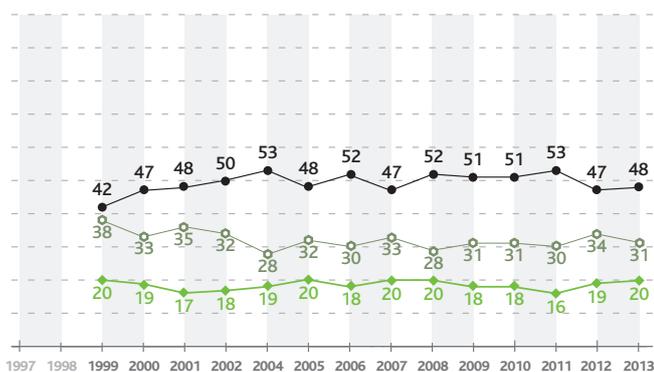
Les pesticides depuis 2004 (les nitrates et pesticides jusqu'en 2001)



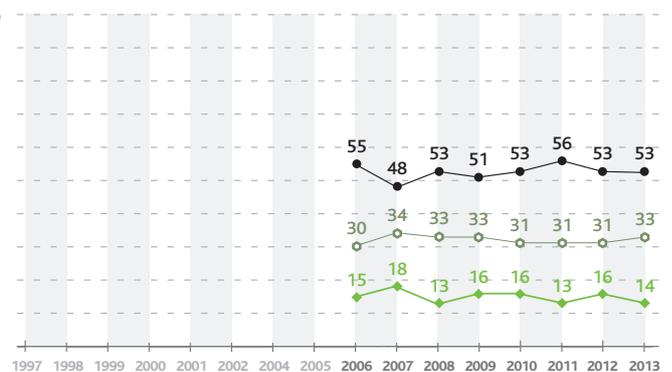
La pollution atmosphérique



La pollution des lacs, des rivières et des mers



La pollution des sols



◆ OUI ◻ + OU - ● NON

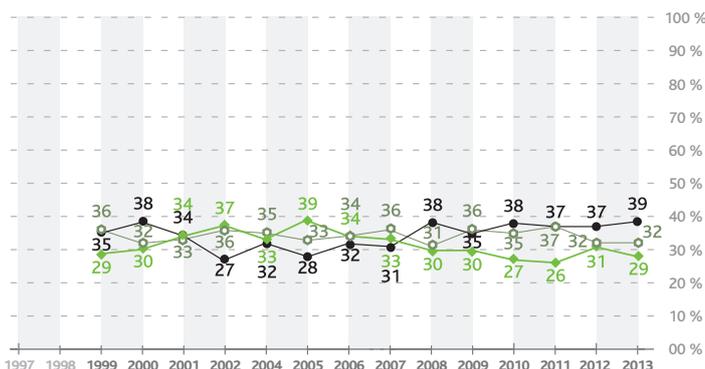
QUESTION

N°2 (suite)

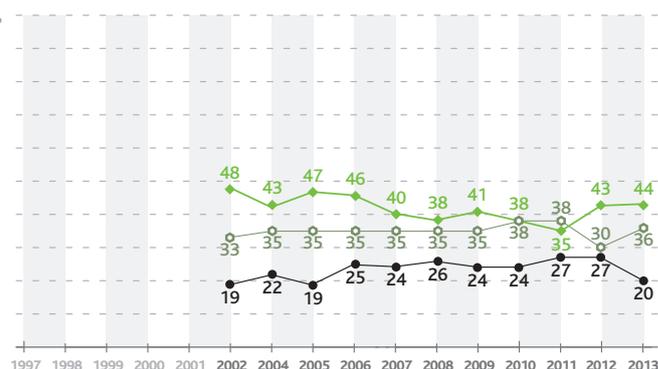
Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

ÉVOLUTIONS DE LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER 1997 à 2013

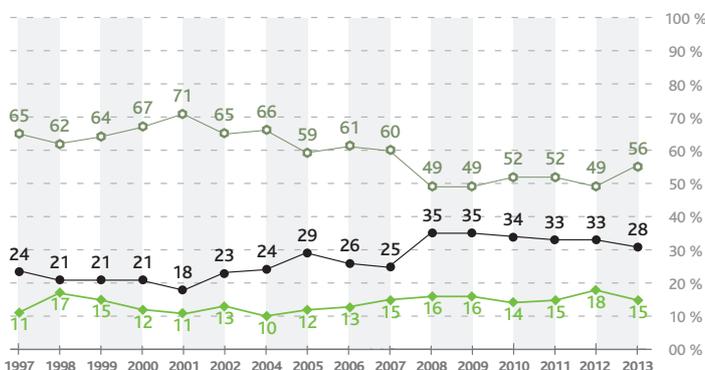
Les produits alimentaires



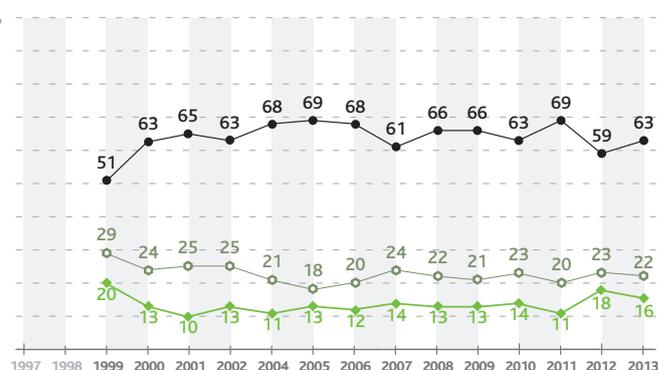
Les radiographies médicales



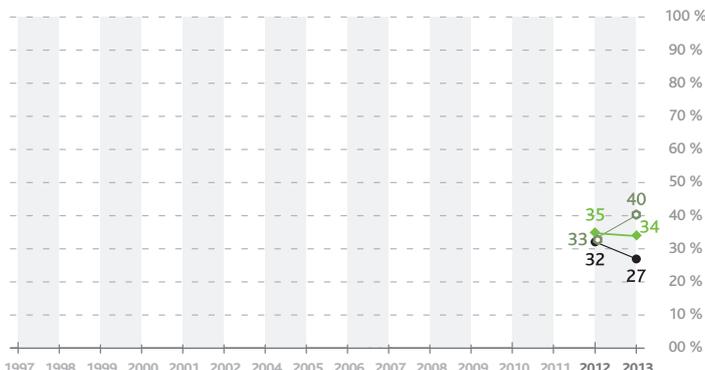
Le radon dans les habitations



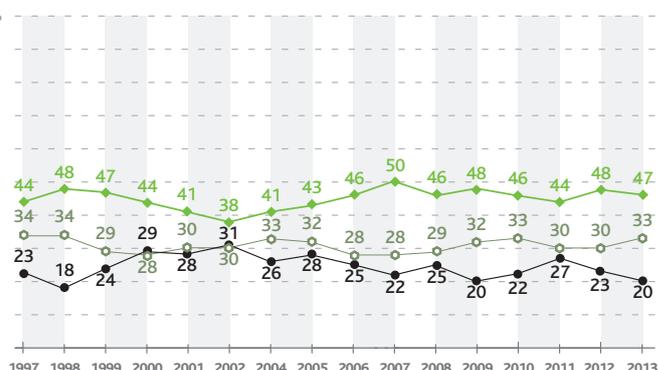
Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl



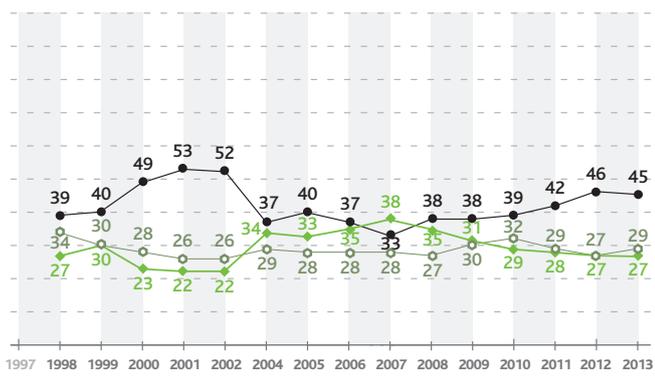
Les risques médicaux



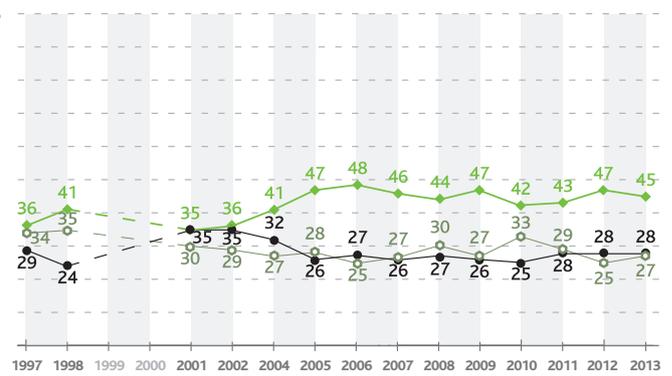
Le sida



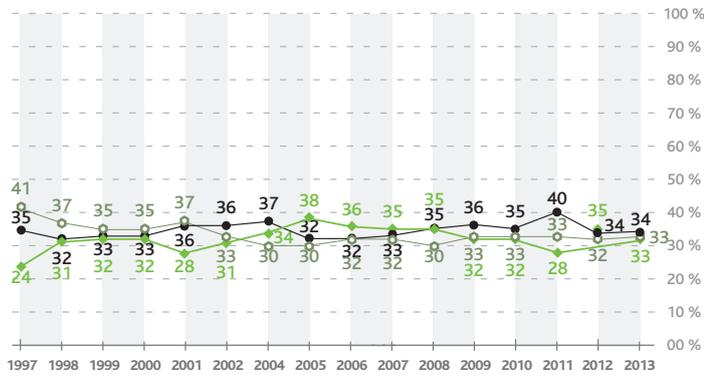
Le tabagisme des jeunes



Le terrorisme



Le transport des matières dangereuses



◆ OUI ◻ + OU - ● NON

LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS

La vérité dite est la troisième dimension de la perception des risques par les Français, à côté des risques perçus et de la confiance accordée aux autorités. Ce chapitre en analyse les évolutions et les met en perspective avec les résultats des deux sections précédentes.

QUESTION N°3

Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

CRÉDIBILITÉ EN BAISSÉ

Pour beaucoup de situations à risques, la tendance est une perte de crédibilité de l'information sur les dangers délivrée à leur sujet

La baisse de crédibilité s'observe notamment pour les centrales nucléaires, où les opinions positives baissent de 5 points et les opinions négatives augmentent de 5 points, pour atteindre 62 %. La crédibilité de l'information est à peine meilleure qu'à la suite de l'accident de Fukushima-Daiichi et reste au bas niveau qu'elle a connu après l'accident de Socrati.

La baisse de crédibilité de l'information concerne également deux risques environnementaux : la pollution des sols (- 6 points pour les opinions positives, qui atteignent 10 %, un score historiquement bas) et la pollution atmosphérique (- 7 points pour les opinions positives, avec un niveau très bas de 18 %). Ces deux derniers résultats confirment la tendance observée cette année d'une certaine reprise des préoccupations écologiques des Français et sont en cohérence avec les résultats des deux parties précédentes.

Pour plusieurs risques individuels, la crédibilité des informations diminue également, prolongeant une tendance observée depuis plusieurs années. C'est le cas pour l'obésité des jeunes (- 3 points pour les opinions positives), la drogue (- 4 points) et les accidents domestiques (- 5 points pour les opinions positives, qui atteignent un niveau historiquement bas, à 40 %). Dans ce dernier cas, cette tendance est remarquable du fait que son risque perçu diminue et que la confiance dans les autorités augmente. En ce qui concerne le tabagisme des jeunes, les opinions positives sur le sentiment que la vérité est dite sont quasi stables (+ 2 points), mais la tendance à la baisse observée depuis plusieurs années apparaît confirmée, en cohérence avec les évolutions du risque perçu et de la confiance aux autorités.

DEUX SITUATIONS À CONTRE-COURANT

Les maladies professionnelles et la canicule évoluent à contre-courant de la perte globale de crédibilité

Concernant les maladies professionnelles : les réponses négatives sont à leur niveau le plus faible depuis le début de la série, avec 44 % (baisse de 2 points qui suit une baisse de 6 points l'année précédente). La canicule, ensuite : les opinions positives se tassent un peu (- 3 points, à 52 %) mais restent largement supérieures à leur niveau de 2005, au

début de la série ; cette tendance de longue durée à la baisse est sans doute liée à l'éloignement progressif de l'épisode marquant de 2003.

L'évolution à contre-courant de la crédibilité de l'information sur les maladies professionnelles apparaît remarquable. Il est en effet possible, dans ce cas, que la multiplication des procès sur l'utilisation de l'amiante redonne une certaine crédibilité à l'information concernant la lutte contre les maladies professionnelles.

— ÉCLAIRAGE

Après une année 2012 marquée par une vision plus positive de la vérité de l'information sur les dangers, la crédibilité baisse pour plusieurs situations observées. Ce repli peut être vu comme un retour aux tendances antérieures. Les résultats à contre-courant en apparaissent d'autant plus remarquables.

QUESTION N°3

Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

OCTOBRE 2013

Les accidents de la route



Le sida



La canicule



Les incendies de forêt



Le tabagisme des jeunes



L'alcoolisme



L'obésité des jeunes



La drogue



Les inondations



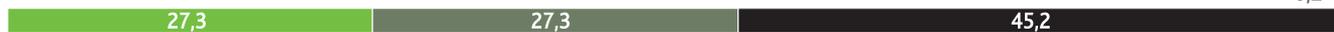
Les accidents domestiques



Les radiographies médicales



Le terrorisme



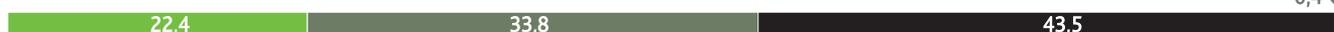
Le bruit



Les risques médicaux



Les maladies professionnelles



Les produits alimentaires



Les accidents de radiothérapie



■ OUI
 ■ PLUS OU MOINS
 ■ NON
 ■ NE SAIT PAS

en %



■ OUI
 ■ PLUS OU MOINS
 ■ NON
 ■ NE SAIT PAS

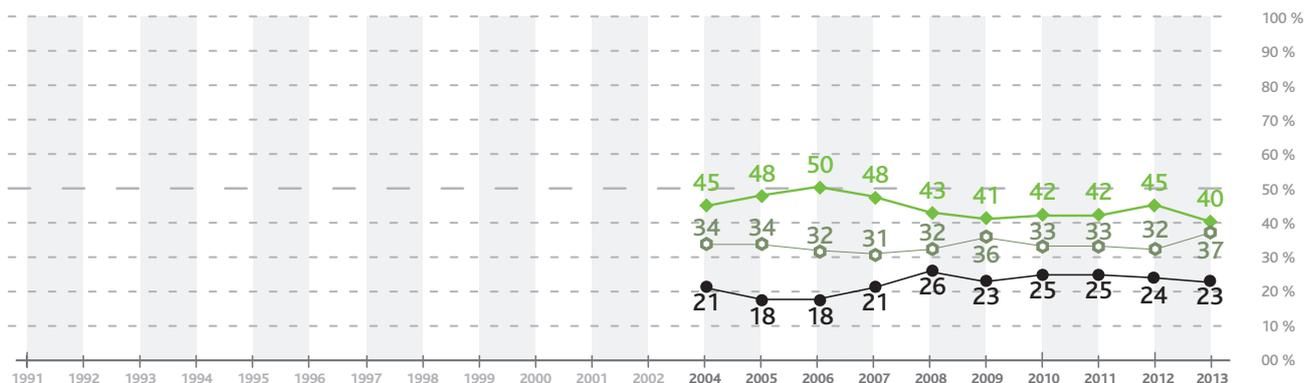
QUESTION

N°3 (suite)

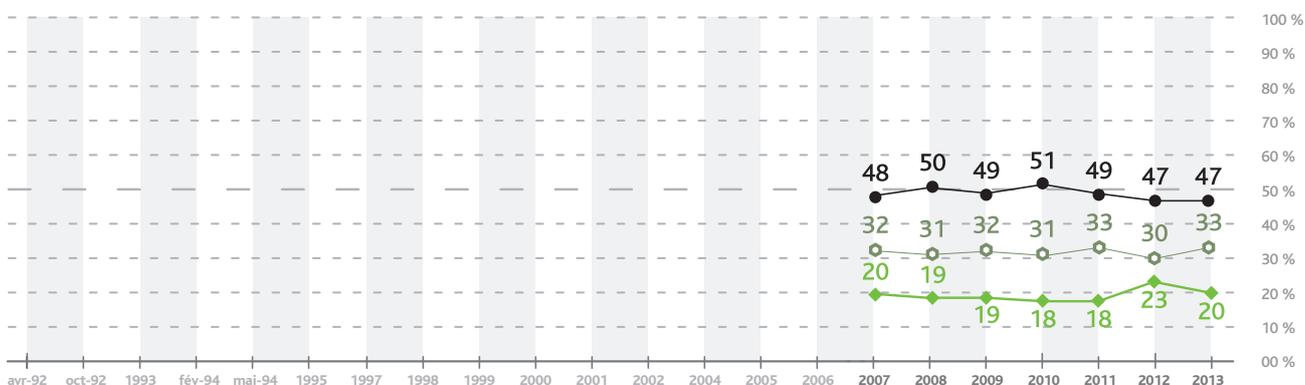
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2013

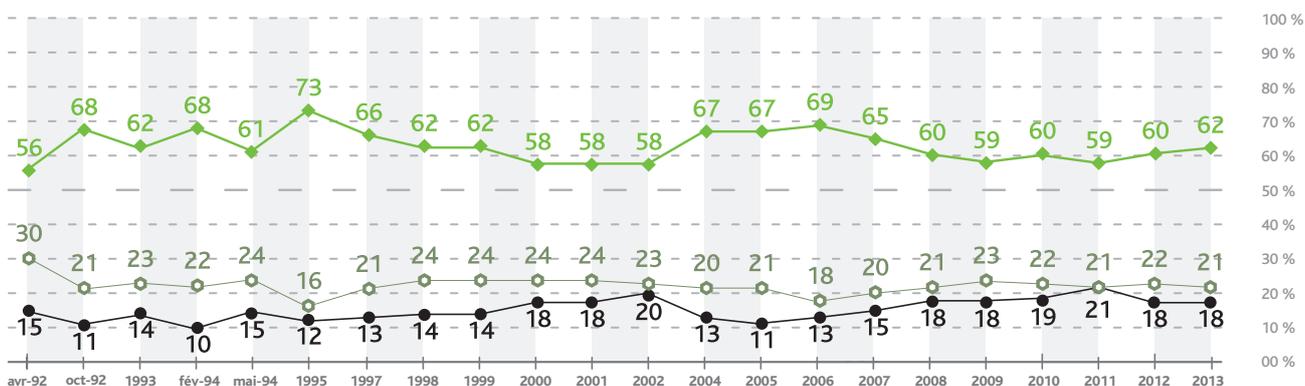
Les accidents domestiques



Les accidents de radiothérapie



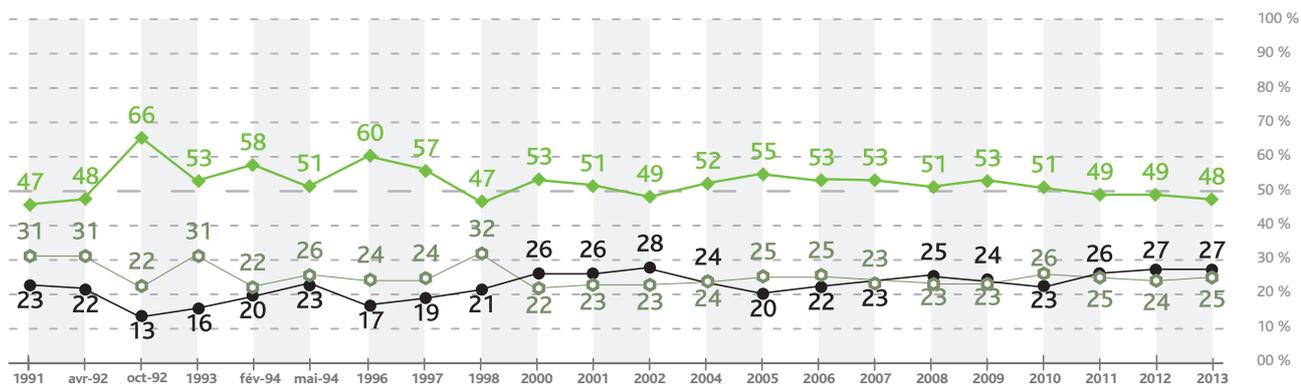
Les accidents de la route



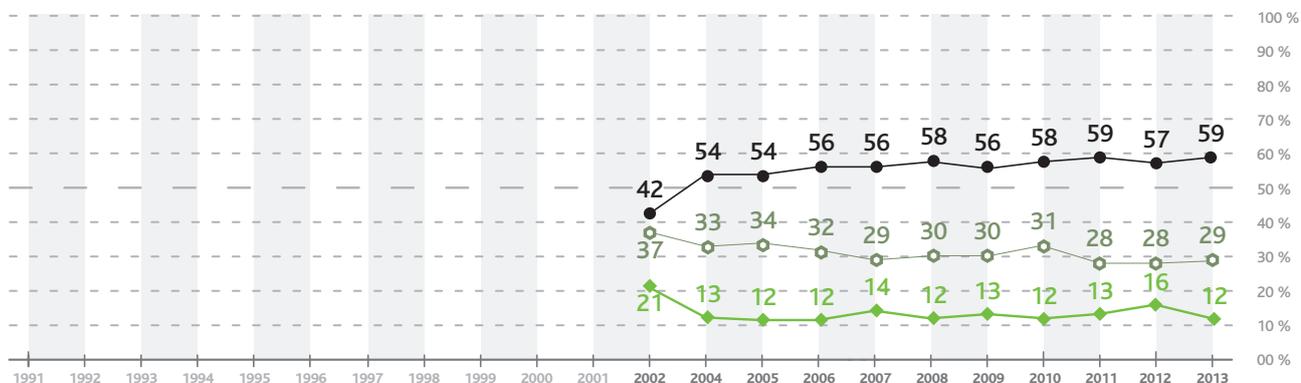
◆ OUI ◊ + OU - ● NON

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages, sauf pour le radon dans les habitations et les nanoparticules. Elles ont été regroupées avec la modalité «moyens». En conséquence, pour le radon et les nanoparticules, la modalité «moyens» n'est pas pertinente.

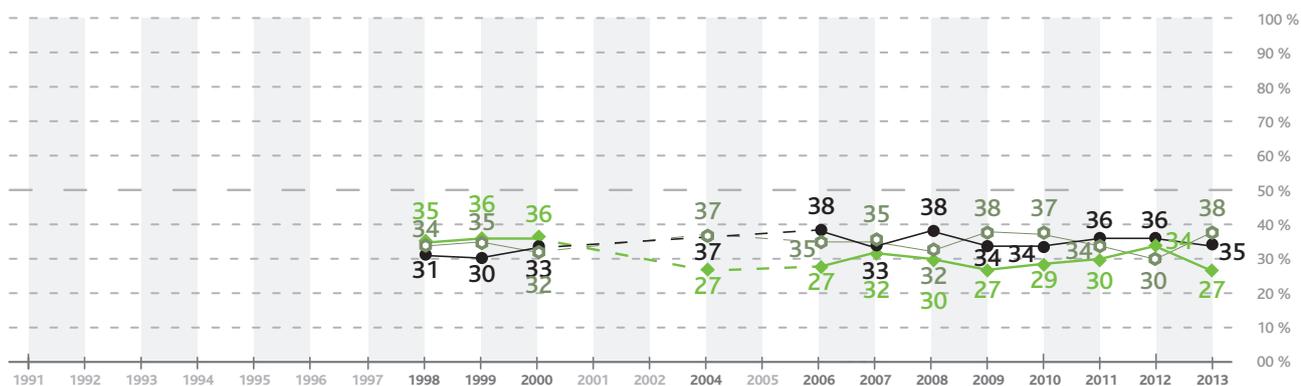
L'alcoolisme



Les antennes de réseau pour téléphones portables depuis 2004 (téléphones portables en 2002)



Le bruit



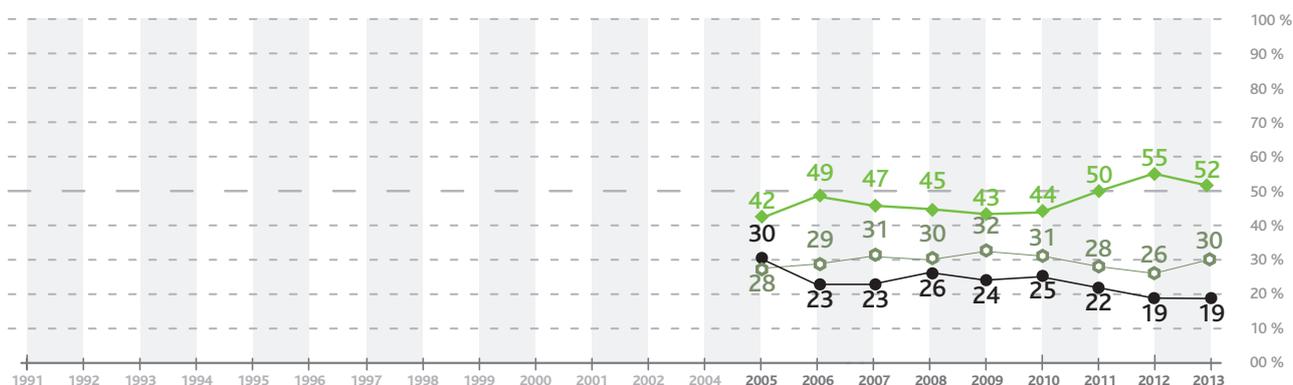
◆ OUI ◻ + OU - ● NON

QUESTION N°3 (suite)

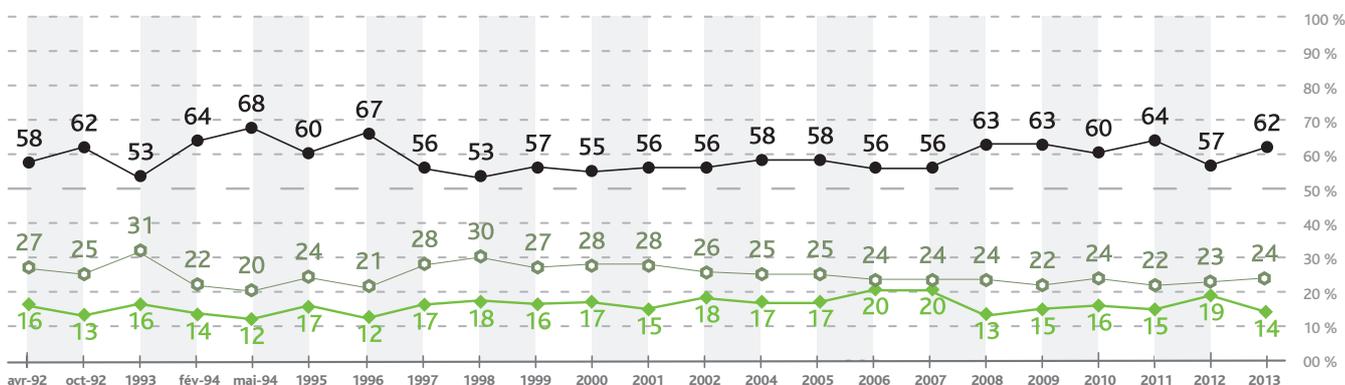
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2013

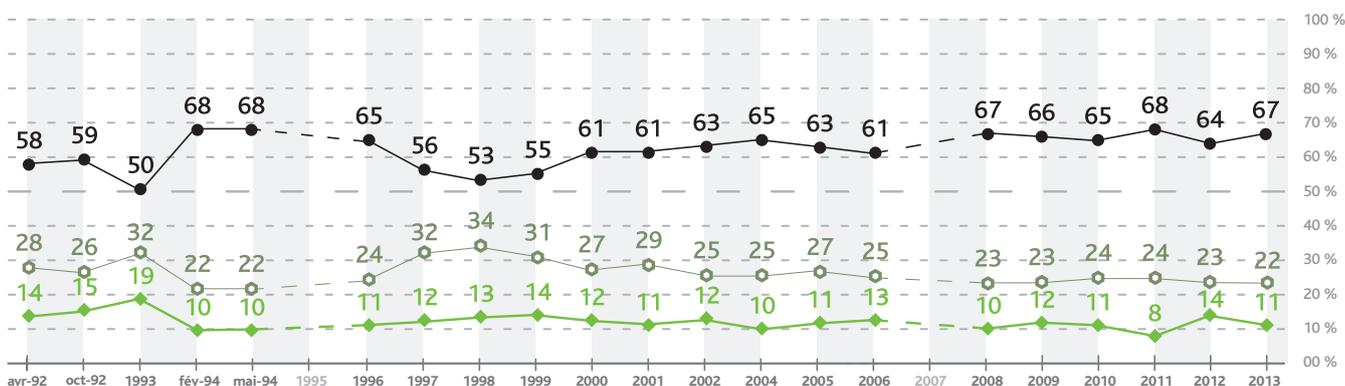
La canicule



Les centrales nucléaires

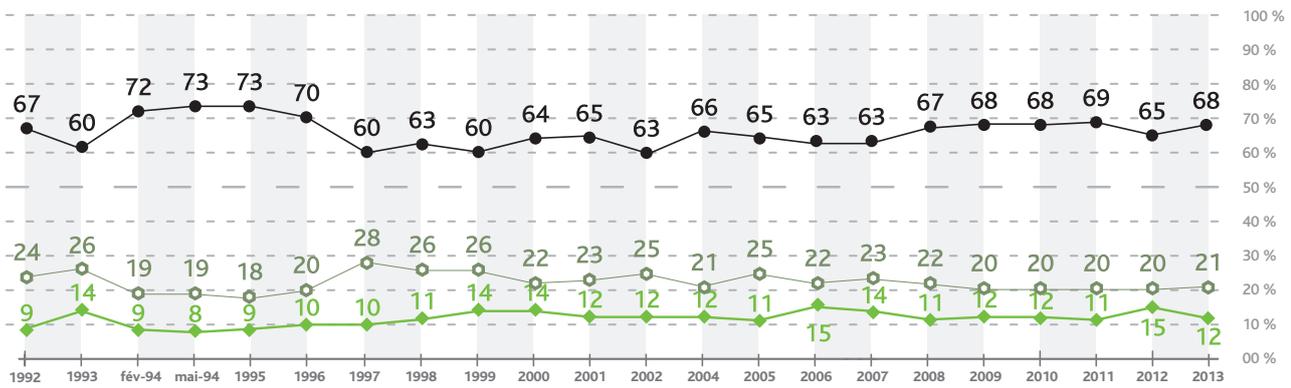


Les déchets chimiques

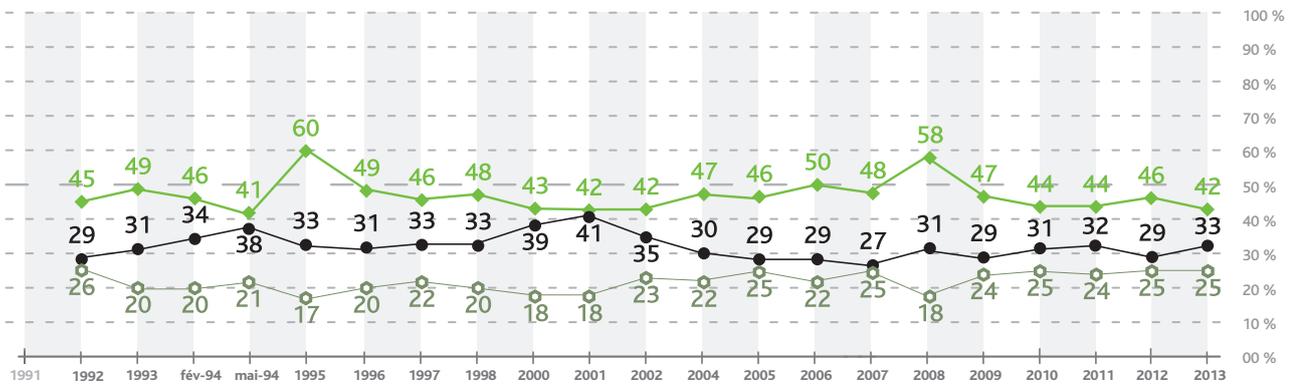


◆ OUI ⬡ + OU - ● NON

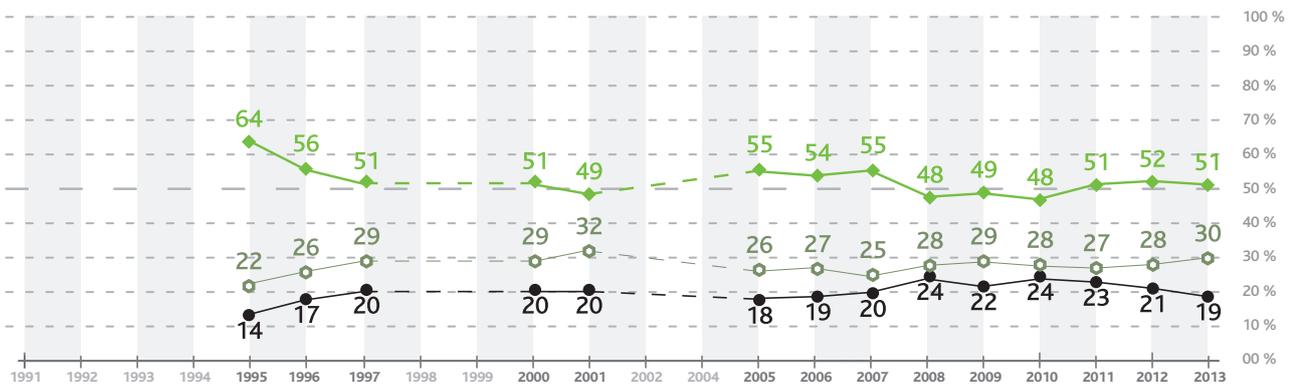
Les déchets radioactifs



La drogue



Les incendies de forêt



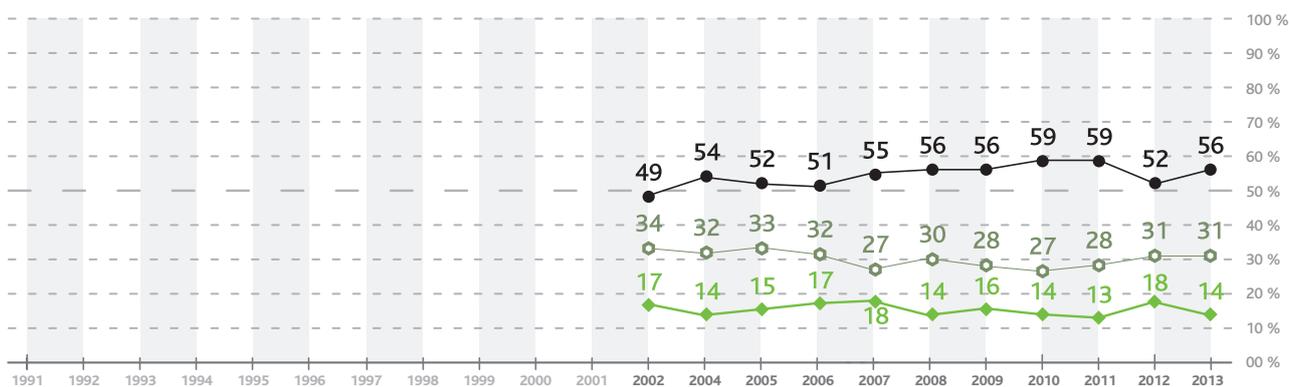
◆ OUI ◻ + OU - ● NON

QUESTION N°3 (suite)

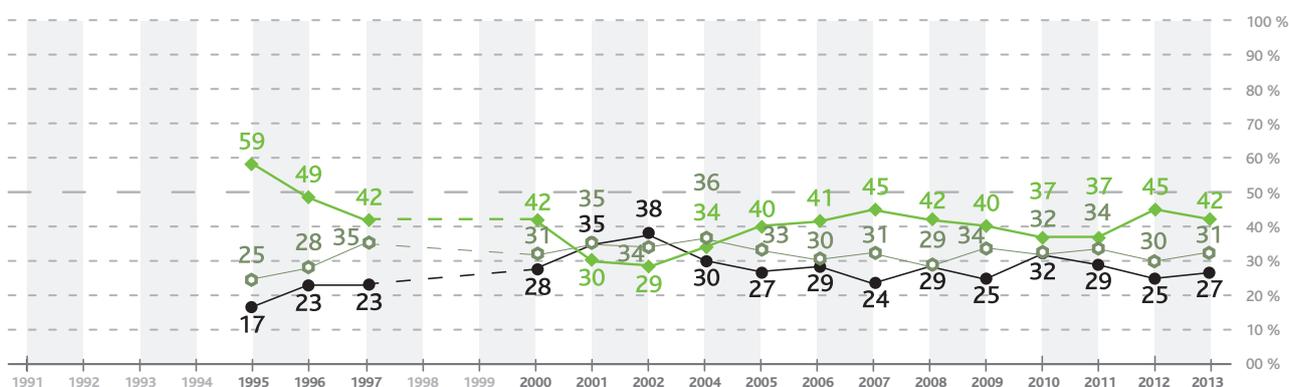
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2013

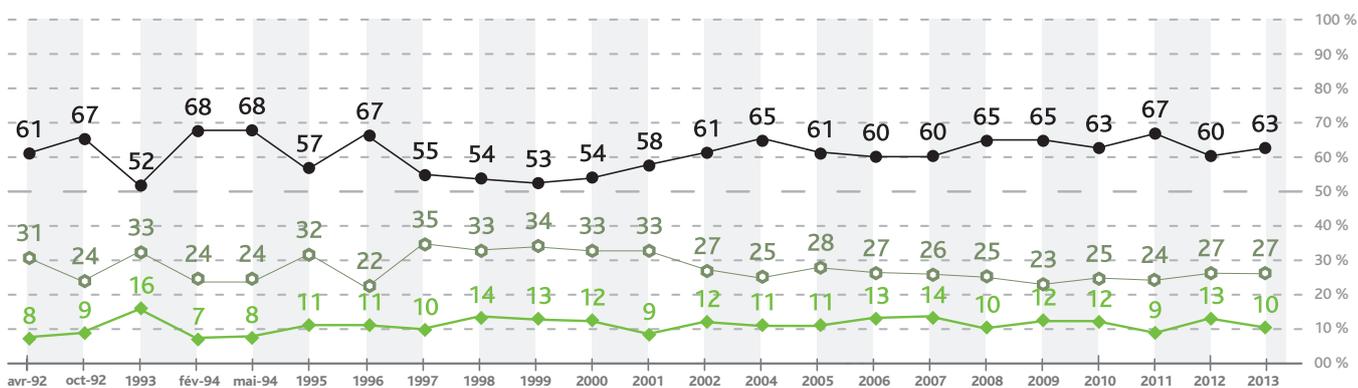
Les incinérateurs de déchets ménagers



Les inondations

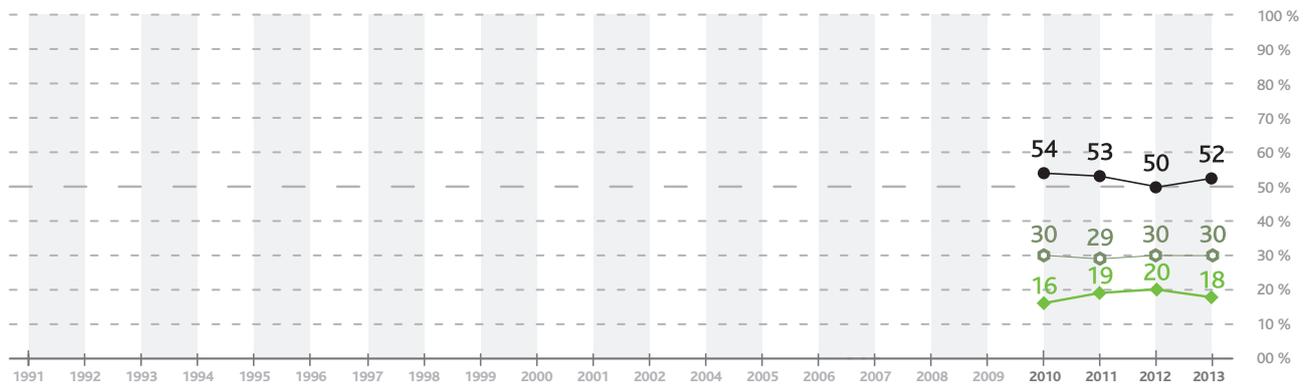


Les installations chimiques

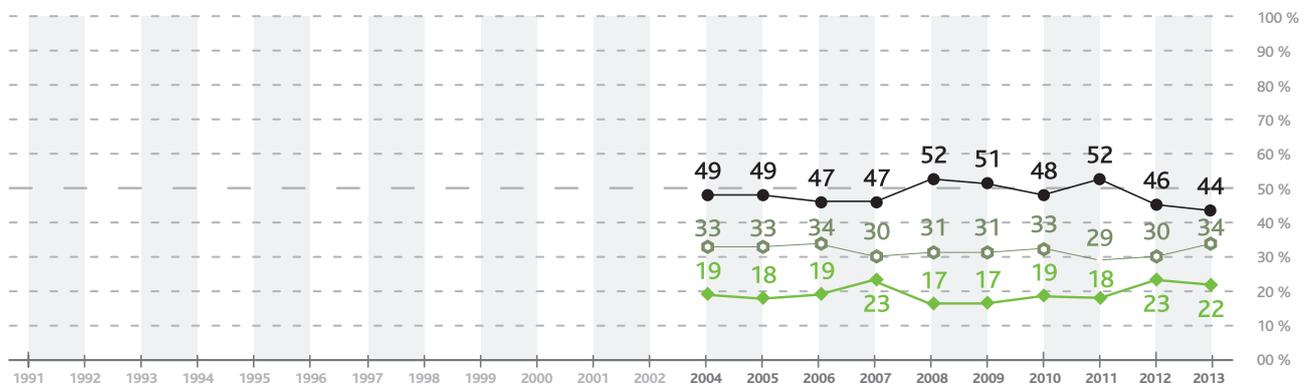


◆ OUI ⬡ + OU - ● NON

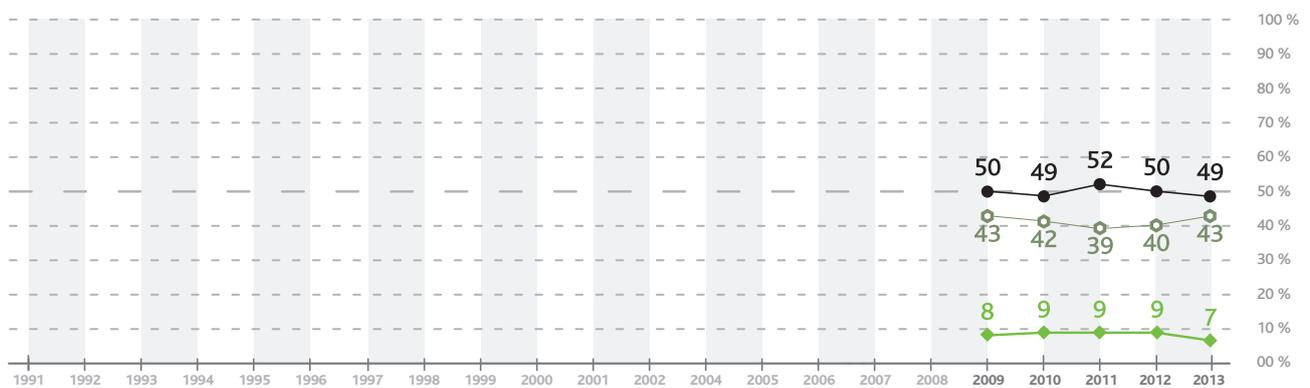
Les lignes à haute tension



Les maladies professionnelles



Les nanoparticules



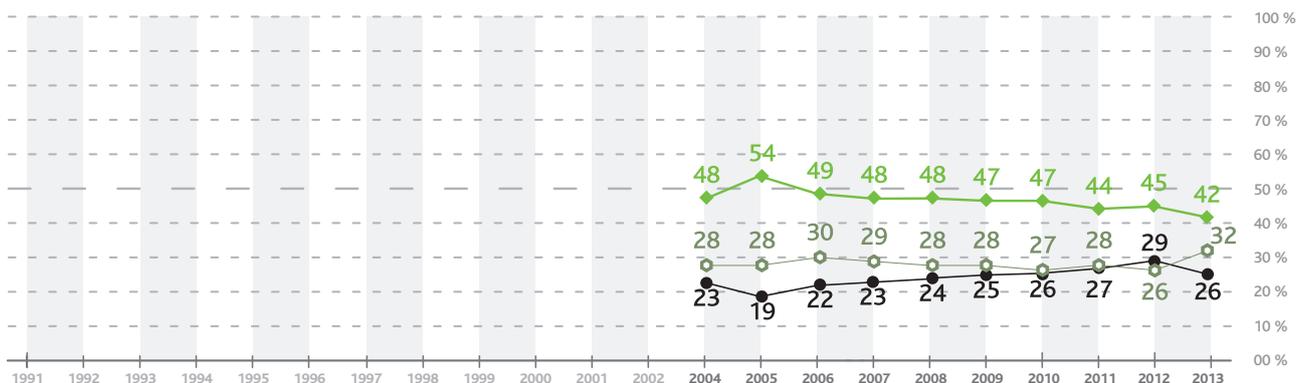
◆ OUI ◻ + OU - ● NON

QUESTION N°3 (suite)

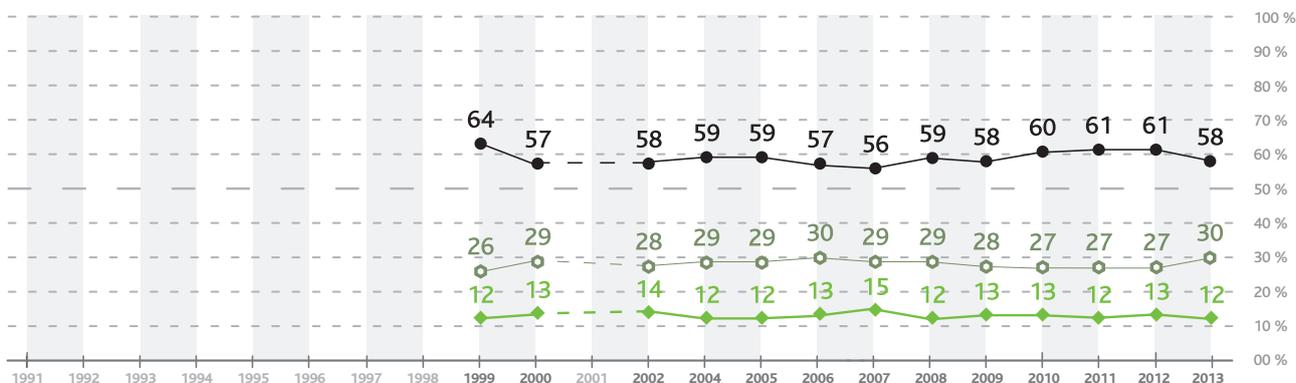
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2013

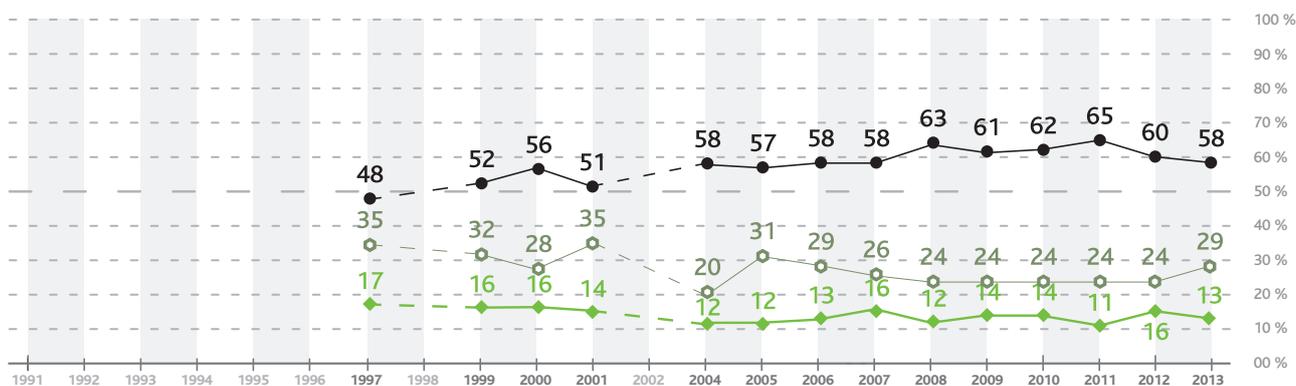
L'obésité des jeunes



Les OGM depuis 2004 (manipulations génétiques jusqu'en 2002)

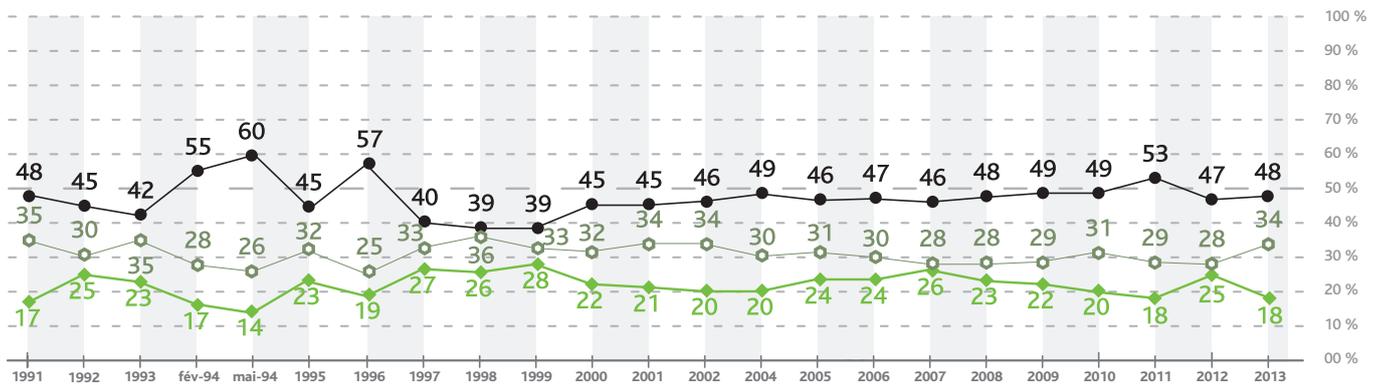


Les pesticides depuis 2004 (les nitrates et pesticides jusqu'en 2001)

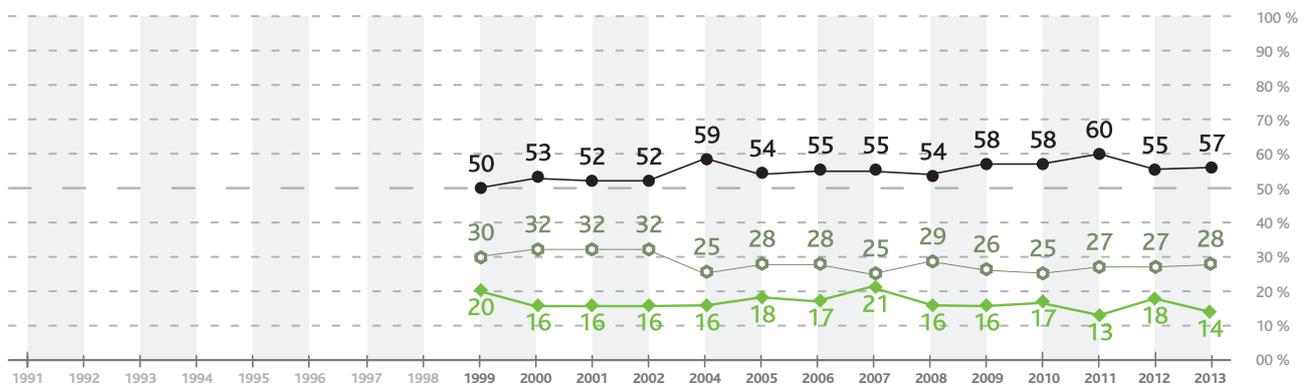


◆ OUI ◊ + OU - ● NON

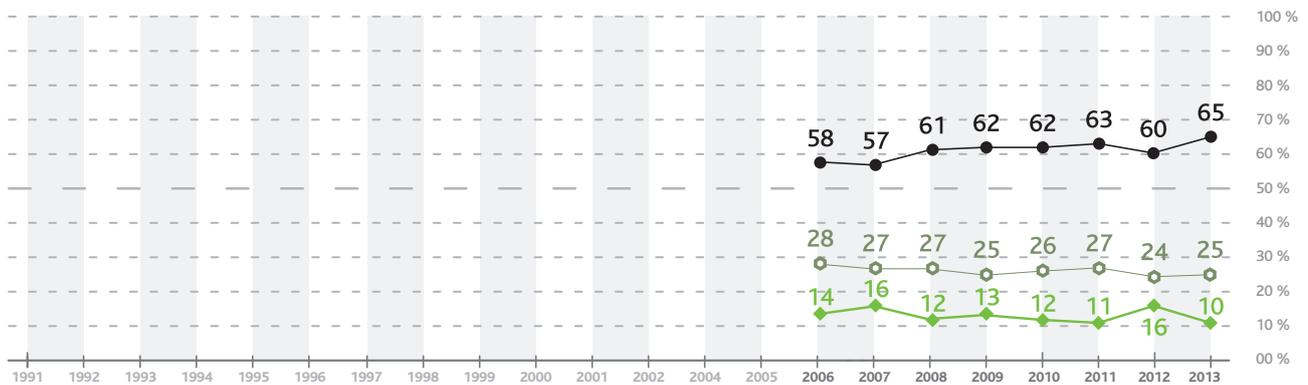
La pollution atmosphérique



La pollution des lacs, des rivières et des mers



La pollution des sols



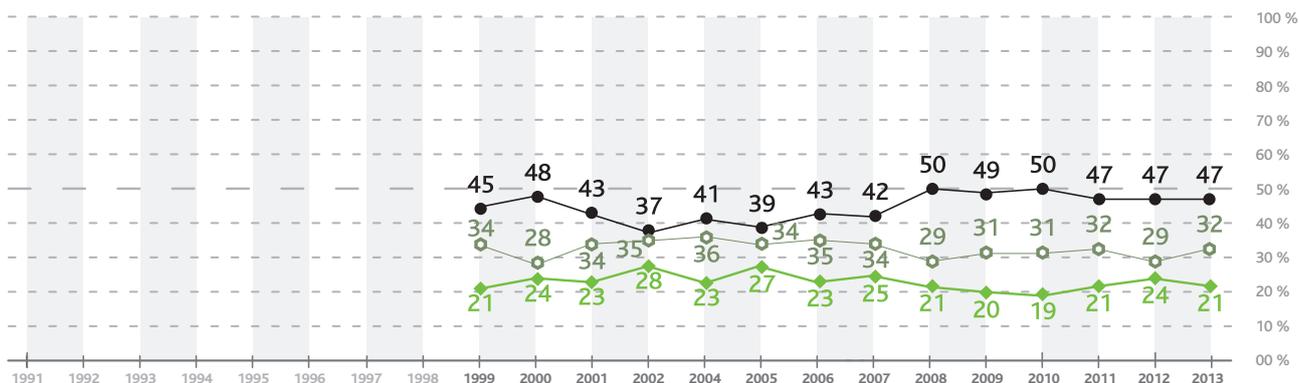
◆ OUI ◻ + OU - ● NON

QUESTION N°3 (suite)

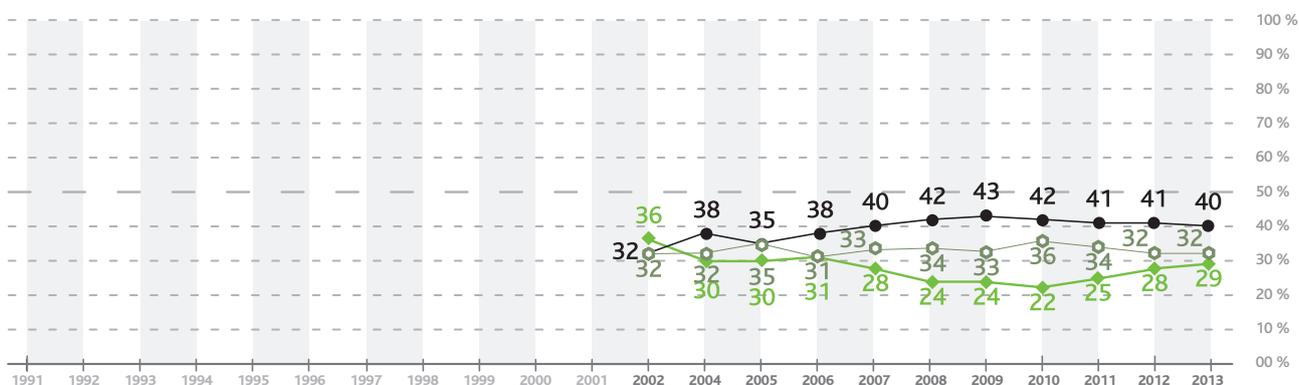
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2013

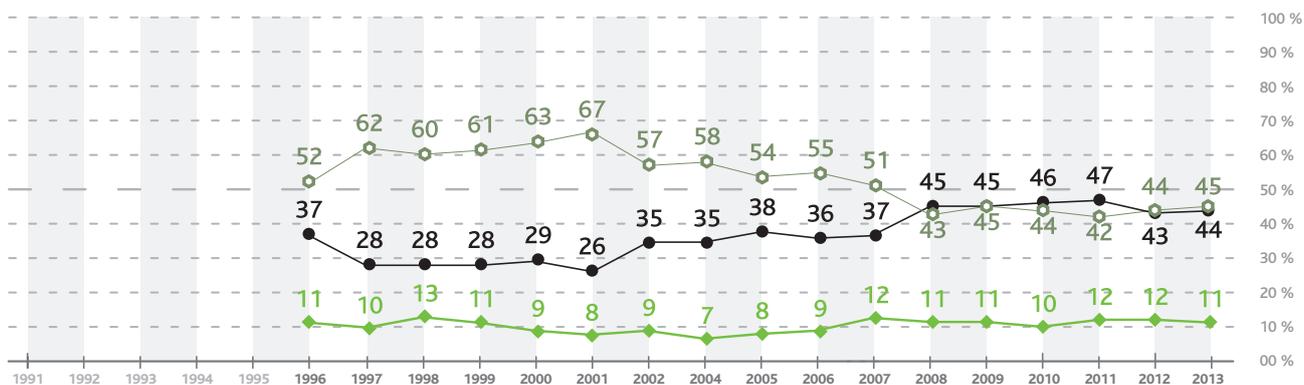
Les produits alimentaires



Les radiographies médicales

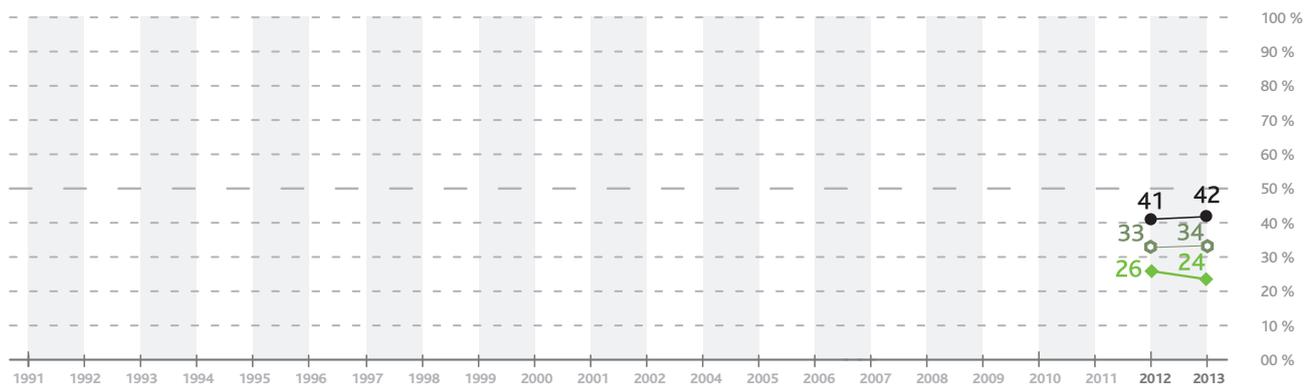


Le radon dans les habitations

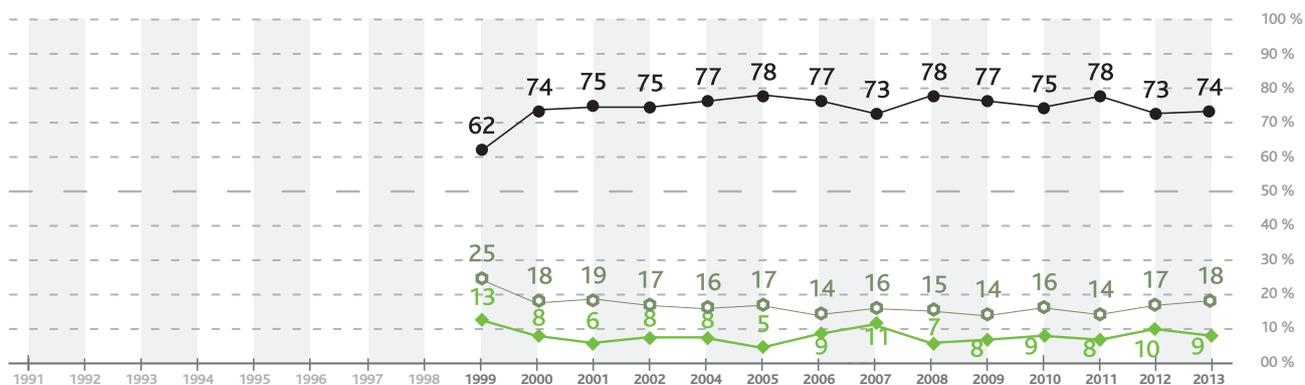


◆ OUI ⬡ + OU - ● NON

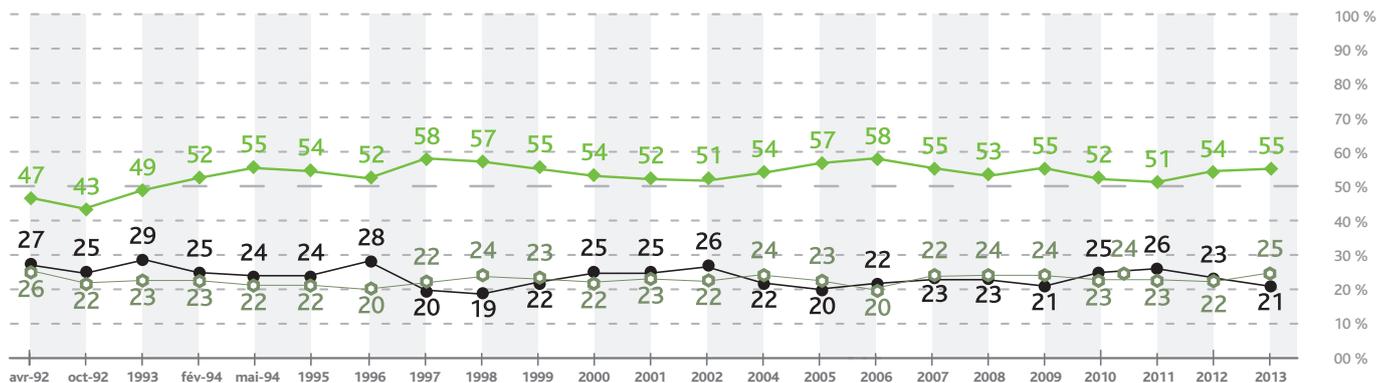
Les risques médicaux



Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl



Le sida



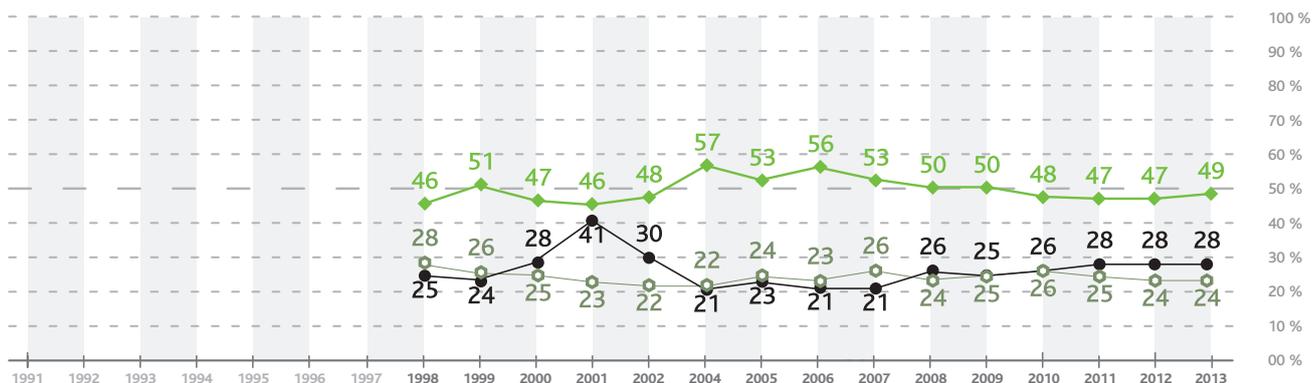
◆ OUI ◊ + OU - ● NON

QUESTION N°3 (suite)

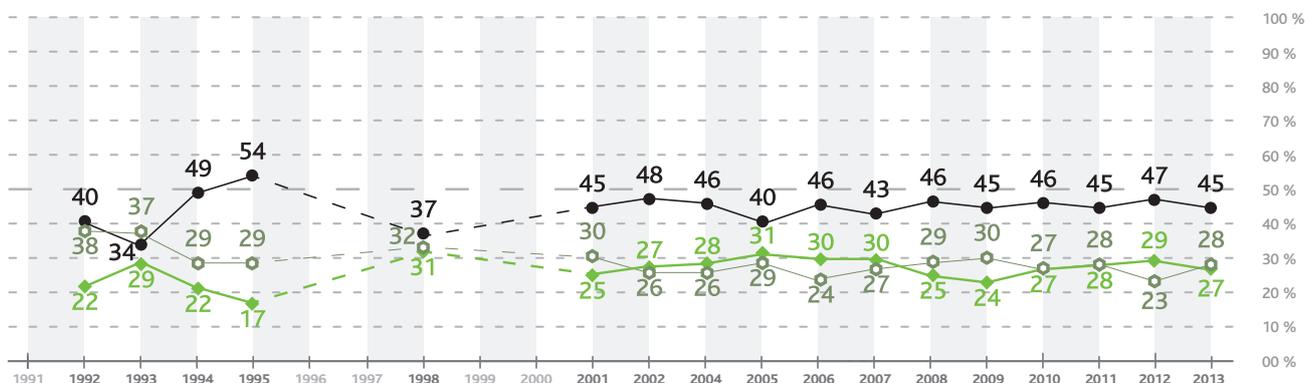
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2013

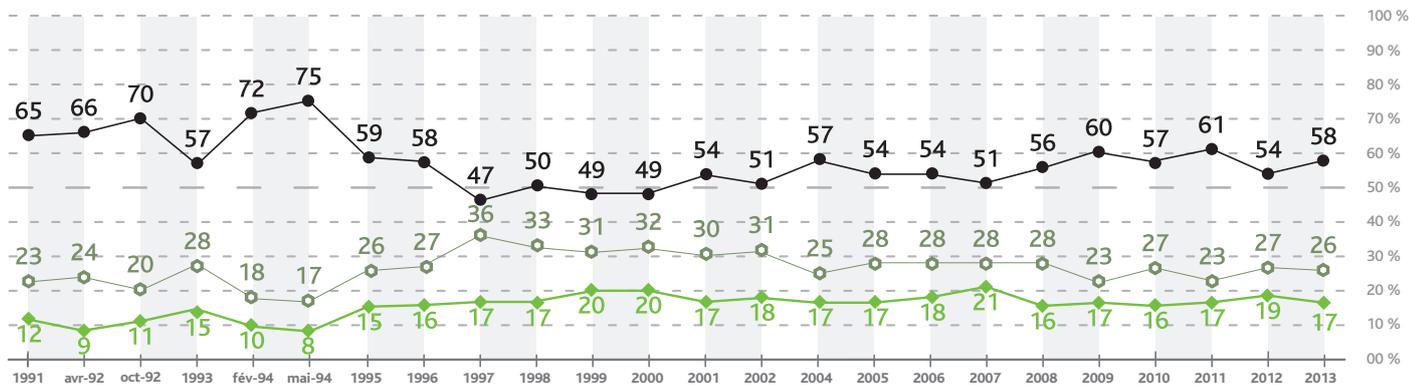
Le tabagisme des jeunes



Le terrorisme



Le transport des matières dangereuses



◆ OUI ⬡ + OU - ● NON

LA HIÉRARCHIE DES 33 SITUATIONS SELON 3 ASPECTS ET LEUR LIEN AVEC L'ACCEPTABILITÉ DES INSTALLATIONS

QUESTION
N°4

Accepteriez-vous de vivre près...

Le niveau de risque perçu, la confiance accordée aux autorités et la crédibilité des informations sont intimement liés dans la perception des risques pour les Français et contribuent ensemble à la formation des opinions sur les risques. Comme tous les ans, nous analysons les 33 situations au regard de ces 3 facteurs.

MÉTHODE POUR HIÉRARCHISER LES 33 SITUATIONS À RISQUES

Le tableau de la page ci-contre montre que les scores obtenus par les 33 situations se situent sur des échelles présentant des amplitudes distinctes selon le facteur : de 12 % à 78 % pour le risque perçu comme élevé, de 13 % à 55 % pour la confiance accordée.

Pour la « vérité dite », les situations peuvent être réparties en deux catégories :

- celle où l'information est jugée crédible, avec des scores de 30 % à 60 %, comme pour les radiographies médicales, les accidents domestiques, l'alcoolisme ou les accidents de la route ;
- celle où elle est jugée peu crédible, avec des scores inférieurs à 30 % : des risques médicaux aux nanoparticules en passant par les centrales nucléaires.

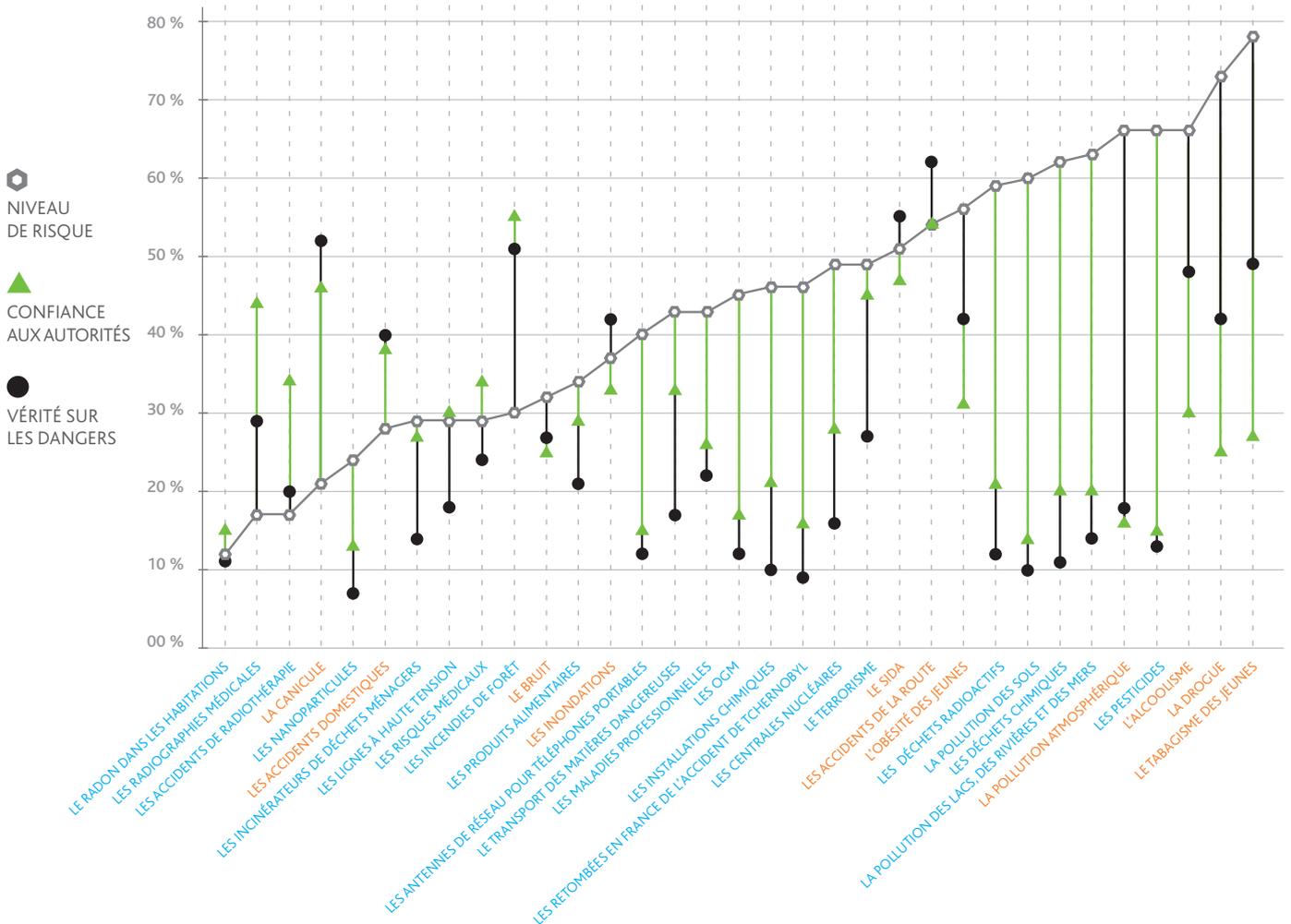
Cela signifie qu'un même taux de pourcentage n'a pas la même signification selon les trois aspects. Les pourcentages du « risque perçu » comme élevé sont en général plus importants que ceux de la « confiance » ou de la « vérité dite » et sont plus dispersés.

Aussi les graphiques des pages 100 et 102 sont-ils utilisés pour mieux comparer entre elles les 33 situations en intégrant la contribution des 3 aspects tout en veillant à les homogénéiser.

PERCEPTION DES 33 SITUATIONS À RISQUES SELON 3 ASPECTS	NIVEAU DE RISQUE (% de réponses « élevé »)	VÉRITÉ DITE (% de réponses « oui »)	CONFIANCE DANS LES AUTORITÉS (% de réponses « oui »)
% MAXIMUM	77,5	61,7	55
% MINIMUM	12,2	7,4	12,9
MOYENNE DES %	44	25,8	28,6
ÉCART TYPE	17,4	16,2	11,8

	NIVEAU DE RISQUE (% de réponses « élevé »)	VÉRITÉ DITE (% de réponses « oui »)	CONFIANCE DANS L'ACTION DES AUTORITÉS (% de réponses « oui »)
AUTOUR DE 80 %	1 LE TABAGISME DES JEUNES 78		
AUTOUR DE 70 %	2 LA DROGUE 73 3 L'ALCOOLISME 66 4 LES PESTICIDES 66 5 LA POLLUTION ATMOSHÉRIQUE 66		
AUTOUR DE 60 %	6 LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS 63 7 LES DÉCHETS CHIMIQUES 62 8 LA POLLUTION DES SOLS 60 9 LES DÉCHETS RADIOACTIFS 59 10 L'OBÉSITÉ DES JEUNES 56	1 LES ACCIDENTS DE LA ROUTE 62 2 LE SIDA 55	1 LES INCENDIES DE FORÊT 55
AUTOUR DE 50 %	11 LES ACCIDENTS DE LA ROUTE 54 12 LE SIDA 51 13 LE TERRORISME 49 14 LES CENTRALES NUCLÉAIRES 49 15 LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL 46 16 LES INSTALLATIONS CHIMIQUES 46	3 LA CANICULE 52 4 LES INCENDIES DE FORÊT 51 5 LE TABAGISME DES JEUNES 49 6 L'ALCOOLISME 48	2 LES ACCIDENTS DE LA ROUTE 54 3 LE SIDA 47 4 LA CANICULE 46 5 LE TERRORISME 45
AUTOUR DE 40 %	17 LES OGM 45 18 LES MALADIES PROFESSIONNELLES 43 19 LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES 43 20 LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES 40 21 LES INONDATIONS 37	7 L'OBÉSITÉ DES JEUNES 42 8 LA DROGUE 42 9 LES INONDATIONS 42 10 LES ACCIDENTS DOMESTIQUES 40	6 LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES 44 7 LES ACCIDENTS DOMESTIQUES 38
AUTOUR DE 30 %	22 LES PRODUITS ALIMENTAIRES 34 23 LE BRUIT 32 24 LES INCENDIES DE FORÊT 30 25 LES RISQUES MÉDICAUX 29 26 LES LIGNES À HAUTE TENSION 29 27 LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS 29 28 LES ACCIDENTS DOMESTIQUES 28	11 LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES 29 12 LE TERRORISME 27 13 LE BRUIT 27	8 LES RISQUES MÉDICAUX 34 9 LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE 34 10 LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES 33 11 LES INONDATIONS 33 12 L'OBÉSITÉ DES JEUNES 31 13 LES LIGNES À HAUTE TENSION 30 14 L'ALCOOLISME 30 15 LES PRODUITS ALIMENTAIRES 29 16 LES CENTRALES NUCLÉAIRES 28 17 LE TABAGISME DES JEUNES 27 18 LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS 27 19 LES MALADIES PROFESSIONNELLES 26
AUTOUR DE 20 %	29 LES NANOPARTICULES 24 30 LA CANICULE 21 31 LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE 17 32 LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES 17	14 LES RISQUES MÉDICAUX 24 15 LES MALADIES PROFESSIONNELLES 22 16 LES PRODUITS ALIMENTAIRES 21 17 LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE 20 18 LES LIGNES À HAUTE TENSION 18 19 LA POLLUTION ATMOSHÉRIQUE 18 20 LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES 17	20 LE BRUIT 25 21 LA DROGUE 25 22 LES DÉCHETS RADIOACTIFS 21 23 LES INSTALLATIONS CHIMIQUES 21 24 LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS 20 25 LES DÉCHETS CHIMIQUES 20 26 LES OGM 17 27 LA POLLUTION ATMOSHÉRIQUE 16 28 LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL 16
AUTOUR DE 10 %	33 LE RADON DANS LES HABITATIONS 12	21 LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS 14 22 LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS 14 23 LES CENTRALES NUCLÉAIRES 14 24 LES PESTICIDES 13 25 LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES 12 26 LES OGM 12 27 LES DÉCHETS RADIOACTIFS 12 28 LES DÉCHETS CHIMIQUES 11 29 LE RADON DANS LES HABITATIONS 11 30 LES INSTALLATIONS CHIMIQUES 10 31 LA POLLUTION DES SOLS 10 32 LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL 9 33 LES NANOPARTICULES 7	29 LE RADON DANS LES HABITATIONS 15 30 LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES 15 31 LES PESTICIDES 15 32 LA POLLUTION DES SOLS 14 33 LES NANOPARTICULES 13

UNE REPRÉSENTATION DES 3 COMPOSANTES DE LA PERCEPTION DES RISQUES CLASSÉE SELON LE NIVEAU DE RISQUE PERÇU



- En orange : les situations ayant un niveau de vérité en pourcentage d'adhésion plus élevé que celui de la confiance
- En bleu : celles ayant un niveau de confiance plus élevé que celui de la vérité

Sur le graphique ci-dessus, chacun des 33 risques est représenté par 3 points : le niveau de risque perçu, la confiance dans les actions des autorités et la vérité dite. Les risques sont rangés selon leur perception du moins dangereux au plus dangereux (de 1 à 33). On voit que les scores de confiance et de vérité sont en général inférieurs au score du danger perçu. Ce n'est pas le cas pour le radon dans les habitations, les radiographies médicales, les accidents de radiothérapie, la canicule, les accidents domestiques, les incendies de forêt, les inondations, le sida et les accidents de la route.

Comme les autres années, cette comparaison des pourcentages sur les 3 aspects, risque perçu, confiance et vérité, met en évidence deux types de risques.

- Les risques qui peuvent toucher l'intégrité physique de la personne et sur lesquels « on a le sentiment de pouvoir agir soi-même » : tabagisme des jeunes, drogue, alcoolisme, pollution atmosphérique, obésité des jeunes, accidents de la route, sida, inondations, bruit, accidents domestiques, et canicule (libellés en orange sur le graphique). Leur point commun est de recueillir des scores de confiance moins élevés que ceux de vérité.

- Les risques plus collectifs et/ou industriels gérés par des spécialistes : pesticides, pollution de l'eau, déchets chimiques ou radioactifs, pollution des sols, terrorisme, centrales nucléaires, retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl, installations chimiques, OGM, maladies professionnelles, etc. (libellés en bleu sur le graphique). Qu'ils soient considérés à risques élevés ou faibles, l'aspect « vérité sur les dangers » recueille des pourcentages plus faibles que ceux de la confiance.

Même quand la confiance dans l'action publique est assez faible, l'information peut être jugée crédible et inversement, ce qui montre que les Français distinguent ces deux aspects

L'observation de ce graphique permet également de souligner les points suivants :

- Les inondations, les incendies de forêt, les accidents domestiques et la canicule sont perçus comme présentant un risque faible, pour lequel une confiance assez forte est accordée à l'action publique. La vérité sur les dangers qu'ils représentent est considérée comme dite.
- Les pesticides, la pollution atmosphérique, la pollution des sols, les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl, les OGM, les antennes de réseau pour téléphones portables et les nanoparticules consti-

tuent les situations recueillant les plus faibles scores de confiance dans l'action publique et de crédibilité accordés à l'information donnée avec des risques perçus comme relativement forts pour les cinq premières et faibles pour les deux dernières.

- Le terrorisme et le transport des matières dangereuses connaissent le plus grand écart entre leurs scores de confiance et de vérité, avec un score plus faible de vérité.
- Pour la drogue, l'obésité des jeunes, l'alcoolisme ou le tabagisme des jeunes, l'écart est aussi important mais en sens inverse : la vérité est considérée comme dite mais le score de la confiance dans l'action des autorités est plus faible.

Les risques peuvent être regroupés par familles en fonction de leur perception

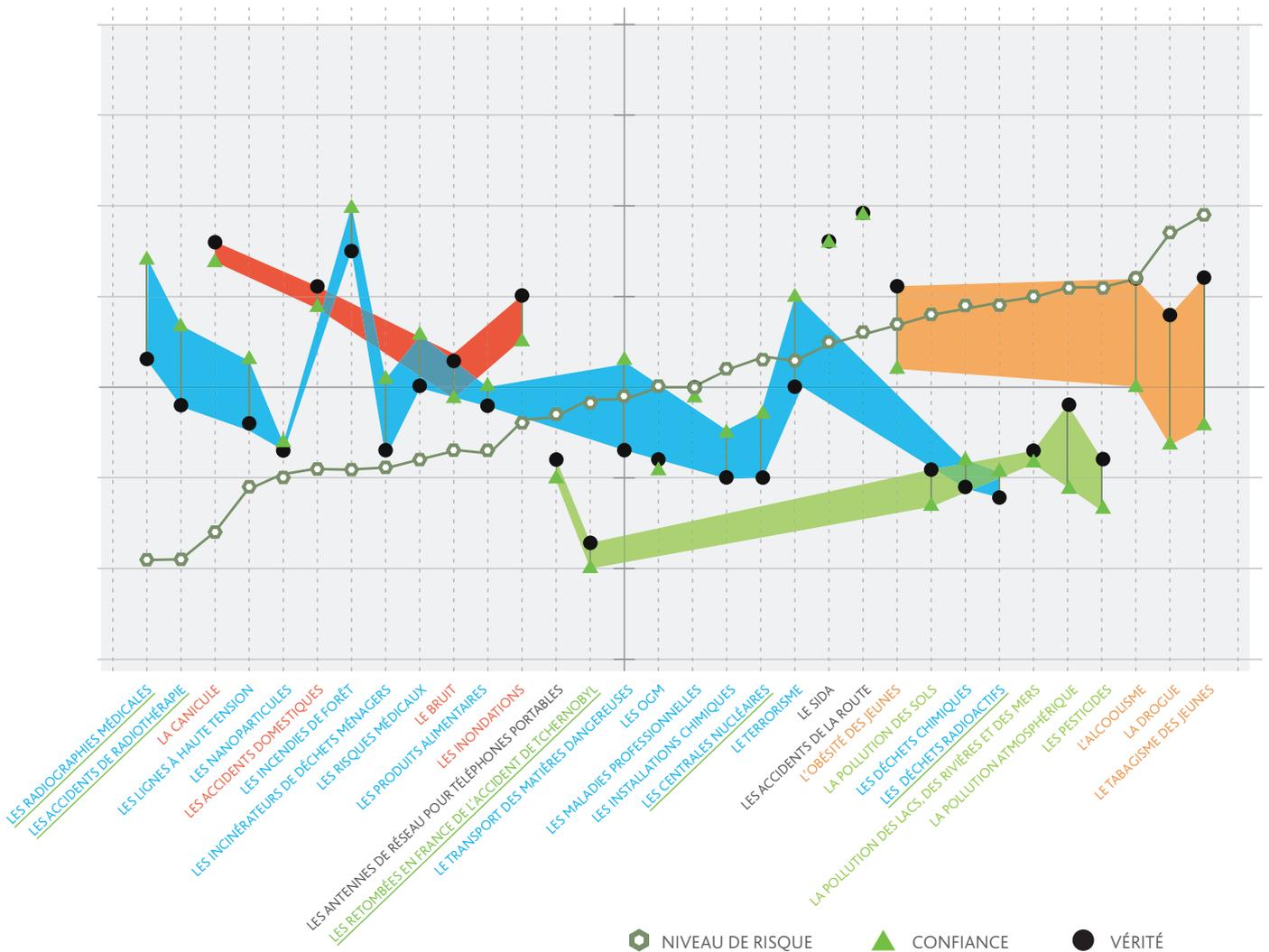
Cette analyse montre que la perception des risques par le public suit une logique d'ensemble qui s'appuie sur l'importance perçue du risque mais aussi sur la « confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection » et sur la vérité perçue de l'information donnée sur les dangers. Autrement dit, une image de l'opinion des Français qui ne s'appuierait que sur l'importance perçue des risques serait incomplète car unidimensionnelle. En effet, elle ignorerait des déterminants essentiels, à savoir la confiance dans l'action des autorités et la crédibilité de l'information, et par conséquent perdrait la profondeur d'appréciation.

Le graphique de la page 102 offre une bonne représentation des proximités entre les différents risques sur ces trois dimensions. Cette analyse reconduite tous les ans depuis 2004 sur les trois dimensions conduit à confirmer globalement l'existence de quatre familles ou univers de risques. Au cours des années, la liste des risques varie légèrement pour tenir compte des préoccupations du public sans modifier les contours des familles.

Cette année, une hausse de leur niveau de risque perçu pousse les produits alimentaires, les incinérateurs de déchets ménagers, les déchets radioactifs et chimiques à se déplacer vers la droite du graphique. De la même manière, une baisse du risque perçu pousse les accidents de la route, les OGM, les retombées en France de l'accident de Tchernobyl, les incendies de forêt et les accidents domestiques vers la droite du graphique.

Ces mouvements ne s'accompagnent pas de variations de la confiance ou de la vérité, sauf en ce qui concerne les OGM. Les premiers effectuent un mouvement marqué vers la gauche et vers le haut dans le graphique, car considéré à risque moins élevé que les années passées et avec une confiance et une crédibilité plus fortes.

PROXIMITÉ OU ÉLOIGNEMENT D'UNE SITUATION PAR RAPPORT AUX AUTRES



Lecture du graphique ci-dessus

On utilise une technique statistique qui consiste à « centrer » et « réduire », ce qui revient, pour chaque situation, à en soustraire la moyenne obtenue sur l'aspect considéré et à la diviser par son écart type. Ces opérations permettent d'obtenir des données indépendantes de l'échelle choisie ayant une même moyenne et une même dispersion, et donc de faciliter la comparaison des trois aspects. Après avoir effectué ces opérations, si les niveaux de risque, de confiance et de vérité sont grands, leurs moyennes centrées et réduites seront positives et grandes. Les moyennes centrées et réduites se répartissent alors autour du zéro.

Les risques sont rangés comme sur le graphique de la page 100. Les traits verts verticaux mesurent l'écart entre confiance et vérité.

À gauche de l'axe vertical (les radiographies médicales, la canicule, les produits alimentaires, le bruit) figurent les situations considérées à faible risque par la majorité des personnes interrogées. Les scores de confiance et/ou de vérité sont plus élevés que ceux relatifs au niveau de risque perçu. Les antennes de réseau pour téléphones portables et les nanoparticules échappent à cette règle. Perçus comme étant à risque faible, les deux souffrent d'un manque de confiance et de crédibilité d'information. Globalement, lorsque le niveau de risque perçu augmente, la confiance et la vérité diminuent.

À droite de l'axe vertical se trouvent les risques plus élevés. Ils se répartissent en deux groupes séparés par l'axe horizontal :

> **en dessous de l'axe horizontal** : les OGM, les maladies professionnelles, les installations chimiques, les centrales nucléaires, la pollution des sols, les déchets chimiques, les déchets radioactifs, la pollution des lacs, des rivières et des mers, la pollution atmosphérique, les pesticides. Ce sont les situations perçues comme présentant un risque élevé, pour lesquelles la confiance ne peut être accordée et où il existe un faible crédit à l'information sur les dangers représentés ;

> **au-dessus de l'axe horizontal** : le terrorisme, le sida, les accidents de la route, l'obésité des jeunes, l'alcoolisme, la drogue, le tabagisme des jeunes. Les risques associés sont perçus comme élevés mais la confiance dans les actions menées par les autorités reste élevée et l'information donnée sur les dangers qu'ils représentent est perçue comme satisfaisante. Les accidents de la route et le sida constituent une particularité dans le graphique (scores de confiance et de vérité très proches et assez élevés pour des risques eux-mêmes considérés comme élevés).

4 FAMILLES DE RISQUES, 4 TYPES D'ATTENTE DE LA PART DU PUBLIC

Globalement, des positionnements stables des familles de risques apparaissent sur les graphiques depuis 1997 : les Français discernent, de façon assez fine, les différents types de risques qu'ils perçoivent. En 2013, les 4 familles de risques identifiées depuis de nombreuses années se redessinent en suivant une logique fondée sur l'importance perçue du risque, sur la confiance en les autorités françaises pour leurs actions de protection et sur la véracité perçue de l'information à leur sujet.

Les risques individuels (tabagisme des jeunes, drogue, alcoolisme, accidents de la route, sida, obésité des jeunes)

Ils sont toujours perçus comme relativement élevés. Ils bénéficient d'une information plutôt crédible, avec des taux de réponse parfois très forts pour le sida et les accidents de la route. Pour cette famille, la confiance envers les pouvoirs publics est plutôt supérieure à la moyenne. Elle se positionne donc toujours dans le quart supérieur droit de la figure. Au sein de cette famille globalement stable, l'ordre des risques peut varier selon les politiques publiques menées.

Les risques relatifs aux pollutions diffuses (pollution de l'air ou de l'eau, pesticides, pollution des sols, retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl)

Tous figurent dans le quart inférieur droit du graphique. Sauf, cette année, les retombées en France de l'accident de Tchernobyl, qui rejoignent le quart inférieur gauche du graphique. Ils sont perçus comme présentant des risques élevés, mais ils se différencient des précédents par des scores très bas en termes de confiance dans l'action publique et de crédibilité des informations mises à la disposition du public.

Les risques technologiques attachés à des sites identifiables (radiographies médicales, produits alimentaires, incinérateurs de déchets ménagers, installations chimiques, centrales nucléaires, déchets radioactifs ou chimiques...)

Ils présentent un point commun : leur score dans la catégorie de la confiance est toujours supérieur à celui de la vérité. À l'exception du terrorisme, les risques de cette famille souffrent d'un déficit de confiance dans l'information donnée. Ils forment une famille dont les niveaux de risques sont très variés/dispersés, du risque lié aux radiographies médicales (perçu comme le plus faible) à celui lié aux déchets chimiques. On peut distinguer deux sous-familles.

Les risques collectifs non industriels (bruit, inondations, accidents domestiques, canicule)

Ils se situent en général dans le quart supérieur gauche (risques perçus comme faibles, confiance et vérité au-dessus de la moyenne). Ces risques sont réputés plutôt faibles, bénéficiant d'une bonne information et avec un niveau de confiance dans l'action conduite au-dessus de la moyenne.

La première sous-famille se compose de risques « collectifs », tels ceux liés aux produits alimentaires ou aux accidents de radiothérapie, perçus comme globalement moins dangereux que la moyenne, ce qui étend vers la gauche la position de cette famille sur le graphique.

La seconde est constituée par des risques industriels qui vont du transport de matières dangereuses, assez proche du risque perçu moyen, aux installations chimiques, centrales nucléaires, déchets chimiques et déchets radioactifs, perçus comme présentant des risques nettement plus sérieux que la moyenne, ce qui étend vers la droite la position de cette famille sur le graphique.

À noter : les centrales nucléaires qui, avec un taux de confiance dans l'action des autorités supérieur à la moyenne, constituaient depuis 2004 une exception relative. Elles se situaient vers le centre mais plutôt à gauche de l'axe vertical et se déplacent depuis 2008 vers la droite dans le graphique, signe d'un risque perçu comme plus élevé.

VIVRE PRÈS D'UNE INSTALLATION

La majorité des Français ne souhaiterait pas vivre près d'une centrale nucléaire ; l'acceptabilité du parc éolien s'érode

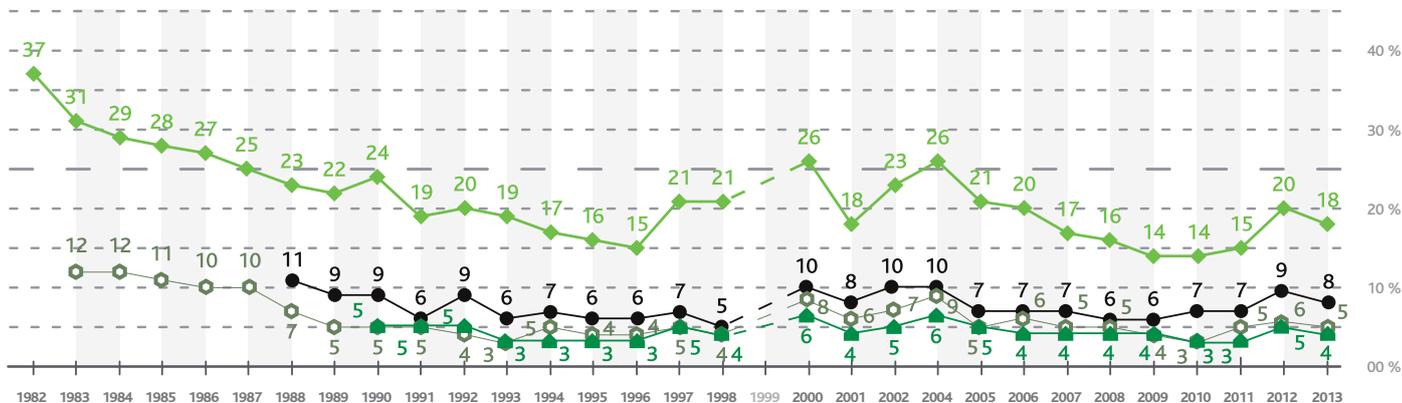
Pour ce qui concerne les centrales nucléaires, cette proposition est rejetée par une large majorité de la population (quatre personnes sur cinq) depuis plusieurs années. La tendance est stable. Les risques naturels paraissent mieux acceptés que par le passé : la proportion de personnes qui accepteraient de vivre en zone inondable augmente de

5 points, à 16 %, un niveau historiquement haut ; on note aussi une légère montée des personnes qui accepteraient de vivre en zone sismique : + 2 points, à 23 %, un score jamais atteint.

L'acceptabilité du parc éolien tend à diminuer. De plus en plus de Français rejettent l'idée de vivre à proximité d'une installation de ce type (+ 6 points en un an, à 54 %, un score qui n'a jamais été aussi élevé).

ÉVOLUTIONS 1982 à 2013

Évolution depuis 1982 des % de réponses « oui » à la question : « Accepteriez-vous de vivre près... »



- ◆ D'UNE CENTRALE NUCLÉAIRE
- D'UNE INSTALLATION CHIMIQUE IMPORTANTE
- ◻ D'UN SITE DE STOCKAGE DE DÉCHETS RADIOACTIFS
- ▲ D'UN SITE DE STOCKAGE DE DÉCHETS CHIMIQUES

OCTOBRE 2013



■ OUI
 ■ NON
 ■ NE SAIT PAS

en %

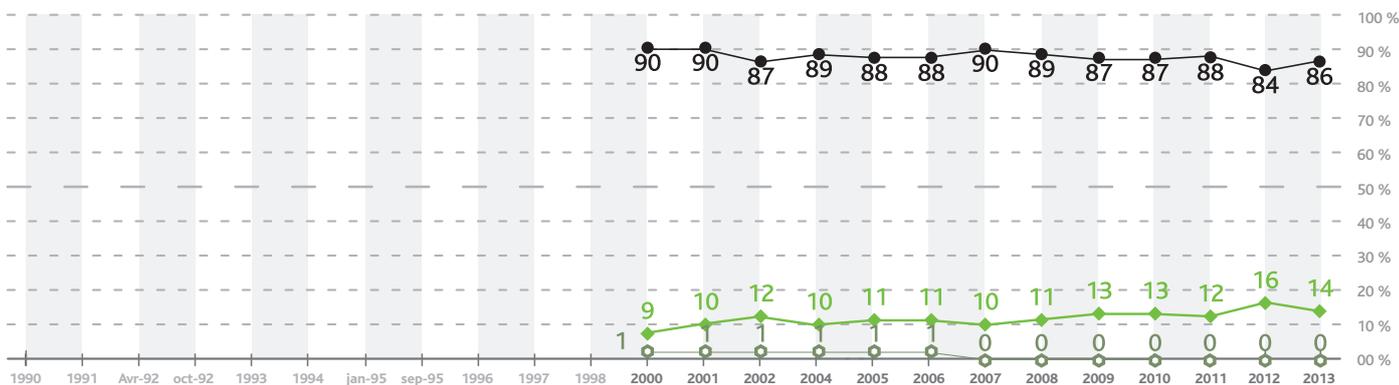
QUESTION

N°4 (suite)

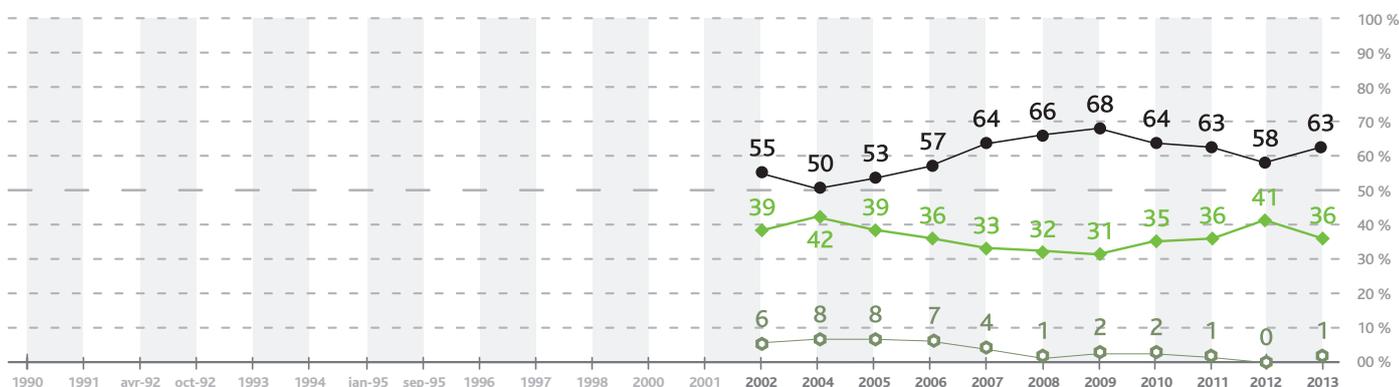
Accepteriez-vous de vivre près...

ÉVOLUTIONS 1990 à 2013

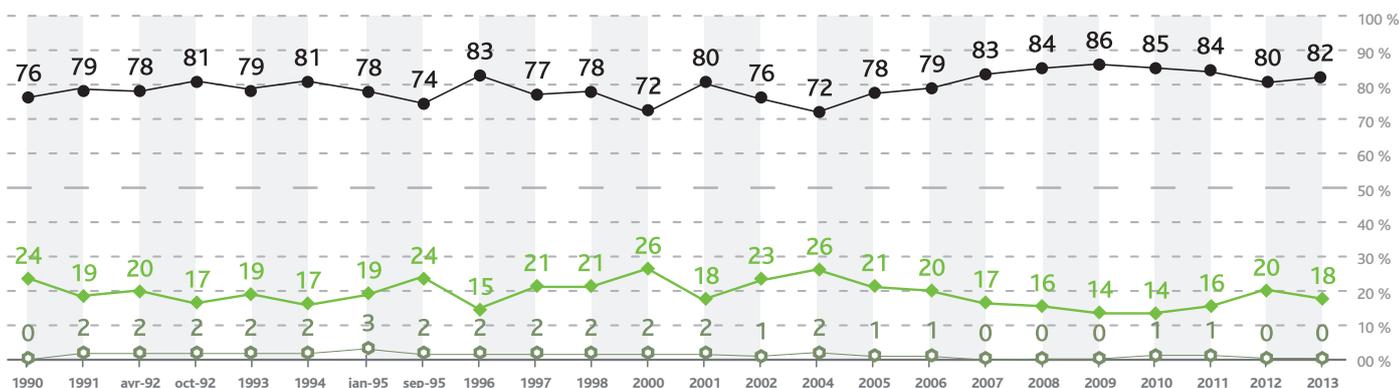
D'un aéroport



D'une antenne de réseau pour téléphones portables

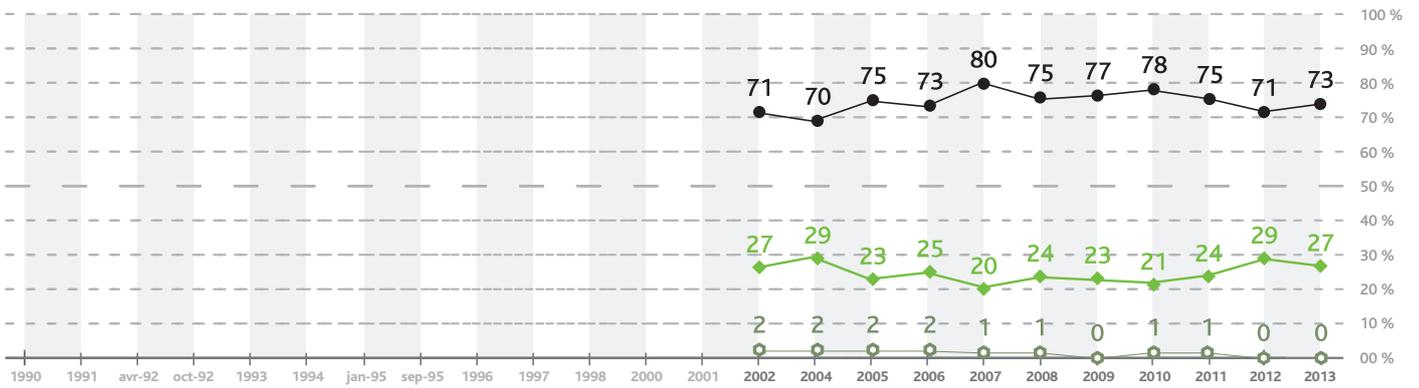


D'une centrale nucléaire

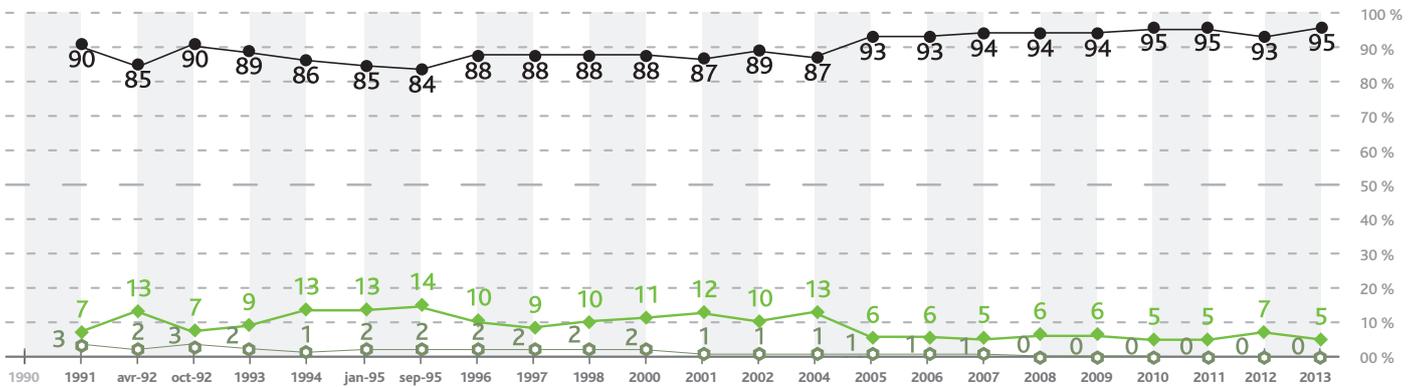


◆ OUI ● NON ◊ NE SAIT PAS

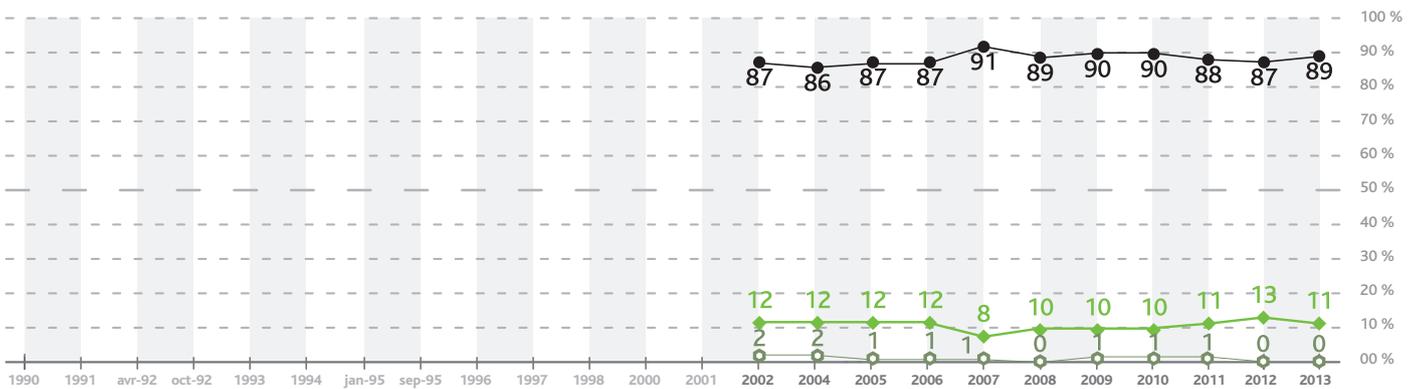
D'un centre de recherche nucléaire



D'une décharge d'ordures ménagères



D'un incinérateur de déchets ménagers



◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

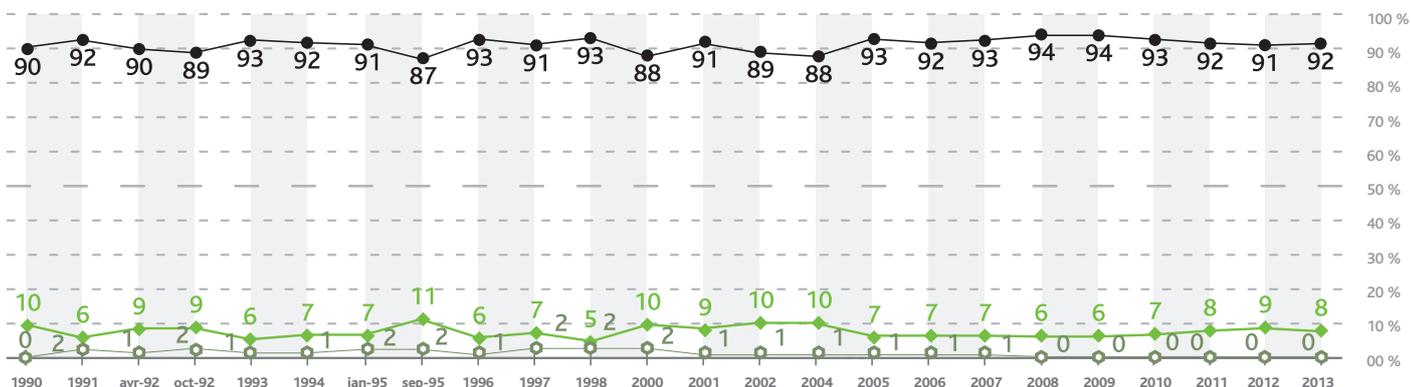
QUESTION

N°4 (suite)

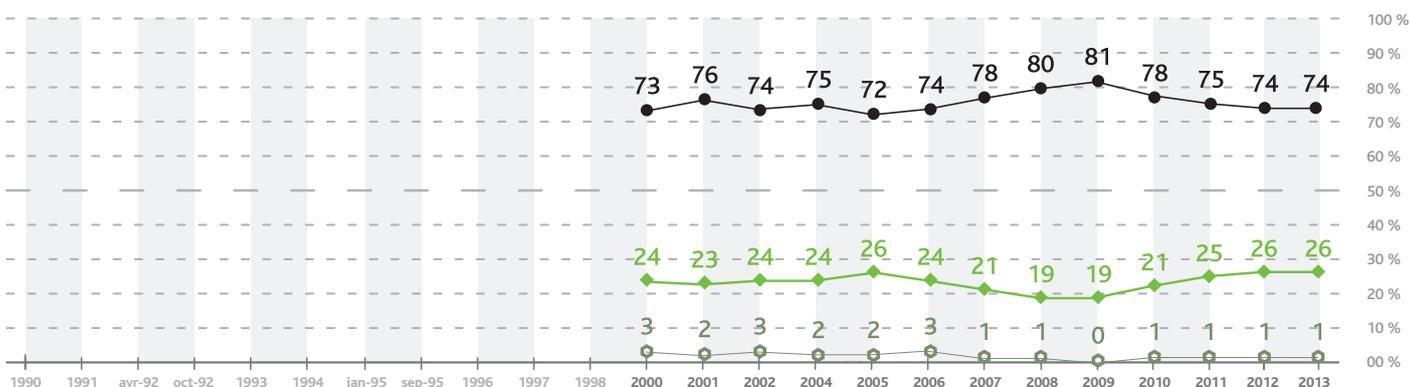
Accepteriez-vous de vivre près...

ÉVOLUTIONS 1990 à 2013

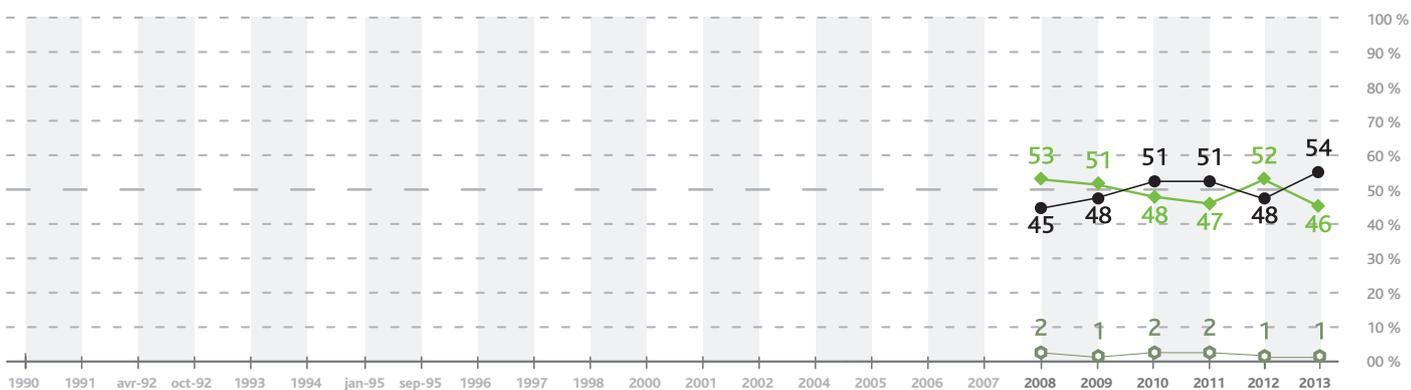
D'une installation chimique importante



De lignes à haute tension

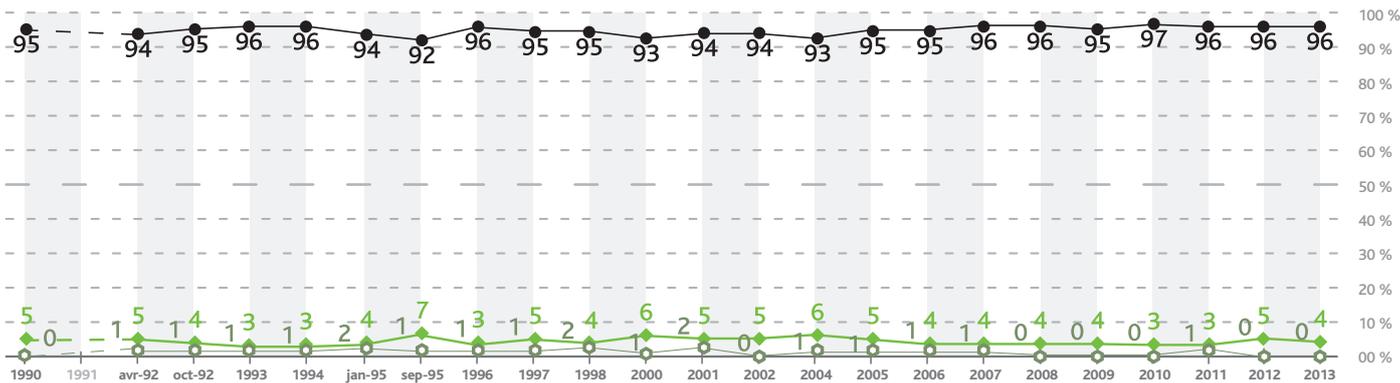


D'un parc éolien

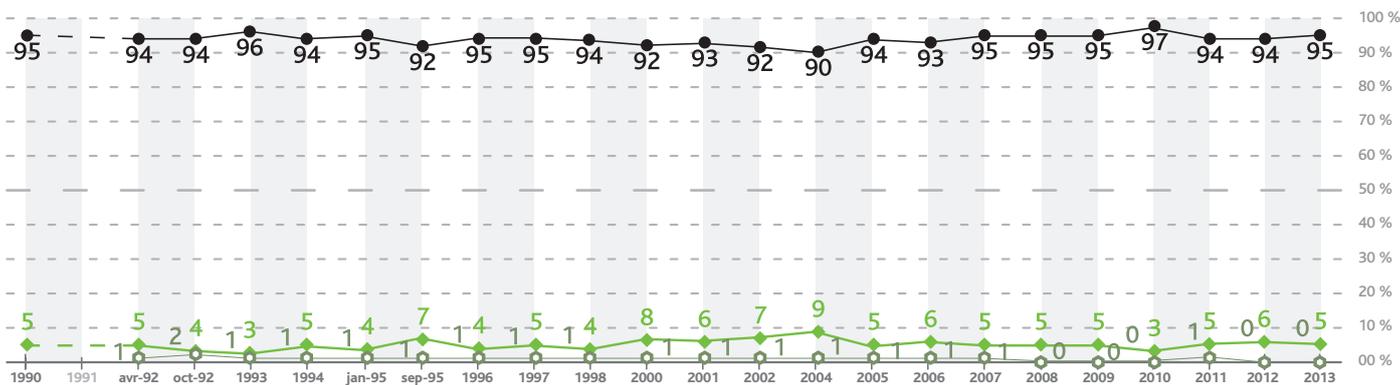


◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

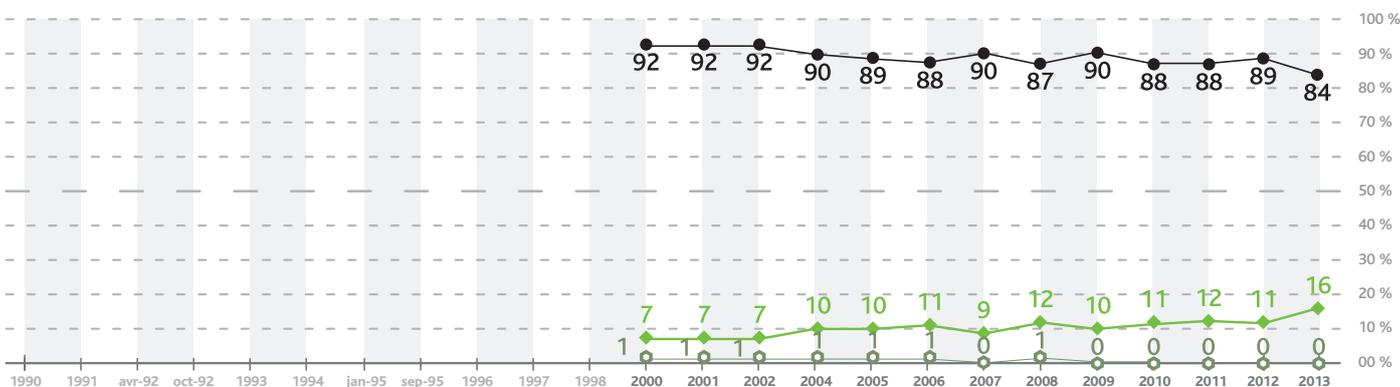
D'un site de stockage de déchets chimiques



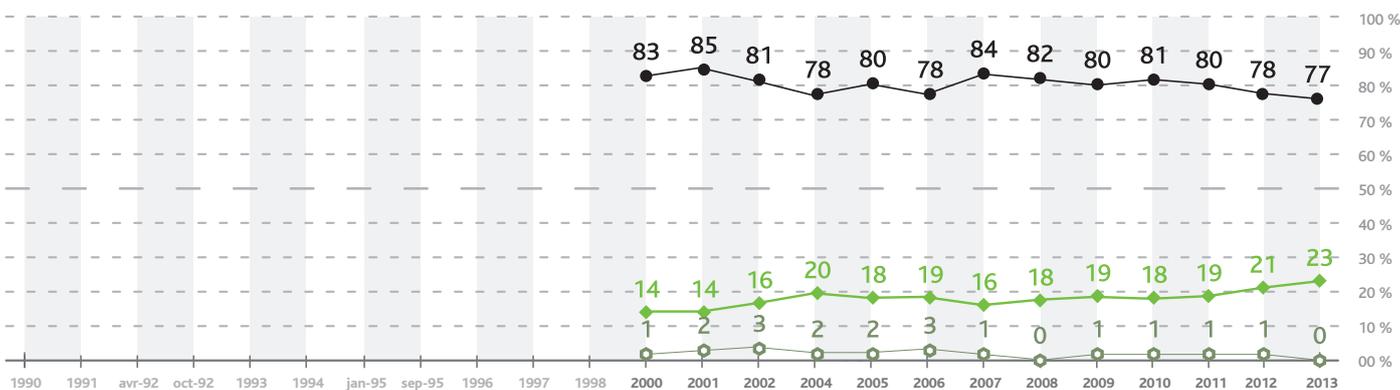
D'un site de stockage de déchets radioactifs



D'une zone inondable



D'une zone sismique



◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

ZOOM SUR LE NUCLÉAIRE

—

PARTIE 4

DOMAINE

4.1 — LES ATTENTES EN MATIÈRE DE MAÎTRISE DU RISQUE NUCLÉAIRE	112 - 117
4.2 — LA CRAINTE DU RISQUE D'ACCIDENT GRAVE	118 - 123
4.3 — LES AVANTAGES ET LES INCONVÉNIENTS AU SUJET DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE	124 - 128
4.4 — LA COMPÉTENCE ET LA CRÉDIBILITÉ DES INTERVENANTS DU NUCLÉAIRE	129 - 143

LES ATTENTES EN MATIÈRE DE MAÎTRISE DU RISQUE NUCLÉAIRE



QUESTION N°1

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

QUESTION N°2

Je vais vous citer différentes mesures relatives au renforcement de la sûreté des sites nucléaires. Pour chacune des mesures suivantes, vous me direz si vous la jugez prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire pour renforcer la sûreté des sites nucléaires.

RISQUES PERÇUS

La crainte d'un accident très grave est toujours plus élevée

Cette crainte se manifeste au travers de deux opinions très largement partagées : d'une part, les Français estiment dans leur quasi-totalité que si un accident se produisait dans une centrale nucléaire en France, il aurait des conséquences très graves ; d'autre part, plus de neuf personnes sur dix jugent que les responsables des sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même très improbables. Cette crainte, telle qu'elle est exprimée à travers ces opinions, n'a jamais été aussi élevée. Le léger mieux qui avait prévalu en 2012 est effacé en 2013.

Les Français redoutent également les risques sur la santé et sur l'environnement : les deux tiers d'entre eux sont d'accord avec

l'idée que « la radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers », et deux sur trois également approuvent l'idée que « les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques ». Dans les deux cas, il s'agit presque des points les plus élevés dans la série historique : il n'y a qu'en 2011, à la suite de l'accident de Fukushima-Daiichi, que ces deux craintes avaient été un peu plus vives. Par ailleurs, les affirmations plus positives reçoivent un accueil très mitigé (« Toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises ») ou sont même contestées (« Autour des installations nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs » et « Autour des installations nucléaires, les produits agricoles sont aussi bons qu'ailleurs »). Les pourcentages observés rejoignent la tendance observée depuis 2008 après une année 2012 un peu meilleure.

ACTIONS PRÉVENTIVES

Toutes les actions préventives proposées apparaissent à des degrés divers comme prioritaires

Multiplier les inspections, prendre davantage en compte le facteur humain, développer la recherche pour renforcer la sûreté, améliorer la capacité de la France à gérer une crise nucléaire, demeurent les quatre principales priorités : ces actions sont citées comme prioritaires par au moins trois personnes sur quatre. Comme pour la question relative à la dif-

fusion des résultats d'expertise, un effritement des réponses « prioritaire » peut toutefois être observé (voir partie 2). L'institut BVA, qui a réalisé le terrain du Baromètre, confirme que, face à la crise, les questions économiques tendent à prendre le pas dans l'opinion publique sur tous les autres sujets, notamment sur la santé et l'éducation, traditionnellement considérées comme prioritaires par les Français¹.

1. Interrogés en octobre 2013 sur les sujets qui leur semblent les plus importants, les Français mettent en avant le chômage (+ 13 points par rapport à août 2012), le pouvoir d'achat (+ 3) et les impôts et taxes (+ 17) ; en revanche, ils classent plus bas dans leurs préoccupations l'école et l'éducation (- 16 points par rapport à août 2012) et l'assurance maladie et la santé (- 15). Sondage réalisé par BVA pour Orange, L'Express, la presse régionale et France Inter.

— ÉCLAIRAGE

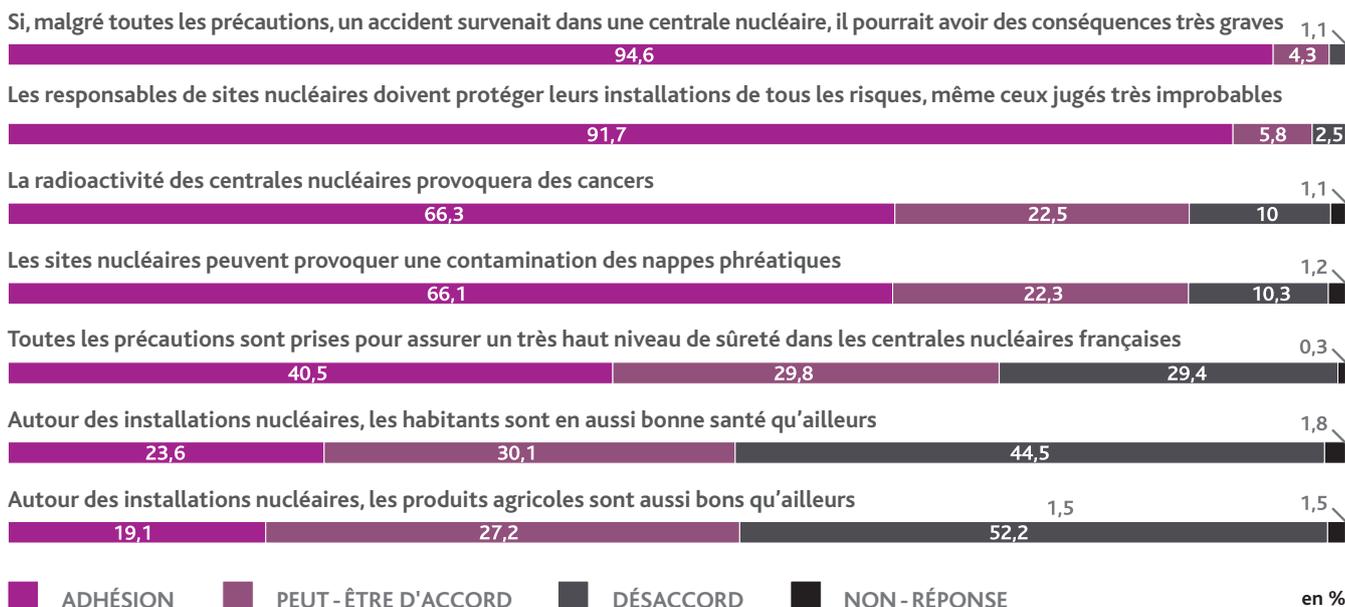
Les Français perçoivent les risques nucléaires avec acuité. Ils redoutent aussi bien la possibilité d'un accident grave que les risques sur la santé ou sur l'environnement. Ils attendent beaucoup des actions préventives.

QUESTION N°1

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

OCTOBRE 2013

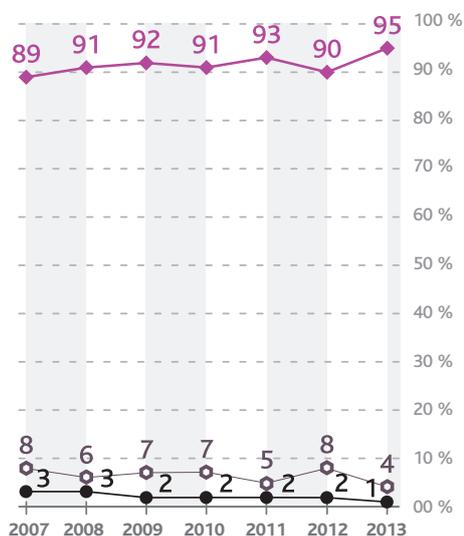
La modalité «adhésion» regroupe les modalités «bien d'accord» et «entièrement d'accord»; «désaccord» regroupe les «pas du tout d'accord» et «pas tellement d'accord».



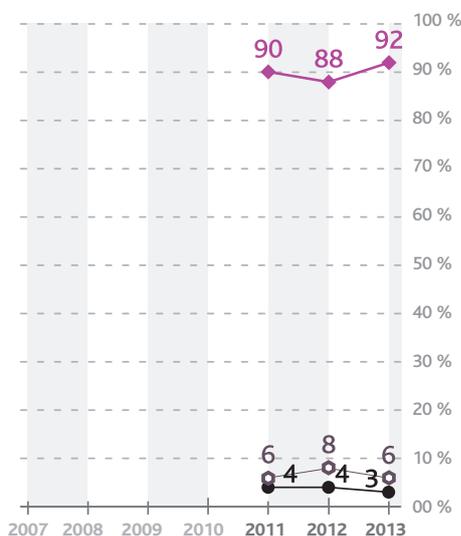
ÉVOLUTIONS 2007 À 2013

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité «+ ou - d'accord».

Si, malgré toutes les précautions, un accident survenait dans une centrale nucléaire, il pourrait avoir des conséquences très graves.

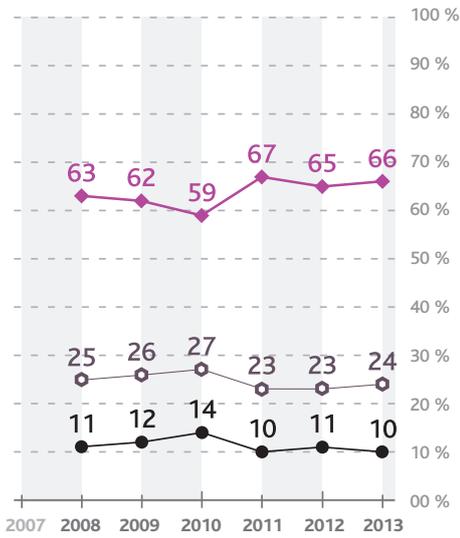


Les responsables de sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables.

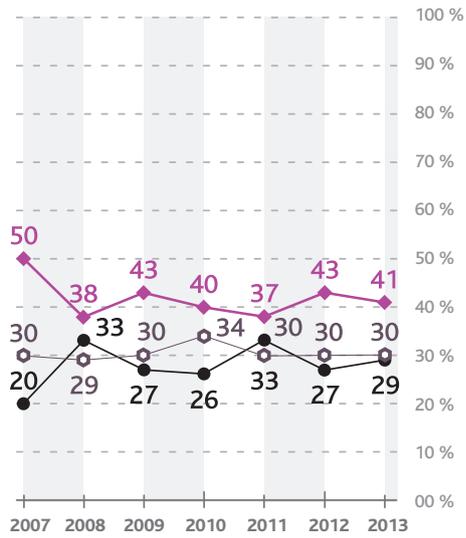


◆ D'ACCORD ◊ + OU - D'ACCORD ● PAS D'ACCORD

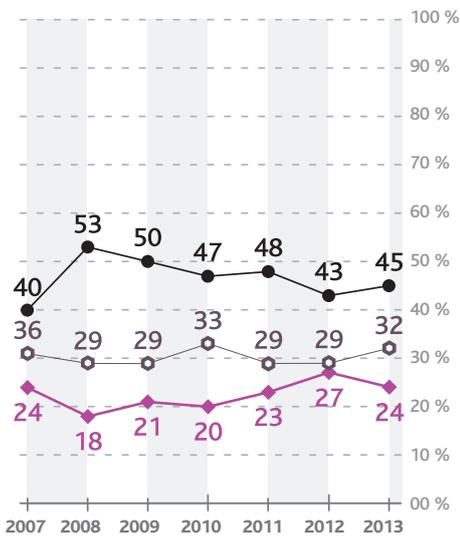
Les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques.



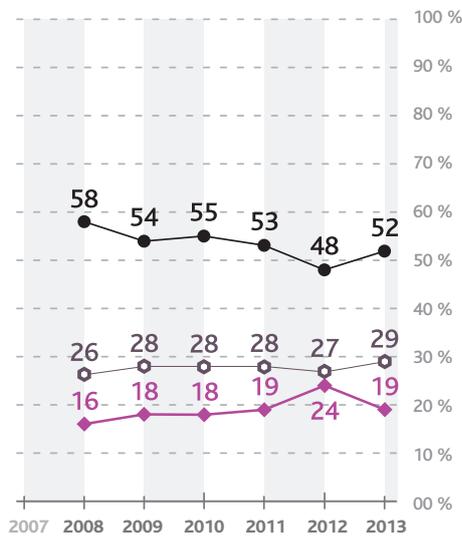
Toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises.



Autour des installations nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs.



Autour des installations nucléaires, les produits agricoles sont aussi bons qu'ailleurs.



ÉVOLUTIONS 1977 À 2013

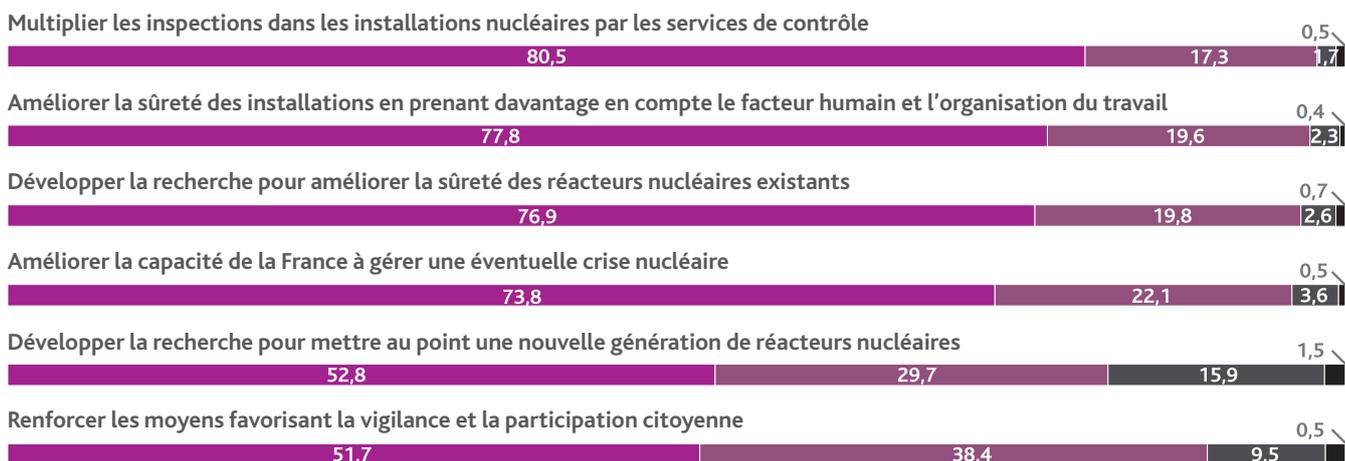
La proposition «La radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers» était posée dans les enquêtes Agoramétrie entre 1977 et 1991. On observe une augmentation des % d'accord après la survenue de l'accident de Tchernobyl. Le temps ne semble rien avoir changé. Ils sont toujours plus de 60 % à adhérer à cette proposition.



QUESTION N°2

Je vais vous citer différentes mesures relatives au renforcement de la sûreté des sites nucléaires. Pour chacune des mesures suivantes, vous me direz si vous la jugez prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire pour renforcer la sûreté des sites nucléaires.

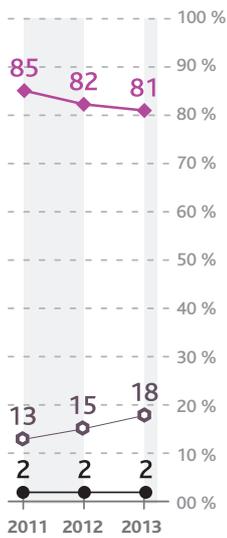
OCTOBRE 2013



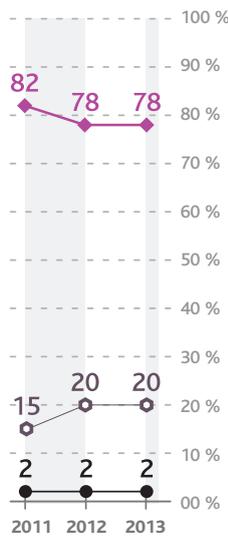
■ PRIORITAIRE ■ IMPORTANTE MAIS PAS PRIORITAIRE ■ SECONDAIRE ■ NON - RÉPONSE en %

ÉVOLUTIONS 2011 À 2013

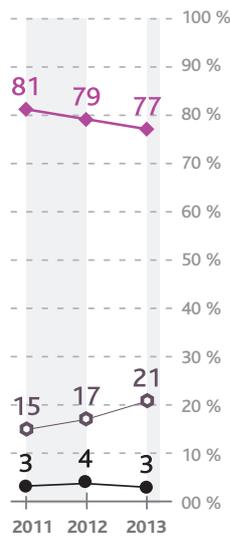
Multiplier les inspections dans les installations nucléaires par les services de contrôle.



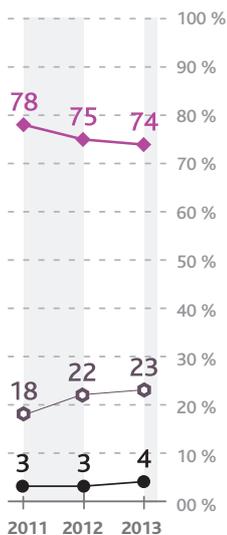
Améliorer la sûreté des installations en prenant davantage en compte le facteur humain et l'organisation du travail.



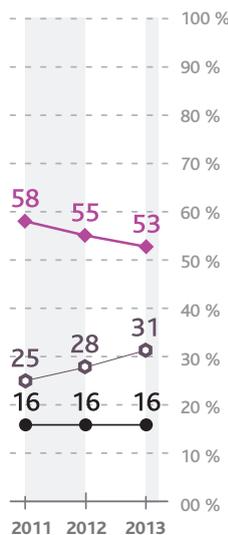
Développer la recherche pour améliorer la sûreté des réacteurs nucléaires existants.



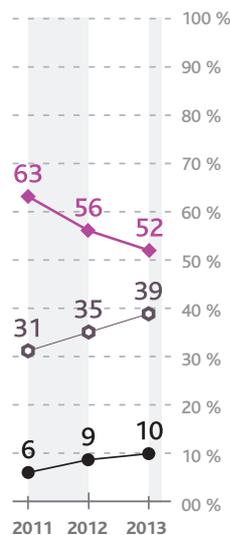
Améliorer la capacité de la France à gérer une éventuelle crise nucléaire.



Développer la recherche pour mettre au point une nouvelle génération de réacteurs nucléaires.



Renforcer les moyens favorisant la vigilance et la participation citoyenne.



LA CRAINTE DU RISQUE D'ACCIDENT GRAVE



QUESTION N°3

Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?

QUESTION N°4

Parmi les événements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ?

QUESTION N°5

Selon vous, un accident dans une centrale nucléaire ayant la même ampleur qu'à Fukushima peut-il se produire en France ?

QUESTION N°6

Votre opinion sur les centrales nucléaires françaises a-t-elle été modifiée par l'accident de Fukushima ou par ce que vous en avez appris ?

QUESTION N°7

À votre avis, depuis 10 ans, en France, les risques liés aux installations nucléaires ont plutôt...

QUESTION N°8

Et dans les 10 ans à venir, ces risques liés aux installations nucléaires vont-ils plutôt...

LE NUCLÉAIRE EFFRAYE

Pour les Français, les accidents de Fukushima-Daiichi et de Tchernobyl sont les deux événements catastrophiques les plus effrayants

Parmi les différents événements catastrophiques, ceux qui apparaissent les plus effrayants sont l'accident nucléaire de Fukushima-Daiichi (mentionné par près de quatre personnes sur dix) et celui de Tchernobyl (près d'une personne sur quatre).

Dans les deux cas, les proportions observées sont plus fortes qu'en 2011 et 2012. La troisième catastrophe la plus citée est le séisme et le tsunami de mars 2011 au Japon, catastrophe qui a provoqué celle de Fukushima-Daiichi : un peu moins d'une personne sur cinq la mentionne comme l'événement le plus effrayant, une proportion proche de celles observées en 2011 et 2012. Les autres catastrophes ne sont mentionnées que par des petites minorités de la population.

L'accident de Fukushima-Daiichi semble avoir fortement marqué les esprits : près de deux Français sur trois craignent qu'un accident de même ampleur se produise dans une centrale nucléaire en France. Cette crainte est toutefois en recul (- 8 points par rapport à 2011). Un peu plus d'un Français sur trois déclare avoir changé d'opinion sur les centrales nucléaires françaises depuis l'accident de Fukushima-Daiichi et, parmi ceux-ci, les quatre cinquièmes les trouvent moins sûres. Après une année 2012 où la population semblait plus sereine, cette question tend à retrouver la répartition des réponses observée en 2011, ce qui dénote un regain des inquiétudes au sujet de la sûreté des centrales nucléaires françaises : davantage de personnes estiment que l'exemple de Fukushima-Daiichi modifie leur opinion, et dans un sens plus négatif.

DES INQUIÉTUDES PLUS MARQUÉES

Pour la majorité des Français, le risque nucléaire reste le même, mais une minorité, en augmentation, le voit croître

Un dernier indicateur, introduit cette année dans le Baromètre IRSN, se rapporte à l'évolution des risques liés aux installations nucléaires à la fois par rapport au passé et en perspective sur l'avenir. La moitié des Français estime que les risques n'ont pas changé depuis 10 ans et, parmi ceux qui voient un changement, le sentiment dominant est qu'ils ont augmenté.

En perspective sur les 10 prochaines années, les inquiétudes sont encore plus nettes : il y a autant de personnes pour estimer que les risques vont augmenter et pour penser qu'ils ne vont pas changer (soit plus d'une sur trois). Il convient de remarquer que cette structure de réponse est proche de celle observée pour les installations industrielles, montrant ainsi une sensibilité aux risques en général : ceux-ci paraissent de plus en plus grands (voir partie 1).

— ÉCLAIRAGE

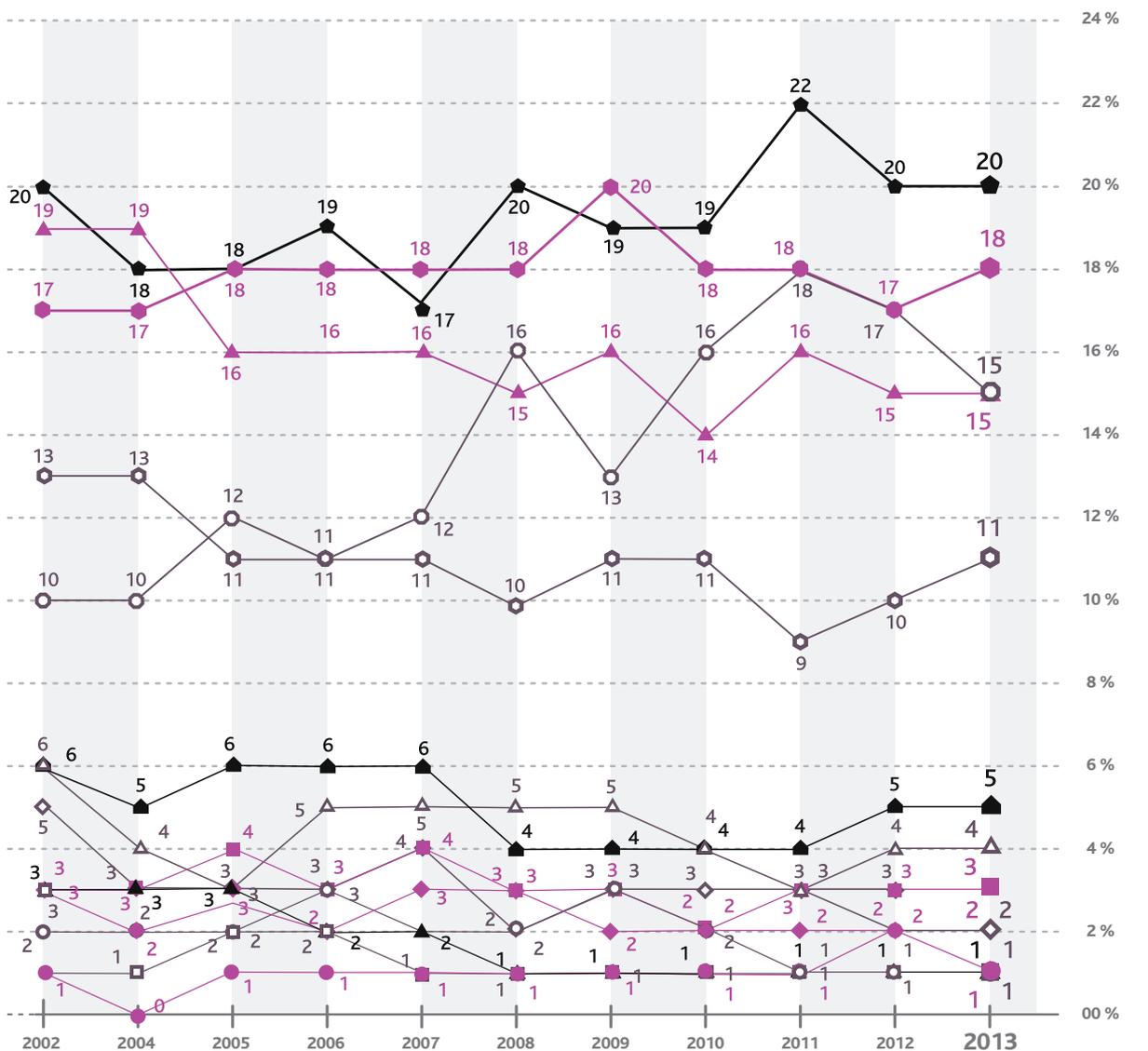
Pour les Français, l'idée d'événement catastrophique évoque avant tout autre les accidents de Tchernobyl et de Fukushima-Daiichi. Les craintes restent durablement vives, même si elles diminuent progressivement, et les répondants, dans une proportion significative (un sur trois), estiment que cet accident a modifié leur opinion au sujet des centrales nucléaires.

QUESTION N°3

Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?

(3 réponses possibles)

ÉVOLUTIONS 2002 À 2013

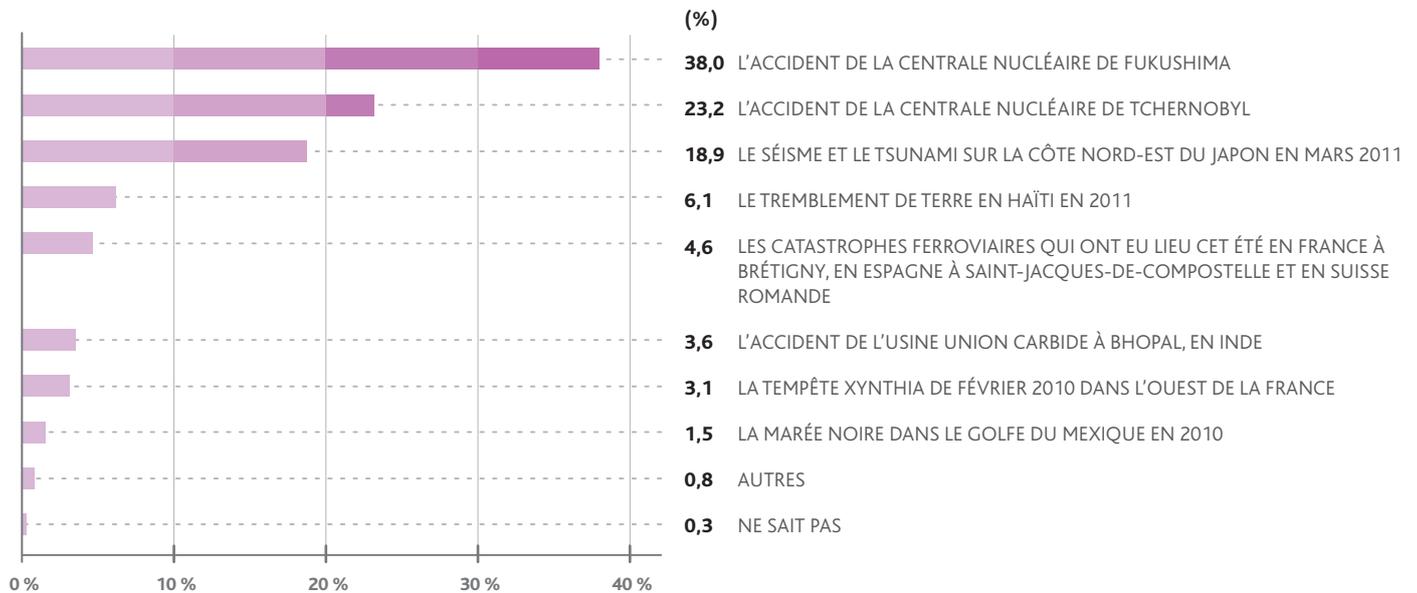


- LES CENTRALES NUCLÉAIRES
- LES RAFFINERIES DE PÉTROLE
- LE TRANSPORT AÉRIEN
- LE STOCKAGE DES DÉCHETS RADIOACTIFS
- LE TRANSPORT PAR ROUTE
- LES INSTALLATIONS MILITAIRES
- LA DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL
- LES LABORATOIRES DE RECHERCHE BIOLOGIQUE
- LES BARRAGES
- LES INSTALLATIONS CHIMIQUES
- LES FABRIQUES ET DÉPÔTS DE FEUX D'ARTIFICE
- LE TRANSPORT PAR RAIL
- NE SAIT PAS
- LES TRANSPORTS DE MATIÈRES DANGEREUSES

QUESTION N°4

Parmi les événements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ?

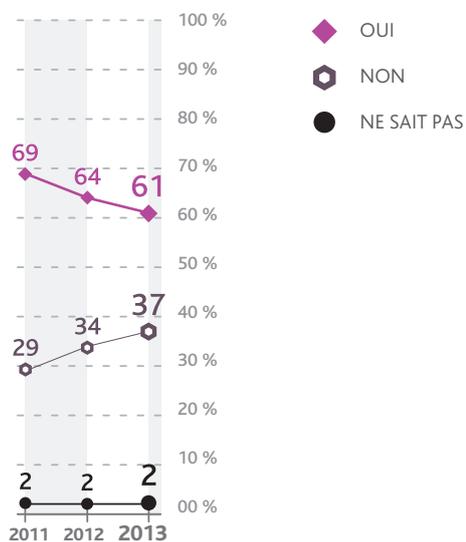
OCTOBRE 2013



QUESTION N°5

Selon vous, un accident dans une centrale nucléaire ayant la même ampleur qu'à Fukushima peut-il se produire en France ?

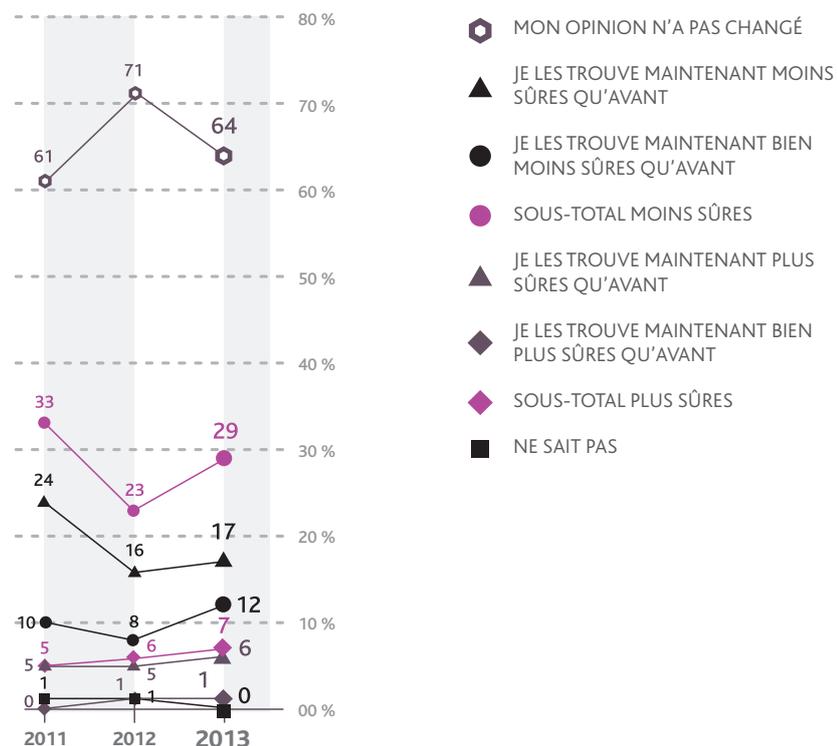
ÉVOLUTIONS 2011 À 2013



QUESTION N°6

Votre opinion sur les centrales nucléaires françaises a-t-elle été modifiée par l'accident de Fukushima ou par ce que vous en avez appris ?

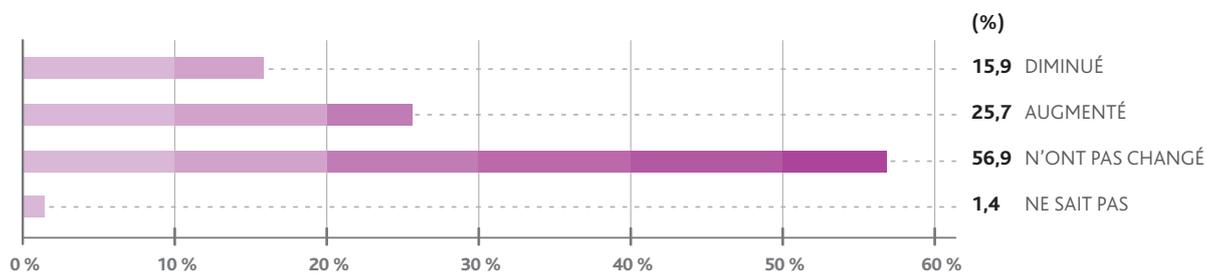
ÉVOLUTIONS 2011 À 2013



QUESTION N°7

À votre avis, depuis 10 ans, en France, les risques liés aux installations nucléaires ont plutôt...

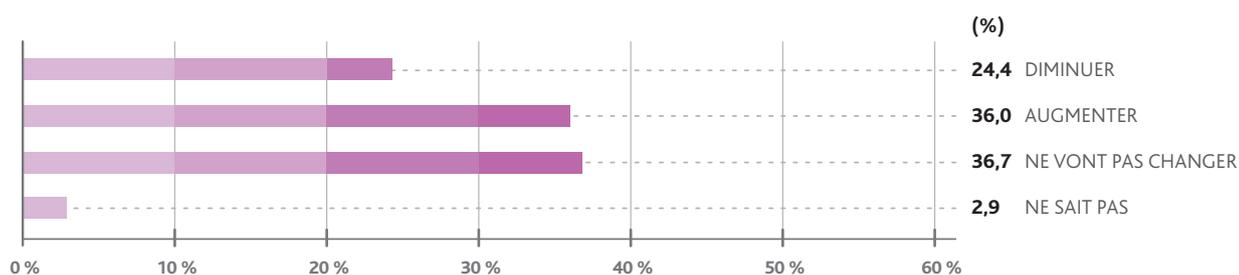
OCTOBRE 2013



QUESTION N°8

Et dans les 10 ans à venir, ces risques liés aux installations nucléaires vont-ils plutôt...

OCTOBRE 2013



LES AVANTAGES ET LES INCONVÉNIENTS AU SUJET DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Depuis ses débuts, l'énergie nucléaire en France provoque de vifs débats. Cette dimension cognitive de l'enjeu nucléaire est abordée à travers des questions sur les arguments (pour ou contre) au sujet du nucléaire et sur la comparaison des différentes formes d'énergies.

QUESTION
N°9

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort pour le nucléaire ?

QUESTION
N°10

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort contre le nucléaire ?

QUESTION
N°11

Parmi les énergies que je vais vous citer, quelle est celle qui correspond le mieux à chacune des qualités suivantes ?

INDÉPENDANCE CONTRE ACCIDENT

L'indépendance énergétique reste l'argument le plus fort en faveur du nucléaire, et contre lui se maintient l'exemple des accidents de Tchernobyl et de Fukushima-Daiichi

Pour quatre Français sur dix, l'argument le plus fort en faveur du nucléaire demeure l'indépendance énergétique. La prégnance de cet argument diminue significativement (- 6 points en un an) au profit de l'absence de gaz à effet de serre (+ 4 points), ce qui semble confirmer le regain de la sensibilité écologique observé dans d'autres questions. Il convient toutefois de remarquer que, sur 10 ans, l'indépendance énergétique a sensiblement progressé (+ 14 points de 2002 à 2012). L'argument du coût du kilowattheure demeure en 2^e position ; le pourcentage est sensiblement le même qu'en 2002 mais la progression depuis 2008 est nette (+ 10 points). La baisse

concomitante jusqu'en 2012 de l'argument « absence d'effet de serre » peut vraisemblablement être interprétée comme un effet de la crise économique.

Parmi les arguments contre, c'est toujours l'exemple des accidents de Tchernobyl et de Fukushima-Daiichi qui apparaît le plus fort : plus de quatre personnes sur dix le retiennent. Cet argument dépasse même son précédent niveau le plus élevé, atteint en 2011. L'argument des déchets nucléaires est retenu cette année par une personne sur cinq. Son importance, qui avait sensiblement augmenté entre 2002 et 2009, a fortement décliné depuis (- 15 points), principalement au profit des accidents de Tchernobyl et de Fukushima-Daiichi mais aussi à l'avantage de la vulnérabilité des installations nucléaires, argument choisi également par une personne sur cinq, en progression de 8 points depuis 2005.

PERFORMANCE

Le caractère performant du nucléaire est son seul avantage comparatif par rapport aux autres formes d'énergies. Sur tous les autres critères, le nucléaire semble moins intéressant

Une nouvelle question introduite dans l'édition 2014 du Baromètre IRSN a pour objet de comparer les différentes énergies selon divers points de vue, notamment les aspects environnementaux, traités dans le Baromètre IRSN. Dans cette comparaison, l'image du nucléaire apparaît assez faible : le seul point sur lequel il apparaît meilleur que les autres formes d'énergies

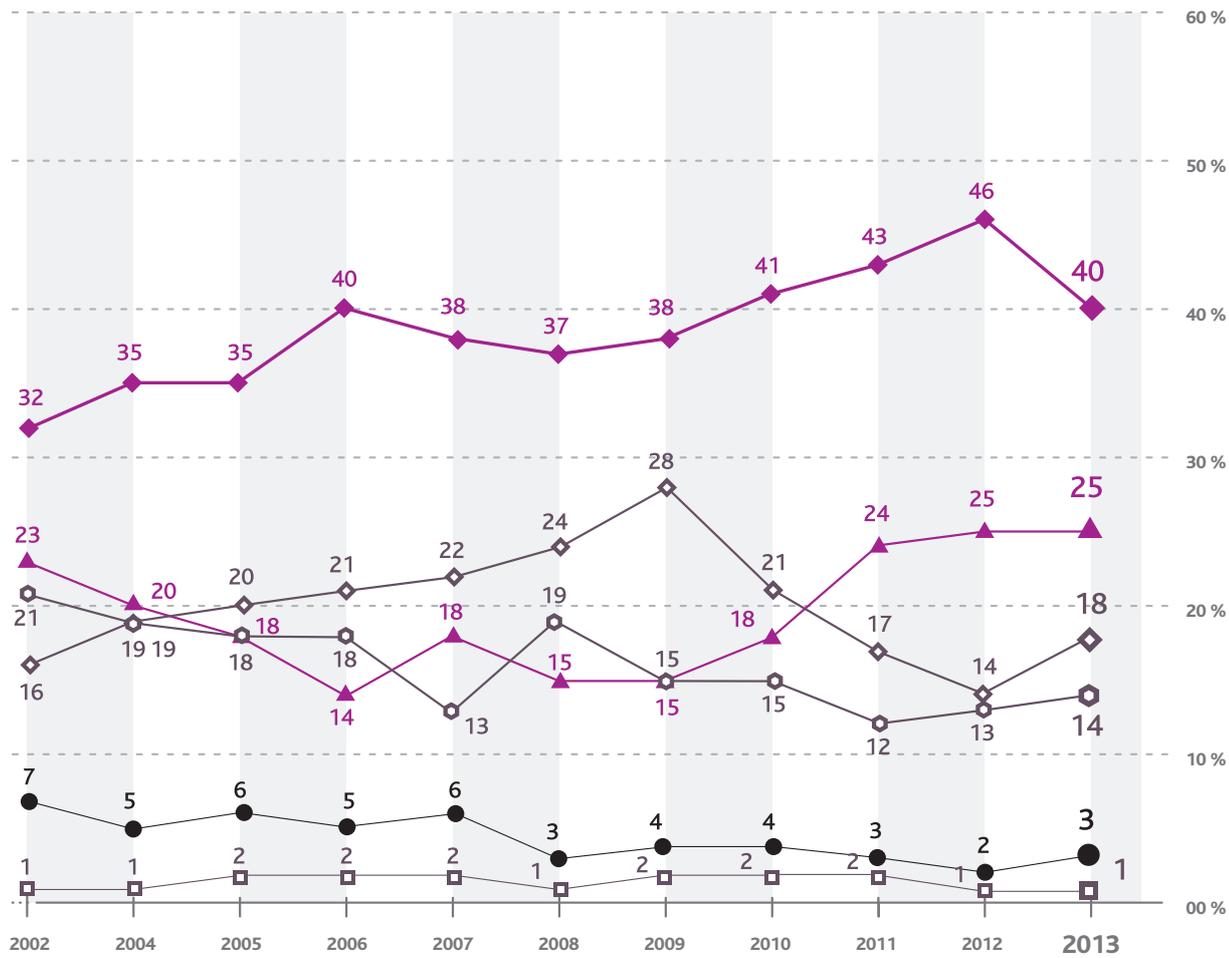
est, pour près d'un Français sur deux, son caractère performant. Parmi les autres critères de comparaison, le nucléaire se situe en deuxième ou troisième position sur deux critères économiques, sur lesquels l'énergie solaire arrive en tête. Cette tendance est confirmée par une étude Ademe¹ ayant posé une question semblable. Il convient cependant de rappeler que les résultats du Baromètre IRSN ont montré depuis longtemps le caractère global des représentations au sujet du nucléaire : elles correspondent à une vision de la société plus qu'à une analyse coût-avantage des formes d'énergies.

1. Source : enquête de l'Ademe «Énergie renouvelable - BVA 2011».

QUESTION N°9

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort pour le nucléaire ?

ÉVOLUTIONS 2002 À 2013

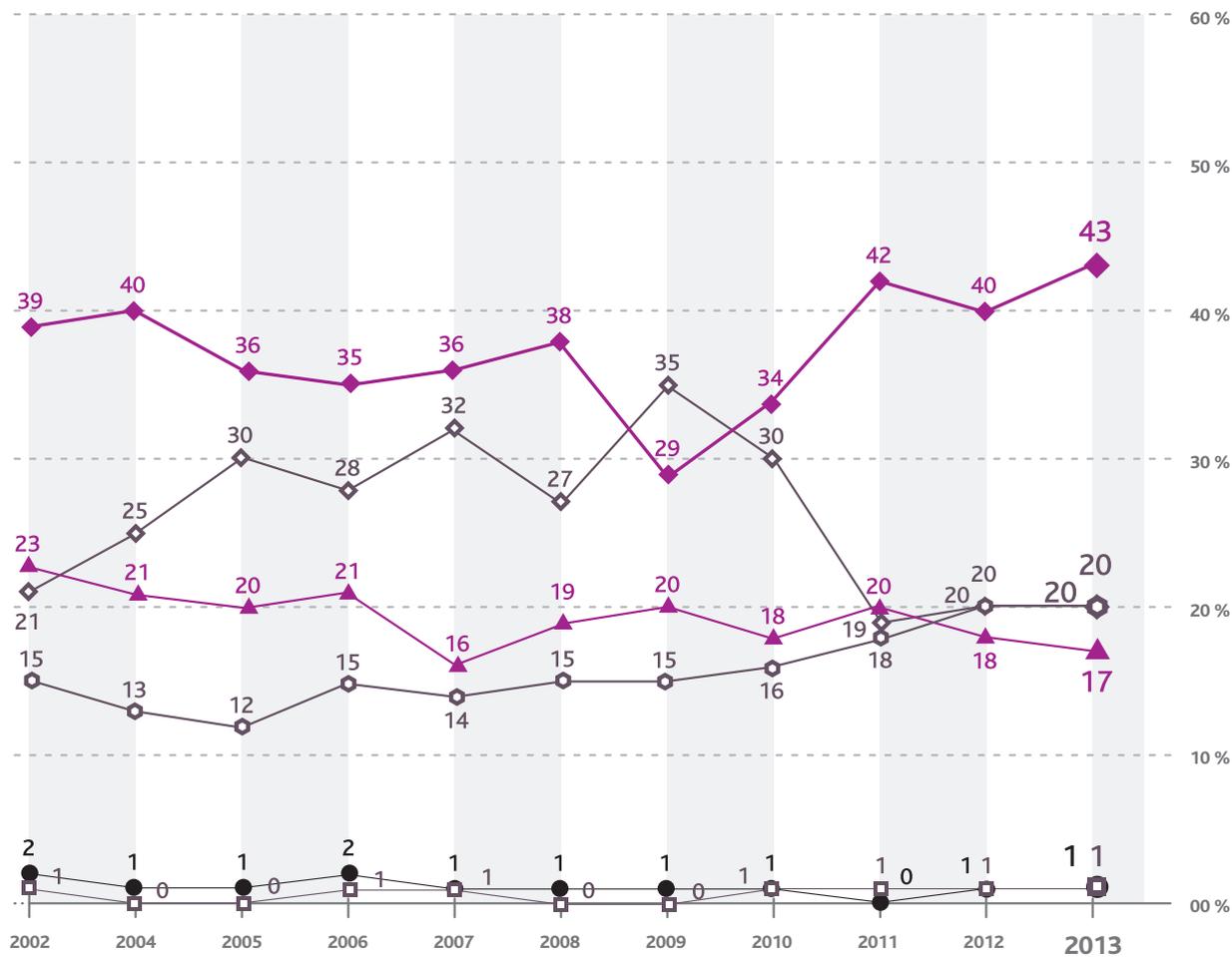


- ◆ L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE
- ▲ LE COÛT DU KILOWATTHEURE
- ◇ L'ABSENCE D'ÉMISSION DE GAZ CARBONIQUE
- ⬡ LA SÛRETÉ DES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES
- NE SAIT PAS
- ⬡ AUTRE RAISON

QUESTION N°10

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort contre le nucléaire ?

ÉVOLUTIONS 2002 À 2013



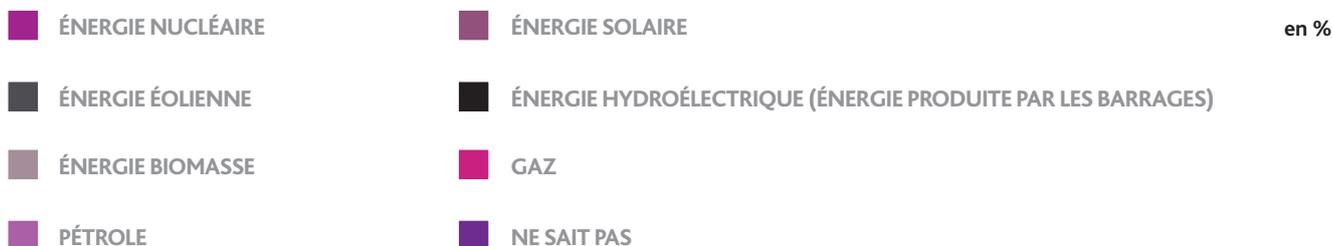
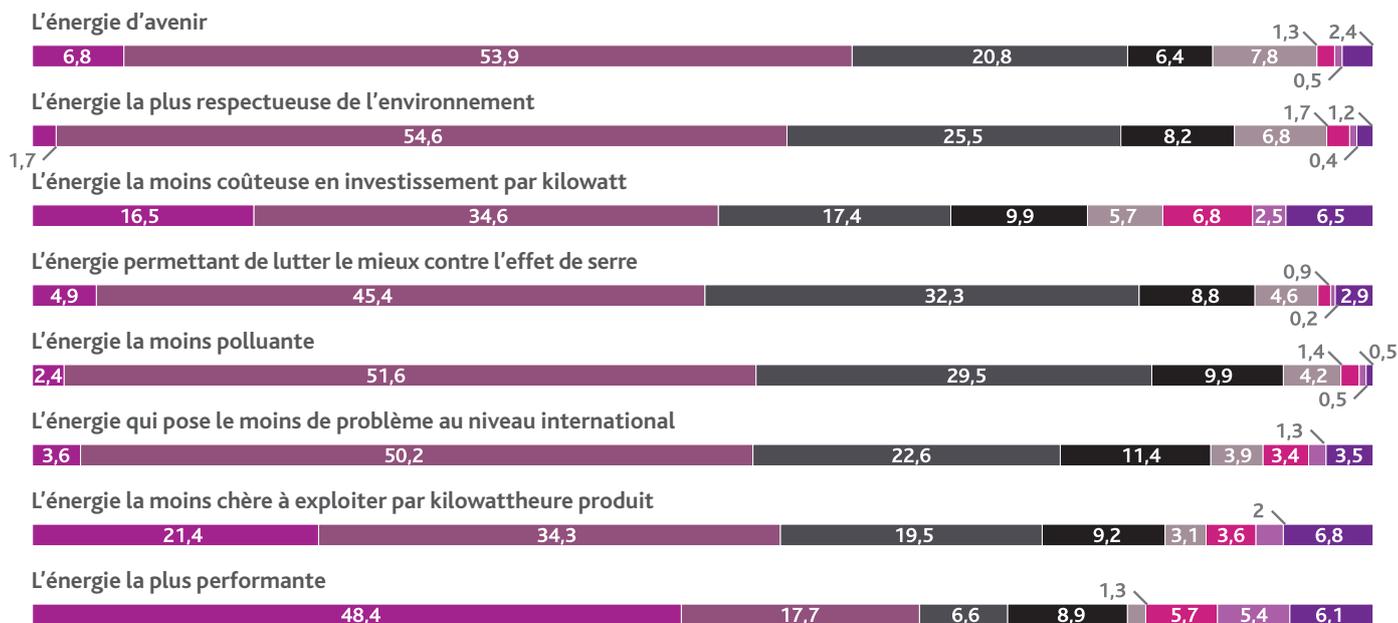
- ◆ LES ACCIDENTS DE TCHERNOBYL ET DE FUKUSHIMA¹
- ◇ LES DÉCHETS NUCLÉAIRES
- ⬠ LA VULNÉRABILITÉ DES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES
- ▲ LE MANQUE DE TRANSPARENCE DANS L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE
- ◻ NE SAIT PAS
- AUTRE RAISON

¹. Avant 2011, la modalité de réponse était «L'accident de Tchernobyl».

QUESTION N°11

Parmi les énergies que je vais vous citer, quelle est celle qui correspond le mieux à chacune des qualités suivantes ?

OCTOBRE 2013



LA COMPÉTENCE ET LA CRÉDIBILITÉ DES INTERVENANTS DU NUCLÉAIRE

QUESTION N°12

Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

QUESTION N°13

Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

COMPÉTENCES

L'évaluation de la compétence de la plupart des intervenants du nucléaire diminue nettement par rapport à l'édition 2013 du Baromètre IRSN

La baisse est très forte pour les médecins (qui pâtissent peut-être des scandales récents comme l'affaire du Mediator), l'OPECST, le gouvernement, les élus locaux, EDF, le HCTSIN, les CLI. Il convient de remarquer que, pour EDF, il s'agit du point de compétence le plus bas enregistré par le Baromètre IRSN depuis 1996. Par comparaison, la stabilité de l'évaluation de la compétence apparaît comme un bon résultat pour des institutions telles que le CNRS, les associations de consommateurs, l'IRSN, les experts

internationaux ou les syndicats. Toutefois, le classement des intervenants reste à peu près le même qu'en 2012 : les institutions vues le plus souvent comme compétentes (par plus de sept personnes sur dix) demeurent le CNRS, l'IRSN, le CEA, les organismes d'experts internationaux, l'Andra, les organismes de contrôle de l'État (ASN...), l'Académie des sciences, le HCTSIN et EDF.

Au-delà de l'effacement de l'amélioration de 2012, la stabilité du classement suggère que les questions de compétence perçue ne sont pas spécifiques à une institution. Elle peut être reliée à un regain de défiance vis-à-vis des institutions, les Français estimant les pouvoirs publics inefficaces face à la crise économique.

CRÉDIBILITÉ

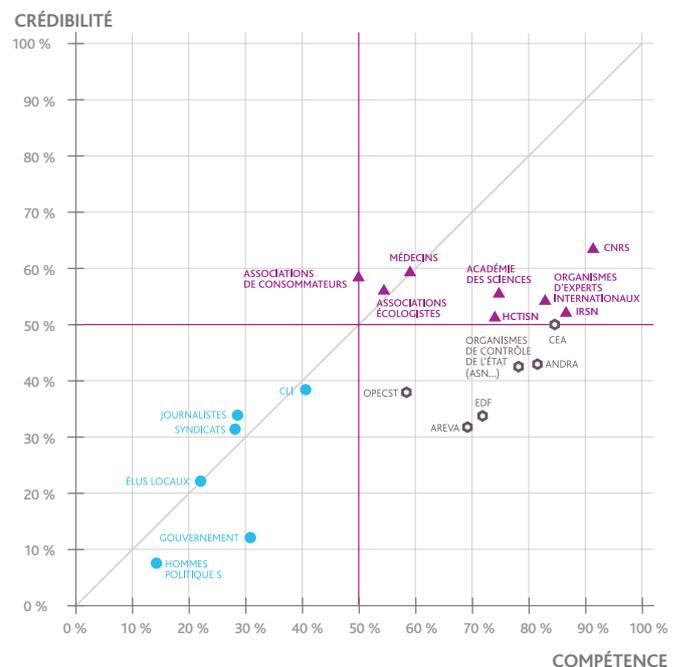
L'opinion des Français est stable à propos de la crédibilité des intervenants du nucléaire

Pour ce qui concerne la crédibilité de ces mêmes intervenants (sous-tendue par l'idée qu'ils « disent la vérité sur le nucléaire »), les évaluations sont assez stables. Mais il convient de noter une baisse en ce qui concerne les CLI, l'OPECST, Areva, les élus locaux et le gouvernement.

Le classement est inchangé : le CNRS et les associations de consommateurs sont perçus comme les plus crédibles au sujet de l'information qu'ils donnent sur le nucléaire, suivis par les médecins, les associations écologistes, l'Académie des sciences, les organismes d'experts internationaux, l'IRSN, le CEA et le HCTSIN.

CRÉDIBILITÉ - COMPÉTENCE DES INTERVENANTS

Chaque intervenant du domaine nucléaire étant rangé dans le diagramme selon son score de compétence et de crédibilité, on obtient le graphique ci-contre, où apparaît nettement la position des différents intervenants. Sur la diagonale, sont positionnés ceux qui sont jugés au même niveau de compétence que de crédibilité. En dessous de la diagonale, ceux que le public juge plus compétents que crédibles et au-dessus de la diagonale, ceux à qui on accorde plus de crédibilité que de compétence.



— ÉCLAIRAGE

À quelques exceptions près, dont l'IRSN, les intervenants du nucléaire sont jugés avec une certaine sévérité : leur compétence est nettement moins bien évaluée qu'en 2012. La crédibilité de ces mêmes intervenants est cependant moins entamée.

La stabilité des classements suggère un mouvement de fond touchant les institutions en général, dans un contexte où la perpétuation de la crise fait douter de l'efficacité des responsables politiques et économiques.

QUESTION N°12 — COMPÉTENCE

Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

70 % et +	OUI	NON	NE SAIT PAS
Le CNRS	90,7	8,1	1,2
L'IRSN	86,2	9,7	4,1
Le CEA	84,1	11,8	4,1
Les organismes d'experts internationaux	82,5	14,8	2,7
L'Andra	80,4	15	4,6
Les organismes de contrôle de l'État (ASN, etc.)	78,3	19,8	2
L'Académie des sciences	74,4	22,8	2,8
Le HCTISN	73,3	22,4	4,3
EDF	73,3	24,7	2,1
- de 70 %			
Areva (ex-Cogema)	68	25	6,9
Les médecins	58,8	39,7	1,5
L'OPECST	58,3	30,7	11
Les associations écologistes	54,7	43,3	2
Les associations de consommateurs	50,3	47,9	1,8
- de 50 %			
Les CLI	40,5	47,9	11,5
Le gouvernement	31,2	67,3	1,5
Les journalistes	27,6	70,8	1,6
Les syndicats	27,2	70,6	2,2
Les élus locaux	22,8	75,4	1,8
Les hommes politiques	14	85	1

QUESTION N°13 — VÉRITÉ

Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

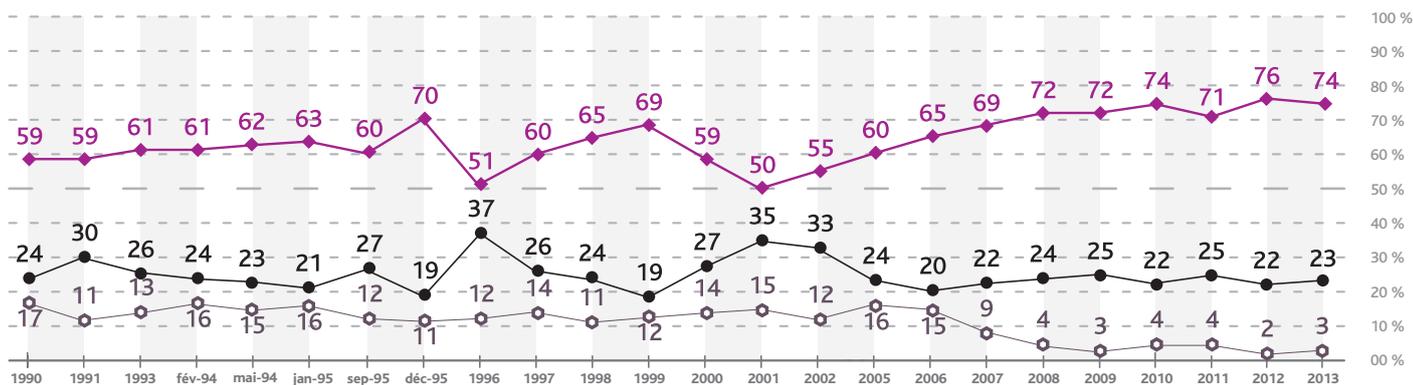
60 % et +	OUI	NON	NE SAIT PAS
Le CNRS	63,3	32,9	3,8
- de 60 %			
Les associations de consommateurs	59,3	37,2	3,4
Les médecins	57	36,3	3,6
Les associations écologistes	56,4	40,6	3
L'Académie des sciences	54,8	41,1	4,1
Les organismes d'experts internationaux	52,6	42,6	4,8
L'IRSN	52,3	42	5,7
Le CEA	50,1	44,1	5,8
- de 50 %			
Le HCTISN	47,9	46,5	5,6
L'Andra	43,5	50,8	5,7
Les organismes de contrôle de l'État (ASN, etc.)	41,7	54,7	3,6
- de 40 %			
Les CLI	38,2	50,9	11
L'OPECST	36,7	52,4	10,9
Les journalistes	33,8	63,1	3,1
EDF	33,6	62,9	3,5
Areva (ex-Cogema)	32,4	61,9	5,7
Les syndicats	30,8	65,6	3,6
- de 30 %			
Les élus locaux	21	75,1	3,8
Le gouvernement	12,9	84,8	2,3
Les hommes politiques	6,8	90,7	2,4

QUESTION N°12

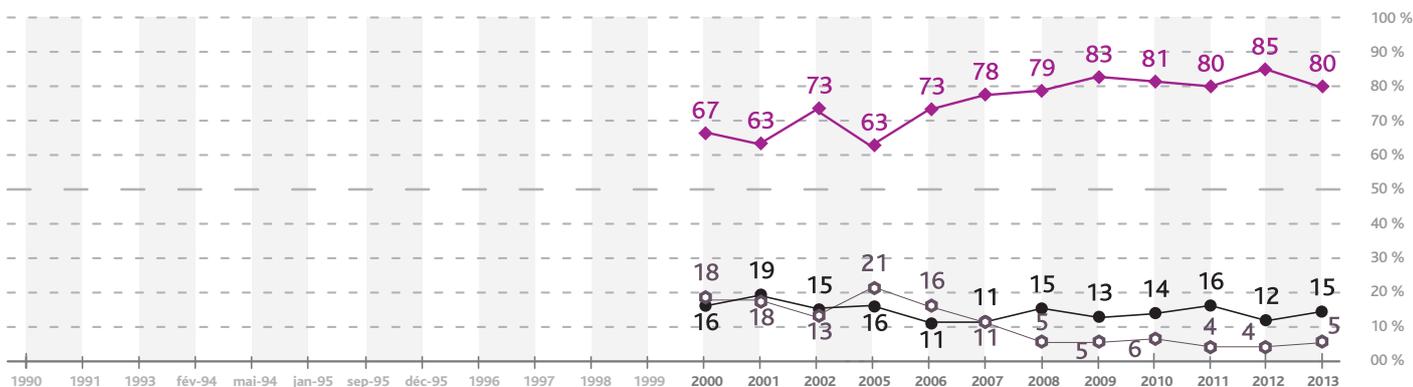
Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE 1990 À 2013

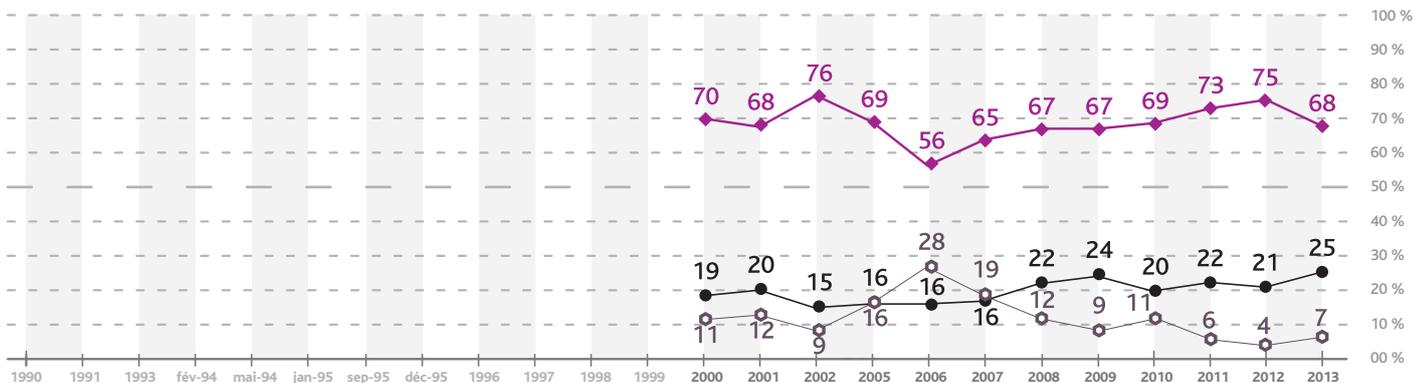
L'Académie des sciences



L'Andra

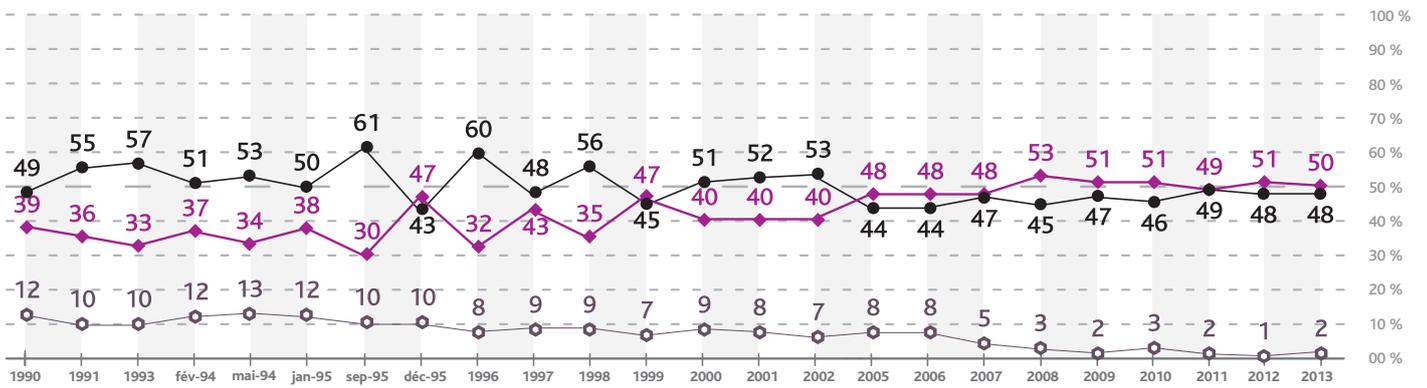


Areva (Cogema jusqu'en 2005)

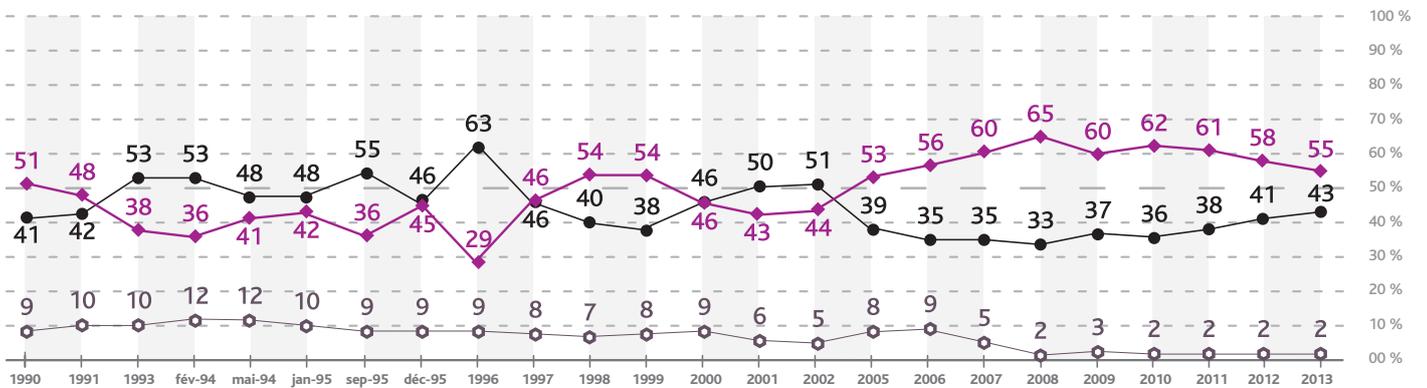


◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

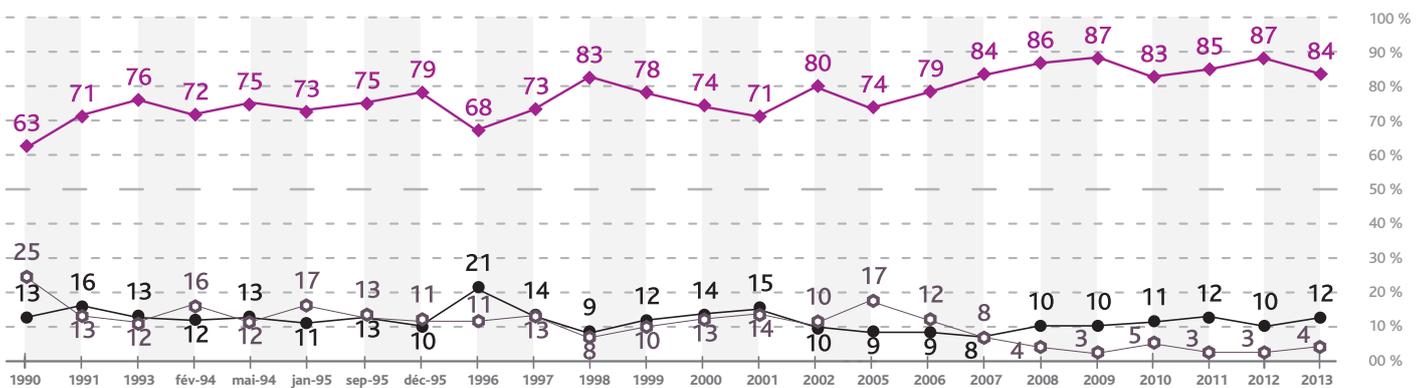
Les associations de consommateurs



Les écologistes (depuis 1998, il s'agit des associations écologistes)



Le CEA



◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

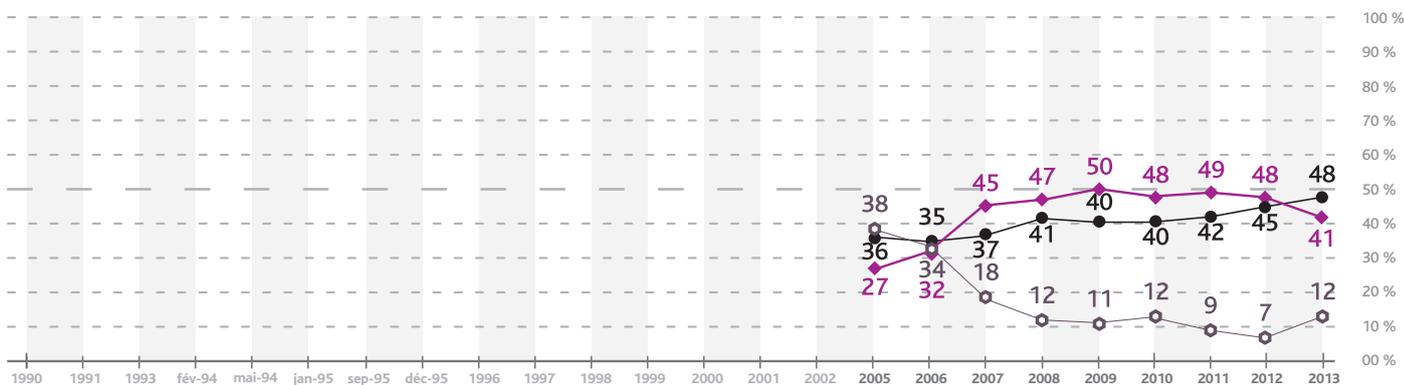
QUESTION

N°12 (suite)

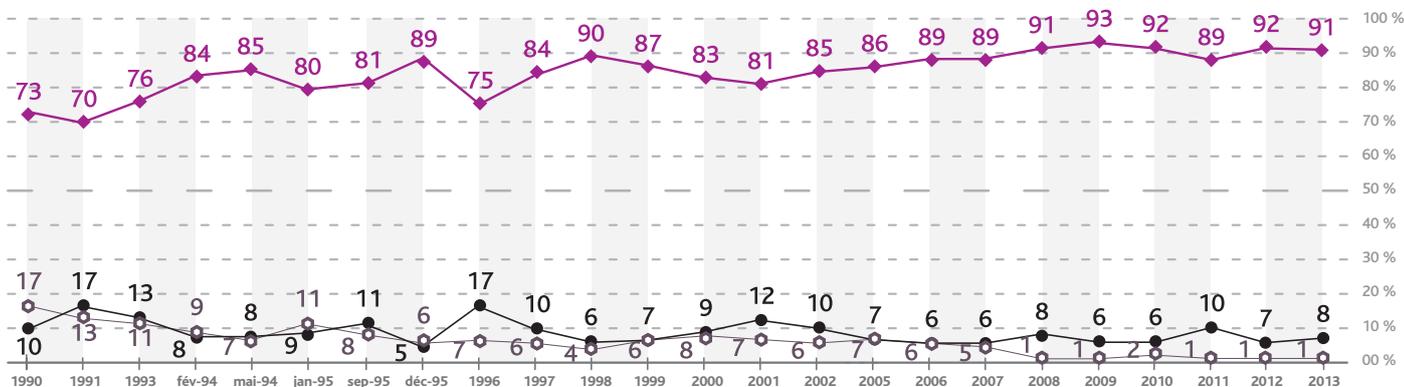
Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE 1990 À 2013

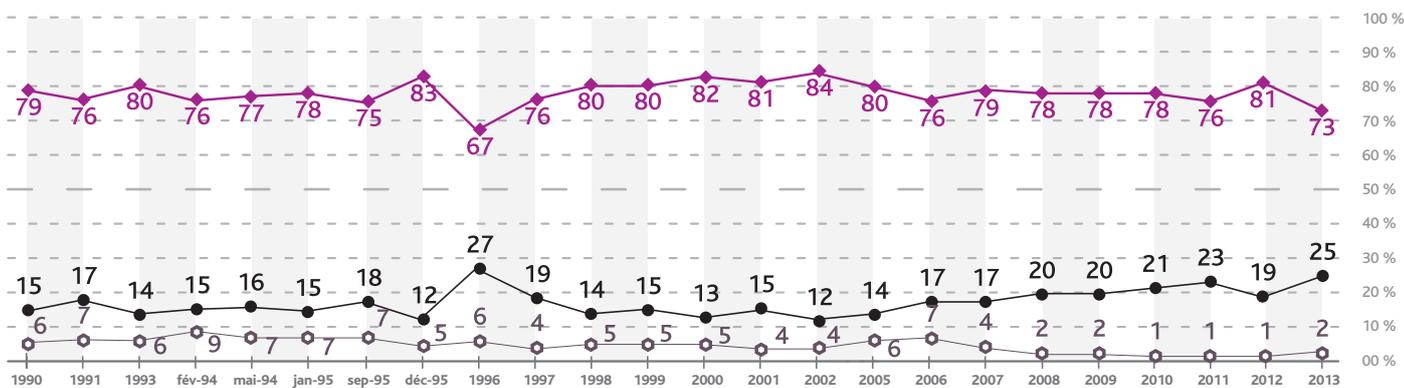
Les CLI



Le CNRS

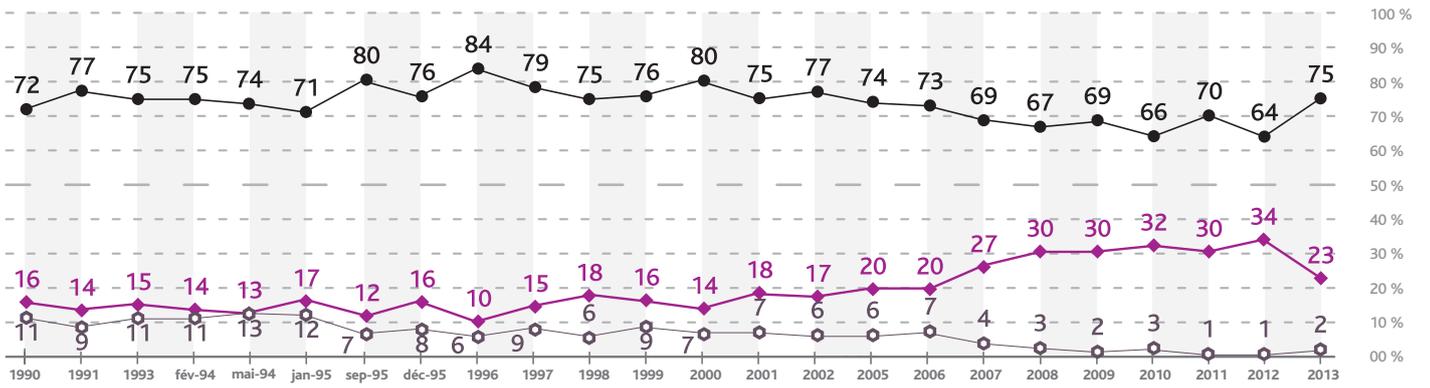


EDF

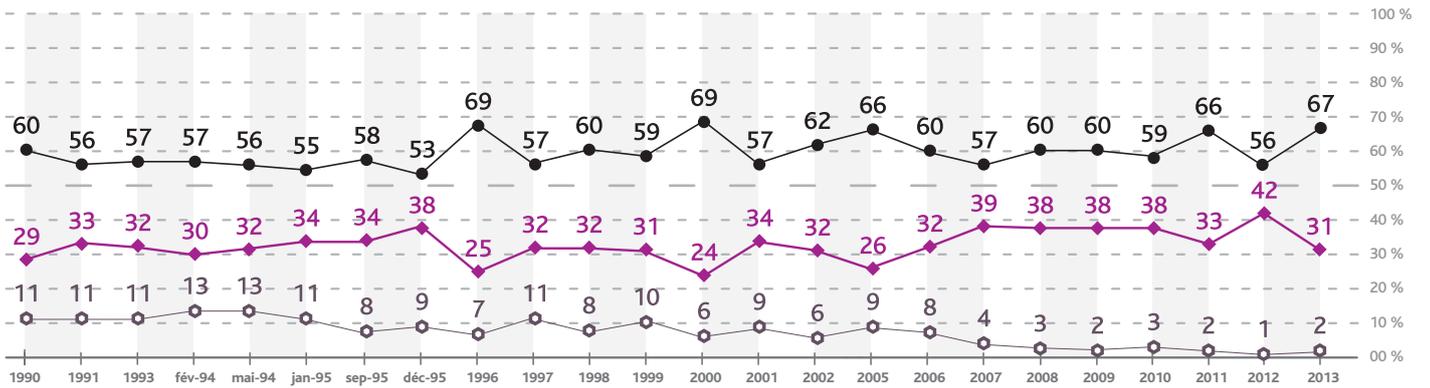


◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

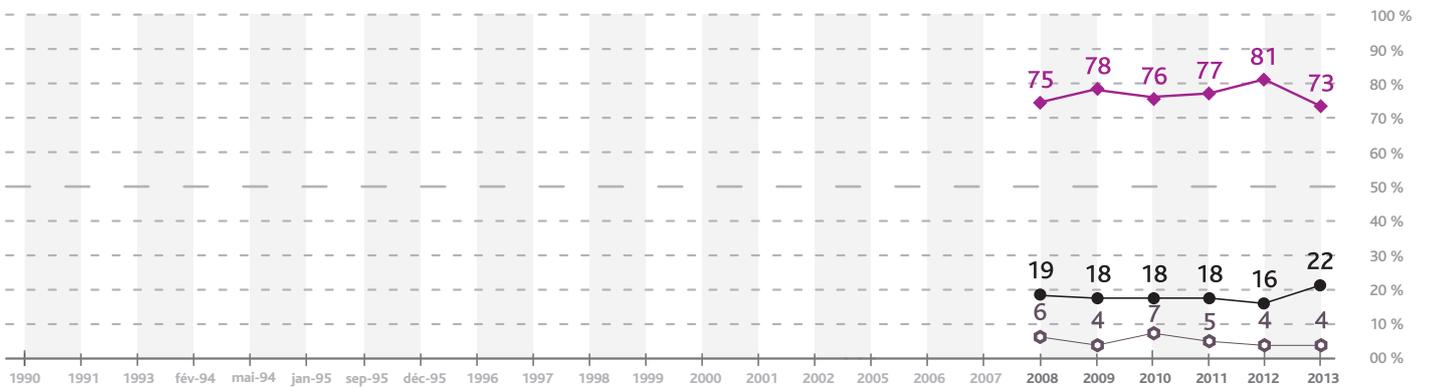
Les élus locaux



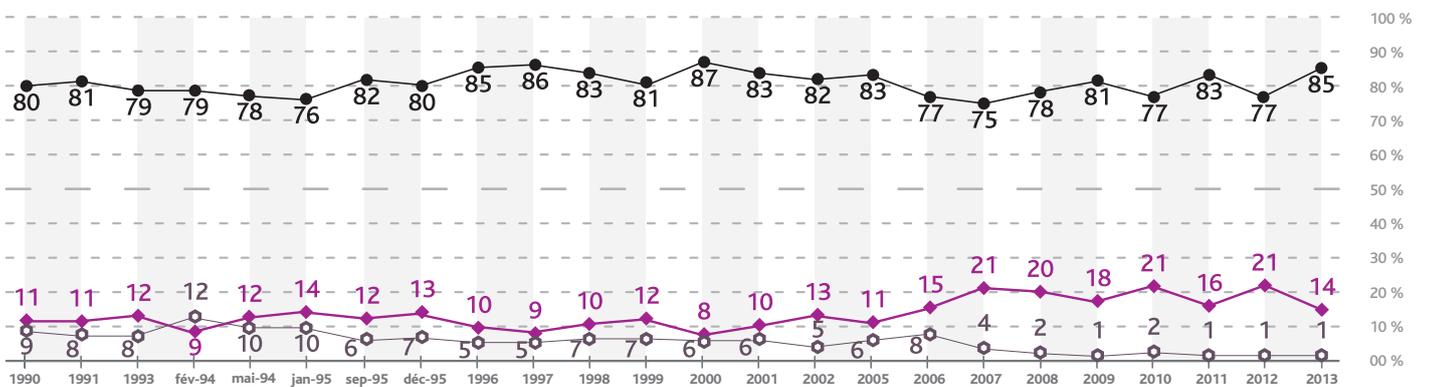
Le gouvernement



Le HCTISN



Les hommes politiques



◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

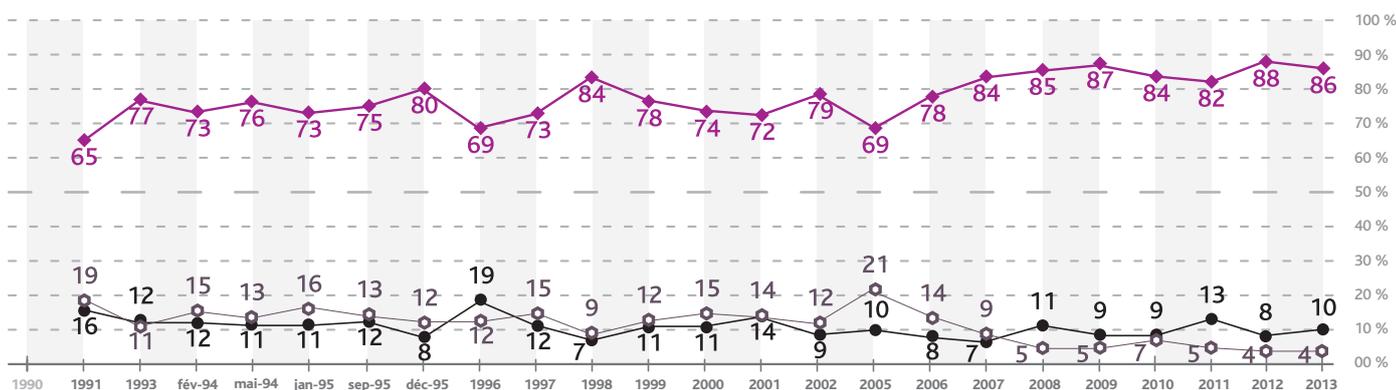
QUESTION

N°12 (suite)

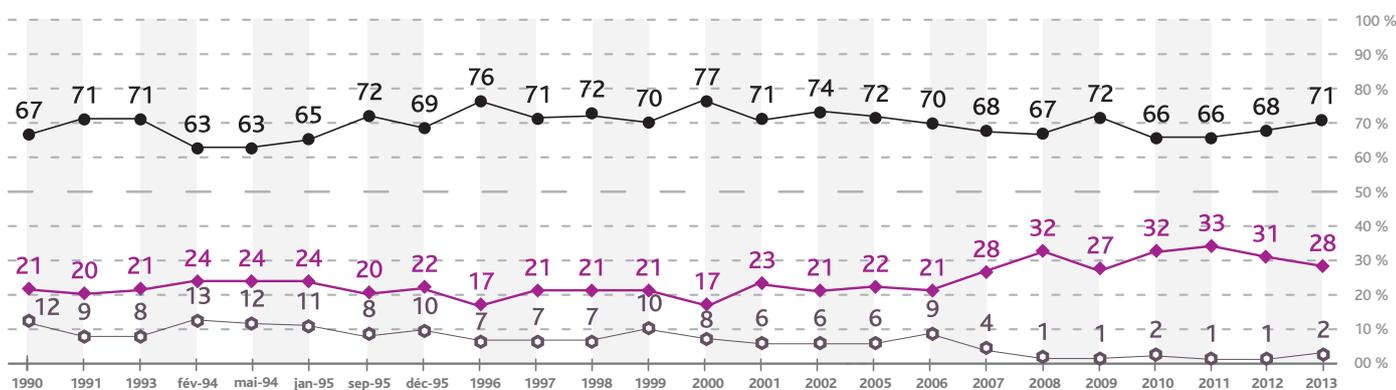
Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE 1990 À 2013

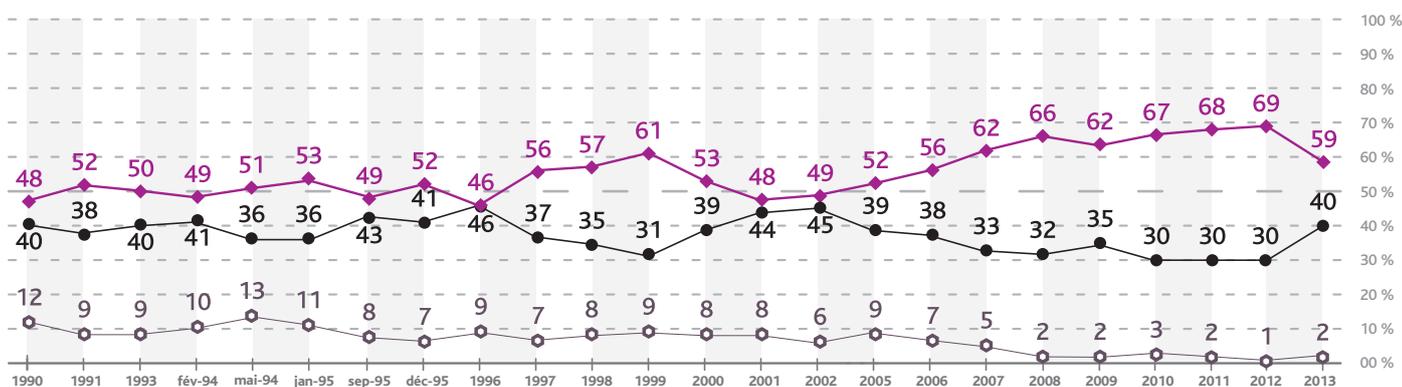
L'IRSN¹



Les journalistes



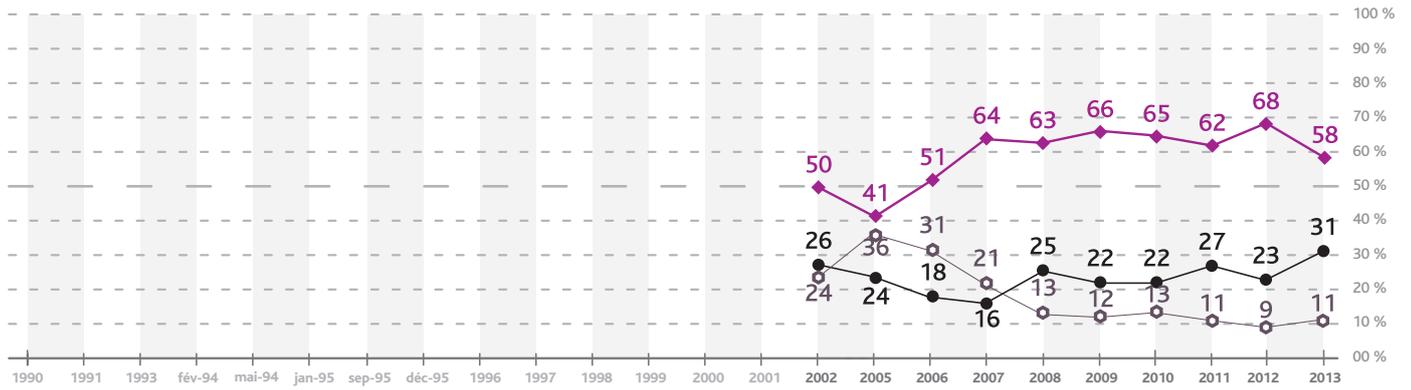
Les médecins



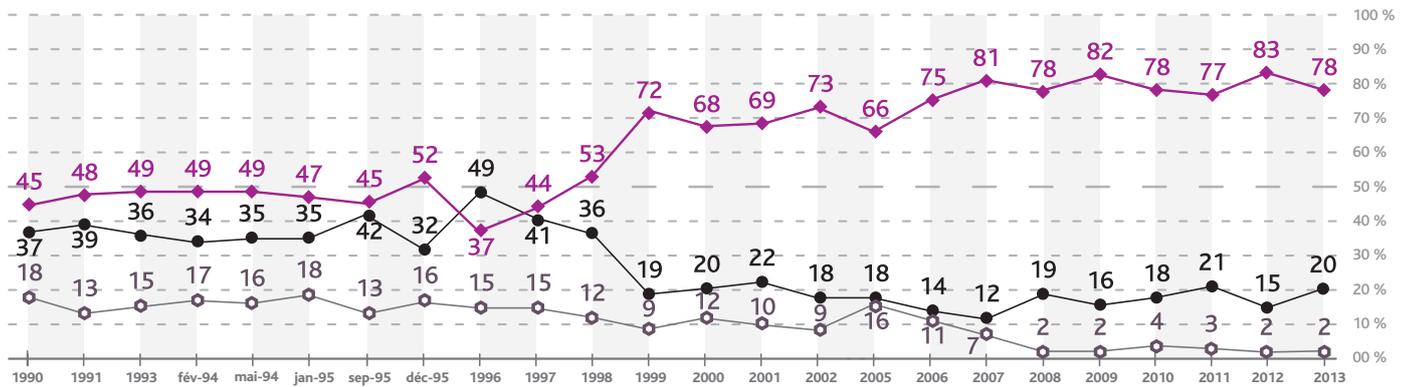
1. En novembre 2002, l'intitulé «IPSN», Institut de protection et de sûreté nucléaire, a été remplacé par «IRSN», Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

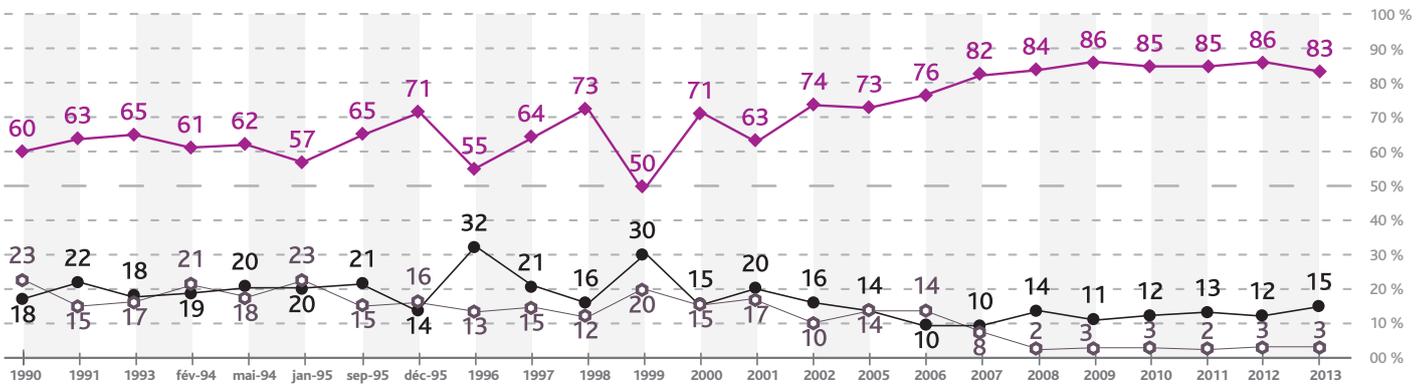
L'OPECST



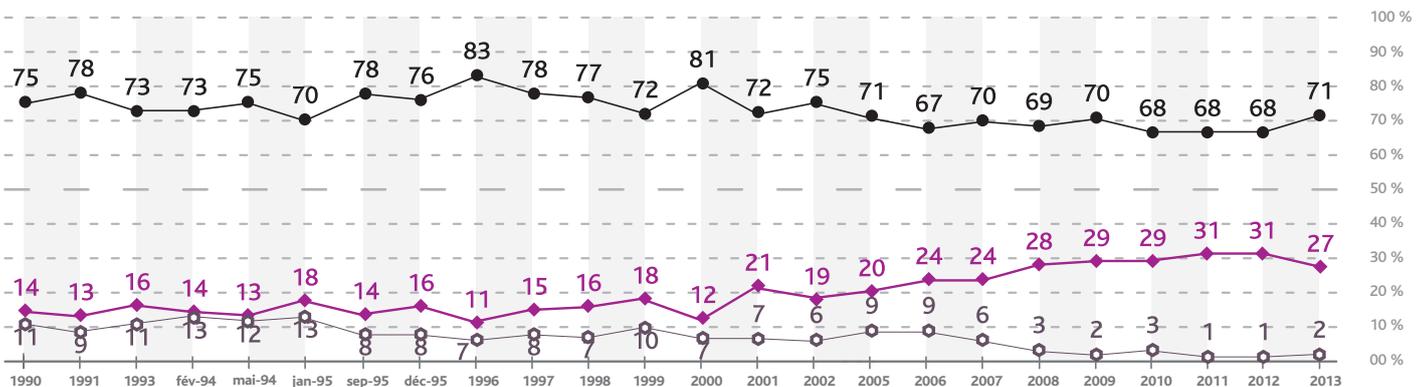
Les organismes de contrôle de l'État²



Les organismes d'experts internationaux³



Les syndicats



2. Depuis octobre 1999, il s'agit des organismes de contrôle de l'État (« Direction de la sûreté des installations nucléaires, etc. »). En novembre 2002, cet intitulé a été remplacé par « Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection » ; en novembre 2006, par « Autorité de sûreté nucléaire ».

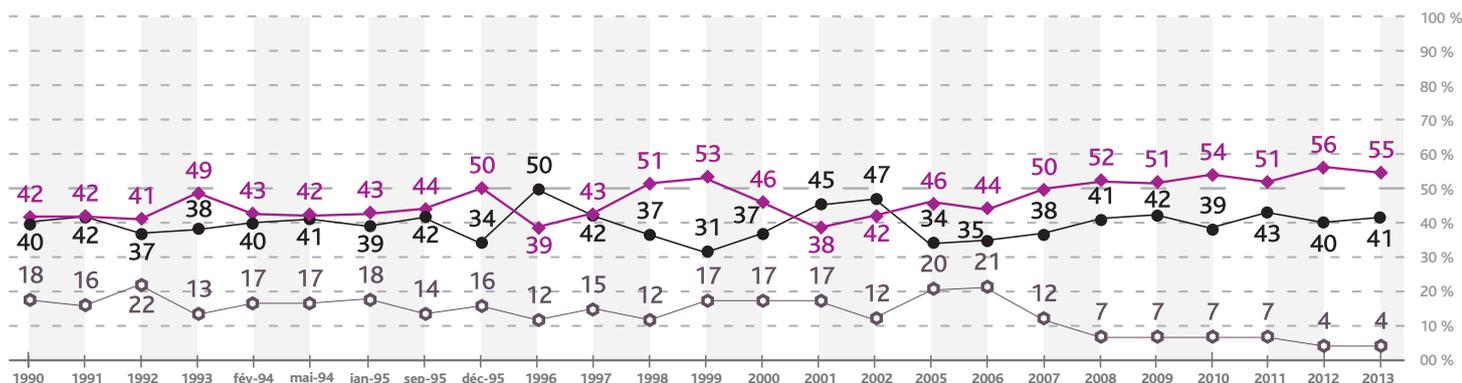
3. En octobre 1999, l'intitulé « les organismes d'experts internationaux » avait été remplacé par « les organismes internationaux ».

QUESTION N°13

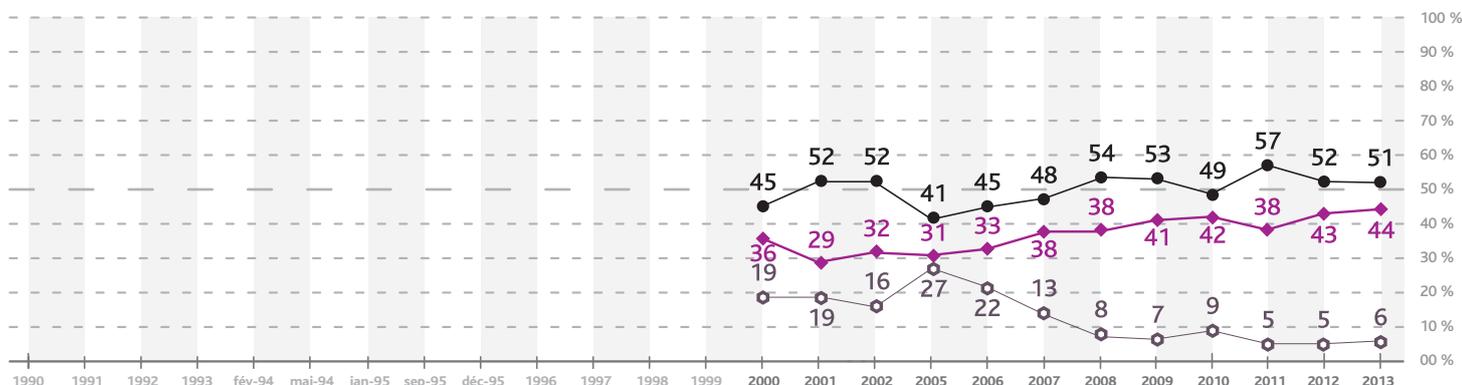
Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ 1990 À 2013

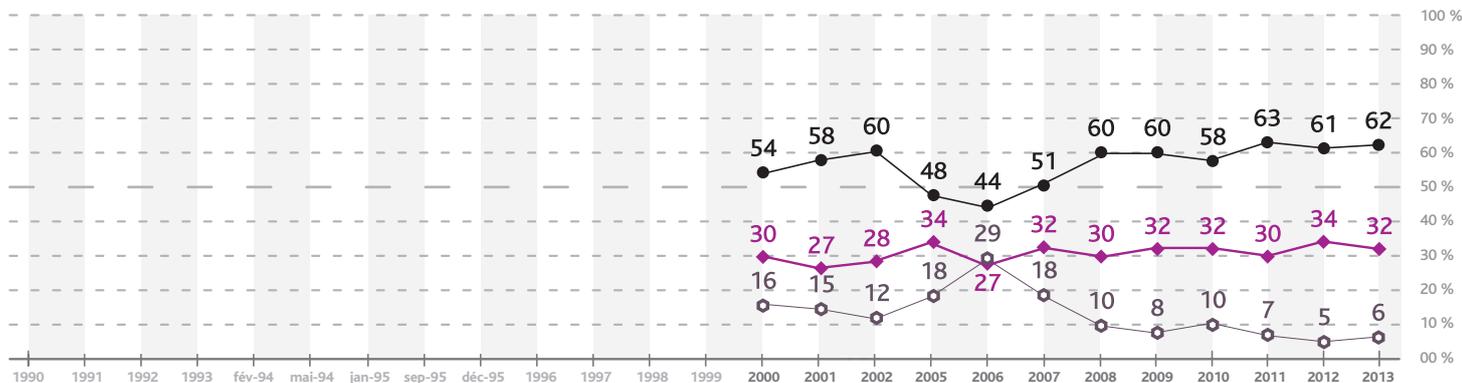
L'Académie des sciences



L'Andra

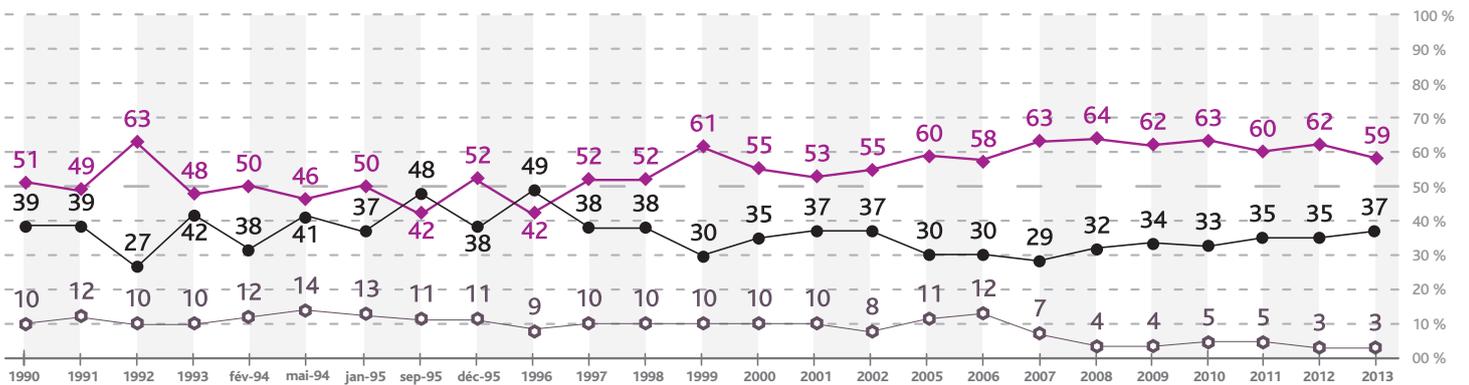


Areva (Cogema jusqu'en 2005)

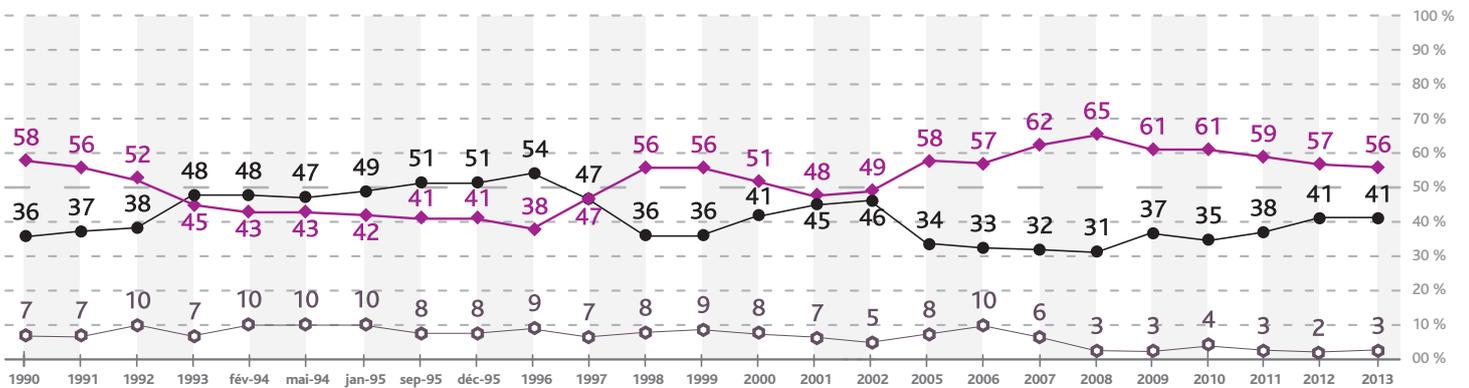


◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

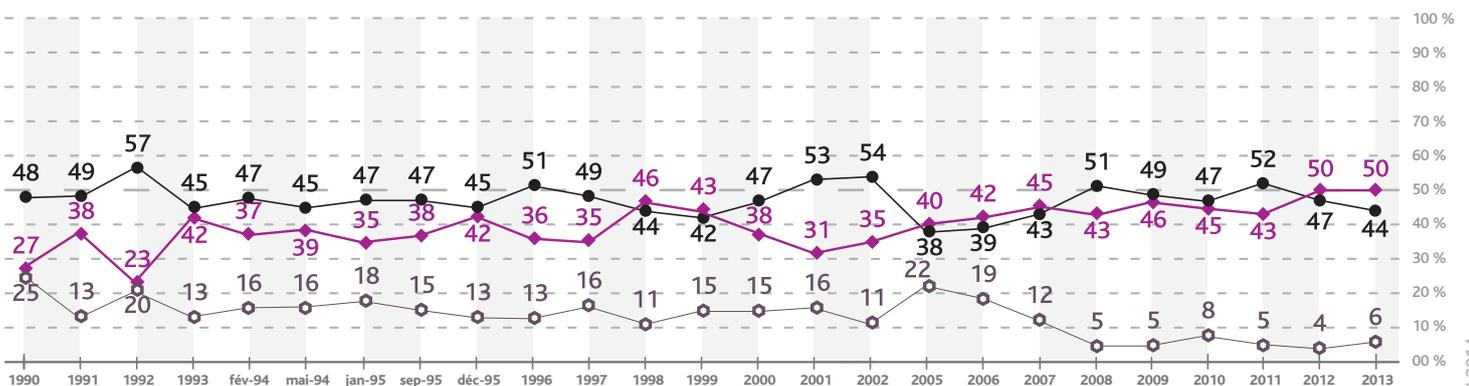
Les associations de consommateurs



Les écologistes (depuis 1998, il s'agit des associations écologistes)



Le CEA



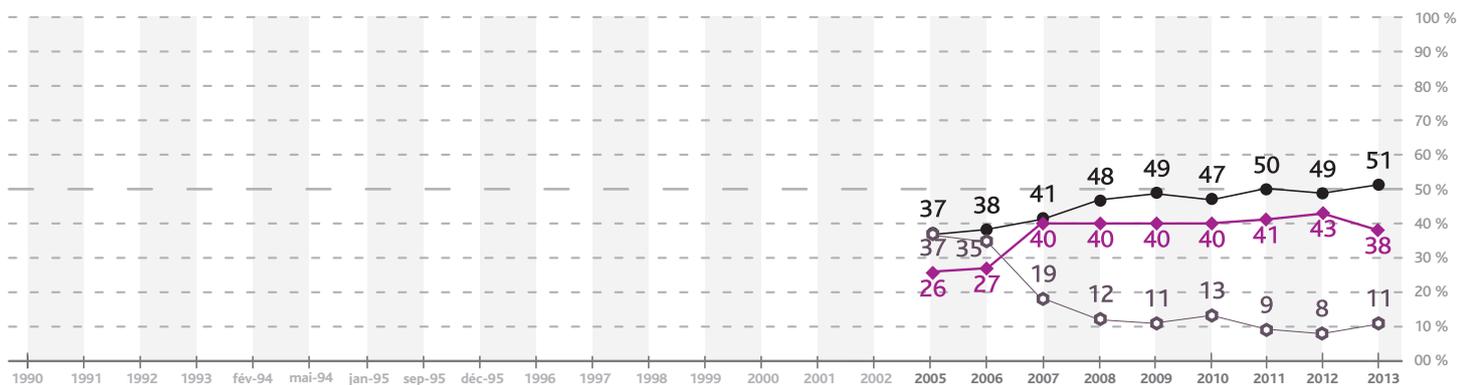
◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

QUESTION N°13 (suite)

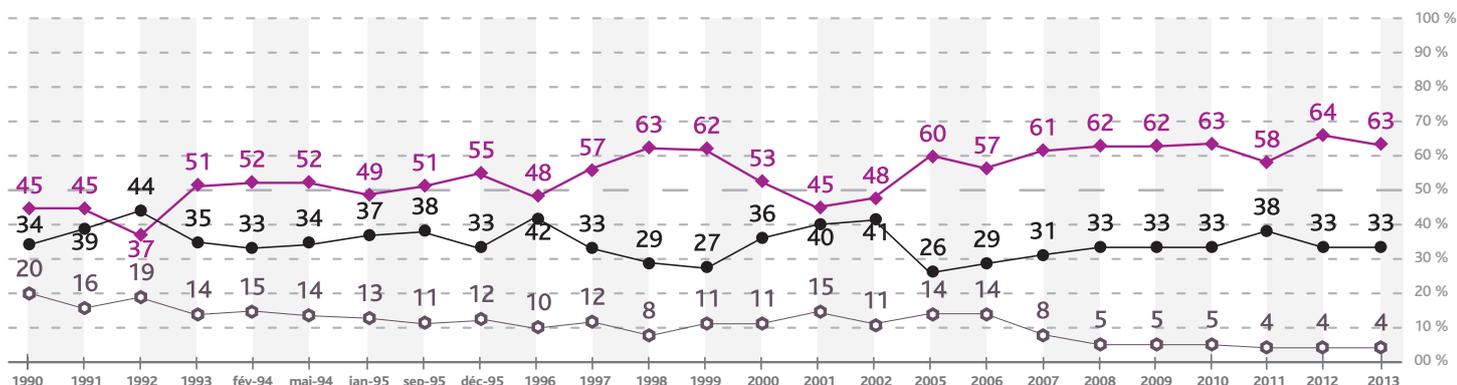
Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ 1990 À 2013

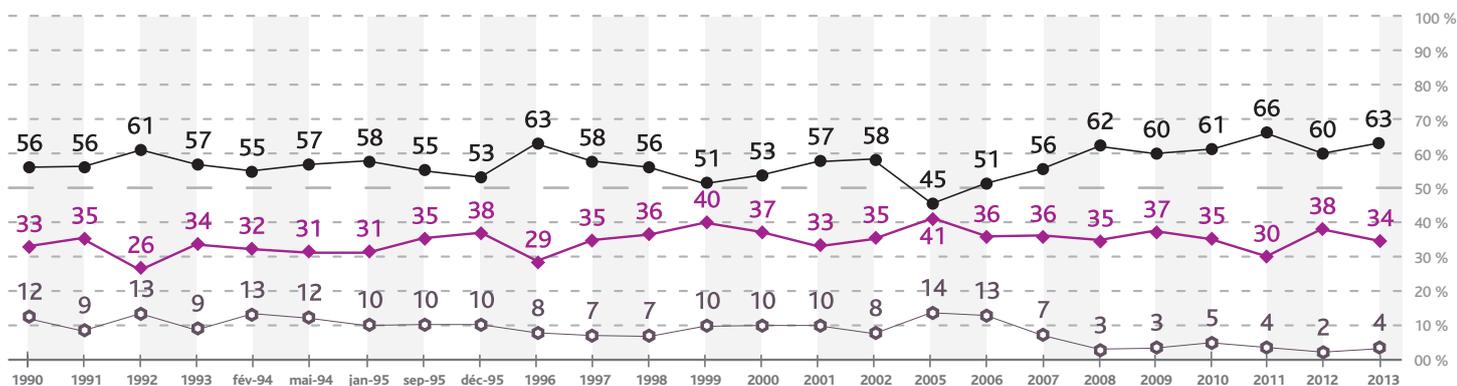
Les CLI



Le CNRS

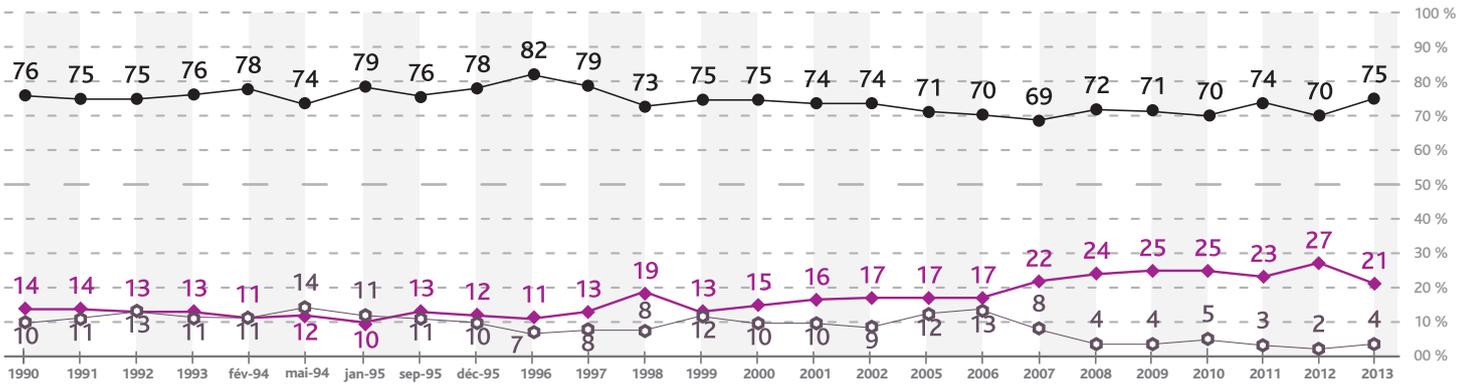


EDF

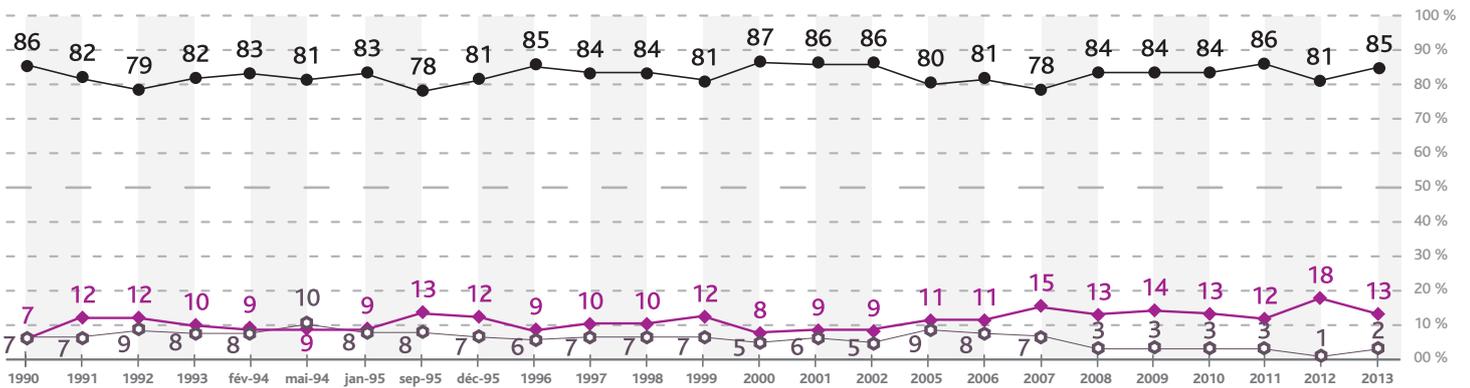


◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

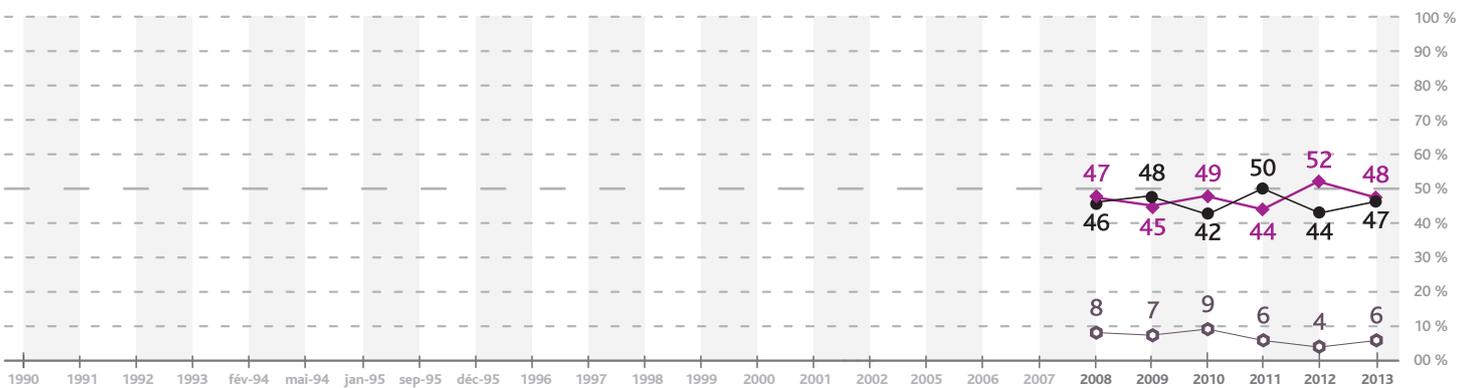
Les élus locaux



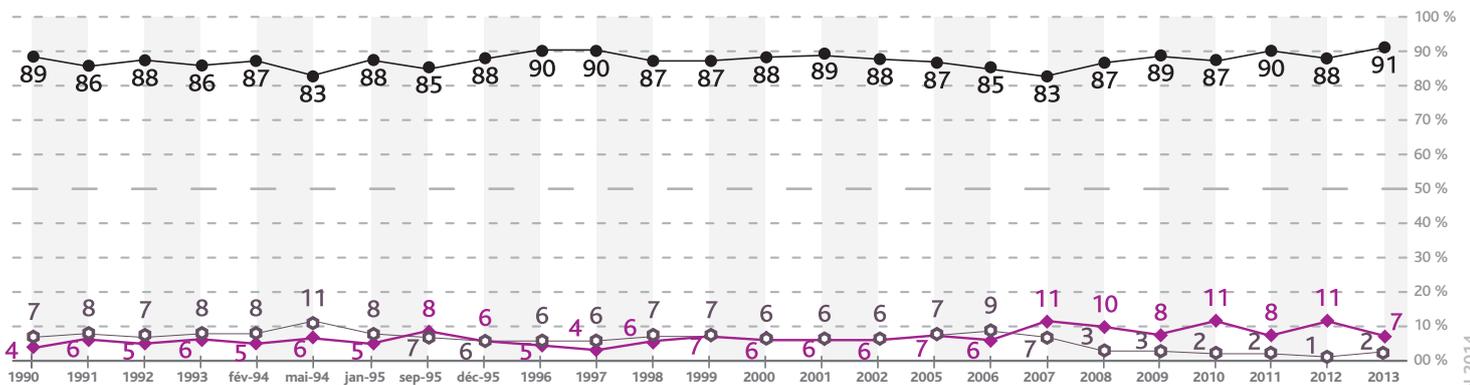
Le gouvernement



Le HCTISN



Les hommes politiques



◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

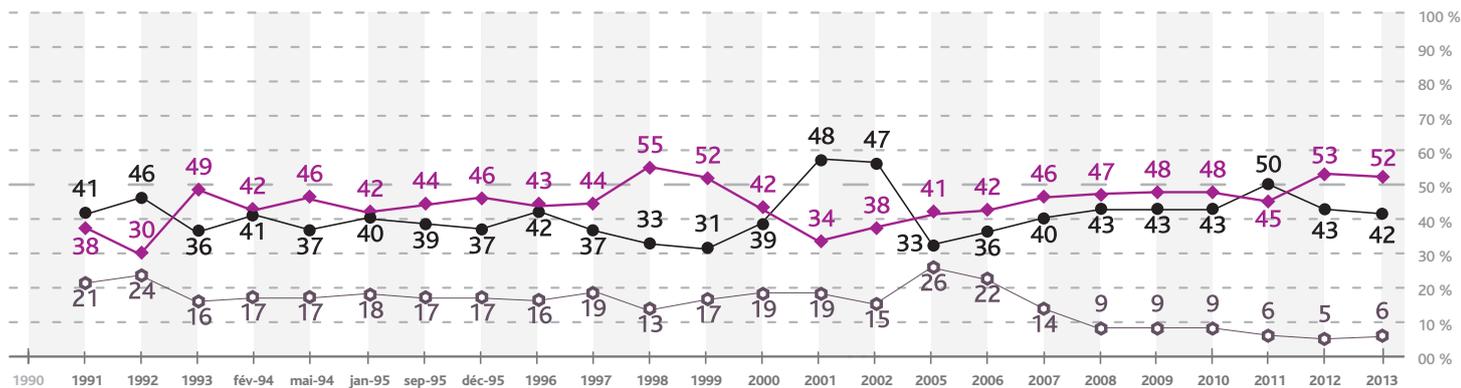
QUESTION

N°13 (suite)

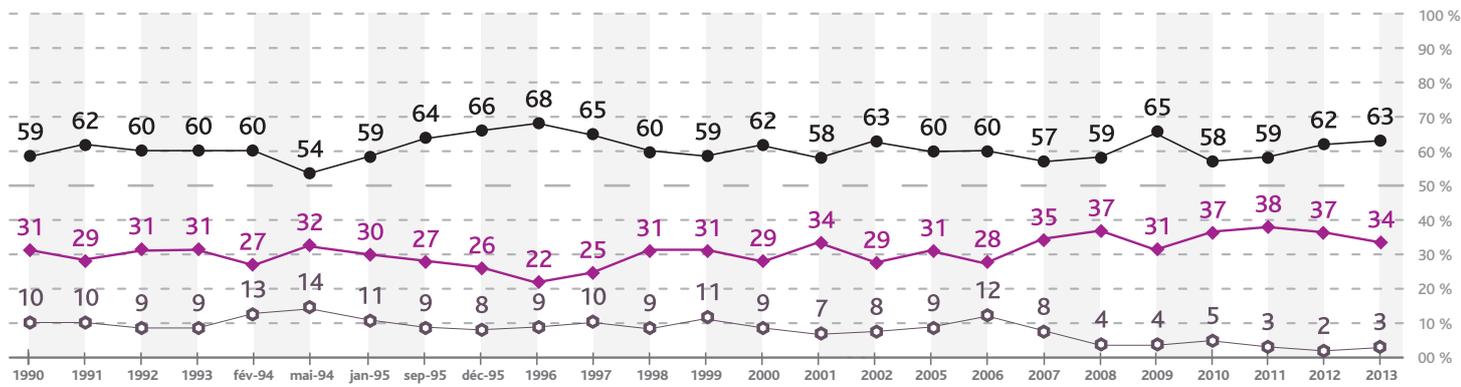
Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ 1990 À 2013

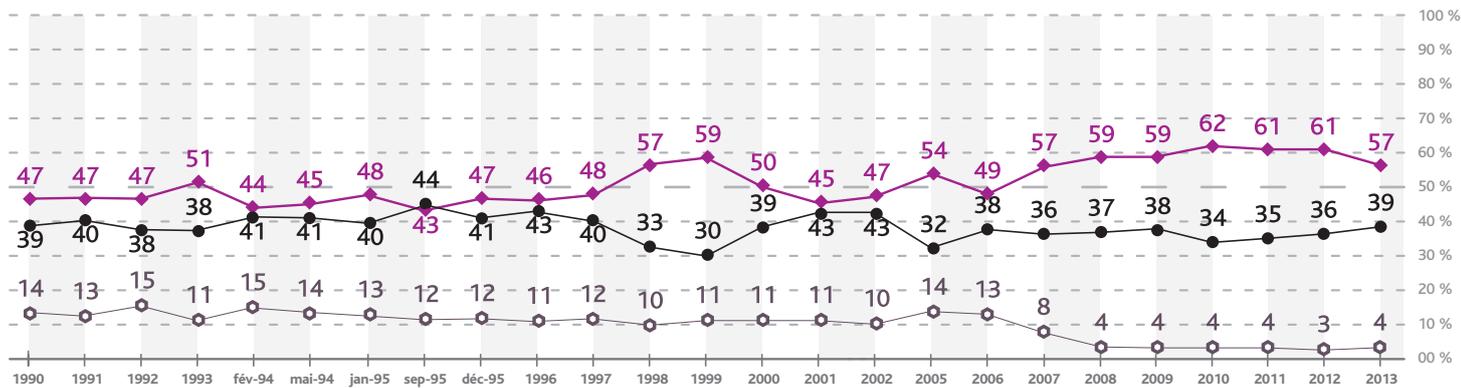
L'IRSN¹



Les journalistes



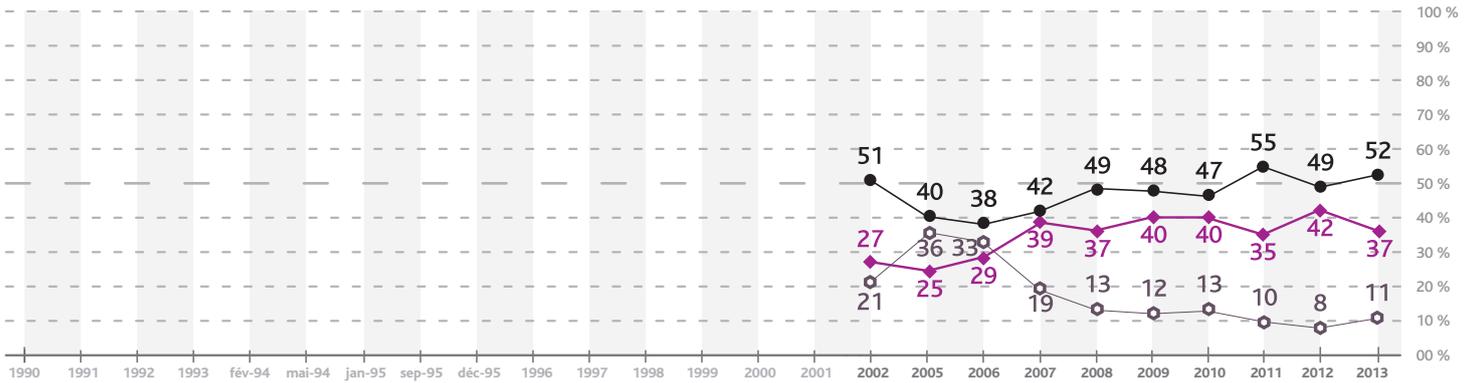
Les médecins



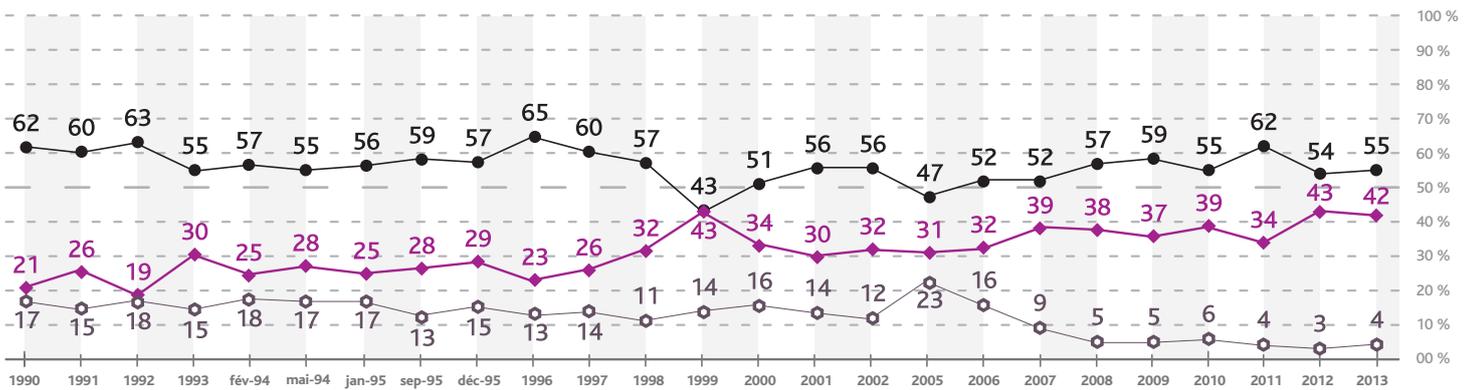
1. En novembre 2002, l'intitulé «IPSN», Institut de protection et de sûreté nucléaire, a été remplacé par «IRSN», Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

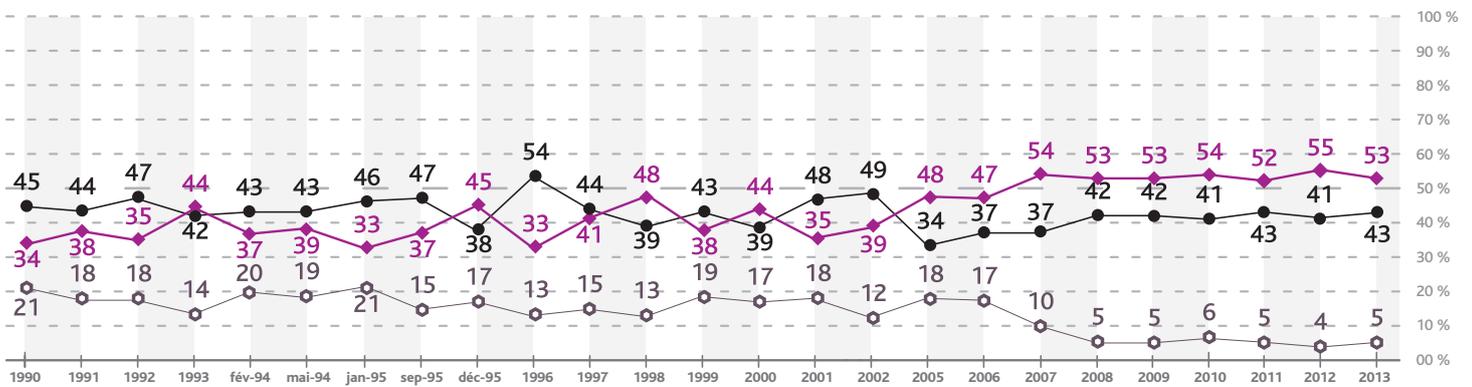
L'OPECST



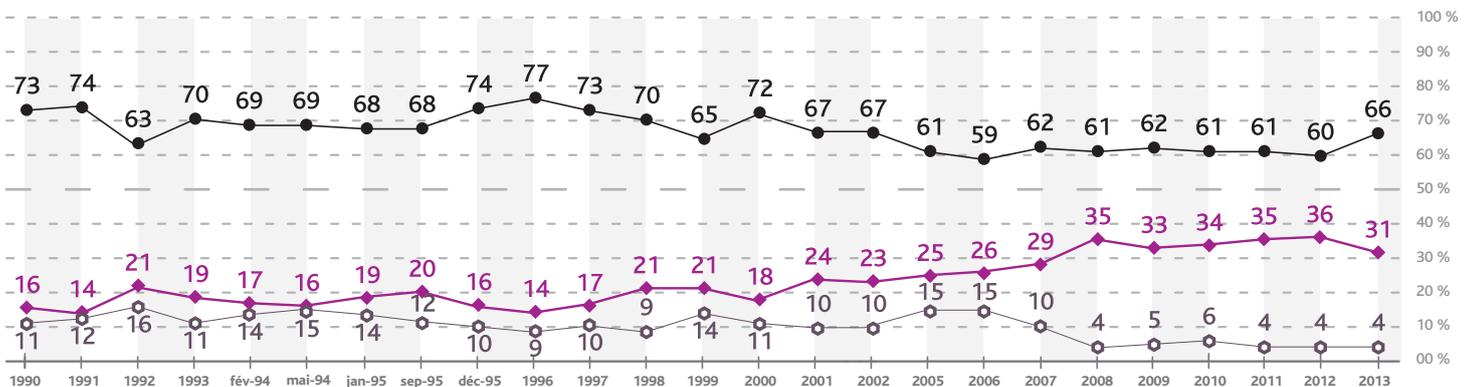
Les organismes de contrôle de l'État²



Les organismes d'experts internationaux³



Les syndicats



2. Depuis octobre 1999, il s'agit des organismes de contrôle de l'État « Direction de la sûreté des installations nucléaires, etc. ». En novembre 2002, cet intitulé a été remplacé par « Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection » ; en novembre 2006, par « Autorité de sûreté nucléaire ».

3. En octobre 1999, l'intitulé « Les organismes d'experts internationaux » avait été remplacé par « Les organismes internationaux ».

RÉGION	(%)	(visé)
Nord	6,3	(6,6)
Bassin parisien	17,1	(17,7)
Ouest	13,8	(13,3)
Sud-Ouest	10,7	(10,9)
Méditerranée	12,9	(12,3)
Centre-Est	11,9	(11,9)
Est	8,9	(8,8)
Région parisienne	18,4	(18,6)

HABITAT

Moins de 20 000 hab.	39,5	(41,4)
20 000 à moins de 100 000 hab.	12,1	(13,4)
100 000 hab. et +	31,8	(28,7)
Agglomération parisienne	16,5	(16,4)

SEXE

Homme	47,6	(47,8)
Femme	52,4	(52,2)

ÂGE

18-24 ans	10,8	(11,6)
25-34 ans	16,4	(17,2)
35-49 ans	25,4	(27,4)
50-64 ans	25,3	(22,3)
65 ans et plus	22,0	(21,5)

CATÉGORIE SOCIO - PROFESSIONNELLE

Agriculteurs	1,1	(1,2)
Artisans, commerçants	18,5	(16,4)
Professions intermédiaires	13,8	(14,5)
Employés	10,1	(9,5)
Ouvriers	20,1	(20,6)
Retraités, autres inactifs	36,5	(36,8)

Fin des variables quotas et strates

L'échantillon est proche des quotas visés. Il est tout à fait comparable aux échantillons des années antérieures et ne comporte aucune sous- ou sur-représentation d'une variable sociodémographique susceptible d'entraîner des différences sur les résultats.

STATUT DU CHEF DE FAMILLE	(%)
Salarié du secteur public	13,6
Salarié du secteur privé	33,9
Sous-total salariés	47,5
À son compte	8,3
Inscrit au Pôle Emploi	7,7
Inactif	36,5

PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ

Agriculteurs	0,0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise, cadres supérieurs	12,6
Professions intermédiaires	13,1
Employés, personnels de service	17,3
Ouvriers	14,3
Retraités ou autres inactifs	42,0

STATUT DE L'INTERVIEWÉ

Salarié du secteur privé	13,3
Salarié du secteur public	30,2
Sous-total salariés	43,5
À son compte	5,3
Inscrit au Pôle Emploi	9,3
Inactif	41,9

DIPLÔME

Avez-vous personnellement obtenu un diplôme d'études ? Si oui, quel est le plus élevé ?

Aucun diplôme	10,4
CEP, CAP	24,2
Brevet (BEPC, BEP)	15,9
Sous-total inférieur au bac	50,5
Baccalauréat	19,9
BTS, DUT (Brevet de technicien supérieur, Diplôme universitaire de technologie)	11,7
Autre diplôme supérieur (grande école, université)	17,8
Sous-total bac et plus (NSP)	49,4
	0,1

FORMATION (%)

Votre formation est plutôt :

Base : 881

Scientifique (physique, maths, chimie, technologie, informatique)	24,0
Sciences économiques et juridiques (droit, gestion, commerce)	18,7
Sciences de la vie, santé (médecine, paramédical, pharmacie, biologie)	10,8
Sciences humaines (lettres, psychologie, sociologie, arts)	12,4
Autres	33,5
(NSP)	0,5

NIVEAU DE REVENUS

Moins de 500 euros	3,0
De 500 à 749 euros	5,0
De 750 à 999 euros	4,9
De 1 000 à 1 499 euros	17,1
De 1 500 à 1 999 euros	14,3
De 2 000 à 2 499 euros	15,3
2 500 euros ou plus	32,3
(Refus/NSP)	8,1

LECTURE DE JOURNAUX SCIENTIFIQUES

Lisez-vous des journaux, des revues ou des magazines scientifiques, comme Science & Vie, Science et Avenir, Ça m'intéresse, La Recherche... ?

Souvent	8,7
De temps en temps	25,9
Rarement	22,5
Sous-total oui	57,1
Jamais	42,9

PROXIMITÉ POLITIQUE

Parmi les partis politiques suivants, pouvez-vous me dire duquel vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ?

Lutte ouvrière	3,1
Le NPA (Nouveau Parti anticapitaliste)	1,2
Le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon	5,3
Le Parti communiste	2,2
Le Parti socialiste	18,4

(%)

Les Verts	10,0
Le Modem	3,6
Le Nouveau Centre	3,4
L'UMP	12,8
Le Front national	10,9
(Aucune proximité partisane / NSP)	29,2

POSITION POLITIQUE

Pouvez-vous me dire où vous vous situez sur le plan politique ?

Très à gauche	5,1
À gauche	13,6
Plutôt à gauche	16,3
Sous-total gauche	35,0
Ni à gauche ni à droite	34,9
Sous-total droite	23,9
Plutôt à droite	10,8
À droite	7,9
Très à droite	5,2
(Refus de répondre /NSP)	6,2

RELIGION

Pratiquez-vous régulièrement une religion ?

Oui	18,4
Non	81,2
Non-réponse	0,4

HABITEZ-VOUS À MOINS DE 20 KM... d'une centrale nucléaire ?

Oui	7,8
Non	91,1
Ne sait pas	1,1

d'une autre installation nucléaire ?

Oui	7,9
Non	90,7
Ne sait pas	1,4

d'une installation chimique importante ?

Oui	21,6
Non	75,7
Ne sait pas	2,6

RÉGION ZEAT

- 1 Région parisienne
- 2 Bassin parisien est
- 3 Bassin parisien ouest
- 4 Nord
- 5 Est
- 6 Ouest
- 7 Sud-Ouest
- 8 Sud-Est
- 9 Méditerranée

AGGLO EN 9

- 1 2 000 à 5 000 hab.
- 2 5 000 à 10 000 hab.
- 3 10 000 à 20 000 hab.
- 4 20 000 à 50 000 hab.
- 5 50 000 à 100 000 hab.
- 6 100 000 à 200 000 hab.
- 7 > 200 000 hab.
- 8 Agglo Paris
- 9 Rural

RÉGION

- 1 NORD : 59-62
- 2 B.P. EST : 02-08-10-21-51-52-58-60-71-80-89
- 3 B.P. OUEST : 14-18-27-28-36-37-41-45-50-61-76
- 4 OUEST : 16-17-22-29-35-44-49-53-56-72-79-85-86
- 5 SUD-OUEST : 09-12-19-23-24-31-32-33-40-46-47-64-65-81-82-87
- 6 MÉDITERRANÉE : 04-05-06-11-13-30-34-48-66-83-84
- 7 CENTRE-EST : 01-03-07-15-26-38-42-43-63-69-73-74
- 8 EST : 25-39-54-55-57-67-68-70-88-90
- 9 R. PARIS. : 75-77-78-91 à 95

Interview réalisée auprès...

- 1 D'un homme
- 2 D'une femme

Quel est votre âge ?

Quelle est la profession du chef de famille ?
Quelle est sa fonction exacte ? Le chef de famille est-il :

- 1 Inscrit au Pôle Emploi
- 2 Salarié du secteur privé
- 3 Salarié du secteur public
- 4 À son compte
- 5 Inactif

Êtes-vous le chef de famille ?

- 1 OUI
- 2 NON

Quelle est votre profession ? Quelle est votre fonction exacte ?

Êtes-vous :

- 1 Inscrit au Pôle Emploi
- 2 Salarié du secteur privé
- 3 Salarié du secteur public
- 4 À son compte
- 5 Inactif

En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ? En premier ? En second ?

ENQUÊTEUR : MONTRER ÉCRAN ET ÉNUMÉRER

- 1 La dégradation de l'environnement
- 2 L'insécurité
- 3 Les risques nucléaires
- 4 Les accidents de la route
- 5 Le chômage
- 6 La misère et l'exclusion
- 7 Le sida
- 8 Les risques alimentaires
- 9 Le terrorisme
- 10 Les toxicomanies (drogue, alcoolisme, tabagisme...)
- 11 Les risques chimiques
- 12 Les conséquences de la crise financière
- 13 Les bouleversements climatiques
- 14 La qualité des soins médicaux
- 15 [NSP]

alea 1->14

Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ? En premier ? En second ?

- 1 La disparition d'espèces animales
- 2 La destruction des forêts
- 3 L'effet de serre (réchauffement de l'atmosphère)
- 4 La pollution de l'eau
- 5 La diminution de la couche d'ozone
- 6 La pollution de l'air
- 7 Les nuisances sonores
- 8 La dégradation des paysages
- 9 La pollution des sols
- 10 Les dommages liés aux catastrophes naturelles
- 11 [NSP]

alea 1->10

Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont :

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Quasi nuls
- 2 Faibles
- 3 Moyens
- 4 Élevés
- 5 Très élevés
- 6 [NSP]

- 1 La drogue
 - 2 Les déchets radioactifs
 - 3 Le sida
 - 4 La pollution atmosphérique
 - 5 Les centrales nucléaires
 - 6 La pollution des lacs, des rivières et des mers
 - 7 Les produits alimentaires
 - 8 Les déchets chimiques
 - 9 Le tabagisme des jeunes
 - 10 Les inondations
 - 11 Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl
 - 12 Le terrorisme
 - 13 Les OGM (Organismes génétiquement modifiés)
 - 14 Les accidents de la route
 - 15 Le radon dans les habitations
 - 16 Les installations chimiques
 - 17 Les incinérateurs de déchets ménagers
 - 18 Le transport des matières dangereuses
 - 19 L'alcoolisme
 - 20 Les antennes de réseau pour téléphones portables
 - 21 Les radiographies médicales
 - 22 Les pesticides
 - 23 Les accidents domestiques
 - 24 L'obésité des jeunes
 - 25 Les incendies de forêt
 - 26 Les maladies professionnelles
 - 27 Les risques médicaux
 - 28 Le bruit
 - 29 La pollution des sols
 - 30 La canicule
 - 31 Les accidents de radiothérapie
 - 32 Les nanoparticules
 - 33 Les lignes à haute tension
- alea 1->33

Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Non, pas du tout
- 2 Non, pas vraiment
- 3 Plus ou moins
- 4 Oui, assez
- 5 Oui, tout à fait
- 6 [NSP]

- 1 La drogue
 - 2 Les déchets radioactifs
 - 3 Le sida
 - 4 La pollution atmosphérique
 - 5 Les centrales nucléaires
 - 6 La pollution des lacs, des rivières et des mers
 - 7 Les produits alimentaires
 - 8 Les déchets chimiques
 - 9 Le tabagisme des jeunes
 - 10 Les inondations
 - 11 Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl
 - 12 Le terrorisme
 - 13 Les OGM (Organismes génétiquement modifiés)
 - 14 Les accidents de la route
 - 15 Le radon dans les habitations
 - 16 Les installations chimiques
 - 17 Les incinérateurs de déchets ménagers
 - 18 Le transport des matières dangereuses
 - 19 L'alcoolisme
 - 20 Les antennes de réseau pour téléphones portables
 - 21 Les radiographies médicales
 - 22 Les pesticides
 - 23 Les accidents domestiques
 - 24 L'obésité des jeunes
 - 25 Les incendies de forêt
 - 26 Les maladies professionnelles
 - 27 Les risques médicaux
 - 28 Le bruit
 - 29 La pollution des sols
 - 30 La canicule
 - 31 Les accidents de radiothérapie
 - 32 Les nanoparticules
 - 33 Les lignes à haute tension
- alea 1->33

Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Non, pas du tout
- 2 Non, pas vraiment
- 3 Plus ou moins
- 4 Oui, assez
- 5 Oui, tout à fait
- 6 [NSP]

- 1 La drogue
- 2 Les déchets radioactifs
- 3 Le sida
- 4 La pollution atmosphérique
- 5 Les centrales nucléaires
- 6 La pollution des lacs, des rivières et des mers
- 7 Les produits alimentaires
- 8 Les déchets chimiques
- 9 Le tabagisme des jeunes
- 10 Les inondations
- 11 Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl
- 12 Le terrorisme
- 13 Les OGM (Organismes génétiquement modifiés)
- 14 Les accidents de la route
- 15 Le radon dans les habitations
- 16 Les installations chimiques

- 17 Les incinérateurs de déchets ménagers
 - 18 Le transport des matières dangereuses
 - 19 L'alcoolisme
 - 20 Les antennes de réseau pour téléphones portables
 - 21 Les radiographies médicales
 - 22 Les pesticides
 - 23 Les accidents domestiques
 - 24 L'obésité des jeunes
 - 25 Les incendies de forêt
 - 26 Les maladies professionnelles
 - 27 Les risques médicaux
 - 28 Le bruit
 - 29 La pollution des sols
 - 30 La canicule
 - 31 Les accidents de radiothérapie
 - 32 Les nanoparticules
 - 33 Les lignes à haute tension
- alea 1->33

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Pas du tout d'accord
- 2 Pas tellement d'accord
- 3 Peut-être d'accord
- 4 Bien d'accord
- 5 Entièrement d'accord
- 6 [Sans opinion, non-réponse]

- 1 Il faut être certain des avis des experts scientifiques avant d'informer les populations
 - 2 Les experts scientifiques sont trop spécialisés pour avoir une vue large d'un problème
 - 3 En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions, même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes
 - 4 Respecter les règles, c'est le meilleur moyen de diminuer un risque
 - 5 Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord
 - 6 Il est normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics
 - 7 Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques
 - 8 Les experts scientifiques doivent davantage tenir compte de l'opinion de la population avant de rendre un avis
 - 9 Les experts scientifiques se cachent derrière la complexité de leurs études pour ne pas communiquer
 - 10 Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations
 - 11 Les avis scientifiques ne peuvent pas être compris par le public
- alea 1->11

Enfin, deux dernières propositions relatives au rôle de la science et des technologies.

- 12 Le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes
- 13 Le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime

alea 12->13

Quelles sont pour vous les deux principales qualités d'un expert scientifique ? En premier ? En second ?

- 1 Il est indépendant dans son jugement
- 2 Il est techniquement compétent
- 3 Il dit honnêtement comment il est arrivé à ses conclusions
- 4 Il est réactif face à des situations non prévues
- 5 Il déclare ses liens éventuels avec les industriels
- 6 Il est créatif
- 7 [Autre]
- 8 [NSP]

De manière générale, avez-vous une bonne ou une mauvaise opinion des experts scientifiques ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Très bonne
- 2 Bonne
- 3 Ni bonne ni mauvaise
- 4 Mauvaise
- 5 Très mauvaise
- 6 [NSP]

Diriez-vous qu'aujourd'hui vous faites plus confiance ou moins confiance à la science qu'il y a une dizaine d'années ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Beaucoup plus confiance
- 2 Plus confiance
- 3 Autant confiance
- 4 Moins confiance
- 5 Beaucoup moins confiance
- 6 [NSP]

Pour une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes, qui doit, selon vous, contrôler ce qui se passe à l'extérieur de l'installation ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Les pouvoirs publics aux niveaux national et local
- 2 Les élus locaux (conseil régional, conseil général, municipalité)
- 3 Les organisations et associations non gouvernementales
- 4 Un comité local de citoyens
- 5 L'exploitant de l'installation
- 6 Un comité d'experts scientifiques
- 7 [NSP]

Accepteriez-vous de vivre près...

- 1 OUI
- 2 NON
- 3 [NSP]

- 1 D'une centrale nucléaire
- 2 D'une installation chimique importante
- 3 D'un site de stockage de déchets chimiques
- 4 D'un site de stockage de déchets radioactifs
- 5 D'une décharge d'ordures ménagères
- 6 D'une zone inondable
- 7 D'une zone sismique
- 8 D'un aéroport
- 9 De lignes à haute tension
- 10 D'un incinérateur de déchets ménagers
- 11 D'un centre de recherche nucléaire
- 12 D'une antenne de réseau pour téléphones portables
- 13 D'un parc éolien

alea 1->13

Seriez-vous prêt à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Oui, une fois par an
- 2 Oui, deux ou trois fois par an
- 3 Oui, quatre fois par an ou plus
- 4 Non
- 5 [NSP]

Une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques serait, selon vous...

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Très utile
- 2 Plutôt utile
- 3 Plutôt inutile
- 4 Très inutile
- 5 [NSP]

alea 1->13

Et quels seraient selon vous les avantages d'une telle structure ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Contribuer à réduire les risques
- 2 Avoir accès à des informations fiables
- 3 Mieux identifier les risques
- 4 Faire émerger de nouveaux points de vue et idées
- 5 Éclairer le décideur sur les différentes options
- 6 Améliorer la qualité de l'expertise
- 7 Mieux définir la question à étudier
- 8 Améliorer la communication des résultats
- 9 Rendre plus crédible l'expertise
- 10 [NSP]

alea 1->9

Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?

PREMIÈRE CITÉE - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Les installations chimiques
- 2 Les transports de matières dangereuses
- 3 La distribution de gaz naturel
- 4 Les raffineries de pétrole
- 5 Les centrales nucléaires
- 6 Les barrages
- 7 Le stockage des déchets radioactifs
- 8 Le transport aérien
- 9 Le transport par route
- 10 Le transport par rail
- 11 Les installations militaires
- 12 Les laboratoires de recherche biologique
- 13 Les fabriques et dépôts de feux d'artifice
- 14 [Autres]
- 15 [NSP]

alea 1->13

(Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?)

2 RÉPONSES POSSIBLES - AUTRES CITÉES

Je vais vous citer des mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises. Dites-moi, pour chacune d'elles, si elle vous paraît prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Prioritaire
- 2 Importante mais pas prioritaire
- 3 Secondaire
- 4 [NSP]

- 1 Rendre accessible à tous la liste de l'ensemble de ses travaux en cours
- 2 Rendre accessible à tous la liste des demandes d'expertise qui lui sont faites
- 3 S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens
- 4 Organiser des réunions publiques pour débattre de ses travaux
- 5 Rendre publics ses rapports d'expertise

alea 1->5

Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Oui, tout à fait
- 2 Oui, plutôt
- 3 Non, plutôt pas
- 4 Non, pas du tout
- 5 [NSP]

- 1 La propriété industrielle
- 2 L'impossibilité d'exprimer les résultats en des termes compréhensibles par le public
- 3 Le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication
- 4 Les engagements contractuels de l'expert
- 5 L'attente de la décision à prendre suite aux résultats de l'expertise
- 6 L'incertitude scientifique des résultats obtenus
- 7 La lutte contre le terrorisme
- 8 Le secret défense

alea 1->8

L'expertise des risques technologiques se traduit par des rapports aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation des installations industrielles. Pour mieux comprendre les décisions, jugez-vous utile la diffusion, auprès du public, de tous ces rapports d'expertise ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Pas du tout utile
- 2 Pas tellement utile
- 3 Peut-être utile
- 4 Bien utile
- 5 Entièrement utile
- 6 [NSP]

Quelle est votre préférence entre les deux propositions suivantes ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Je préfère moi-même avoir accès à ces dossiers et construire ainsi ma propre opinion
- 2 Je préfère que l'accès à ces dossiers techniques soient uniquement réservé à d'autres, comme les médias, les élus, les associations
- 3 [NSP]

Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

- 1 Le gouvernement
 - 2 Les associations écologistes
 - 3 EDF (Électricité de France)
 - 4 Les journalistes
 - 5 Le CEA (Commissariat à l'énergie atomique)
 - 6 Les médecins
 - 7 Le CNRS (Centre national de la recherche scientifique)
 - 8 Les organismes d'experts internationaux
 - 9 Areva (précédemment Cogema)
 - 10 Les associations de consommateurs
 - 11 Les hommes politiques
 - 12 L'Académie des sciences
 - 13 Les élus locaux
 - 14 Les syndicats
 - 15 Les organismes de contrôle de l'État (Autorité de sûreté nucléaire, etc.)
 - 16 L'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire)
 - 17 L'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs)
 - 18 L'OPECST (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques)
 - 19 Les CLI (Commissions locales d'information)
 - 20 Le Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire
- alea 1->20

Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

- 1 Le gouvernement
- 2 Les associations écologistes
- 3 EDF (Électricité de France)
- 4 Les journalistes
- 5 Le CEA (Commissariat à l'énergie atomique)
- 6 Les médecins
- 7 Le CNRS (Centre national de la recherche scientifique)
- 8 Les organismes d'experts internationaux
- 9 Areva (précédemment Cogema)
- 10 Les associations de consommateurs
- 11 Les hommes politiques
- 12 L'Académie des sciences
- 13 Les élus locaux
- 14 Les syndicats
- 15 Les organismes de contrôle de l'État (Autorité de sûreté nucléaire, etc.)
- 16 L'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire)

- 17 L'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs)
 - 18 L'OPECST (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques)
 - 19 Les CLI (Commissions locales d'information)
 - 20 Le Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire
- alea 1->20

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort contre le nucléaire ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Le manque de transparence dans l'industrie nucléaire
- 2 Les accidents de Tchernobyl et de Fukushima
- 3 La vulnérabilité des installations nucléaires
- 4 Les déchets nucléaires
- 5 [Autre raison]
- 6 [NSP]

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort pour le nucléaire ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 L'indépendance énergétique
- 2 Le coût du kilowattheure
- 3 L'absence d'émission de gaz carbonique
- 4 La sûreté des installations nucléaires
- 5 [Autre raison]
- 6 [NSP]

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante.

- 1 Pas du tout d'accord
- 2 Pas tellement d'accord
- 3 Peut-être d'accord
- 4 Bien d'accord
- 5 Entièrement d'accord
- 6 [NSP]

- 1 Toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises
- 2 Si, malgré toutes les précautions, un accident survenait dans une centrale nucléaire, il pourrait avoir des conséquences très graves
- 3 La radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers
- 4 Autour des installations nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs
- 5 Les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques
- 6 Autour des installations nucléaires, les produits agricoles sont aussi bons qu'ailleurs

7 Les responsables de sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables

alea 1->7

Je vais vous citer différentes mesures relatives au renforcement de la sûreté des sites nucléaires. Pour chacune des mesures suivantes, vous me direz si vous la jugez prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire pour renforcer la sûreté des sites nucléaires.

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Prioritaire
- 2 Importante mais pas prioritaire
- 3 Secondaire
- 4 [NSP]

- 1 Développer la recherche pour mettre au point une nouvelle génération de réacteurs nucléaires
- 2 Développer la recherche pour améliorer la sûreté des réacteurs nucléaires existants
- 3 Améliorer la sûreté des installations en prenant davantage en compte le facteur humain et l'organisation du travail
- 4 Améliorer la capacité de la France à gérer une éventuelle crise nucléaire
- 5 Multiplier les inspections dans les installations nucléaires par les services de contrôle
- 6 Renforcer les moyens favorisant la vigilance et la participation citoyenne

alea 1->6

Habitez-vous à moins de 20 km...

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

- 1 D'une centrale nucléaire ?
- 2 D'une autre installation nucléaire ?
- 3 D'une installation chimique importante ?

Parmi les événements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ?

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 L'accident de l'usine Union Carbide à Bhopal, en Inde
- 2 Le tremblement de terre en Haïti
- 3 L'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl
- 4 La tempête Xynthia de février 2010 dans l'ouest de la France
- 5 Le séisme et le tsunami sur la côte Nord Est du Japon en mars 2011
- 6 L'accident de la centrale nucléaire de Fukushima

- 7 La marée noire dans le golfe du Mexique en 2010
- 8 Les catastrophes ferroviaires qui ont eu lieu cet été en France à Brétigny, en Espagne à Saint-Jacques-de-Compostelle et en Suisse romande
- 9 Autres
- 10 [NSP]

alea 1->9

Votre opinion sur les centrales nucléaires françaises a-t-elle été modifiée par l'accident de Fukushima ou par ce que vous en avez appris ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Je les trouve maintenant bien moins sûres qu'avant
- 2 Je les trouve maintenant moins sûres qu'avant
- 3 Mon opinion n'a pas changé
- 4 Je les trouve maintenant plus sûres qu'avant
- 5 Je les trouve maintenant bien plus sûres qu'avant
- 6 [NSP]

Selon vous, un accident dans une centrale nucléaire ayant la même ampleur qu'à Fukushima peut-il se produire en France ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

Du 15 mai au 15 décembre 2013, un débat public est organisé sur le projet de centre de stockage profond de déchets radioactifs en Meuse/Haute-Marne. En avez-vous entendu parler ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

Avant d'autoriser ou non ce projet, les autorités compétentes solliciteront, pendant plusieurs années, l'avis technique de l'IRSN—expert public du risque nucléaire. Jugez-vous utile que, tout au long de ce processus de décision, l'IRSN partage ses avis techniques avec des associations ou des citoyens ?

- 1 Pas du tout utile
- 2 Pas tellement utile
- 3 Peut être utile
- 4 Assez utile
- 5 Très utile
- 6 [NSP]

À votre avis, depuis 10 ans, en France, les risques liés aux installations industrielles ont plutôt :

- 1 Diminué
- 2 Augmenté
- 3 N'ont pas changé
- 4 [NSP]

Et dans les 10 ans à venir, ces risques vont-ils plutôt :

- 1 Diminuer
- 2 Augmenter
- 3 Ne pas changer
- 4 [NSP]

Imaginez qu'une installation industrielle s'implante dans votre commune. Parmi les 6 propositions suivantes, auxquelles pensez-vous immédiatement ?

DEUX RÉPONSES POSSIBLES

- 1 Au risque de pollution du sol ou de l'eau
- 2 Au risque de pollution de l'air
- 3 Au risque d'explosion
- 4 Au développement économique de la région
- 5 À la création d'emplois
- 6 À la croissance de la population
- 7 [NSP]

alea 1->6

Et concernant maintenant les installations nucléaires, à votre avis, depuis 10 ans, en France, les risques liés aux installations nucléaires ont plutôt :

- 1 Diminué
- 2 Augmenté
- 3 N'ont pas changé
- 4 [NSP]

Et dans les 10 ans à venir, ces risques liés aux installations nucléaires vont-ils plutôt :

- 1 Diminuer
- 2 Augmenter
- 3 Ne pas changer
- 4 [NSP]

Pensez-vous que la sûreté nucléaire doit être de la responsabilité de chaque pays ou du niveau européen ?

- 1 De chaque pays
- 2 Du niveau européen
- 3 [NSP]

Parmi les énergies que je vais vous citer, quelle est celle qui correspond le mieux à chacune des qualités suivantes ?

- 1 Énergie nucléaire
- 2 Énergie solaire
- 3 Énergie éolienne
- 4 Énergie hydroélectrique (énergie produite par les barrages)
- 5 Énergie biomasse
- 6 Gaz
- 7 Pétrole
- 8 [NSP]

- 1 L'énergie la plus respectueuse de l'environnement
- 2 L'énergie la moins polluante
- 3 L'énergie d'avenir
- 4 L'énergie qui pose le moins de problème au niveau international
- 5 L'énergie la plus performante
- 6 L'énergie permettant de lutter le mieux contre l'effet de serre
- 7 L'énergie la moins chère à exploiter par kilowattheure produit
- 8 L'énergie la moins coûteuse en investissement par kilowatt

alea 1->9

Avez-vous personnellement obtenu un diplôme d'études ?

Si oui, quel est le plus élevé ?

UNE SEULE RÉPONSE :

- 1 Aucun diplôme
- 2 CEP / CAP
- 3 Brevet (BEPC / BEP)
- 4 Baccalauréat
- 5 BTS, DUT (Brevet de technicien supérieur, Diplôme universitaire de technologie)
- 6 Autre diplôme supérieur (grande école, université)
- 7 [NSP]

Votre formation est plutôt :

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Scientifique (physique, maths, chimie, technologie, informatique)
- 2 Sciences économiques et juridiques (droit, gestion, commerce)
- 3 Sciences de la vie, santé (médecine, paramédical, pharmacie, biologie)
- 4 Sciences humaines (lettres, psychologie, sociologie, arts)
- 5 Autres
- 6 [NSP]

Lisez-vous des journaux, des revues ou des magazines scientifiques, comme *Science & Vie*, *Science et Avenir*, *Ça m'intéresse*, *La Recherche*... ?

UNE SEULE RÉPONSE :

- 1 Souvent
- 2 De temps en temps
- 3 Rarement
- 4 Jamais
- 5 [NSP]

Parmi les partis politiques suivants, pouvez-vous me dire duquel vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Lutte ouvrière
- 2 Le NPA (Nouveau Parti anticapitaliste)
- 3 Le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon
- 4 Le Parti communiste
- 5 Le Parti socialiste
- 6 Les Verts / Europe Écologie
- 7 Le Modem
- 8 Le Nouveau Centre
- 9 L'UMP
- 10 Le Front national
- 11 [Aucun]
- 12 [NSP]

Pouvez-vous me dire où vous vous situez sur le plan politique ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Très à gauche
- 2 À gauche
- 3 Plutôt à gauche
- 4 Ni à gauche ni à droite
- 5 Plutôt à droite
- 6 À droite
- 7 Très à droite
- 8 [NSP]

Voici une échelle de revenus mensuels en euros. Nous désirons savoir à quel niveau de revenus se situe votre foyer, en comptant les allocations familiales et les revenus de tous les membres du ménage.

Veuillez m'indiquer le code correspondant à votre foyer ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Moins de 499 euros / moins de 3 299 francs
- 2 De 500 à 749 euros / de 3 300 à 4 899 francs
- 3 De 750 à 999 euros / de 4 900 à 6 599 francs
- 4 De 1 000 à 1 499 euros / de 6 600 à 9 799 francs

- 5 De 1 500 à 1 999 euros / de 9 800 à 13 099 francs
- 6 De 2 000 à 2 499 euros / de 13 100 à 16 399 francs
- 7 De 2 500 à 2 999 euros / de 16 400 à 19 699 francs
- 8 De 3 000 à 3 499 euros / de 19 700 à 22 999 francs
- 9 De 3 500 à 4 499 euros / de 23 000 à 29 499 francs
- 10 De 4 500 à 5 999 euros / de 29 500 à 39 399 francs
- 11 De 6 000 à 7 499 euros / de 39 400 à 49 199 francs
- 12 De plus de 7 500 euros / plus de 49 200 francs
- 13 [NE SAIT PAS]
- 14 [REFUS, NE VEUT PAS RÉPONDRE]

Pratiquez-vous régulièrement une religion ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

Avez-vous des remarques à ajouter sur l'ensemble de cette enquête ?

POUR TOUT RENSEIGNEMENT

IRSN

DSDP – SDOS

BP 17 – 92262 Fontenay-aux-Roses Cedex

Téléphone : +33 (0)1 58 35 80 33

Télécopieur : +33 (0)1 58 35 79 62

marie-helene.eljammal@irsn.fr

*LES ÉDITIONS PRÉCÉDENTES DU BAROMÈTRE SONT DISPONIBLES
SUR INTERNET À L'ADRESSE SUIVANTE :*

www.irsn.fr > IRSN > Publications > Baromètre IRSN

ISSN : 2116 - 9179

Tous droits réservés IRSN

Juin 2014

Conception graphique : Bug

Imprimé avec des encres végétales, sur Satimat green,
papier contenant 60 % de fibres recyclées et certifié FSC.

FSC



IRSN

INSTITUT
DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE



Créé par l'article 5 de la loi n° 2001-398 du 9 mai 2001, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) est un établissement public industriel et commercial, dont le fonctionnement a été précisé par le décret n° 2002-254 du 22 février 2002, modifié le 7 avril 2007. Il est placé sous la tutelle conjointe des ministres chargés de la défense, de l'environnement, de l'industrie, de la recherche et de la santé.

Expert public en matière de recherches et d'expertises relatives aux risques nucléaires et radiologiques, l'Institut traite de l'ensemble des questions scientifiques et techniques associées à ces risques, en France et à l'international. Ses activités couvrent ainsi de nombreux domaines complémentaires : surveillance de l'environnement, intervention en cas de risque radiologique, radioprotection de l'homme en situations normale et accidentelle, sûreté des installations, des transports et des déchets nucléaires. L'Institut est également présent dans le domaine de l'expertise nucléaire de défense.

L'IRSN concourt aux politiques publiques en matière de sûreté nucléaire, de protection de l'homme et de l'environnement contre les rayonnements ionisants ainsi que de protection des matières nucléaires, installations et transports à l'égard du risque de malveillance. Il interagit dans ce cadre avec tous les acteurs concernés par ces risques : pouvoirs publics, et notamment les autorités de sûreté et de sécurité nucléaires, collectivités locales, entreprises, organismes de recherche, associations de parties prenantes, etc.

L'Institut compte environ 1 800 collaborateurs parmi lesquels de nombreux ingénieurs, médecins, agronomes, vétérinaires, techniciens, experts et chercheurs.

L'IRSN dispose d'un budget à hauteur de 300 millions d'euros dont près de 40 % dédiés à la recherche.

Siège social

31, avenue de la Division-Leclerc
92260 Fontenay-aux-Roses
RCS Nanterre B 440 546 018

Téléphone

+33 (0)1 58 35 88 88

Courrier

BP 17
92262 Fontenay-aux-Roses Cedex

Site Internet

www.irsn.fr